This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

3 3433 00602845 4

COLINS

QU'EST-CE QUE LA SCIENCE SOCIALE

TOME TROISIÈME

PRIX : 5 FRANCS

PARIS
CHEZ GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES
PALAIS-ROYAL — PERISTYLE MONTPENSIER, 215 BIS

1854

QU'EST-CE QUE

LA SCIENCE SOCIALE

LAGNY. — Imprimerie de VIALAT ET Cie.

QU'EST-CE QUE

LA

SCIENCE SOCIALE

PAR COLINS

G.C.G.

« J'appelle *socialisme* cet assemblage de « théories vulgaires, insensées, épuisées, « qui se sont produites dans tous les « siècles, chez tous les peuples, toutes les « fois que les forces de la société ont été « affaiblies, amoindries, impuissantes; « j'appelle *socialisme* cet état de mensonge « qui fait appel aux plus détestables pas- « sions, qui menace tout, en attaquant et « la propriété, et la religion et la famille, « et cela par une conséquence nécessaire; « c'est qu'en effet il demande la transfor- « mation sociale absolue, la ruine de la « société. »

M. Berryer, Assemblée nationale législative, séance du 16 janvier 1851. — *Moniteur* du 17 janvier.

« Comme M. Berryer je condamne ce « faux socialisme.

« J'appelle Socialisme rationnel l'a- « néantissement de tout paupérisme, tant « moral relatif aux connaissances, que « matériel relatif aux richesses. J'affirme « que ce socialisme est devenu néces- « saire à l'existence de l'ordre, et qu'il « peut s'établir sans désordre.

« J'accepte comme adversaires, pour « discuter le socialisme rationnel, les « rédacteurs de la loi du 31 mai; et « comme juges, la représentation na- « tionale à quelque couleur qu'elle ap- « partienne lorsque le jugement sera pro- « noncé. »

Colins.

Le bien est la fin des arts et des sciences. Le premier des biens est donc la fin de la première des sciences. Or cette science est l'ÉCONOMIE SOCIALE.

Aristote, *Polit.*, liv. III, ch. 8.

TOME TROISIÈME

PARIS

CHEZ GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES

PALAIS-ROYAL — PERISTYLE MONTPENSIER, 215 BIS.

1854

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
394682B
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS
B 1947 L

QU'EST-CE QUE
LA SCIENCE SOCIALE?

M. THIERS,
LA PROPRIÉTÉ,
LA SOCIÉTÉ ACTUELLE
ET
LA SOCIÉTÉ FUTURE.
(Suite.)

III.

« Il n'y aura absolument aucun pauvre ni « aucun mendiant parmi vous, afin que le Seigneur votre Dieu vous bénisse dans la terre « qu'il doit vous livrer en possession. »
Deuteronome, Ch. XV. V. 4.

« Il y a toujours eu des pauvres jusqu'ici ; la « terre promise est celle de la Société future. »
Colins, *Commentaire*.

« — Je n'ai pas dit encore, continue M. Thiers, toutes « les fonctions de la richesse dans la société. Elle a un autre « rôle..... Elle seule peut fournir des capitaux au génie in- « ventif..... »

— C'est vrai, Monsieur, elle seule peut le faire dans une société qui n'a rien que ce qu'elle prend sur le travail des masses, pour le donner aux riches, dont le travail consiste à

maintenir ces mêmes masses sous le joug : parce que, comme le dit le prince des économistes, les épargnes des riches peuvent continuer à se faire aux dépens du pauvre. Les riches seuls peuvent donc fournir alors des capitaux au génie inventif. Mais, l'ont-ils jamais fait? Non. Fulton et tant d'autres sont morts dans la misère. Si vous voulez le martyrologe des génies de l'industrie, M. Jobard vous le présentera. Ce que les riches font, dans la société actuelle, sauf les exceptions, c'est exploiter le génie. Voyez plutôt le prolétaire Remy, l'inventeur de la pisciculture! Il ne faut même pas leur en vouloir : tant que le capital domine, il est impossible que cela soit autrement. Mais, quand le travail domine; quand le sol appartient à la propriété collective, ainsi que les capitaux acquis par les générations passées, moins ce qui en reste entre les mains des individus pour que la consommation et la production soient toujours au maximum possible des circonstances, et toujours au moins dix fois plus considérables qu'elles ne le sont à présent; oh! alors, il n'y a plus besoin des riches pour venir en aide au génie inventif; la société a mille fois plus de richesses qu'il ne lui en faut pour pouvoir le faire. Et, soyez tranquille! il n'y aura plus alors : ni académie des sciences physiques assez sotte pour méconnaître Fulton; ni académie des sciences morales assez inepte pour ne point reconnaître : que, l'incompressibilité de l'examen et le paupérisme sont aussi incompatibles avec l'existence de l'ordre, que l'être avec le néant.

En avons-nous fini avec la richesse? que M. Thiers nous accuse de ne pas vouloir souffrir; et, que lui seul veut détruire : car, rien comme l'anarchie, n'est destructeur de la richesse; et, personne, plus que M. Thiers, n'est révolutionnaire, n'est anarchique : puisqu'il veut conserver l'existence du paupérisme, à une époque où cette même existence est anarchique par essence; en avons-nous fini, répétons-nous, avec la richesse? Non, il lui reste, dit-il, un dernier celui de conserver aux riches la jouissance de voir des

« — Le riche, dit-il, quitte ses palais pour aller visiter « la chaumière du pauvre, bravant la saleté, la maladie « contagieuse, et quand il a découvert cette jouissance nou- « velle il s'y passionne, il la savoure. . . . . .

« . . . . . Vous auriez, continue-t-il, supprimé (en sup- « primant le paupérisme) la plus douce, la plus charmante, « la plus gracieuse des vertus de l'humanité! Triste réfor- « mateur, *vous auriez gâté l'œuvre de Dieu,* en la voulant « retoucher. Laissez-nous, je vous en prie, laissez-nous le « cœur humain tel que Dieu nous l'a fait. »

— Oui, laissez le paupérisme et ses ineffables horreurs, pour que ces quelques centaines d'opulents qui, selon les calculs de M. Thiers, existent sur trente-six millions d'habitants, puissent se délecter de tant de souffrances dont ils sont exempts : parce que, selon J. B. Say, ils ont fait leurs épargnes sur les trente-cinq millions d'âmes qu'ils exploitent.

Nous venons de parler de quelques centaines d'opulents, au profit desquels M. Thiers veut conserver les infamies, dont parlait dernièrement M. Pelletan dans un feuilleton de la *Presse;* voici le passage en question :

« — . . . . Personne, dit M. Thiers, n'a compté les for- « tunes dans une société; mais dans un État comme la France « où l'on suppose douze millions de familles, en comptant « trois individus par famille, on sait qu'il existe deux mil- « lions de familles qui ont *à peine le nécessaire,* SOUVENT « MÊME EN SONT PRIVÉES; six millions qui ont le néces- « saire, trois millions qui ont l'aisance, près d'un million « qui ont un commencement d'opulence, et tout au plus « *deux ou trois centaines* qui possèdent l'opulence elle- « même. »

— Permettez, Monsieur, que je rectifie ici une erreur de calcul.

Chez les riches, chez ceux qui ont l'aisance, la famille moyenne peut être de trois individus; mais, chez le pauvre qui souvent n'a pas le nécessaire; et, chez celui qui a le strict

nécessaire; quand lui, sa femme et ses enfants se portent bien, la famille moyenne n'est pas de trois individus, mais de six. Et, il faut que cela soit, car à trois individus, il n'y aurait qu'un enfant pour remplacer le père et la mère. Alors le monde finirait bientôt. C'est pour cela que M. de Rambuteau, voulant cacher cette différence, fixait officiellement à la Chambre des députés, en parlant au nom du ministère, le chiffre de la famille moyenne à quatre et demi individus.

Nous allons vous prouver que le chiffre de la famille moyenne du pauvre est au moins six. Écoutez et remarquez : que ce qui va suivre est affirmé par une commission, nommée par une société de riches, ou tout au moins de personnes dans l'aisance :

« — La Société de Saint-Vincent-de-Paul, de Lille, avait « chargé une commission de faire une enquête sur la situa- « tion de deux cents familles pauvres, prises AU HASARD « parmi celles qui sont sous le patronage de cette société. « Voici quelques résultats que nous extrayons du rapport « de la commission rédigé par M. Bineau, médecin distin- « gué de cette ville, et récemment publié (1843).

« La population de ces deux cents familles s'élève à douze « cent douze individus.

« Sur ces douze cent douze personnes, cinq cent quatre- « vingt-seize seulement sont des travailleurs; ce sont eux qui « pourvoient aux besoins de tous.

« Ces travailleurs gagnent par an tout au plus six cents « francs, tandis qu'il en faudrait au moins neuf cent soixante- « deux pour leur procurer à eux et à leurs familles, le *strict* « *nécessaire*. Le déficit sur le nécessaire est donc de trois « cent soixante-deux francs par an.

« Un tiers de cette population est affecté de maladies « chroniques, la plupart incurables. Sur cent chefs de fa- « mille, soixante-trois en sont atteints, et près de la moitié « des mères est affectée des mêmes maladies.

« Les quartiers qu'habitent ces douze cent douze indivi-

« dus pauvres, sont généralement de véritables quartiers in-
« fects et putrides. M. Bineau les nomme éloquemment la
« petite Irlande de Lille. Leurs habitations ne sont bien sou-
« vent que des cloaques d'impureté, de puanteur, sans air
« ni lumière. Il arrive, pour un grand nombre, que la paille
« sur laquelle ils couchent, n'est pas seulement renouvelée
« tous les ans ; elle est humide, pourrie, fétide, comme la
« paillasse qui la recouvre. »

(*Journal la Réforme,* 8 décembre 1843.)

— Dernièrement, M. Blanqui a fait un tableau de la misère du riche, devant lequel celui-ci est à peine perceptible. Vous y voyez que sur vingt et un mille nouveaux nés, vingt mille sept cents périssent avant l'âge de cinq ans. Ai-je besoin de vous faire remarquer, que dans le rapport de M. Bineau, la famille moyenne du pauvre se trouve composée de 6,06 individus.

Voici qui concerne encore la durée de la vie :

« — Ainsi, dit M. Pelletan, sur mille soixante-dix-huit ou-
« vriers (*feuilleton de la Presse* du 30 décembre 1849),
« enrôlés dans les filatures, mille cinquante-six ne peuvent
« atteindre leur quarantième année. Ils passent à peu près
« devant leur métier le temps de filer leur suaire. A quel
« siècle de barbarie faut-il remonter par la pensée, pour re-
« trouver sur un espace donné une pareille tuerie? »

Voyez, du reste, ce feuilleton, dont l'ensemble fait frissonner d'horreur, et doit faire rougir quiconque ne souffre pas.

C'est pour délecter les riches que M. Thiers veut conserver une pareille société.

M. Thiers termine ce chapitre, en affirmant que le peuple est moins indigent qu'il ne l'était il y a plusieurs siècles. A cela je réponds : que tous les économistes sont d'accord pour reconnaître : que le paupérisme et la richesse croissent sur deux lignes parallèles ; qu'il est impossible de trouver dans la société du XIVe siècle, une misère comme celle que

M. Blanqui a tracée, tableau qu'il a dû adoucir en sa qualité de représentant du bourgeoisisme; et que ceux qui maintenant portent des sabots, sont plus malheureux, vu leur développement d'intelligence, que ne l'étaient ceux qui alors étaient obligés d'aller pieds nus.

Le chapitre XII a pour titre : *Du vrai fondement du droit de propriété.* Il s'agit de prouver : *Qu'il résulte de tout ce qui précède, que le travail est le vrai fondement du droit de propriété.*

Ceci est aussi vrai que possible; seulement c'est incomplet. Il aurait fallu dire : qu'il résulte de tout ce qui précède, que le travail et le sol sont la source, et par conséquent les vrais fondements du droit de propriété. D'où il aurait fallu conclure : que ceux qui sont privés de sol, ou de ce qui le représente, sont également privés du droit de propriété, et peuvent seulement posséder ce qu'il plaît aux propriétaires de leur donner.

Au lieu de cela, M. Thiers a groupé des paroles avec le même talent qu'il sait grouper les chiffres.

Du reste, rendons justice à qui le mérite : M. Thiers a parfaitement vu : comment, la propriété doit être organisée, pour qu'elle soit ordonnée à la justice et non à la force. C'est précisément pour qu'elle le soit, comme M. Thiers dit qu'elle doit l'être, que nous sommes socialistes. Nous sommes même enchantés d'avoir à notre tête un homme aussi capable que l'auteur du nouveau traité de la propriété.

« — La convenance, dit-il, sous le rapport de l'équité, de « laisser à l'homme le fruit de son travail, l'intérêt, sous le « rapport de l'utilité sociale, que le travail soit actif, éner- « gique, infini, doivent évidemment lui en faire garantir les « produits, et la société est tout aussi fondée à proclamer la « propriété comme un droit, qu'elle, etc. »

— Prenez garde, Monsieur! il ne s'agit pas de droit, ici; il s'agit : *d'organisation pour cause d'utilité sociale.* Nous ne savons pas encore s'il y a un droit, ayant une sanction autre

que la force. Jusque-là, il n'y a de droit possible : que la force, masquée du nom d'un droit dérivant exclusivement de la nécessité de l'ordre.

La société, dites-vous, a intérêt que le travail soit actif, énergique, infini. C'est très-vrai. Mais, tant que le droit ne peut être examiné, sous peine de mort sociale, le travail ne peut être actif, énergique, infini, que si les masses sont empêchées de l'examiner ; et cela, tant que l'examen n'est point devenu incompressible, ne peut être socialement obtenu : que par la complète exploitation des masses au profit du plus petit nombre possible des forts. Vous comprenez alors pourquoi l'équité, c'est-à-dire, la nécessité de conserver la vie à la société, ne permet pas de laisser aux masses le fruit de leur travail, ni de leur en garantir les produits. C'est pour cette raison que mille cinquante-six individus sur mille soixante-dix-huit, doivent avoir filé leur suaire avant leur quarantième année. Mais, du moment que l'examen devient incompressible, vous concevez que les mille soixante-dix-huit individus, que les pères de vingt et un mille enfants, etc., etc., ne sont point excessivement contents. Si, alors, on s'obstinait à leur dire : que le monde ne peut exister que de cette manière ; ils répondraient peut-être, soit : mais, alors, pour que l'équité existe : *chacun son tour;* et il serait possible que M. Thiers fût obligé d'aller filer dans une atmosphère plus que tropicale. Vous concevez, monsieur Thiers, quelle effroyable anarchie il en résulterait. Il faut alors que la propriété soit organisée absolument comme vous le dites; et, voilà pourquoi nous sommes aussi socialistes que vous. Fort heureusement, cette organisation est plus facile à établir que ne pourrait l'être une loi sur la liberté de la presse ou sur la liberté de l'enseignement ; un seul tour de scrutin en ferait l'affaire. Maintenant que nous avons M. Thiers, et la nécessité sociale pour coadjuteurs, nous pouvons être parfaitement tranquilles sur le résultat.

Ici, j'aurais bien deux petites remarques à faire, peut-être s'éloignent un peu de mon but, par conséquent légèrement

épisodiques. Mais, les épisodes délassent. Et les beaux jours que M. Thiers nous promet, font désirer de ne mourir que de vieillesse.

M. Thiers a résumé son livre dans la ligne suivante :

« — *A chacun pour le travail, à cause du travail, dans la « mesure du travail.* »

— Certes, c'est admirable de justice ; et nous félicitons M. Thiers d'être entré aussi franchement dans la voie du Seigneur. Seulement, nous craignons qu'il ne reste quelque léger scrupule sur la conscience de l'illustre publiciste. Pour être irréprochablement juste, il aurait fallu dire : que ce résumé appartient à Saint-Simon, à Fourier, à Pierre Leroux, à Louis Blanc, à Proudhon, et peut-être à etc., M. Thiers compris.

M. Thiers ajoute :

« — On peut donc le dire dogmatiquement (car il est « permis d'être dogmatique après avoir démontré), le fonde- « ment indestructible du droit de propriété, c'est le travail. »

— C'est ici que va se placer notre seconde remarque que nous soumettons au socialisme de M. Thiers.

En justice absolue, le fondement indestructible du droit de propriété c'est le *travail*. Mais, en justice relative à l'ignorance, pendant laquelle la force est le seul critérium possible de la justice, le fondement de la propriété est exclusivement la *force*. Ce fondement, qui a été le seul possible jusqu'à présent, se trouve maintenant pulvérisé par l'examen ; il faut donc que la propriété, relative à la justice absolue, devienne désormais la base de l'ordre : c'est ce que veut M. Thiers ; et, ce que nous voulons avec lui. Maintenant encore une légère remarque. Dogme et démonstration réelle sont incompatibles : une vérité démontrée cesse d'être dogmatique. « C'est « la profonde IGNORANCE, dit La Bruyère, cité par le dic- « tionnaire, qui inspire le ton DOGMATIQUE. » « Les dogmes « sont multiples et changeants, dit encore le dictionnaire. »

Or rien n'est immuable comme la vérité démontrée. Ce que nous en disons est seulement pour que M. Thiers se défie de cet amour du dogme qu'il a récemment contracté. C'est une maladie dangereuse pour un philosophe; elle conduit au mysticisme. Si M. Thiers, à l'imitation de Newton, allait finir par présenter à l'Académie des sciences morales et politiques, un commentaire de l'Apocalypse! Cela pourrait l'empêcher de continuer l'histoire du *Consulat et de l'Empire.*

Le chapitre XIII a pour titre : *De la prescription.* Il s'agit de démontrer : *que si la fraude et la violence sont quelquefois l'origine de la propriété, la transmission pendant quelques années, sous des lois régulières, lui rend le caractère respectable et sacré de la propriété fondée sur le travail.*

Pour être exact, et puisque jusqu'à présent, la propriété n'a pu être fondée que sur l'exploitation du travail, il aurait fallu dire : « que si la fraude et la violence, en donnant ce « nom à ce qui est fait contre les lois existantes, sont quel- « quefois l'origine de la propriété, la transmission pendant « quelques années, sous les lois existantes, lui rend le ca- « ractère respectable et sacré de la propriété fondée sur les « lois. »

Cette petite erreur corrigée, et M. Thiers est trop raisonnable pour ne pas y consentir, tout ce qu'il dit de la prescription est irréprochable.

Le chapitre XIV a pour titre : *De l'envahissement des choses par l'extension de la propriété.* Il s'agit de démontrer : *que l'univers loin d'être envahi par l'extension croissante de la propriété, est au contraire « chaque « jour plus approprié aux besoins de l'homme, plus ac- « cessible à son travail, et que la propriété civilise le monde « au lieu de l'usurper.* »

— Parfaitement dit, monsieur Thiers! irréprochable, je vous assure. Mais, si la propriété civilise le monde, par l'excellente raison : que civilisation et humanité sont une seule et même chose; et qu'absence de propriété n'est autre chose qu'ab-

sence d'humanité ; il ne faudrait pas en conclure : que certaine organisation de propriété n'est pas susceptible de faire naître l'anarchie, c'est-à-dire la barbarie au sein de la civilisation. Supposez par exemple : que l'on voulût rétablir l'organisation de propriété existante avant 1789 ; et qu'on voulût envoyer le roturier M. Thiers aux galères, parce qu'il aurait tué soit une perdrix, soit un faisan ; croit-il que ce serait un excellent moyen d'augmenter la civilisation française? C'est comme si, dans un quart de siècle, un nouveau M. Thiers venait prétendre : qu'un excellent moyen d'activer la civilisation européenne, ce serait de ramener l'organisation relative à 1849 : où il mourrait dans la ville la plus riche du département le plus riche de la France, vingt mille sept cents enfants sur vingt et un mille avant d'arriver à leur cinquième année ; où sur mille soixante-dix-huit ouvriers filateurs, mille cinquante-six devaient avoir filé leur suaire avant leur quarantième année.

Du reste, ce chapitre de M. Thiers est un des plus longs de son ouvrage et mérite un examen spécial.

IV.

« Réserver ce dernier nom (de propriété)
« aux seuls domaines TERRITORIAUX, c'est em-
« ployer un langage inexact et DANGEREUX. »
DAUNOU.

« En arrêtant sa pensée sur la PROPRIÉTÉ et
« sur ses rapports, on est frappé d'une idée
« générale qui mérite bien d'être approfondie.
« C'est que presque toutes les institutions ci-
« viles ont été faites POUR LES PROPRIÉTAIRES.
« On est effrayé, en voyant le code des lois,
« de n'y découvrir partout que le témoignage
« de cette vérité. On dirait qu'un petit nombre
« d'hommes, APRÈS S'ÊTRE PARTAGÉ LA TERRE,
« ont fait des lois d'union et de garantie contre
« la multitude, comme ils auraient mis des
« abris dans les bois pour se défendre des bêtes
« sauvages. Cependant on ose le dire, après
« avoir établi des lois de propriété, de justice,
« de liberté, on n'a presque rien fait encore
« pour la classe la plus nombreuse des ci-
« toyens. Que nous importe vos lois de pro-
« priété? pourraient-ils dire, nous ne posséde-
« dons rien. Vos lois de justice? nous n'avons
« rien à défendre. Vos lois de liberté? si nous
« ne travaillons pas, demain nous mour-
« rons. . . . .
« Les propriétaires et la classe de la nation
« qui vit de son travail, sont des lions et des
« animaux sans défense qui vivent ENSEMBLE.
« On ne peut augmenter la part de ces der-
« niers, qu'en trompant la vigilance des autres,
« et en les empêchant de s'élancer. »
NECKER.

« — Toute propriété, dit M. Thiers, a DONC pour origine
« le travail. »

— Allons, allons, Monsieur! ne nous prenez DONC point si facilement pour des nigauds. Il y a : travail relatif à la raison; et travail relatif à la violence. L'emploi de la force est un travail; le voleur est un travailleur. Dites : toute propriété, socialement considérée, et tant que la justice absolue

n'est pas nécessaire, a nécessairement la force pour origine. Ensuite, la nécessité sociale a inventé la prescription pour légitimer la force. C'est ce que vous avez prouvé, avec une admirable justesse, dans le précédent chapitre. Désormais, ayez donc la bonté de nous prendre pour des gens qui voient clair dans leurs affaires; et, qui parlent assez clairement, pour que le dernier des prolétaires puisse comprendre ce qu'ils disent.

Voyons, Monsieur, jouons cartes sur table, il y va, je vous assure, de votre intérêt plus encore que du nôtre. Vous voulez défendre l'aliénation du sol à des individus. Vous avez raison, Monsieur; cette aliénation est utile au développement de la civilisation; elle est plus encore, elle est nécessaire à l'existence de l'humanité . . . . . TANT QU'ELLE EST POSSIBLE. Mais, vous voulez qu'elle soit éternellement possible. Voilà ce que nous contestons. Du reste, comme, entre une affirmation et une négation, il n'y aurait que le coup de poing pour juge, si la raison n'intervenait; comme, ni vous ni moi ne voulons du coup de poing; et, que tous les deux nous préférons la raison; je vais vous laisser le choix des armes et du terrain; je vais écouter vos raisons; je suis persuadé que vous écouterez les nôtres. Le sens commun restera seul notre juge.

Votre première raison est, d'accepter la comparaison de Cicéron : qui, assimile la terre à un théâtre, où tous les siéges seraient occupés. Puis, raillant le paupérisme, vous dites :

« — Les propriétaires de ce théâtre sont gens bien mal « appris assurément de ne vous avoir pas réservé une place; « mais en seriez-vous beaucoup plus heureux si le théâtre « n'existait pas? »

— Vraiment, Monsieur! vous imaginez-vous donc, que c'est le bourgeoisisme qui a créé le sol? *N'existait pas,* est très-joli!

« — Il existe, continuez-vous, il existe, je le sais, et cela

« vous cause un mal auquel je compatis, c'est le déplaisir de « savoir que d'autres s'amusent sans vous. »

— Croyez vous, Monsieur, que cette raillerie soit de bon goût : vis-à-vis de gens dont mille cinquante-six sur mille soixante-dix-huit doivent avoir filé leur suaire avant leur quarantième année ; et dont vingt mille sept cents de leurs enfants sur vingt et un mille périssent de misère avant d'avoir accompli leur cinquième année? Croyez-vous même qu'elle soit prudente : lorsque ceux qui osent la proférer sont en très-infime minorité?

« — De plus, ajoutez-vous, ils sont prêts à vous admettre, « moyennant quelque service de votre part, peut-on les taxer « de trop d'exigence? »

— Il s'agit de paupérisme, de l'espèce d'esclavage le plus atroce que l'humanité puisse souffrir. Et voilà ce que vous appelez quelque service?

« — Vous allez voir, continuez-vous, que cette réponse « est exactement applicable à la propriété. »

— Eh bien ! voyons, ce sera curieux.

« — Vous arrivez, dites-vous, dans une société déjà fort « civilisée, où la terre est couverte, il est vrai, de propriétaires, mais où elle est fort bien cultivée, et produit cent « fois ce qu'elle produisait dans l'origine; où les machines « multipliées et variées à l'infini ont rendu le travail mille « fois plus rapide, et ses produits mille fois plus abondants « et moins coûteux ; où l'on a de quoi se nourrir, se vêtir, « assez pour faire vivre trente-six millions d'hommes au lieu « de quatre ou cinq : avouez que les générations qui vous « ont précédé ont été bien coupables envers vous, car il y a « sept ou huit siècles vous auriez eu pour toute chaussure un « morceau de cuir lié par des cordes, et vous avez des souliers qui mettent vos pieds à l'abri du froid, de l'humidité

« et des cailloux, vous auriez, etc., etc. Convenez que ces « générations vous ont fait bien du tort? »

— Croyez vous, Monsieur, que ce que vous dites actuellement aux prolétaires, les nobles n'auraient pu, avec autant de raison, le dire aux bourgeois? il s'agissait alors de faire participer le bourgeoisisme à la propriété foncière; pourquoi donc ne voulez-vous point que l'humanité tout entière y participe? Parce que cela n'est pas possible, dites-vous. Si cette raison est bonne, il est inutile d'en donner d'autres. Et, si elle était bonne, vous ne l'affaibliriez point en en donnant d'autres mauvaises. J'aime, Monsieur, la raillerie tout autant que vous; seulement, quand on l'emploie pour discuter, c'est déjà un mauvais signe : soit pour la cause; soit pour l'avocat chargé de la défendre.

« — Mais, dit-on, ajoutez-vous, si je veux cultiver la « terre, ou si je veux filer, il faut que j'emprunte la terre ou « le métier à filer. »

— Vous voudriez bien, n'est-il pas vrai, au moyen de ce tour de gobelet, faire confondre la propriété foncière avec la propriété mobiliaire, le sol avec le capital? Tout le bourgeoisisme est dans cette mystification. Une fois acceptée, le capital domine le sol; et, comme tout vient du sol, le propriétaire du capital est alors maître de quiconque se trouve privé de sol et de capital. Mais, lorsque, par suite des développements de l'intelligence et de la nécessité sociale, le sol appartient à tous; lorsque, par suite de cette richesse collective, l'éducation et l'instruction peuvent être le propre de tous; lorsque, par suite toujours de cette même richesse, tous peuvent être dotés en entrant dans la vie individuelle, et cela d'une dot qui augmente de génération en génération; alors, l'homme propriétaire du sol, ne peut plus être l'esclave du capital; c'est le capital au contraire qui se trouve l'esclave de l'homme, et le sert, comme maintenant le prolétaire est l'esclave du propriétaire du capital. Il n'y a point de raillerie ici; et, c'est clair comme le miroir de la vérité.

Après avoir jeté un peu de poudre de perlinpinpin à propos de la propriété mobiliaire, que vous voudriez bien voir confondue avec la propriété foncière, vous ajoutez :

« — Il n'y a donc pas usurpation quant aux richesses mo-
« biliaires qui n'existaient pas avant les générations dont on
« se plaint et qui n'ont existé que par elles. En est-il autre-
« ment pour la terre, qu'elles n'ont pas créée, qu'elles ont
« trouvée gisante au soleil, et sur laquelle elles se sont éta-
« blies, ce qui vous gêne, vous dernier venu, car vous trou-
« vez les champs les plus fertiles occupés? c'est ce qui sera
« facile à éclaircir. »

— Tant mieux. Alors nous irons plus vite. Mais, j'ai bien peur : que vous ne soyez long ; et, de plus, que vous ne soyez pas clair.

« — La surface de la terre étant, dites-vous, le seul moyen
« de faire concourir les agents naturels l'air, l'eau, le soleil,
« à la production des denrées alimentaires, il y a, dit-on, oc-
« cupation *gênante* de cette surface au profit de quelques-
« uns et au détriment de tous. »

— L'expression *gênante* est ici singulièrement appliquée; nous verrons bientôt l'expression *commode* appliquée aussi singulièrement. Mais laissons continuer M. Thiers.

« — Je dirai d'abord aux inventeurs de l'objection : com-
« ment voulez-vous qu'on s'y prenne si le seul moyen de cul-
« tiver la terre est de s'y établir, de s'y fixer, de la couvrir de
« travaux séculaires, de l'enclore et de l'interdire à tout ve-
« nant. La *Société*, s'il n'y a pas une autre manière d'enga-
« ger des colons à se fixer sur le sol, est-elle bien coupable
« de leur avoir accordé une pareille concession ? »

— La société! ce serait déjà une grande question de savoir ce qui différencie la société réelle, de la société qui en prend le nom. C'en serait une autre de savoir : si, la société parle et agit. La question se compliquerait : s'il fallait distin-

guer ce qu'elle dit réellement, de ce que les plus forts lui font dire. Mais, acceptons ce que veut M. Thiers. Autrefois, la société avait dit aux nobles : qu'elle établissait en leur faveur le droit de primogéniture sur le sol; parce que c'était le seul moyen d'avoir de l'ordre. Pourquoi avez-vous attaqué ce que la société avait établi? Et, pourquoi n'avez-vous même pas su prouver : que, la société avait menti; puisque depuis il vous a été impossible d'avoir de l'ordre! quant à dire : que, l'aliénation du sol aux individus, est le seul moyen possible de voir les terres cultivées; vous conviendrez qu'à cet égard, J. B. Say, le prince de l'économisme, le prince du bourgeoisisme, en savait autant que vous.

« — La terre, dit-il, est un vaste atelier divisé en une « foule de compartiments propres à diverses productions. « *La nature a fait présent* GRATUITEMENT *à l'homme de ce « vaste atelier;* mais, certains hommes entre tous, s'en sont « EMPARÉS, et ont dit; *à moi ce compartiment, à moi cet « autre; ce qui en sortira sera ma propriété exclusive.* . . . . « on ne saurait disconvenir que *le propriétaire foncier n'a- « joute personnellement* RIEN *à l'utilité annuellement pro- « duite dans un pays.* » (*Notes sur* RICARDO.)

Puis après avoir affirmé que le service du propriétaire foncier n'ajoute RIEN à l'utilité produite, il dit ailleurs :

« Mon service (du propriétaire) est COMMODE pour lui, « mais nous ne saurions nous en passer. » (*Des systèmes sur la production territoriale.*)

Il est évident que si la propriété est utile, si elle est inhérente à l'humanité, le propriétaire l'est également; car il n'y a pas de propriété sans propriétaire. Mais, le sol doit-il appartenir au propriétaire collectif ou au propriétaire individuel; et, doit-il appartenir tantôt à la propriété individuelle et tantôt à la propriété collective; puis, quand chacune de ces deux espèces de propriété doit-elle dominer socialement? Voilà ce qu'il aurait fallu dire pour être clair. Mais, remar-

quez ce que MM. Thiers et J. B. Say peuvent énoncer de plus fort pour appuyer la propriété individuelle du sol ! M. Thiers dit : qu'elle est *gênante* pour les non-propriétaires; et J. B. Say : qu'elle est *commode* pour les propriétaires. Quand, deux avocats comme MM. Thiers et Say, n'ont rien de mieux à dire en faveur d'une cause; c'est qu'eux-mêmes la reconnaissent comme perdue.

Il n'y a donc, chez M. Thiers, comme chez J. B. Say, qu'une logomachie sur le mot *propriétaire,* lequel doit signifier : tantôt propriétaire individuel; et, tantôt propriétaire collectif. Maintenant, admettons : que, la propriété foncière individuelle, soit de nécessité sociale pour les commencements de société. A cet égard, nous avons donné des preuves qui ont échappé à MM. Thiers et Say. Faut-il, pour cela, que cette espèce de propriété soit éternellement la base de l'ordre? Nous avons prouvé le contraire; nous avons prouvé : que, maintenant la propriété foncière doit appartenir à la propriété collective sous peine d'anarchie; et, que maintenant, cette dernière propriété est devenue de nécessité sociale; comme la première l'était : tant que l'examen pouvait être socialement comprimé.

« — C'est, il me semble, continue M. Thiers, une bonne « raison, après tout, que la nécessité. »

— Oh ! oui, elle est excellente ! elle passe même avant la justice absolue. Mais, c'est précisément, au nom de cette même nécessité que, nous demandons l'entrée de la propriété foncière à la propriété collective : non pas pour qu'elle puisse avoir lieu, puisqu'elle est NÉCESSAIRE; mais, pour éviter l'anarchie, que l'obstination à repousser cette propriété, amène NÉCESSAIREMENT.

Maintenant, écoutons M. Thiers, avec toute l'attention possible. En vue de l'agonie de la société prête à périr; lui, son représentant, va faire ses derniers efforts pour essayer de la sauver.

« — Il y a, il est vrai, dit-il, la ressource qui consisterait

« à réserver à l'État seul la propriété des terres; et, à ne les « donner qu'en fermage, soit pour un temps, soit pour la « vie, à celui qui les cultiverait, c'est-à-dire à la mainmorte, « la mainmorte, restauration récente de nos sublimes in- « venteurs! Faut-il donc répéter ce qu'ont dit tous les écono- « mistes du siècle dernier, que la mainmorte est un système « barbare, anti-agricole, que la terre pour être bien cultivée « doit être une propriété privée, qu'alors seulement l'homme « lui consacre ses soins, son temps, sa vie, s'il est à la fois « cultivateur et propriétaire, ses capitaux au moins, s'il n'est « que propriétaire; que les terres de l'ancien clergé produi- « sent aujourd'hui seulement en impôt, presque tout ce « qu'elles produisaient autrefois en fermage; que de plus elles « nourrissent leur propriétaire et leur fermier; et qu'elles « présentent un spectacle d'activité extraordinaire, au lieu « d'un spectacle de négligence et de langueur affligeant. »

— Nous vous avons, monsieur Thiers, laissé grouper vos paroles. Voyons-en la valeur.

D'abord savez-vous bien ce que c'est que la *mainmorte?* A cette expression le dictionnaire dit:

— S. F. État de ceux qui ne peuvent rendre les devoirs féodaux.

— Vous voyez que la mainmorte est une collection spéciale d'hommes, et non une organisation de propriété. Quant aux terres qui appartiennent à la mainmorte, elles appartiennent à une collection particulière, à un monopole, à un privilége. Quels rapports d'identité y a-t-il : entre la généralité des individus et une collection d'individus; entre la totalité du sol et une partie du sol; entre le privilége et l'égalité? Quant aux économistes, c'est la dernière des autorités que vous devriez citer. Car, s'il n'y a pas de sottise qui n'ait été dite par quelque philosophe, selon Cicéron; il est certain que si Cicéron eût vécu de nos jours, c'est du mot économiste qu'il se fût servi (1). Il est cependant vrai : que le système

(1) Nous le répétons : l'Empereur disait à Sainte-Hélène : qu'une monarchie, même de granit, serait pulvérisée par les seules idées des économistes.

mainmortable est barbare et anti-agricole. Mais, vous auriez dû ajouter : que le plus barbare et le plus anti-agricole, après la mainmorte, est le bourgeoisisme. Si vous étiez agriculteur, Monsieur, vous rougiriez, en parcourant la France, de voir l'état de notre agriculture ; et, j'ai prouvé : que cet état ne peut qu'empirer, tant que le sol n'est point entré à la propriété collective. La production, sous le système bourgeois, est à la production, sous le système rationnel, ce que la production, sous le système sauvage, est à la production sous le système de mainmorte. Vous voyez : que, le mot production, dont les économistes font tant d'étalage, ne nous effraie pas ; cependant, nous le subordonnons constamment au mot *consommation*. Maintenant, continuez :

« — Mais supposez, dites-vous, cette vaste mainmorte « embrassant TOUTE *la propriété* en France..... »

— Est-ce à dessein, Monsieur, que vous dites *toute la propriété?* Vous savez bien : que le sol ne constitue qu'une partie de la propriété. Mais, vous aimeriez : à identifier le sol au capital ; la propriété naturelle, à la propriété artificielle. Alors, le bourgeoisisme se trouverait établi sur une base inébranlable. Le sol, Monsieur, n'est un instrument de travail qu'au figuré ; le sol n'est pas seulement un outil (*utile*), il est NÉCESSAIRE ; il est le *sine quâ non*. Ne confondez jamais, s'il vous plaît, le *nécessaire* avec l'*utile*. Continuez :

« — Le sort, dites-vous, de celui qui veut se consacrer à « la culture des champs en serait-il meilleur? Il serait cent « fois pire, car de libre qu'il est aujourd'hui il serait esclave. »

— Allons, Monsieur! bien! Prouvez, et nous nous reconnaîtrons complètement vaincu. En attendant, permettez-nous, à propos de la liberté de nos *prolétaires agricoles*, de vous citer l'autorité d'un économiste, que, probablement, vous ne récuserez pas. Ce sera un nouvel épisode qui pourra nous délasser d'une discussion tant soit peu aride peut-être.

« — Dans les États du Sud (États-Unis d'Amérique), la

« moitié de la population, dit M. Michel Chevalier, y est « composée de prolétaires, *dans toute l'acception du mot,* « C'EST-A-DIRE D'ESCLAVES. »

(*Lettres sur l'Amérique.*)

— Voilà, nos prolétaires libres comme les nègres de la Virginie. Tâchez donc de vous accorder avec M. Michel Chevalier. Ce que vous appelez *liberté,* il l'appelle *esclavage.*

« — La bourgeoisie, dit-il encore, est responsable, de « moitié avec le gouvernement à qui appartient l'initiative « de tous les grands projets d'amélioration, de l'avancement « de *vingt-cinq millions de prolétaires agricoles.* » (*Idem.*)

— Vingt-cinq millions de prolétaires agricoles, c'est-à-dire d'*esclaves,* sans compter ceux de l'industrie au sein de laquelle..... Vous savez ! je ne le répéterai pas. Trouvez-vous que cela soit infiniment préférable à la mainmorte, qui au moins ne laissait pas périr vingt mille sept cents enfants sur vingt et un mille en cinq années?

« — Ici même, dit encore M. Michel Chevalier, où l'ou- « vrier des villes et le cultivateur des champs, au lieu d'être « comme au Nord les souverains du pays, ne sont que des « esclaves, il y a plus d'abondance, plus de confort maté- « riel, pour les classes laborieuses qu'il n'y en a chez nous. « Aussi la population noire pullule-t-elle plus ici que ne le « fait chez nous, la population des campagnes. Notre paysan « fait autant d'enfants que le noir de la Caroline ou de « la Virginie, mais chez nous, *la mort que la misère amène* « *par la main* est ACTIVE à repousser des bras qui vou- « draient venir faire concurrence à ceux de leurs pères, et à « fermer pour toujours des bouches qui demandent du pain « que leurs parents ne peuvent leur donner. » (*Idem.*)

— Active! oui; vingt mille sept cents sur vingt et un mille en cinq années. C'est, effectivement, d'une effroyable activité !

V.

« Tout ce qu'on peut espérer DES BASES AC-
« TUELLES a été ressassé, et l'on retombe tou-
« jours dans la même ornière. IL FAUDRAIT RE-
« FAIRE LA SCIENCE, la placer sur un nouveau
« piédestal, en retirer toutes les conséquences,
« sauf à intercaler les anciens aperçus. »

LAPLACE.

« — Lui donnerait-on, dit M. Thiers, la terre gratis sans « qu'il payât un fermage? Quoi, une terre parfaitement amé- « nagée, couverte de travaux séculaires, valant incompara- « blement plus que la terre en friche, serait donnée au même « prix, c'est-à-dire pour rien! Et, en vertu de quelle préfé- « rence donnerait-on à l'un le beau vignoble des bords de « la Gironde, à l'autre les sables stériles des Landes? parce « qu'il serait le premier inscrit, par exemple, ou bien le plus « habile, ou bien le militaire le plus brave? Quant au pre- « mier inscrit, il suffirait donc d'être le plus pressé! Quant « au plus habile, ce serait Monsieur le maire qui en décide- « rait! Quant au militaire le plus brave, une pension inscrite « au grand livre n'est-elle pas une récompense plus facile à « proportionner au grade, à l'âge, aux services! Comment « d'ailleurs y aurait-il une classe à laquelle on fournirait « gratis les instruments de son travail, tandis que toutes les « autres seraient obligées de se les procurer à prix d'argent? « Fournit-on au filateur, au tisserand, au forgeron les éta- « blissements dans lesquels ils exercent leur industrie? L'i- « négalité serait intolérable, et si l'État avait dans les mains « une telle valeur que la propriété de toutes les terres amé- « liorées, il devrait évidemment, pour ne pas être injuste

« jusqu'à l'iniquité, la LOUER, comme il fait pour toutes les « propriétés qu'il possède? »

— C'est par ici, Monsieur, qu'il aurait fallu commencer. Vous ignorez donc : que, donner à son adversaire de mauvaises armes, dont il ne veut nullement faire usage, c'est avouer qu'on a peur de celles qu'il possède? Oui, Monsieur, l'État louera tout bonnement le sol. C'est, comme vous le dites, un moyen excessivement simple. Ceux-là seuls sont toujours bons.

« — Mais, alors, continuez-vous, quelle différence y au- « rait-il à être fermier de l'État, ou bien d'être fermier des « particuliers? Quel avantage y aurait-il à avoir changé « l'une de ces dépendances pour l'autre? Quel avantage! On « va le juger. »

— Certes, Monsieur, nous allons vous écouter avec la plus scrupuleuse attention. Permettez-nous seulement de vous expliquer et la différence et l'avantage.

La différence : c'est, que payer au propriétaire privé, c'est payer à un autre; et, que payer à l'État, quand l'État est composé de tous, ce qui à la vérité n'existe pas sous le bourgeoisisme, c'est payer à soi-même. Vous concevez que la différence est déjà considérable.

Les avantages sont relatifs : 1° à la quantité des produits; 2° à l'avantage que le producteur en retire.

La quantité de produits est relative : à la productivité de la terre; aux connaissances du fermier.

Sous le bourgeoisisme, la terre n'a jamais la moitié des capitaux qui lui sont nécessaires : par l'excellente raison qu'ils rapportent plus dans l'industrie ou le commerce. Sous le bourgeoisisme, les maux causés à l'agriculture par le morcellement, le parcours, la vaine pâture, l'absence d'un système général d'irrigation, de chemins vicinaux, etc., sont absolument irrémédiables. La productivité de la terre se trouve donc incomparablement moindre sous le bourgeoisisme que sous l'ordre rationnel.

Sous le rapport des connaissances agricoles, elles sont toujours au minimum possible des circonstances sous le bourgeoisisme. Sous l'ordre rationnel, elles sont toujours et nécessairement au maximum possible des mêmes circonstances.

La quantité de produits est donc incomparablement plus grande, sous l'ordre rationnel, qu'elle ne peut l'être sous le bourgeoisisme. La différence à cet égard est du maximum au minimum.

— Arrivons à l'avantage que le producteur retire du produit.

Sous le bourgeoisisme, le producteur n'a d'avantage à espérer que sous le rapport du capital qu'il possède : parce qu'alors le salaire de tout travail quelconque y est, nécessairement, au minimum possible des circonstances. Aussi, tous les fermiers riches se retirent-ils, ou plutôt tâchent-ils de faire en sorte : que, leurs enfants puissent se retirer de l'agriculture. C'est, qu'en effet, les capitaux valent infiniment plus dans l'industrie ou le commerce. Sous l'ordre rationnel, au contraire, le salaire se trouve toujours au maximum possible des circonstances ; et, dans ce cas, le bonheur de la vie agricole y attire avec autant d'attraction, qu'il y a maintenant de répulsion pour cette même vie, à cause des maux qui s'y trouvent attachés.

Maintenant, monsieur Thiers, vous avez le champ libre pour nous prouver : que, l'avantage est en faveur du système bourgeois.

« — Dans la société actuelle, dites-vous, ordonnée par la « nature, non par les faux savants, le fermier se présente « au propriétaire et traite librement avec lui, il se base sur « le prix des denrées et offre un prix. Le propriétaire se « base sur le prix des immeubles et en exige un autre ; ils « contestent, finissent par se mettre d'accord, de manière « que l'un puisse retrouver le prix de son travail, l'autre « l'intérêt de son capital. »

— Soit, monsieur Thiers, nous pourrions vous dire que la liberté n'est pas tout à fait aussi grande de la part du fermier. Mais, lui aussi est un capitaliste; il n'y a de querelles entre eux : que, sur le plus ou le moins de part qu'ils auront dans l'exploitation du prolétariat. Continuez :

« — L'État, au contraire, dites-vous, étant propriétaire, « voici ce qui se passerait. »

— Voyons ce qui se passera. Nous sommes tout attention.

« — N'ayant pas dans le fermage libre un étalon pour « juger du produit des terres, il (l'État) en fixerait la rente « comme on fixe les appointements, au gré de la faction do- « minante. A une époque on dirait que ce n'est pas assez, à « une autre que c'est trop : les fermages varieraient ainsi à « l'égal des traitements, et comme il s'agirait d'une question « de laquelle dépendrait la vie de tous, la République serait « déchirée. »

— Vraiment, Monsieur! Alors, nous serions bien malheureux! et, mieux vaudrait rester sous le bourgeoisisme. Mais, le bourgeoisisme nous conduit à une effroyable anarchie : car, votre co-bourgeois, M. Michel Chevalier, dit en propres termes :

« — Il y a un abîme entre le bourgeois d'une part, le « paysan et l'ouvrier de l'autre. Le bourgeois ne sent rien « de commun entre lui et le prolétaire, il est convenu de re- « garder ce dernier comme une machine que l'on loue, dont « on se sert et que l'on paie tout juste pendant le temps « qu'on en a besoin; de même aux yeux d'un grand nombre « de prolétaires, le bourgeois est un ennemi dont on n'accepte « la supériorité que parce qu'il est le plus fort. »

(*Lettres sur l'Amérique.*)

— Vous conviendrez, Monsieur, qu'une pareille situation n'est pas tenable. Et, s'il y a impossibilité d'en changer, nous allons bientôt nous manger les uns les autres. Par pitié pour vous et pour nous, permettez-moi d'examiner votre

groupement de paroles, et de voir : s'il ne s'y serait point glissé quelque légère erreur.

Vous dites : que, l'État n'ayant pas dans le fermage libre un étalon pour juger du prix des terres, il en fixerait, etc.

Il parait, Monsieur, que c'est en rêvant que vous avez groupé ces propositions. Comment ! le fermage se fait au plus haut offrant ; et, il n'est pas libre ? Comment, le prix des denrées n'est pas un étalon alors comme à présent ? Il faut être bien malade pour établir de pareils groupes ; et nous sommes véritablement inquiet sur l'état de votre santé.

« — Toutes ces inventions, continuez-vous, ne sont que « de vieilles erreurs des peuples, jugées depuis longtemps, « et, à jamais éprouvées pour avoir été essayées partielle- « ment, une fois, un moment. L'État propriétaire des terres « et les affermant à des particuliers est une institution « connue, éprouvée, dont l'histoire romaine aussi bien que « l'histoire des monarchies européennes enseignent le mé- « rite même aux enfants. »

— Le temps est passé, Monsieur, où, il suffisait d'affirmer, avec un ton de marquis, pour être cru sur parole. Maintenant, il faut prouver. Essayez donc de trouver, sur vos tablettes historiques, l'ombre d'un point du globe sur lequel, depuis que le globe est approprié, le sol ait appartenu : à l'État composé de tous ; et non d'un seul ou de plusieurs ! Si vous le trouvez, nous avons absolument tort. Essayez même de trouver, dans l'Occident, un seul point où l'État, toujours composé de plusieurs jusqu'à présent, ait affermé toutes les terres, même comme expérience. Vous ne le trouverez point : parce que les terres ont toujours, en dehors de l'anarchie, appartenu : soit aux prêtres ; soit aux nobles ; tant que l'examen a pu être comprimé ; et qu'alors, il n'y aurait pas eu suffisamment de bourgeois, c'est-à-dire d'affranchis pour les louer. D'ailleurs, comme vous le dites fort bien, la location des terres, par l'État propriétaire, quand il n'est composé que d'un ou de plusieurs, est en

effet nuisible à la production. Mais, de ce que la liberté de la presse et le développement de l'intelligence sont essentiellement source d'anarchie, tant que l'ignorance existe ; il ne faut pas en conclure : que, la liberté de la presse et les développements de l'intelligence, ne sont point essentiellement source d'ordre : dès que l'ignorance sociale est évanouie. Et, de ce que la location de toutes les terres par l'État composé de un ou de plusieurs, est essentiellement une source de misère ; il ne faudrait pas en conclure : que la location de toutes les terres par l'État, réellement composé de tous, n'est pas la plus grande source possible de richesse.

Voulez-vous une preuve que, le système de l'aliénation du sol, à un ou à plusieurs individus, est un système détestable ; que, le système qui, en cinq années, condamne à mort, vingt mille sept cents nouveaux nés sur vingt et un mille, mérite le nom d'exécrable? M. Thiers va nous la donner.

« — Les nations de l'Europe, dit-il, n'ont pas encore « cultivé les unes le quart, les autres, le dixième de leur « territoire, et il n'y a pas la millième partie du globe qui « soit occupée. »

— Eh bien ! Monsieur, quand le sol appartient réellement à tous et à chacun également, les développements de l'intelligence et la richesse de tous et de chacun sont toujours et nécessairement, au maximum possible des circonstances.

Du reste, M. Thiers nous assure : que, l'humanité mourra avant d'avoir mis en culture même une faible partie du globe. Il aurait parfaitement raison : Si, le sol devait rester aliéné aux individus. Car, le paupérisme, qui résulte nécessairement de cette aliénation, aurait soin de n'en laisser cultiver que la millième partie, en forçant mille cinquante-six individus sur mille soixante-dix-huit d'avoir filé leur suaire avant leur quarantième année.

Nous pourrions, du reste, reprocher à M. Thiers de ne

pas avoir anéanti le paupérisme, lorsqu'il était président du conseil.

« — Si, dit-il, on pouvait imaginer un jour où toutes les « parties du globe seraient habitées, l'homme obtiendrait « de la même surface, dix fois, cent fois, mille fois plus « qu'il n'en recueille aujourd'hui. »

— La France se trouve, selon lui, dans la position où se trouverait le globe, puisque tout le sol de la France est approprié. Alors pourquoi ne lui a-t-il point fait produire et consommer, non pas mille fois, mais seulement dix fois plus qu'elle ne produit et ne consomme aujourd'hui? Cela est cependant très-possible, et je dirai même très-facile : non point utopiquement; mais aussi pratiquement que possible.

M. Thiers traite ensuite de soucis puérils les craintes sur l'excès de population. Puérils n'est pas le mot. Tant que ces craintes ne seront réfutées que par des considérations d'ordre physique, il n'y aura de puéril que les réfutations. Nous démontrerons : que, de ce côté, il n'y a rien à craindre; mais, nos démonstrations ne seront point puériles comme celles de M. Thiers; elles seront rationnellement incontestables.

Revenons à notre époque.

« — Ce n'est pas, dit M. Thiers, la surface qui manque, « mais la surface couverte de constructions, de plan- « tations, de clôtures, de travaux d'appropriation. Or, « ceci n'existe que lorsque des générations antérieures « ont pris la peine de précéder les cultivateurs nouveaux « venus. »

— Si M. Thiers, avant d'écrire, s'était donné la peine d'aller faire un voyage aux États-Unis; il y aurait vu des provinces désertes il y a dix ans, et couvertes aujourd'hui de constructions, de plantations, de travaux d'appropriation qui feraient envie aux sols défrichés depuis le déluge. Et cela, pourquoi? Parce que le sol s'y trouve encore à peu

près comme s'il appartenait à la propriété collective : vu la possibilité pour chacun, d'en avoir un acre pour un dollar payable en quatorze ans. Faites entrer le sol français à la propriété collective; et, la riche Amérique enviera elle-même, le développement intégral de notre richesse.

M. Thiers fait ensuite des assertions tellement contraires à la réalité des faits, que nous ne les trouvons pas même dignes d'être réfutées. Nous le ferons, seulement, si M. Thiers nous y engage. Pour aujourd'hui nous allons nous contenter de les énumérer.

« — 1° Tous les jours les capitaux mobiliers sont plus « accessibles au travail.

« 2° La part réservée aux cultivateurs augmente tous les « jours. »

— Nous prouverons que la part réservée au cultivateur était beaucoup plus grande au XVe siècle. Et nous espérons : que M. Thiers nous excitera à donner nos preuves.

« — Plus un pays est riche, dit-il, plus la journée s'y « paie cher. »

— C'est le contraire qui est la vérité, là, où le sol est complétement aliéné. La journée de l'ouvrier n'est chère, aux États-Unis, que, parce que le sol y est encore libre.

Le paupérisme et la richesse, croissant sur deux lignes parallèles, *lorsque le sol se trouvé complétement aliéné*, est une de ces vérités qu'il n'est plus possible de chasser du domaine de la science.

« — Belle loi de la Providence, s'écrie M. Thiers, qui n'a « pas voulu que l'homme en restant sur cette terre et la cou- « vrant de ses sueurs, y fût plus malheureux à mesure qu'il « y travaillerait davantage. »

— C'est le contraire qui est la vérité; et, ce contraire est la loi de l'éternelle justice : car, si l'ignorance primitive établit nécessairement le despotisme; ce même despotisme

ne peut être anéanti : que, par l'accroissement progressif de la misère des masses rendue progressivement plus poignante, par le développement général des intelligences : lorsque l'examen cesse de pouvoir être socialement comprimé.

Le fait de M. Thiers est toujours d'établir une proposition particulière; et d'en tirer une conclusion générale. C'est en cela; et en faisant passer le propre au figuré et le figuré au propre; que, consiste principalement l'art du sophiste. Fort heureusement, l'art du sophiste devient de jour en jour plus méprisable; et bientôt le sophiste se trouvera placé, dans l'opinion, au-dessous du joueur de gobelet. Celui-ci, au moins, est utile, il amuse.

« — La propriété mobiliaire, dit M. Thiers, si elle eût « existé seule au monde, aurait laissé le monde dans une « véritable barbarie. »

— M. Thiers a raison. Et il a raison pour aussi longtemps que l'examen peut être socialement comprimé. Mais, conclure de cette particularité au général; c'est erreur ou mauvaise foi; et, dans les deux cas, un sophisme.

« — Je conclus donc, s'écrie enfin M. Thiers en triom- « phateur, je conclus donc en disant : sans la propriété mo- « biliaire, il n'y aurait pas même de société; sans la pro- « priété immobiliaire, il n'y aurait pas de civilisation. »

— C'est vrai. Puis il aurait fallu ajouter :

« Cette organisation de la propriété, dure nécessairement : « jusqu'à ce que l'examen soit devenu socialement incom- « pressible. Après cela, il faut : que le sol entre à la pro- « priété collective, sous peine de mort sociale. »

Et alors, nous eussions été probablement d'accord avec M. Thiers. Voyez quelle faible distance nous sépare !

VI.

« La propriété n'est autre : que, l'expres-
« sion du raisonnement ; que, l'appropriation
« de la richesse, par le raisonnement. »
COLINS.

Le livre II est intitulé : DU COMMUNISME.

Le chapitre Ier a pour titre : DU PRINCIPE GÉNÉRAL DU COMMUNISME. Il s'agit de prouver : *que la discussion du communisme est, pour la propriété, ce que les mathématiciens appellent la preuve par l'absurde.*

Vous allez, Monsieur, vous donner une effroyable peine, et bien inutilement. En dehors de l'automatisme, la propriété existe nécessairement : parce que la propriété n'est autre : que l'expression du raisonnement ; que l'appropriation de la richesse par le raisonnement.

Cette appropriation, ne fût-ce que de la lumière, de l'air, de la place au soleil ou à l'abri, des aliments, etc., ne peut se faire : que sous une *sanction sociale* dérivant : soit de la force seule, soit d'un raisonnement dominant la force.

Voilà donc toute espèce de communisme possible, même le communisme prétendu absolu compris, devenu une *organisation de propriété ;* et, par conséquent, tout communisme quelconque *réduit à l'absurde.* Il est véritablement pitoyable de s'arrêter sur de pareilles logomachies. Toutes les discussions sur la propriété et sur le communisme sont également absurdes. Ce qui est utile, ce qui est nécessaire, du moment qu'une organisation de propriété ne peut plus être imposée par une foi quelconque, ne peut plus servir de base à l'existence de l'ordre, ce serait de reconnaître, au moyen du rai-

soumement : QUELLE EST L'ORGANISATION DE PROPRIÉTÉ COMPATIBLE AVEC CETTE MÊME EXISTENCE DE L'ORDRE.

— « On a de notre temps, dit M. Thiers, imaginé beau-
« coup de communismes divers : communisme agricole,
« communisme industriel, etc. Je n'irai pas jusqu'à ces dé-
« tails, car je ne puis suivre le délire contemporain dans ses
« divagations infinies. »

— Voyons, Monsieur, raisonnons avec calme. Quand nous nous serons jeté à la tête l'accusation de délire, la solution n'aura pas fait un seul pas. De quel côté se trouve, *pratiquement*, le véritable délire : du côté de celui qui propose une chose absurde, comme par exemple d'éteindre le soleil, ou du côté de celui qui veut maintenir un système social, qui a été un moyen d'ordre, et qui maintenant est devenu une inépusiable source d'anarchie? Délire des deux côtés, me direz-vous ; d'accord ! mais, vouloir éteindre le soleil ou établir le communisme sont des projets peu dangereux, parce qu'ils sont irréalisables. Vouloir, au contraire, conserver une société réalisée et devenue source d'anarchie, est bien autrement à craindre.

— « C'est, continuez-vous, du principe même de ce dé-
« lire dont je vais m'occuper ; c'est le communisme essen-
« tiel, absolu, qui constitue le fond de tous les commu-
« nismes, et qui naît sur-le-champ, inévitablement tout en-
« tier, par le seul fait de la NÉGATION DE LA PROPRIÉTÉ. »

— Dire que la négation de la propriété, qui ne peut être autre que l'absence de propriété ou l'automatisme, c'est le communisme ou l'absence de propriété, c'est comme si vous disiez que la négation de la lumière, c'est l'obscurité, absence de lumière. Seulement, vous oubliez, ou vous ne voulez pas vous ressouvenir : que, la propriété collective du sol n'est nullement la négation de la propriété ; que c'en est, au contraire, la seule affirmation compatible avec l'existence de l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen.

Le chapitre II a pour titre : *Des conditions inévitables du communisme.* Il s'agit de prouver : que, *le communisme entraîne inévitablement, et sous tous les rapports, la vie en commun.*

Du moment que le communisme est absurde, il n'y a pour lui d'autre condition possible que d'être absurde. Essayez donc de donner une autre condition au néant ! De plus, la vie en commun n'est nullement du *communisme,* en donnant au mot *communisme* la valeur de négation de propriété. Dans un couvent de trappistes, par exemple, la propriété, au point de vue de la distribution, appartient au supérieur; au point de vue de l'élection du supérieur, elle appartient à tous ceux qui élisent; au point de vue de la société qui protége ce couvent, elle appartient à cette société. La négation de propriété est identique à la négation du raisonnement; c'est la réduction à l'automatisme, à l'absurde. Mais M. Thiers s'est mis dans la tête de faire accepter comme identiques : la négation de la propriété; et l'affirmation de toute organisation de propriété autre que l'organisation bourgeoise. De là ses mille et une logomachies.

— « Ou il faut, dit-il, l'homme travaillant pour lui, pou-
« vant amasser le produit de son travail, le transmettre à ses
« enfants; l'homme existant ainsi, à ses risques et périls,
« réussissant un peu, beaucoup, quelquefois pas du tout;
« souvent, après avoir réussi, essuyant des malheurs impré-
« vus, tombant dans l'indigence et y précipitant ses en-
« fants..... »

— Ainsi, il faut : que les enfants soient responsables des sottises ou des malheurs de leurs pères; qu'ils soient ignorants, voleurs ou assassins : parce qu'ils sont nés ici plutôt que là; ou parce qu'ils auront été changés en nourrice? Vous avez raison, Monsieur, quand cette organisation est nécessaire à l'existence de l'ordre; mais vous avez tort, quand cette même organisation est devenue une inévitable source d'anarchie.

— « Il faut, continuez-vous, tous ces accidents, ou absolument le contraire, c'est-à-dire point de riches et point de pauvres; une société se chargeant du sort de chacun de ses membres, ne permettant pas à l'individu de travailler pour lui, mais l'obligeant à travailler pour elle; en retour, prenant l'engagement de le nourrir, de le vêtir, de le loger, de l'élever, d'être sa seule famille. Il faut, en un mot, la propriété avec ses conséquences, ou le communisme jusqu'à ses extrêmes limites. »

— C'est-à-dire qu'il faut : le paupérisme croissant sur une ligne parallèle à la richesse, ou l'absurde. Et cela, en présence de l'incompressibilité de l'examen! Dites-nous, Monsieur, lequel est le plus en délire : de vous, ou du communiste absolu, qui n'a jamais existé, pas même chez Platon?

« — Entre ces termes extrêmes, continue M. Thiers, il n'y a pas de terme moyen possible. Peu de mots suffiront pour démontrer à quel point toutes ces conséquences se tiennent par une chaîne indissoluble. »

— Allons, Monsieur, nous sommes sur les bancs! Démontrez!

— Puisqu'en effet, dites-vous, l'homme travaillant pour lui-même, et jouissant individuellement du résultat de son travail, c'est-à-dire l'homme propriétaire, ne convient pas..... »

— Qui vous a dit, Monsieur, que l'homme propriétaire, l'homme travaillant pour lui-même, etc., l'homme propriétaire enfin, ne nous convenait pas? C'est vous, Monsieur, qui ne voulez que quelques propriétaires et une immensité de prolétaires. Chez nous, il n'y aura pas de prolétaires, tout le monde sera propriétaire; l'homme pourra devenir riche, mais personne ne pourra devenir pauvre. Laquelle des deux sociétés, s'il vous plaît, est la plus capable de résister à l'examen? Je conviens néanmoins : que, la vôtre était la seule bonne,

quand l'examen pouvait être comprimé. Mais cette compression est-elle encore possible?

Après avoir supposé : que, la négation de l'organisation actuelle de la propriété, c'est la négation du *tien* et du *mien*, M. Thiers a beau jeu pour démontrer : que, la négation sociale du *tien* et du *mien* conduit à l'absurde. Une pareille démonstration peut être acceptée par des niais. Pour qui donc M. Thiers nous prend-il?

Le chapitre III a pour titre : *Du communisme par rapport au travail.* Il s'agit de prouver : *que le communisme éteint toute ardeur pour le travail.*

C'est toujours la déduction de tout point absurde : qu'il n'y a de possible que l'organisation bourgeoise ou le communisme, c'est-à-dire la négation du tien et du mien. Nous passerions au chapitre suivant, s'il n'y avait ici des propositions anarchiques que nous devons réfuter.

« — Pour exciter l'homme au travail, dit M. Thiers, il « faut lui montrer : l'appât du bien-être; pour l'exciter au « dévouement, il faut lui montrer la GLOIRE. »

— Non, Monsieur, il faut lui montrer le DEVOIR. Mais, comme vous n'avez aucune sanction à donner au devoir, l'examen ayant pulvérisé celle qui dérivait de l'antropomorphisme, et, le panthéisme n'en ayant aucune, vous vous rejetez sur la *gloire,* en philosophe du XVIIIe siècle. Écoutez! ce que disait de la gloire, le héros de votre philosophie, écrivant à son maître :

« — Il est très-vrai, dit Frédéric, qu'en examinant ce que « c'est que la gloire, elle se réduit à peu de chose. *Être « jugé par des ignorants, et estimé par des imbéciles; entendre prononcer son nom par une population qui approuve, rejette, aime* ou *hait* SANS RAISON; ce n'est pas « de quoi s'enorgueillir. Cependant que deviendraient les actions vertueuses et louables si nous ne chérissions pas la « gloire. » (A VOLTAIRE, 3 janvier 1773.)

« — Il est bien vrai, dit Cicéron, que quand les hommes « s'accorderaient unanimement à louer les vertus d'un mort, « ces louanges font plus d'honneur à ceux qui les donnent, « qu'elles ne servent à la félicité de celui qui en est l'objet. »
(*Tusculanes,* V. 16.)

— Et, c'est sur la *gloire* que vous voulez baser le dévouement; c'est-à-dire la vertu? c'est vous, Monsieur, qui êtes en délire.

« — Quoi, continuez-vous, l'honneur pour deux ou trois « planches de plus rabotées dans une journée, pour une « pièce de fer mieux limée. »

— Non, Monsieur, car, tout honneur qui n'est pas l'expression du devoir accompli, n'est qu'une sottise, ou une friponnerie. Et, s'il est cette expression, l'assentiment des autres ne lui est pas nécessaire. L'injustice des autres, au contraire, sait même l'augmenter.

« — Vous blasphémez, continuez-vous. L'honneur pour « d'Assas, Chabert, La Tour-d'Auvergne : le salaire, c'est-à- « dire la satisfaction de bien vivre, lui et ses enfants, pour « celui qui a laborieusement travaillé, et de plus l'estime s'il « est sage et probe, car il faut aussi des satisfactions morales « à cet honnête ouvrier. »

— Vous imaginez-vous, Monsieur, que d'Assas, Chabert, La Tour-d'Auvergne, se seraient fait tuer, pour se faire sculpter en marbre, s'ils s'étaient imaginé : n'être que des charognes après leur mort? s'ils l'eussent fait, ils auraient été des sots. Si, vous croyez soutenir votre bourgeoisisme, en donnant des os aux prolétaires, et des hochets aux soldats, vous vous trompez considérablement.

Du reste, nous vous approuvons, quand vous dites :

« — La masse du travail dont la société vit, ne s'obtient « qu'en offrant au travailleur la certitude d'un salaire maté- « riel. »

— Et, comme la domination du capital est devenue incapable de donner à l'ouvrier le salaire qui seul peut actuellement le porter au travail; voilà, précisément, pourquoi nous voulons : que la domination sociale passe à l'intelligence.

« — A chacun suivant ses œuvres, dites-vous encore. »

— Très-bien, Monsieur, et nous sommes charmé de vous voir ainsi venir à nous sans même vous en douter. Seulement, le juge des œuvres jusqu'à présent, a été la force, qui seule a été chargée de répartir ce produit; et, désormais, nous voulons : que le juge soit exclusivement la raison.

Le chapitre IV a pour titre : DU COMMUNISME PAR RAPPORT A LA LIBERTÉ HUMAINE. Il s'agit de prouver : *que le communisme est la négation absolue de la liberté humaine.*

— Savez-vous, Monsieur, ce qui est la négation de la liberté? c'est l'emploi de l'expression *liberté humaine,* expression impliquant : que, l'essence de l'humanité n'est pas exclusivement la liberté. Cette locution est un assentiment au panthéisme. Et, après s'en être servi, on se trouve forcé de baser la société : sur des baïonnettes et des hochets.

Dans ce chapitre, vous critiquez admirablement le communisme. C'est, qu'il vous est bien facile de combattre des moulins à vent. Qui donc, Monsieur, veut du communisme? personne, pas même ceux qui disent en vouloir. Il est peu honorable à vous, Monsieur, de vous attaquer aux enfants; ce sont des hommes qu'il faut prendre corps à corps. Ce n'est pas de *communisme* qu'il s'agit aujourd'hui, ainsi que vous aimeriez à le faire croire; c'est de *paupérisme.* L'ordre peut-il exister en face du paupérisme et de l'impossibilité sociale de comprimer l'examen ? voilà toute la question. Si vous dites oui, malgré la raison qui vous dit non, le temps, dernier juge de ceux qui récusent la raison, saura vous punir ou vous récompenser. Si vous dites non, la question se réduit alors : à savoir *comment il est possible d'anéantir le paupérisme.* Et, réduite à cette dernière expression, elle devient facile à résoudre!

Depuis quelque temps, vous êtes devenu l'un des plus fervents apôtres de l'antropomorphisme. Je vous préviens : que, vous le défendez fort mal ; et, que vous serez très-mal vu en cour de Rome. Que dira le saint office quand il lira la phrase suivante :

« — Pouvoir se tromper, pouvoir souffrir, mais pouvoir « le contraire aussi, voilà la liberté, voilà ce qui place l'homme « au-dessus de l'animal gouverné par les instincts, mais au- « dessous de cet être que nous nous efforçons de concevoir, « en lui retranchant toutes les imperfections de notre nature « bornée et que nous appelons DIEU. »

— Ainsi : ou Dieu est libre et peut se tromper, ce qui en fait un Dieu aussi sot qu'un homme ; ou il ne peut se tromper, et c'est un animal bien au-dessous de l'homme. Parler ainsi, c'est prendre pour soi-même, la mesure d'un *sans benito*.

Vous vous croyez, Monsieur, l'ennemi du communisme. Je puis vous assurer que vous en êtes le partisan le plus enthousiaste. Vous rappelez-vous ces malheureux enfants que l'on élève avec les princes pour les punir des fautes de ces derniers? Le communisme est un de ces princes ; le socialisme, l'enfant destiné aux corrections des fautes qu'il n'a point commises ; et, vous, le précepteur. A chaque sottise du communisme, c'est le pauvre socialisme qui est fessé. Croyez-vous, Monsieur, que le bourgeoisisme s'en trouvera mieux ?

Le chapitre V, a pour titre : DU COMMUNISME PAR RAPPORT A LA FAMILLE. Il s'agit de prouver : *que la propriété et la famille sont indissolublement unies, qu'en détruisant l'une, le communisme détruit l'autre, et abolit les plus nobles sentiments de l'âme humaine.*

L'AME HUMAINE, est très-joli! sans doute, Monsieur, vous en connaissez d'autres. Et, alors, pourquoi l'âme d'un chien ne vaudrait-elle pas celle d'un homme? voudriez-vous en tirer la conséquence : que, l'âme d'un Australasien ne vaut

pas l'âme de Newton? Nous savons que la prétendue science universitaire affirme : qu'il y a plus de distance de Newton au dernier des Australasiens, que de celui-ci au premier des singes; et qu'en vous exprimant ainsi, vous vous honorez d'être savant. Mais, êtes-vous bien sûr que ce ne soit point là, amener l'homme à n'être lui-même qu'un animal, et faire ainsi triompher votre prince le communisme, aux dépens du socialisme, qui lui, prétend et s'offre de démontrer : que l'homme est plus qu'une bête?

Vous faites, Monsieur, un tableau charmant de la famille. C'est précisément ce tableau que nous voulons relever. Examinez la famille actuelle, vous verrez qu'elle ressemble au communisme. Voyez au contraire la famille future; elle est l'expression du socialisme. Est-ce par amour du communisme que vous défendez ainsi la famille actuelle? il n'y a, entre nous, qu'une petite différence : le bonheur et la noblesse que vous ne voulez que pour quelques familles; nous, nous les voulons pour toutes. UTOPIE, dites-vous, que cette société future! Alors! Monsieur nous vous renvoyons la balle; et nous disons : UTOPIE, que l'existence de l'ordre par la permanence de la société actuelle!

Pardon! si nous revenons encore sur l'impropriété de vos expressions. Vous parlez de *famille humaine*. Il y a donc des familles de chiens et des familles de chats? Eh bien! Monsieur, quoique socialiste, nous avons plus de respect pour la famille; et c'est exclusivement chez l'homme que nous la reconnaissons.

Il paraît, Monsieur, que vous condamnez le divorce. Voilà, selon nous, l'empereur Napoléon Ier, devenu socialiste et destructeur de la famille. Est-ce de ce point de vue que vous en parlez dans l'histoire du *Consulat et de l'Empire?* Il faut que vous ayez une adoration bien aveugle pour le communisme actuel!

Du reste, nous sommes, Monsieur, beaucoup plus près de nous entendre que vous ne le pensez. Otez de ce qui va suivre quelques expressions mal sonnantes comme sentant l'antro-

pomorphisme et le panthéisme, lesquels dégradent également l'humanité, et nous serons parfaitement d'accord.

« — Il faut, dites-vous, élever l'homme successivement « de lui à sa famille, de sa famille à sa patrie, de sa patrie à « l'humanité. Appuyé sur ces degrés il peut s'élever, et il « s'élève en effet aux affections les plus hautes. »

— Nous, par exemple, nous aurions dit : il s'élève à la connaissance de la justice, à la connaissance de la vérité. Mais, c'est là ce que vous avez voulu dire.

« — Il s'aime d'abord, continuez-vous, puis en se perfec- « tionnant, il aime sa femme, ses enfants plus que lui-même. « En se perfectionnant encore, il comprend que la prospérité « de sa patrie est liée à celle de sa famille, et il aime l'une « presque autant que l'autre. Vous pouvez ensuite le con- « duire jusqu'à l'amour de l'humanité même, mais par les « degrés de cette échelle divine, qui le fait monter de lui à la « famille, à la patrie, à l'humanité, à Dieu. »

— Nous, par exemple, qui mettons toujours la réalité au lieu de la personnification, par l'excellente raison que nous connaissons la vérité, nous eussions dit : à l'humanité, à l'éternelle justice, à l'éternelle raison.

« — Exiger, continuez-vous, qu'il aime le tout avant la « partie, l'humanité avant sa patrie, sa patrie avant sa fa- « mille, c'est se tromper grossièrement sur sa nature, sur le « rayon des forces physiques et morales qui le font mou- « voir. Dites-lui d'aimer l'Europe avant la France, la France « avant la famille, de travailler pour les plus éloignés de « son cœur avant de travailler pour les plus rapprochés..... »

— Ceci est une répétition, mais n'importe.

« — Et maître ridicule, continuez-vous, vous n'obtiendrez « qu'une désobéissance railleuse. Ce sera comme si vous « aviez fait tourner la lune directement autour du soleil, au « lieu de la faire tourner autour de la terre d'abord et à la

« suite de celle-ci autour du soleil, centre commun de son « existence planétaire. En un mot, l'homme être borné. . . « (c'est primitivement ignorant qu'il fallait dire), doit s'é- « lever par degré jusqu'à ce tout dans lequel vous voulez le « fondre. . . » (il fallait dire jusqu'à la connaissance de la vérité à laquelle vous voulez que l'humanité se soumette). « En procédant ainsi il monte, tandis qu'en suivant la « marche opposée, il descend du tout à lui-même. Aveugle « ordonnateur des choses! il fallait le faire monter, et au « contraire vous l'avez fait descendre! »

— Prenez garde! Monsieur. Nous, nous voulons faire monter l'humanité : de l'antropomorphisme, de la foi, au réalisme, à la science; et, du paupérisme à la richesse; vous, Monsieur, vous la faites descendre : de l'antropomorphisme, de la foi, au panthéisme, au nihilisme; et du paupérisme à l'anarchie. Lequel de nous, Monsieur, est l'aveugle ordonnateur des choses?

VII.

« J'appelle socialisme rationnel, l'anéantisse-
« ment de tout paupérisme, tant moral relatif
« aux connaissances, que matériel relatif aux
« richesses. J'affirme : que, ce socialisme est
« devenu nécessaire à l'existence de l'ordre ;
« et, qu'il peut s'établir sans désordre. »

COLINS, *Socialisme rationnel.*

« En époque d'ignorance sociale, le socia-
« lisme n'est autre que la tendance vers l'a-
« néantissement du paupérisme. »

COLINS, *Manuscrit.*

« Le monde sera socialiste ou chrétien, il
« ne sera pas LIBERAL. »

M. L. VEUILLOT, 31 janvier 1851.

« On se demandait : pourquoi en réalisant
« toutes les anciennes superstitions monar-
« chiques, on conservait encore un fantôme
« de religion à laquelle presque personne ne
« croyait plus. . . . . »

M. THIERS, *Histoire de la Révolution.*

« Selon messieurs Thiers et Veuillot le monde
« sera socialiste. » COLINS, *Commentaire.*

« Vous croyiez que l'extirpation TOTALE du
« paupérisme était possible? moi aussi, et j'en
« étais convaincu.

L'EMPEREUR, *Mémorial de Sainte-Hélène.*

« Selon l'Empereur, le monde sera socia-
« liste. » COLINS, *Commentaire.*

« Si vraie qu'une doctrine puisse être, il ne
« s'ensuit pas que tous l'acceptent immédiate-
« ment. Elle rencontre dans les croyances in-
« culquées dès l'enfance, dans les opinions
« reçues, dans l'inertie même des esprits qui
« répugnent à l'effort nécessaire pour le dé-
« placer, des obstacles desquels le temps seul
« triomphe. » LAMENNAIS.

« Le sort commun de toute vérité nouvelle
« qui surgit est d'effrayer au lieu de séduire,
« de blesser au lieu de convaincre. C'est qu'elle
« s'élance avec d'autant plus de force qu'elle
« a été plus longtemps comprimée ; c'est
« qu'ayant des obstacles à vaincre, il faut
« qu'elle lutte et qu'elle renverse : jusqu'à ce
« que comprise et adoptée par la généralité,
« ELLE DEVIENT LA BASE D'UN NOUVEL ORDRE SO-
« CIAL. » LOUIS-NAPOLEON BONAPARTE.

Le livre III traite du socialisme.

Le chapitre Ier est intitulé : DU SOCIALISME. Il s'agit de

démontrer : *que les adversaires de la propriété, n'osant pas toujours la nier absolument, ont abouti, pour en corriger les effets, à divers systèmes, qui sont* L'ASSOCIATION, *la* RÉCIPROCITÉ, *le* DROIT AU TRAVAIL.

— D'abord, il n'y a d'adversaire de la propriété qu'à Charenton. Ensuite, l'association, la réciprocité et le droit au travail ne composent le socialisme que si le paupérisme est anéanti, soit par leur ensemble, soit par l'un d'eux : car, en époque d'ignorance sociale, le socialisme n'est encore que la tendance vers l'anéantissement du paupérisme. M. Thiers dit : que, ni l'association, ni la réciprocité, ni le droit au travail, ne peuvent causer cet anéantissement. Alors, aucun d'eux n'est le socialisme.

Dans le cours de ce livre, M. Thiers nous donne partout le nom d'adversaires de la propriété. C'est erreur ou manque de bonne foi. Quand cette locution se présentera, il faudra donc la remplacer par celle d'adversaires de l'organisation actuelle de la propriété. Nous sommes, maintenant, ce que les bourgeois étaient avant 1789. Les nobles leur avaient dit : vous voulez détruire l'organisation féodale; l'organisation bourgeoise aura infiniment moins de durée. Les nobles avaient raison : mais ils avaient tort de vouloir résister aux bourgeois; comme les bourgeois ont tort de vouloir résister aux prolétaires.

« — Les adversaires de la propriété, dit M. Thiers, ne « l'ont pas tous attaquée directement. Plusieurs d'entre eux, « n'osant pas la nier d'une manière absolue, se sont bornés à « chercher et à proposer les moyens de corriger ce qu'ils « appellent ses fâcheux effets, comme si une institution sainte « et sacrée, qui n'est autre chose que le développement libre, « illimité des facultés humaines, produisant ce qu'elles « peuvent produire, tantôt la richesse, tantôt la médiocrité, « tantôt l'indigence, *exactement semblable,* sous ce rapport, « à la végétation des forêts, dans lesquelles, à côté d'un « arbre faible, ou jeune, ou placé sur un mauvais sol, l'on

« trouve un autre, moyen, beau ou superbe, comme si une « institution pareille, qui n'est que la nature, elle-même « obéie et respectée, avait besoin d'excuses et de correctifs. « Aussi ces correcteurs de la Providence sont-ils arrivés à « des découvertes dignes du but qu'ils se proposaient. »

— Ce passage contient autant d'erreurs que de lignes. Nous allons en relever une partie par ordre d'énonciation.

Ceux d'entre les socialistes, qui n'osent pas nier la compatibilité de l'ordre avec l'organisation actuelle de la propriété, ont eu bien tort de se borner à chercher et à proposer les moyens de corriger ce qu'ils appellent les fâcheux effets de cette organisation. Celle-ci a pour conséquence nécessaire : l'existence du paupérisme; et le socialisme n'a de but que l'anéantissement du paupérisme. Il fallait donc débuter par affirmer : que, l'organisation actuelle de la propriété, qui consiste dans l'aliénation du sol à certaines familles, comme l'organisation nobiliaire consistait dans l'aliénation du sol aux aînés de certaines familles, était devenue *incompatible avec l'existence de l'ordre.*

M. Thiers donne à la propriété le nom d'institution. La propriété n'est pas plus une institution que le raisonnement. Les deux sont essentiels à l'humanité. Mais, ce qui est une institution : c'est, toute organisation de propriété. Celle qui se rapporte à l'aliénation du sol aux individus a été sainte et sacrée : tant qu'elle a été nécessaire à l'existence de l'ordre. Mais, du moment qu'elle lui est devenue opposée, cette institution, de *sainte* et *sacrée* qu'elle était, est devenue *diabolique* et *infâme.*

M. Thiers, dans ce que nous venons de citer, se charge lui-même de prouver implicitement, l'infamie actuelle de cette organisation.

« — Cette institution sainte et sacrée, dit-il, qui n'est autre « chose que le développement, etc. »

— Eh bien ! cette organisation : qui assimile les hommes dans la société, aux arbres dans les forêts; qui permet, que le

pauperisme existe comme les broussailles; qu'il y ait des forts et des faibles devant le droit, par cela seul que tel sera né sur tel sol social, et tel autre sur tel autre; est une organisation *essentiellement anarchique*, par conséquent *infâme* : DÈS QU'IL N'EST PLUS POSSIBLE DE COMPRIMER L'EXAMEN.

Quant à l'épithète de correcteur de la Providence, elle appartient à M. Thiers : qui veut conserver une organisation de propriété, que la Providence elle-même a condamnée en permettant que l'examen devint socialement incompressible.

Après avoir exposé, à sa manière, les trois systèmes qui, selon lui, composent exclusivement le socialisme, il ajoute :

« — Tels sont les trois systèmes, qui, après le *communisme*, se présentent aujourd'hui aux espérances de l'humanité. Ils composent dans son entier cette science, plus modérée en apparence, qui sous ce titre, affecte de ménager la propriété. »

— C'est l'organisation de la propriété qu'il fallait dire. Eh bien ! Monsieur, je suis socialiste et nullement communiste. Cependant, je me garderais bien de vouloir ménager l'organisation actuelle de la propriété. Je me hâte de déclarer: qu'il faut qu'elle soit anéantie : sous peine de mort sociale.

« — Je vais dans les chapitres suivants, continue M. Thiers, « examiner les trois systèmes, qu'elle a proposés, et prouver, « je l'espère, que l'*association*, la *réciprocité*, le *droit au travail*, valent le communisme sous le rapport du principe et « ne le valent pas sous le rapport de la conséquence. »

— Prouvez, Monsieur, la vérité ne peut que gagner à être connue ; ou plutôt, nous ne pouvons que gagner à connaître la vérité. En même temps que vous donnerez vos preuves, nous prouverons également : que, la société que vous voulez conserver, est DEVENUE aussi anarchique que le communisme; que tout ce qui en dérive, nous conduit à l'anarchie ; et que, par conséquent, elle est absurde.

Le chapitre II a pour titre : *Des souffrances sociales ;* il s'agit d'exposer : *quelles sont les véritables souffrances sociales auxquelles il serait désirable de pourvoir.*

Tout ce chapitre a pour but de prouver : que le paupérisme est inhérent à l'organisation sociale actuelle; et, que cette organisation est la seule possible. Et, comme en présence de l'incompressibilité de l'examen, l'existence du paupérisme est évidemment incompatible avec l'existence de l'ordre, je dis : que, M. Thiers voulant corriger la Providence, est le digne pendant des socialistes qui veulent ménager l'organisation actuelle de la propriété. Je suis certain que M. Thiers sera mécontent de la comparaison ; mais, je puis l'assurer que les socialistes dont je parle, n'en seront pas plus satisfaits.

Le chapitre III a pour titre : *De l'association et de son application aux diverses classes ouvrières ;* il s'agit de prouver : *que l'association est applicable seulement à quelques populations agglomérées, qu'elle a été imaginée pour elles seules et sous leur influence.*

Avant d'écouter M. Thiers, commençons par élucider la valeur de l'expression ASSOCIATION. Car, se servir d'une expression, avant de l'avoir parfaitement déterminée, ne peut conduire : qu'au galimatias, à la logomachie.

Toute association est : ou domestique ou sociale. Ainsi, distinguons toujours chaque espèce, dans le genre, sous peine de parler sans nous comprendre et sans être compris. C'est, alors, ce qui se nomme du galimatias double.

Toute association, privée de sanction, est, pratiquement, une association utopique : des mots et pas autre chose.

C'est donc la sanction qui caractérise l'association?

Qu'est-ce qui peut exclusivement, sanctionner une association particulière quelconque, une association domestique enfin?

La sanction sociale.

Et, maintenant, quelle est la sanction d'une association

générale, renfermant toutes les associations domestiques ou particulières qu'elle embrasse?

La force soit brutale, soit masquée d'un sophisme qui la fait socialement accepter comme raison; soit la raison réelle incontestablement démontrée, généralement acceptée comme telle, et dominant ainsi toute force brutale qui voudrait regimber contre la raison socialement reconnue.

Toute autre sanction sociale est impossible.

Faisons maintenant un pas de plus.

Tant que la raison réelle, incontestablement démontrée, ne peut encore être généralement acceptée, à cause de l'ignorance sociale; la seule sanction sociale possible est la force soit brutale, soit masquée d'un sophisme qui la fait généralement accepter comme raison.

Du moment que l'examen est devenu socialement incompressible, tout sophisme devient incapable de masquer la force brutale à un point suffisant pour faire accepter généralement la force comme raison.

Du moment que l'examen est devenu socialement incompressible et que la raison réelle ne peut encore dominer, la seule sanction possible est donc la force brutale.

Un pas de plus encore.

La seule base possible d'ordre social est la sanction sociale.

Un dernier pas enfin.

Toute association domestique établie dans le but de renverser la sanction sociale, parce que celle-ci consiste exclusivement dans la force brutale, et que cette espèce de sanction est devenue impuissante, par conséquent anarchique; association qui cependant ne pourra encore présenter à l'acceptation générale l'expression de la raison réelle incontestablement démontrée, sera essentiellement une association anarchique: non-seulement en ce qu'elle attaque la seule base d'ordre alors possible; mais encore en ce qu'elle se trouvera elle-même dépourvue de toute sanction hors la force brutale, force devenue elle-même essentiellement anarchique,

en présence de l'incompressibilité sociale de l'examen.

Mais, du moment que la raison réelle, incontestablement démontrée, et socialement acceptée comme telle, est devenue sanction sociale dominant nécessairement toute force soit brutale, soit se prétendant raison sous un masque de sophisme, toute association domestique nécessairement faite alors sous la protection de cette sanction, devient harmonique par essence d'anarchique qu'elle était nécessairement auparavant, quand elle voulait s'opposer à la force brutale.

En époque d'ignorance, le seul bien qui puisse résulter des associations ayant pour but de s'opposer à la force brutale, c'est d'augmenter l'anarchie, et de la porter le plus tôt possible à un tel excès qu'elle fasse socialement sentir le besoin de la raison réelle incontestablement démontrée, besoin qui nous la fait socialement chercher, découvrir et accepter.

Après ces considérations, indispensables pour avoir des idées nettes sur les associations particulières ou domestiques socialement considérées, laissons parler M. Thiers :

« — En présence de ces ouvriers des campagnes, dit-il, « dont la vie est dure, mais égale, de ces ouvriers des villes, « dont la vie, sans être aussi dure, est cruellement inégale, « on offre quoi ? L'association entre ouvriers. Ils s'associe- « ront, et alors ils ne se feront pas concurrence, et pour- « ront se procurer les capitaux qui leur manquent. Ils s'as- « socieront ! Lesquels d'abord, et combien ? Est-ce que les « paysans pourront s'associer ? Comprenez-vous, dans l'état « de division de notre sol, les paysans s'associant entre eux « pour faire valoir les terres ? Comment s'y prendraient-ils ? « C'est à peine si dans les quatre cinquièmes du territoire « une seule famille peut vivre sur une ferme, et le plus sou- « vent le paysan qui cultive est propriétaire lui-même. « L'association ici serait donc impossible ou sans objet. « Dans les terres plus considérables, où un fermier a cinq, « six ou huit valets de ferme, employés à labourer, à entre- « tenir le bétail, à exécuter tous les genres de travaux agri-

« coles, y aurait-il association entre ces cinq, six ou huit « travailleurs? On comprend l'association entre plusieurs « centaines d'ouvriers, on conçoit que le nombre étant alors « le multiplicateur des avantages qu'on peut retirer du sys- « tème, s'il y en a quelques-uns à espérer, on puisse ob- « tenir certains résultats. Mais l'association entre cinq, six « ou huit associés, que donnerait-elle? Et puis il faut des ca- « pitaux considérables lorsqu'il s'agit d'une terre qui emploie « sept ou huit valets de ferme; il faut des instruments ara- « toires, des chevaux, des troupeaux, des engrais, un fonds « de roulement enfin dans cette industrie comme dans toutes « les autres, et il n'est pas rare de voir une ferme qui se « loue dix, douze mille francs, exiger un capital d'exploita- « tion de soixante à quatre-vingt mille francs. Qui fournira « le capital de toutes ces entreprises agricoles? Sera-ce « l'État qui sera chargé d'en procurer à tout le monde? Dans « les vignobles de Champagne, de Bourgogne, de Bordeaux, « où un champ vaut quelquefois un ou deux millions, où l'on « a jusqu'à trois, quatre, cinq récoltes accumulées, où le plus « souvent on laisse les vins vieillir, et où l'on *spécule* autant « et plus que l'on ne cultive, des journaliers associés feront-ils « cette *spéculation?* En leur supposant même les *connaissances* « *nécessaires,* obtiendront-ils de l'État le prêt d'un capital « de trois ou quatre cent mille francs, ou d'un banquier le « crédit indispensable pour suffire à de telles avances? D'a- « bord la *solvabilité* d'un fermier est l'une de ses qualités « principales, ou plutôt LA PRINCIPALE, forcera-t-on la con- « fiance du propriétaire en faveur d'une association d'ou- « vriers qui ne présentera aucune responsabilité? Sera-ce « encore l'État qui, après avoir fourni le capital, fournira la « caution? »

— Arrêtons-nous ici un instant pour ne point embrasser à la fois une trop grande partie de l'ouvrage de M. Thiers. Commençons d'abord par dire : que, du point de vue de la société actuelle, dont l'essence est l'aliénation du sol à des

individus, dont le paupérisme et l'ignorance générale sont les conséquences nécessaires, les objections de M. Thiers sont irréfutables. Il faut être : ou entêté, ou ignorant pour ne point lui dire : vous avez complétement raison. Mais, en est-il de même du point de vue de la propriété nouvelle, de la société : où le sol appartient à la propriété collective, ainsi que les capitaux amassés par les générations passées, moins la partie restée entre les mains des individus, pour que la production et la consommation soient toujours au maximum possible des circonstances ; où les connaissances sont données à tous, avec un égal soin, parce que l'instruction n'est plus relative à telle ou telle naissance, mais à toute naissance au sein de l'humanité ; où la spéculation, c'est-à-dire l'intérêt du capital, est nécessairement au plus bas possible, tandis que le salaire ou la valeur du travail est toujours et partout au maximum possible ; où la solvabilité n'est plus la première des qualités vis-à-vis du créancier, ce qui est nécessairement sous la domination du capital ; mais bien la probité, ce qui est nécessairement sous la domination du travail? En est-il de même, répétons-nous? Nous affirmons que non ; et nous allons le démontrer. Nous reprendrons, ensuite, les objections de M. Thiers.

VIII.

« Tant que la force est le seul souverain, le « seul juge possible au sein d'une nationalité « quelconque, vouloir établir des associations « domestiques, ayant pour but de renverser « la souveraineté de la force, à une époque « où la souveraineté de la raison n'est pas en- « core possible, est une utopie à nulle autre « pareille. »

COLINS, *Théorie générale des Associations particulières.*

Le sol entré à la propriété collective, divisé selon les besoins des populations, des localités, etc., etc., se trouve loué au plus offrant et dernier enchérisseur. Toujours le sol se trouve au plus haut point possible de fertilité, ou c'est une des conditions du bail de l'y porter et toujours de l'y maintenir. Le plus haut point de fertilité arrive toujours le plus tôt possible; les capitaux, et les talents, ainsi que les débouchés, ne manquent jamais à l'agriculture : parce que les capitaux viennent de l'État, les talents et les débouchés de la plus grande instruction et de la plus grande consommation possible de tous.

Il est évident : que, toutes les exploitations, grandes ou petites, selon les besoins, sont louées avec les instruments aratoires et les accessoires qui leur sont nécessaires. Reste le fonds de roulement; nous allons en parler, après avoir dit un mot de la grandeur des exploitations.

Les TRÈS-grandes exploitations agricoles sont plus utiles à la spéculation qu'à l'agriculture. La spéculation toujours utile, quand elle est bien faite, sous la domination du capital, se trouve au minimum possible sous la domination du travail. Les plus grandes exploitations de cette époque, se mesurent donc au plus grand produit brut possible : pourvu encore que ces plus grandes exploitations soient en harmonie

avec une population préférant s'adonner, pour raison de localité, etc., plutôt à l'industrie qu'à la petite agriculture.

Les grandes exploitations se louent, soit à des associations, soit à des individus. Le fonds de roulement provient : soit de la dot sociale; soit d'une richesse héritée ou acquise; soit du crédit social, dont le capital n'est plus le résultat de l'exploitation des masses, ainsi que cela se trouve avoir lieu nécessairement sous l'ancienne société. M. Thiers demandera peut-être, comment la spéculation peut être réduite au minimum possible de valeur. Le voici : sous la société actuelle, le commerce se trouve exclusivement aux mains des individus; et les marchandises s'y vendent à la consommation, toujours au plus grand bénéfice possible du capital. Sous la société nouvelle, l'État, c'est-à-dire la société elle-même, fait concurrence au commerce, de manière : que les produits soient toujours au plus bas prix possible, quant au capital. Le bien-être de tous et de chacun exige encore : que la consommation soit toujours au maximum possible des circonstances. De plus longues explications me sembleraient injurieuses pour l'intelligence de M. Thiers.

Peut-être, cependant, M. Thiers s'étonnera-t-il que l'État puisse faire crédit à la probité; et, encore, sous des conditions d'intelligence qui puissent rendre le prêt avantageux : et, à l'individu qui reçoit; et, à tous qui avancent. Je le conçois. La probité, maintenant, n'a de sanction que la ruine et le ridicule. Sous la société nouvelle, au contraire, l'astuce et la mauvaise foi n'ont de sanction : que la ruine ou la pitié dans cette vie; et la certitude d'une expiation harmonique dans une autre vie.

« — Plus tard, continue M. Thiers, je dirai quelques « mots du rôle assigné à l'État dans les diverses combinai- « sons, mais en attendant, je prie de remarquer que c'est « toujours lui qui est le *deus in machinâ*, le capitaliste inê- « puisable fournissant les capitaux, supportant les pertes, « parant à tous les accidents, suppléant à tout ce qui

« manque, chargé enfin de résoudre toutes les difficultés.
« Nous additionnerons quand il sera temps, les charges et
« bénéfices, et nous verrons si le commerce qu'on lui destine
« est de nature à durer. »

— Pour la société actuelle, où l'État se constitue des forts, M. Thiers a parfaitement raison. Vouloir que l'État, composé de quelques-uns dont les autres sont les esclaves, ce qui existe nécessairement, tant que le sol reste aliéné; vouloir, dis-je, que cet État traite les esclaves comme des maîtres, c'est absolument en faire un *deus in machinâ*. Mais, quand l'État est composé de tous; quand l'État est réellement le capitaliste inépuisable, parce que chacun travaille pour lui en même temps que pour soi-même; l'État a tous les avantages possibles, et ne supporte que des pertes insignifiantes, ainsi que le fait une assurance bien entendue. Sous la société nouvelle, le *deus in machinâ* est partout le Dieu réel, l'éternelle raison dirigeant toujours les actions de tous et de chacun.

« — Je n'ai pas fait mention, ajoute M. Thiers, d'une
« foule de difficultés plus insolubles les unes que les
« autres. Je n'ai pas parlé des bois, par exemple, où il n'y a
« ni fermier comme en Brie, ni journalier travaillant pour
« le compte du propriétaire, comme à Bordeaux, et où il y
« a tous les ans, soit un vingtième, soit un trentième des
« arbres à abattre, sans autre travail que celui de garde,
« d'abattage et de transport. Comprenez-vous pour les bois
« un mode quelconque d'association; c'est pourtant une
« part considérable du sol, et, en y ajoutant la vigne, le
« quart au moins du produit total de notre territoire. »

— M. Thiers a raison. Les bois ne peuvent être exploités par des associations domestiques sous la domination du travail; et ne pourraient être exploités que par des associations de capitaux sous la domination du capital. Mais les bois, sous société nouvelle, restent au soin de l'État, comme à pré-

sent, en général; sauf que l'État alors se compose de tous, et à présent seulement de quelques-uns.

« — Ainsi, continue M. Thiers (car je passe tout ce qui « est inutile ou en notre faveur), l'association est inappli- « cable à l'agriculture, c'est-à-dire à vingt-quatre millions « de travailleurs en France. Quoi! du premier coup, il faut « mettre hors du système la plus grande, la plus intéressante « partie de la population, la plus constamment souffrante! « Ce système est donc fait pour quelques-uns, exclusivement « pour eux. Poursuivez cet examen, et vous en serez encore « plus convaincu. »

— M. Thiers a raison. Il aurait dû dire : que le système a été fait par un fort honnête homme, avec les meilleures intentions possibles; mais, qui a eu le malheur de se tromper. Ce système aura été utile : il aura causé bien des maux; mais ces maux étaient nécessaires. Ce système a forcé M. Thiers d'écrire son ouvrage, autre système autant basé sur la force que celui des associations domestiques voulant dominer les individus. Et ce choc des systèmes, ou plutôt les maux qui en sont la suite, font sentir le besoin de vérité, la font chercher, découvrir et accepter socialement.

La critique de M. Thiers est généralement juste. Mais, son triomphe est facile; et, il l'oublie trop facilement. Certes, vouloir composer la société d'agglomérations, d'associations, au lieu de la laisser ce qu'elle est par essence : en époque d'ignorance, l'association des familles fortes, exploitant les familles faibles; en époque de connaissance, l'association de toutes les familles, pour qu'aucune d'elles ne soit exploitée; c'est vouloir anéantir l'individualisme, c'est-à-dire la société elle-même : car, là où la société n'est point essentiellement composée d'individualités, il n'y a plus existence sociale, mais un immense polipier. Si donc le système qui veut détruire le paupérisme en conservant l'ancienne société, c'est-à-dire l'aliénation du sol, est absurde; le système de M. Thiers qui veut conserver l'ancienne société, en pré-

sance de l'incompressibilité de l'examen, ne l'est pas moins.

Le chapitre IV a pour titre : *Du capital dans le système de l'association.* Il s'agit de prouver : *que le capital de l'association, s'il est fourni par l'État, est injustement dérobé à la masse des contribuables, et s'il est retenu sur le salaire des ouvriers, est un emploi imprudent de leurs économies.*

Rien n'est plus vrai, pour la société actuelle : parce que le capital de l'État consiste exclusivement : dans ce qui est pris sur le travail; ce qui réduit le salaire au point : que, selon le prince de l'économisme, *tous les ans une partie de la population doit mourir de besoin même au sein de la nation la plus prospère.* Mais sous la société nouvelle, le capital social n'est jamais prélevé sur le travail; et toutes les dépenses, sans exception aucune, sont toutes faites pour le bien de tous et de chacun.

Nous pourrions borner l'examen de ce chapitre à ce que nous venons de dire. Mais, écoutons M. Thiers; les objections qu'il présente, quoique justes pour la société actuelle, ont besoin d'être réfutées ; pour ce qui concerne la société nouvelle,

« — Maintenant, dit-il, oublions tout ce qu'a d'exclu-
« sif, dès lors de peu populaire en réalité, le système de
« l'association entre ouvriers (c'est entre prolétaires qu'il
« aurait fallu dire), examinons-le en lui-même, et pour
« sa valeur propre, quelque restreinte que doive être son
« application.

« A en juger par l'apparence, la pensée du système est on
« ne peut pas plus humaine, honnête et même touchante.
« Voilà en effet de pauvres ouvriers qui travaillent du matin
« au soir pour gagner un salaire fixe, invariablement li-
« mité, quel que soit le bénéfice résultant de leurs efforts,
« et qui procurent de larges profits soit à un entrepreneur,
« soit à des actionnaires travaillant peu, ou ne travaillant
« pas du tout, éloignés du théâtre de ces rudes travaux,
« quelquefois ne l'ayant jamais visité. Pourquoi les uns ont-

« ils si peu en faisant tant, et les autres tant en faisant si « peu ? »

— Pourquoi, monsieur Thiers ? je vais vous le dire : c'est parce que le sol est aliéné : ce qui constitue la domination du capital. Que le sol appartienne à la propriété collective : et les uns cesseront d'avoir si peu en faisant tant ; et les autres tant, en faisant si peu.

« — C'est, dit M. Thiers, que l'entrepreneur a du crédit « et les actionnaires des capitaux. Si les ouvriers avaient « l'un ou l'autre, ils pourraient *spéculer* pour leur propre « compte et recueillir eux-mêmes les bénéfices qu'ils pro- « duisent à autrui. »

— Oui, mais, sous la société actuelle, les bénéfices se font sur le travail. Dès lors, il faut qu'il y ait des travailleurs exploités nécessairement ; et plus il y en a d'exploités, plus les bénéfices sont grands. Sous la société nouvelle, les bénéfices se font sur le capital ; et plus il y a de capitaux dans la société, plus il y a de produit avec le même travail, plus les bénéfices sont grands.

« — N'est-il pas plus simple alors, continue M. Thiers, « d'amener vers eux le crédit et les capitaux, et de les af- « franchir de cette dépendance, ou pour parler pleinement « la langue du sujet, de la *tyrannie du capital ?* Quel moyen, « si on ne veut pas prendre les capitaux de force, comme « le propose franchement le communisme, quel moyen, « sinon d'en demander à qui en a, c'est-à-dire à l'État, et « de fournir ainsi à toute association d'ouvriers la faculté « de se constituer pour l'exécution des grandes entreprises ? « Rien, je le répète, de plus honnête, de plus humain en « apparence, et en réalité de plus injuste, de plus inique, « de plus insensé. »

— C'est vrai, Monsieur, pour la société actuelle. Mais, pour la société nouvelle, rien de plus facile et de plus nécessaire en réalité.

« — D'abord continue M. Thiers, ces actionnaires, ne « sont pas, il me semble, des monopoleurs bien impi- « toyables. Si le premier consacre sa vie, son argent, son « crédit, à diriger, à soutenir une vaste entreprise, conçue « par lui, tentée, poursuivie à ses risques et périls ; si les se- « conds, après avoir amassé quelques économies, les ris- « quent dans une opération hasardeuse, telle qu'un canal « ou un chemin de fer, opération qui ne s'exécuterait pas « sans leur concours, et qui absorbera, si elle ne réussit « pas, les fonds qu'on lui aura consacrés, il me semble que « ni ces entrepreneurs, ni ces actionnaires, ne sont les « sangsues de ces ouvriers, payés de gré à gré, souvent « à des prix trois ou quatre fois supérieurs à ceux que re- « çoivent les paysans, assurés d'être payés dans tous les « cas, soit que la spéculation ait été heureuse, soit qu'elle « ne l'ait pas été, il n'y a pas là une si criante injustice. »

— C'est vrai, Monsieur..... pour la société actuelle. Mais, sous la société nouvelle un canal et un chemin de fer se font fort bien sans entrepreneurs et sans capitalistes autres que l'État. Il est encore vrai : que, ni l'entrepreneur ni les actionnaires ne sont les sangsues de l'ouvrier ; mais l'organisation actuelle de la propriété est la cause : qu'au sein de la nation la plus prospère, une partie de la population doit tous les ans, mourir de besoin. Et certes, cette exploitation, du moment qu'elle n'est plus nécessaire à l'existence de l'ordre, du moment même qu'elle est devenue essentiellement anarchique, est une immense injustice sociale : quoique les individus puissent en être innocents.

« — Mais on veut, continue M. Thiers, que ces ouvriers « puissent, eux aussi, faire des bénéfices d'entrepreneurs ou « d'actionnaires. Si cela se peut justement, pratiquement, « rien de mieux, rien de plus conforme aux désirs des hon- « nêtes gens. »

— Les bénéfices de l'entrepreneur, Monsieur, sont relatifs : et à son travail, et à son capital. Sous la société ac-

tuelle, le bénéfice relatif au travail est au minimum possible; celui relatif au capital, est au maximum. C'est le contraire, sous la société nouvelle. Quant aux actionnaires, leur bénéfice est toujours relatif au capital. Ce bénéfice, sous la société actuelle, est toujours au maximum possible des circonstances; sous la société nouvelle au minimum.

« — Mais, continue M. Thiers, vous savez ce qu'il en est. « Toute opération commerciale ou industrielle suppose deux « choses, un capital et une direction..... Il faut donc en « même temps le capital et la direction. Les trouvons-nous « dans une association d'ouvriers? C'est ce qu'il s'agit d'exa- « miner.

« Le capital, dans toute entreprise, doit être destiné à « périr, si elle ne réussit pas. . . . . « . . . . . Si donc le capital est destiné à périr en cas « d'insuccès, cas extrêmement vraisemblable, il faut qu'il « ait en perspective des chances de bénéfices, et qu'elles « soient proportionnées aux chances de pertes, sans quoi « l'industrie serait ce qu'elle est trop souvent, un métier de « dupe. »

— Ici, Monsieur, vous avez, sans le vouloir, mis la cause pour l'effet et l'effet pour la cause. Sous la société actuelle, l'intérêt du capital étant toujours au plus haut possible des circonstances, les entreprises sont hasardeuses, parce qu'elles offrent de grandes chances de bénéfice considérable. Sous la société nouvelle, l'intérêt du capital étant nécessairement au minimum possible, parce que les salaires sont au maximum possible, les associations de capitalistes sont extrêmement réservées; et les entreprises se font nécessairement par associations d'ouvriers qui peuvent perdre sur leur salaire parce qu'ils sont, je le répète, au maximum possible. Une pareille entreprise ne manque point du reste de capital : parce que tous les ouvriers sont capitalistes, et que d'ailleurs les capitalistes qui ne veulent point travailler au moyen de leurs capitaux, les apportent aux travailleurs, les prient

de les faire valoir en leur accordant une part dans les bénéfices. Il en est alors, des capitaux allant prier le travail, comme il en est maintenant pour les ouvriers allant prier le capital, ou plutôt le capitaliste de vouloir bien les employer.

« — Vous voulez, continue M. Thiers, mettre les ou-
« vriers à la place des entrepreneurs et capitalistes : soit,
« qui fournira le capital? les ouvriers? ils n'en ont pas. »

— C'est vrai. Et ils ne peuvent en avoir sans cesser d'être prolétaires.

« — A défaut d'ouvriers dit M. Thiers, serait-ce des
« banques de prêts organisées dans cette intention? Mais
« toutes les banques qui ont fait des prêts aux entreprises
« industrielles, au lieu de se borner à escompter des lettres
« de change, ce qui constitue un prêt, limité, à court terme,
« fréquemment renouvelé, dont les chances se neutralisent
« en se divisant, toutes ces banques ont tourné à mal,
« parce que les entreprises industrielles présentent trop de
« risques, parce que le nombre de celles qui réussissent est
« trop peu considérable relativement au nombre de celles
« qui échouent, et parce qu'enfin c'est tout au plus si les
« bénéfices entiers de celles qui réussissent, peuvent com-
« penser les pertes de celles qui échouent, et qu'en leur prê-
« tant on s'associe à toutes leurs pertes, sans s'associer à
« tous leurs bénéfices. C'est ce qui explique comment toute
« banque, ou maison de banque qui s'est bornée à l'es-
« compte subsiste et traverse les crises commerciales les
« plus difficiles, tandis que toute banque ou maison de
« banque qui a fait des prêts aux entreprises industrielles,
« succombe à la première entreprise un peu grave. Et ce-
« pendant les banques qui ont agi de la sorte n'ont fait que
« des prêts qui représentaient une très-petite partie du ca-
« pital des entreprises qu'elles voulaient secourir. Se figure-
« t-on ce que deviendrait une banque qui fournirait le ca-
« pital entier d'un plus ou moins grand nombre d'entreprises

« industrielles? Elle y périrait avant peu, à moins qu'elle « ne commanditât que des très-bonnes entreprises, et qu'elle « eût la totalité des bénéfices; car, exposée à essuyer toutes « les pertes, étant, par le prêt entier du capital, l'entrepre- « neur lui-même, n'ayant de moins que le gouvernement de « l'entreprise, elle devrait avoir toute la chance du gain, ou « elle accepterait un rôle ruineux. Il en pourrait être autre- « ment si on supposait que les bénéfices industriels fussent « tels qu'il y eût des ressources pour rémunérer deux capi- « taux au lieu d'un, ce qui est faux, car s'il y avait des bé- « néfices pour plus d'un capital la concurrence les aurait « bientôt annulés, etc. . . . . .

« . . . . . .

« Il n'y a donc pas de quoi défrayer deux capitaux, etc. »

— Nous avons cité ce long passage de M. Thiers parce qu'il est admirable d'observation et de vérité. Il devrait être étudié par tous les organisateurs de crédit ayant la prétention d'anéantir ou de soulager le paupérisme, en conservant la société actuelle, l'aliénation du sol aux individus. Le crédit de notre société est organisé aussi parfaitement qu'il peut l'être au point de vue du maintien de cette société. Vouloir y changer la moindre des choses, vouloir innover enfin, c'est travailler essentiellement à la détruire. Nous allons maintenant mettre ce même passage en rapport avec la société nouvelle.

IX.

« Tant que le malade a la gangrène, il en-
« gendre la vermine. De même, aussi long-
« temps que la société sera livrée à une ÉCO-
« NOMIE DE HASARD, il est inévitable qu'il y
« eût des EXPLOITEURS et des EXPLOITÉS, un
« PARASITISME et un PAUPÉRISME qui la rongent
« d'une dent rivale. » P. J. PROUDHON.

« Tant que la vérité, rendue rationnellement
« incontestable vis-à-vis de tous et de chacun,
« n'existe point socialement; il ne peut y
« avoir : que des économies de hasard. »
COLINS, *Commentaire.*

Pour la société actuelle, le crédit est organisé en faveur du capital. Vouloir l'organiser en faveur du travail, lorsque celui-ci, par suite de l'organisation de la propriété, est nécessairement exploité, ce n'est pas organiser le crédit, c'est le désorganiser.

Mais, lorsque le sol est entré à la propriété collective; lorsque, par le seul fait de l'organisation de la propriété, le travail ne peut plus être exploité, et qu'au contraire le capital est devenu l'esclave de l'homme, au lieu qu'auparavant le maître du capital était le maître de l'homme privé de capital; le crédit doit être organisé harmoniquement avec l'organisation de la propriété.

Maintenant, je vais reprendre le passage de M. Thiers dans tout ce qu'il a d'essentiel.

D'abord l'État n'a nul besoin d'actionnaires pour faire soit un canal, soit un chemin de fer, soit un système général d'irrigation, de desséchement, de défrichement, de reboisement, etc. L'État est plus riche à lui seul que tous les actionnaires pris ensemble, et il est le meilleur des entrepreneurs *à cette époque*. Il a, en outre, une armée, non plus

homicide, mais composée d'ouvriers parfaitement instruits, parfaitement organisée, formée de tous les jeunes gens qui, au sortir de la vie collective, consacrent trois années au bien de l'État, qui les a tous élevés, instruits, logés, nourris avec un égal soin.

Voilà donc, pour les ouvrages publics, la banque et l'entrepreneur parfaitement trouvés. Voyons ce qui en sera pour les ouvrages particuliers.

Les entreprises particulières sont ou agricoles ou industrielles, ou commerciales. « Dans ces entreprises, dit M. Thiers, le capital est destiné à périr si elles ne réussissent pas. »

Les entreprises particulières peuvent réussir ou manquer sous deux points de vue : le produit net, le produit brut. Le produit net est spécialement relatif à la société actuelle; il se rapporte à la *spéculation* du capital. Le produit brut se rapporte à la société nouvelle, à l'utilité, au travail. La spéculation particulière peut se faire sur le malheur public, le travail utile jamais.

Sous la société actuelle, le produit brut est toujours sacrifié au produit net, l'utilité à la spéculation, et les entreprises, au point de vue de la spéculation, peuvent manquer partout, ce que dit M. Thiers. Sous la société nouvelle, la spéculation, le produit net est toujours sacrifié au produit brut; ou plutôt le produit brut est toujours lui-même le plus grand produit net. Vérifions ce que nous venons de dire.

Agriculture.

Toutes les terres sont immédiatement portées au maximum de fertilité possible, et appartiennent à la propriété collective. Quelle spéculation voulez-vous faire sur l'agriculture? Aucune n'est possible. Il n'y a de vue alors à avoir de ce côté que relativement au travail, au produit brut, le meilleur alors des produits nets.

Industrie.

Il n'y a pas d'industrie manufacturière qui ne repose sur

du sol. Toutes celles qui, par nature, sont rendues immobiliaires, appartiennent à l'État. Celles qui sont complétement mobiliaires n'ont besoin que d'un capital toujours à la portée de l'ouvrier, soit par la dot sociale, soit par le crédit social. Hors le commerce, cet ouvrier ne peut spéculer, il ne peut que travailler.

COMMERCE.

C'est ici le sol de la spéculation. Mais l'État fait concurrence au commerce; non pour spéculer, mais pour donner tous les produits possibles au plus bas prix possible quant au capital, quant à la spéculation. Cette concurrence de l'État est la mort de la spéculation et le triomphe définitif du travail.

Poursuivons l'examen du raisonnement de M. Thiers, excellent au point de vue de la société actuelle, inapplicable à la société nouvelle.

— « Si donc, dit M. Thiers, le capital est destiné à périr « en cas d'insuccès, il faut, etc.... Sans quoi l'*industrie* se- « rait, ce qu'elle est trop souvent, un métier de dupe. »

— Ici, M. Thiers se sert à tort de l'expression *industrie;* c'est *spéculation* qu'il fallait dire. La spéculation, en effet, est toujours un métier de DUPE quand elle n'est pas un métier de FRIPON. Et voilà pourquoi la société nouvelle, où il n'y a ni dupe, ni fripon, anéantit la spéculation.

Arrivons au crédit à donner aux ouvriers.

Je répète : que, tout ce que M. Thiers dit à cet égard est irréfutable au point de vue de la société actuelle.

« — Se figure-t-on, dit M. Thiers, ce que deviendrait « une banque qui fournirait le capital entier d'un plus ou « moins grand nombre *d'entreprises industrielles.* Elle y « périrait avant peu, à moins qu'elle ne commanditât que de « très-bonnes entreprises et qu'elle eût la *totalité* des béné- « fices. »

— Au lieu *d'entreprises industrielles,* M. Thiers aurait dû

dire spéculations. Et les spéculations, entreprises de DUPES et de FRIPONS, ne peuvent exister sous la société nouvelle. Quant au capital, la société ne le fournit pas pour être anéanti, elle le loue pour travailler et il ne peut se perdre. Elle ne commandite même que des entreprises qui ne peuvent manquer de réussir; car la consommation est toujours au maximum, la production toujours utile, et elle ne commandite que le travail. De plus, la société a tous les bénéfices de l'entreprise : car, sous la société nouvelle, les intérêts individuels et les intérêts sociaux sont absolument les mêmes. Ne voyez-vous point : que, la richesse circule continuellement de la société à tous les individus, et non à quelques-uns; et de tous les individus, et non de quelques-uns, à la société?

« — Il en pourrait être autrement, dit M. Thiers, si on « supposait que les bénéfices industriels fussent tels qu'il y « eût des ressources pour rémunérer deux capitaux au lieu « d'un, ce qui est faux, car, etc. »

— M. Thiers a raison pour la société actuelle. Nous ne voulons point faire du sophisme et dire qu'un capital, dans la société nouvelle, en rémunérera deux. Mais, si le bénéfice rémunère l'individu de son travail et le capital de son intérêt; la rémunération des individus, faisant aussi la rémunération de la société; voilà un bénéfice qui rémunère : non point deux capitaux; mais les individus d'une part, et la société d'une autre.

Nous sommes persuadé que M. Thiers conviendra de la vérité de ce que nous affirmons pour la société nouvelle; comme nous convenons de la vérité de ce qu'il affirme pour la société actuelle.

Voici une observation de M. Thiers, d'une sagesse peu commune; et, qui étonnera singulièrement les ignorants et les utopistes, comme M. Thiers les appelle, peut-être avec un peu trop de dédain. Car M. Thiers est lui-même : un ignorant, relativement à la société nouvelle; et, un utopiste relativement à la conservation de la société actuelle. Quand on est

pécheur, il faut être miséricordieux. La sévérité absolue n'appartient qu'à la justice éternelle.

« — La commandite, dit M. Thiers, n'est raisonnable qu'à « titre d'exception, de la part d'un capitaliste très-riche qui « ne craint pas de perdre en faveur d'un individu très-ca- « pable et très-connu du capitaliste qui prête. Mais, si la com- « mandite est admissible, à titre d'exception, on ne com- « prend pas la commandite devenue le fait universel de « l'industrie, c'est-à-dire, une banque qui prêterait tout le « capital de toutes les entreprises, qui courrait la chance « tout entière, et qui n'aurait ni la direction, ni le bénéfice « intégral. »

— C'est, je le répéterai mille fois, de la plus grande justesse pour la société actuelle. Mais, ce qui est l'exception pour cette société, devient la généralité, pour la société nouvelle. La société est le capitaliste très-riche; et, tous les individus, en état normal, sont très-capables et très-connus du capitaliste. On comprend, dès lors, la banque qui prête tout le capital de toutes les entreprises : lorsque ces entreprises ne courent aucune chance de perte; lorsque la banque a la direction générale par l'éducation et l'instruction; et qu'elle reçoit en outre le bénéfice intégral des entreprises, sans pour cela nuire en rien aux intérêts individuels.

« — Cette banque serait folle, dit M. Thiers, fondée par « des fous, et je défie qui que ce soit d'oser en proposer une « fondée sur ce principe. »

— Pour la société actuelle, je passe condamnation. Mais, pour la société nouvelle, je prie M. Thiers de vouloir bien faire une exception en ma faveur.

Il y a tant d'esprit d'observation, tant de vérité dans ce que dit M. Thiers contre la commandite générale, que j'ai du plaisir à le citer. J'ai encore *du* plaisir à le citer pour lui prouver le danger qu'il y a de conclure du particulier au général. M. Thiers a raison pour la société actuelle, mais il a tort pour la société nouvelle.

« — A qui, continue-t-il, une telle spéculation serait-
« elle proposable ? à l'État, à l'État seul, qu'on charge de
« suffire à tout. Et à quel titre l'en chargerait-on ? A
« titre de capitaliste universel, obligé de perdre pour tout le
« monde, et le pouvant parce qu'il est supposé riche comme
« tout le monde. »

« Or, je pose cette simple question, l'État fournirait-il le
« capital de création pour toutes les industries ou pour un
« petit nombre ? s'il le fournissait pour toutes, cela pourrait
« devenir moins injuste, en devenant plus absurde. Si, au
« contraire, il ne le fournissait que pour quelques-unes, la
« chose serait d'une injustice criante, et, sans cesser d'être
« absurde, le serait cependant un peu moins.

« Conçoit-on, en effet, l'État fournissant le capital de
« toutes les spéculations, et ne spéculant pas lui-même ?
« Sous le rapport des risques, s'il le fournissait pour tous
« les travaux de la terre, du commerce, des manufactures,
« le commerçant ne pourrait se plaindre au manufacturier,
« le manufacturier au fermier, des dangers qu'ils se feraient
« courir les uns aux autres, puisque ce serait une vaste ré-
« ciprocité ; et encore ceux qui exercent une profession peu
« hasardeuse, comme de cultiver la terre, auraient-ils lieu
« de se plaindre d'être associés au sort de ceux qui envoient
« des vaisseaux dans l'Inde ou qui jouent a la bourse. Enfin
« le risque étant généralisé, on pourrait retrouver une espèce
« de compensation, dès lors de justice dans son extrême
« généralisation. Mais je demande si l'on n'aurait pas dès
« cet instant consommé la plus souveraine des folies, celle
« de faire SPÉCULER tout le monde avec le capital d'autrui ;
« et de supprimer cette garantie de l'intérêt personnel dans
« l'emploi des capitaux, garantie qui, toute grande qu'elle
« soit, est à peine suffisante, puisque vous voyez chaque jour
« les hommes agissant avec leurs propres capitaux se ruiner,
« dominés, entraînés qu'ils sont par leur imagination. Que
« serait-ce qu'ils spéculaient avec les capitaux d'autrui ? on
« aurait donc, pour arriver à une espèce de justice, rencon-

« tré l'absurde, mais l'absurde au delà des proportions con-
« nues avant le temps présent, puisqu'il ne s'agirait de rien
« moins que de supprimer la vigilance de l'intérêt personnel
« dans l'ensemble des travaux humains, et de faire *spéculer*
« tous les *entrepreneurs* avec un capital qui étant à tous, ne
« serait à personne. »

— Il n'est rien à objecter contre ce passage, du point de vue de la société actuelle. Voyons ce qui en est pour la société nouvelle.

« — Conçoit-on, en effet, l'État fournissant le capital de
« toutes les spéculations et ne spéculant pas lui-même, etc. »

— Dans la société nouvelle, toute *spéculation*, en donnant à ce mot la valeur de *travail relatif aux chances*, se trouve anéantie. La société ne commandite point la spéculation, mais le travail donnant des produits certains : sauf des chances qui sont en dehors des prévisions, lesquelles sont soumises à l'assurance pour laquelle l'État fait concurrence aux individus, comme pour le commerce, afin d'annuler toutes les spéculations. Quant à la réciprocité, à la solidarité entre les individus, c'est une sottise qui ne peut être assez sifflée. Il ne peut exister que solidarité sociale : entre les forts pour la société actuelle; entre tous sous la société nouvelle; pour exploiter les faibles, sous la société actuelle; pour que personne ne soit exploité sous la société nouvelle. Et ces deux solidarités dérivent exclusivement des deux seules organisations possibles de la propriété.

Sous la société nouvelle, quoique le capital soit fourni à tous par la société, non pour *spéculer*, mais pour *travailler*, la garantie de l'intérêt personnel n'en existe pas moins. Chacun peut perdre et son travail et sa dot sociale, et ce qui est plus, sa réputation de sagesse ou de probité. Quant à faire spéculer tous les entrepreneurs avec un capital qui étant à tous ne serait à personne, cela serait bon pour la société actuelle. Mais, dans la société nouvelle, le capital de tous appartient

aussi à chacun ; et personne en réalité ne peut disposer que de son travail, ou du capital acquis par son travail dont il est toujours libre d'user, et même d'abuser, si l'homme sage était libre de faire une sottise tant qu'il n'est pas fou. Quant aux fous, la société en est tutrice.

Voici comment M. Thiers termine ce chapitre.

« — Ou l'État fournira le capital des industries fondées « sur le principe de l'association, et il y aura injustice à per- « mettre qu'une classe favorisée de travailleurs *spécule* avec « l'argent de tous les autres travailleurs de la ville et de la « campagne ;

« Ou l'on tâchera de former ce capital avec un prélèvement « sur les salaires, et alors il y aura emploi le plus imprudent, « le plus inhumain des économies des ouvriers.

« Injustice intolérable dans le premier cas, imprudence « barbare dans le second, voilà comment je qualifie les « moyens employés pour se procurer le capital, dans le sys- « tème soi-disant philantropique de l'association. »

— M. Thiers a raison. Le système DES associations, donné comme supprimant le paupérisme, ne soutient pas le plus faible examen.

X.

« Les thermidoriens et les contre-révolu-
« tionaires se trompaient quand ils appelaient
« ANARCHIE, le régime qui avait précédé le
« 9 thermidor: ce régime avait été une dicta-
« ture épouvantable; mais L'ANARCHIE avait
« commencé depuis que deux factions, à peu
« près d'égales forces, se combattaient, sans
« que le gouvernement fût assez fort pour les
« vaincre. »

M. THIERS, *Hist. de la Révol.*

« Aussi longtemps qu'il y aura des partis
« antagonistes et des classes hostiles, le pou-
« voir sera instable, et l'existence de la nation
« précaire. » P. J. PROUDHON.

« Ce sont les conservateurs qui retiennent
« la société à l'état révolutionnaire. »

P. J. PROUDHON.

Le chapitre V a pour titre : *De la direction des entreprises dans le système de l'association,* il s'agit de démontrer : *que, la direction des entreprises, dans le système de l'association est impossible, et tend à substituer au principe de l'intérêt personnel qui convient seul à l'industrie privée, le principe de l'intérêt général qui n'est applicable qu'au gouvernement des États.*

Je me contente de dire ici : que, le principe de l'*intérêt général* n'a jamais été applicable au gouvernement des États; mais, seulement le principe de l'*intérêt des forts.* A cela près, M. Thiers a toujours raison pour la société actuelle; et, toujours tort pour la société future : où le principe de l'intérêt général est toujours appliqué et toujours identique au principe de l'intérêt personnel. Maintenant, écoutons M. Thiers :

« — L'anarchie dans le corps politique est un grand mal,
« dit-il, on la craint, on l'abhorre et on a raison. Avec l'a-

« narchie il n'y a plus ni ordre, ni sécurité, ni justice, ni « bonne administration, ni sage ie, économni force publique, « ni grandeur. Par elle les États se décomposent, se déshonorent et périssent. De César à Augustule, telle est leur « marche. Pour moi surtout qui aime deux choses avec passion, la justice au dedans, la grandeur au dehors, l'anarchie est un objet d'insurmontable aversion. »

— Nous pensons comme M. Thiers. Quelquefois cependant le despotisme est plus haïssable encore que l'anarchie. Il paraît, par exemple, que M. Thiers pensait ainsi en juillet 1830. Et nous pensons aussi comme M. Thiers pensait alors. Nous lui dirons même, qu'à son insu, sans doute, il est le plus grand anarchiste qu'il y ait en Europe, par cela même qu'il est le plus ardent défenseur de la société ancienne; et, que cette même société est actuellement anarchique par essence.

« — Mais, ajoute M. Thiers, si odieuse qu'elle soit dans le « corps politique, elle est la maladie naturelle de ce corps. »

— Erreur, monsieur Thiers. Vous voilà de nouveau concluant du particulier au général. L'anarchie n'est inhérente au corps social que pendant l'ignorance sociale. Quand celle-ci se trouve évanouie, comment voulez-vous qu'il y ait anarchie? C'est aussi impossible que de trouver un mensonge au sein de la vérité.

« — Mais dans l'industrie, continue le savant publiciste, « comprenez-vous l'anarchie? . . . . . « . . . . . Vous figurez-vous le pouvoir contesté, disputé, transmis des uns aux autres dans une manufacture? « Vous figurez-vous le chef d'une usine élu par ses ouvriers, « tour à tour destitué par les paresseux ou porté par eux à « la direction des ateliers? Vous figurez-vous ce président « d'une République industrielle appuyé sur de semblables « influences, traçant équitablement la tâche de chacun, réglant les salaires sur l'assiduité ou l'aptitude, inspirant

« confiance aux capitalistes, obtenant du crédit, et surtout « réalisant des économies ? Vous figurez-vous cet être chi- « mérique, remplaçant l'unité, la suite, la vigilance de l'in- « térêt personnel, dans la direction d'une entreprise in- « dustrielle? Dans l'État on conçoit que tous se mêlent des « affaires publiques, car elles sont les affaires de tous..... »

— Arrêtez, Monsieur! croyez-vous que les affaires de la société générale soient moins complexes que celles d'une société particulière? L'anathème que vous venez de jeter, et avec raison, sur une société particulière retombe sur la société générale, augmenté de toute la différence qui existe dans les difficultés de bien conduire l'une et l'autre. Du moment que, dans une société quelconque, l'examen y devient incompressible; c'est-à-dire que le despotisme y devient incapable de maintenir l'ordre; et, que l'ignorance primitive ne s'y trouve point anéantie; l'anarchie s'y développe nécessairement, et avec d'autant plus de force et de rapidité que la société est plus *nombreuse*. Je dirai plus, Monsieur : quand même, dans ces sociétés grandes ou petites, générales ou particulières, vous parviendriez à y anéantir le paupérisme, avant d'avoir subordonné le bien-être de tous à une sanction religieuse socialement acceptée, comme rationnellement incontestable, vous ne feriez que fournir de nouveaux aliments à l'anarchie. Vous auriez jeté de l'huile sur le feu. Mais abandonnons le terrain moral, et restons dans le cercle matériel, au sein duquel vous nous avez placé.

— « Sans doute, ajoutez-vous, on voit quelquefois des « actionnaires délibérant, mais une fois par année... etc. Un « pareil système n'est praticable que dans de très-grandes « entreprises, etc. »

— Vous oubliez, Monsieur, que cette société particulière est appuyée sur la sanction sociale. Mais, sur quelle sanction votre société générale s'appuiera-t-elle : lorsque la force est devenue impuissante; et que la raison n'est pas encore connue? Pardon! Monsieur, me voilà encore sur le terrain

moral; je tâcherai de ne plus vous y ramener. Je sais que vous y êtes comme sur des charbons ardents.

Bref, Monsieur, vous avez raison pour la société actuelle; mais, sous la société nouvelle : l'ignorance de la société générale est évanouie; le droit n'y est plus sujet au scrutin; il est connu de tous; tous sont instruits et savent : qu'obéir à la raison que tous connaissent, c'est agir dans son propre intérêt comme dans celui de tous; que les élections ne sont relatives qu'au choix des individus et de ce qui en dépend; que les associations domestiques sont libres, et que les conditions en sont incontestablement conformes au droit. Dans cette situation, quelle difficulté voulez-vous qu'il y ait pour élire un chef dans une association où il est impossible qu'il y ait ni dupes ni fripons, ni même de sots, sans qu'ils aient aussitôt pour curateurs tous ceux qui ne sont ni dupes ni fripons?

Après cela, M. Thiers discourt, avec beaucoup d'esprit, sur le ridicule de pareilles associations dans notre société. M. Thiers est trop fort pour vouloir s'enorgueillir de triompher de puérilités pareilles. Mais, si M. Thiers se moque avec raison des utopistes, il ne devrait pas oublier : que lui-même est un utopiste; et qu'il s'expose aux railleries ou plutôt à la pitié des membres de la société future.

« — On aurait donc, dit-il, substitué, dans l'industrie, des « administrateurs à des propriétaires, c'est-à-dire un ressort « très-faible à un ressort énergique. La nécessité de *l'œil du* « *maître* est un vieil adage qui est et restera éternellement « vrai. »

— Oui, Monsieur, l'œil du maître, du despote, est nécessaire tant que le despotisme et les esclaves sont possibles. Mais, est-ce à dire que le despotisme durera éternellement? Nul doute que la monarchie absolue ne soit préférable à l'anarchie des monarchies constitutionnelles, ou des républiques représentatives; mais, quand les monarchies absolues ne sont plus possibles; quand l'œil du maître est crevé; quand les

esclaves ont brisé leurs fers ; faut-il, pour cela : que l'anarchie soit éternelle, et qu'une administration, au sein d'êtres libres par l'instruction, obéissant volontairement à la raison, ne puisse être considérée comme infiniment préférable au règne du knout ou du bâton, soit au sein de l'État, soit au sein d'associations industrielles, qui ne sont jamais forcées : puisque, rien n'empêche les travailleurs de travailler isolément et pour leur compte particulier ?

« — Savez-vous, continue M. Thiers, ce que je conseille-
« rais aux ouvriers? Ce serait de prendre leur argent ou celui
« que l'État leur aurait prêté, et de le placer, non pas dans
« la fabrique où ils seraient associés, mais dans celle qui ap-
« partiendrait à un maître absolu, dont le mérite et la pro-
« bité leur seraient connus. »

— M. Thiers a parfaitement raison pour la société actuelle. Mais, sait-il ce que je conseillerais aux capitalistes de la société nouvelle? Ce serait de ne pas associer leurs capitaux qui, associés par milliards, ne produiraient pas un centime, mais de les confier : soit à une association de travailleurs ; soit à un travailleur ; et le minimum de bénéfice qui leur en reviendra vaudra toujours mieux que rien du tout. Sous la société actuelle, le travailleur, il est vrai, est obligé d'aller présenter ses bras ou son intelligence aux capitalistes, qui en donnent le minimum possible. Sous la société nouvelle, c'est, au contraire, les capitalistes qui vont présenter leurs capitaux aux travailleurs, qui en donnent aussi le minimum possible. Ces deux espèces de bénéfice sont nécessaires et dépendent de l'organisation de la propriété.

Le chapitre VI est intitulé : *Du travail à la tâche.* Il s'agit de démontrer : *que, par l'abolition du marchandage, on a détruit le seul moyen, pour les ouvriers, de participer aux bénéfices du capital.*

Tout ce que dit M. Thiers, en faveur du marchandage, est très-vrai ; mais il n'en est pas moins vrai : que, le marchandage est aussi un moyen d'exploitation. Il est encore vrai :

que, sous une organisation de propriété, où l'exploitation est inévitable, un moyen d'exploitation, qui est en même temps un moyen d'émancipation pour quelques-uns, ne doit pas être absolument condamné. Sous la société nouvelle, le travail à la tâche ne sera jamais ni nuisible ni condamné.

A propos du marchandage M. Thiers s'écrie :

« — Vous voulez une organisation du travail : en voilà une « toute trouvée, toute faite, qui combine ensemble l'ouvrier « jeune, l'ouvrier médiocre, l'ouvrier habile, et qui est tout « à la fois un système d'éducation, de surveillance, de rému- « nération proportionnelle, au travail produit. Elle existait, « et vous l'avez détruite? O bienfaiteur des ouvriers, ap- « plaudissez-vous de votre génie créateur ! »

— Allons, Monsieur, ne soyez point trop fier de votre génie conservateur. Oui, je vous l'accorderai, le marchandage, est un système de rémunération proportionnelle au travail produit, mais enclavé dans un système où le salaire est nécessairement au minimum possible des circonstances; et, la prétention à conserver ce système est maintenant tout ce qu'il y a de plus anarchique au monde. Vous qui avez horreur de l'anarchie, ayez donc pour votre génie conservateur une horreur également sincère.

« — On a détruit ce moyen, dites-vous, et pourquoi? « Parce qu'il était, disait-on, l'*exploitation de l'homme par « l'homme.* »

— Je conviens, Monsieur, que cette expression est elliptique. Il fallait dire : l'exploitation de l'homme privé de capital, par l'homme possesseur de capital. Mais, cette ellipse ne devait pas échapper à votre magnifique intelligence.

« — Comme s'il y avait un moyen quelconque, ajoutez- « vous, de faire concourir les hommes les uns avec les autres, « sans qu'ils gagnassent les uns par les autres, le banquier « par l'entrepreneur, l'entrepreneur par le maître ouvrier, le

« maître ouvrier par l'ouvrier, l'ouvrier par le manœuvre,
« tous par tous, mais tous suivant leur mérite à chacun. »

— Vous avez, Monsieur, un admirable talent pour grouper les propositions; et, nous avons quelque talent pour les analyser. Vous placez le banquier en tête de la hiérarchie; le banquier, c'est-à-dire l'argent. Eh bien! Monsieur, quand l'argent se trouve le maître au lieu d'être l'esclave; quand le banquier se trouve en tête, au lieu d'être à la queue; le salaire est au plus bas possible des circonstances; et, l'intérêt du capital au plus haut possible aussi des circonstances. Concevez-vous, Monsieur, l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire par le possesseur du capital? Sous la société nouvelle, c'est l'intelligence, le travail, l'entrepreneur qui se trouvent en tête; et, alors, c'est l'argent ou la matière qui se trouve exploité par l'homme, c'est-à-dire par l'intelligence.

M. Thiers est d'une adresse admirable : à relever toutes les bêtises du faux socialisme; et, surtout, à choisir les plus bouffonnes pour les présenter en holocauste sur l'autel du capital. Il ignore : qu'il rend, ainsi, au socialisme réel le plus grand des services. C'est un sarclage qu'il fait; il sépare l'ivraie du bon grain; et, notre moisson en sera plus précoce et plus abondante. Lui et M. Proudhon auront été les auxiliaires les plus utiles de la société nouvelle.

C'est surtout, à propos de l'association, que M. Thiers aime à déverser le ridicule sur le socialisme.

« — Il est vrai, dit-il : que, le système n'est pas complet;
« que, je lui fais tort en lui refusant son complément, la
« suppression de la concurrence. Si, en effet, l'industrie ne
« prospère pas, c'est, dit-on, parce que l'affreuse concur-
« rence qu'elle se fait à elle-même, la mine, la réduit aux
« abois, l'oblige à dévorer ses propres entrailles. L'associa-
« tion proposée, au contraire, ne doit pas avoir lieu des
« ouvriers aux ouvriers seulement, mais des associations
« d'ouvriers à d'autres associations, de manufacture à ma-

« nufacture, d'industrie à industrie, et probablement aussi « de nation à nation, de continent à continent, de l'Europe « à l'Amérique, de l'Amérique à l'Inde ! Ce beau phénomène « se réaliserait-il seulement de nation à nation, ce serait « déjà prodigieux, et je conviens qu'à ces conditions, l'en- « treprise la plus mal pourvue en capital, la plus mal dirigée, « la plus paresseusement servie, pourrait vivre et très-bien « vivre, il suffirait d'avoir fixé le prix des produits en vertu « des décisions de l'association universelle.

« Je n'aurais pas traité de l'association d'une manière « complète, si je n'avais pas examiné cette chance de faire « réussir ce système. Chance dernière, mais certaine si elle « se réalisait. C'est le devoir qui me reste à remplir et que je « remplirai brièvement. J'ai peur cependant que, même avant « tout examen, les gens de bon sens n'aient pas plus de con- « fiance que je n'en ai moi-même dans cette chance extrême. « Toutefois examinons avec une patience inaltérable, jus- « qu'aux plus étranges des inventions. Il n'est pas dans le « temps où nous vivons, une seule erreur à dédaigner. »

— M. Thiers a raison, l'abolition de la concurrence peut rivaliser avec l'abolition du salaire, de la monnaie, de l'autorité, du gouvernement et même du soleil. Mais, en fait de conceptions hétéroclites, celle de vouloir conserver la société actuelle, en présence de l'incompressibilité de l'examen, n'est pas une de celles qui soient le plus à dédaigner.

XI.

« Il y a des hommes juxta-posés, il n'y a « pas de SENTIMENT COMMUN, si ce n'est peut-« être LA HAINE du régime auquel l'ouvrier « est astreint. »

M. MICHEL CHEVALIER, *premier discours d'ouverture du Cours d'économie politique.*

« La misère publique est un grand fait so-« cial, particulier aux temps modernes, et qui « se manifeste DE PLUS EN PLUS à mesure que « la civilisation se répand. »

M. BLANQUI, *Hist. de l'écon. polit.*

« La concurrence illimitée, qui est l'unique « loi de l'industrie, et qui rend les maîtres « ENNEMIS les uns des AUTRES, les oblige sous « peine de banqueroute, c'est-à-dire de mort « industrielle, à augmenter sans cesse la tâche « de l'ouvrier, en réduisant D'AUTANT la rétri-« bution de l'unité de travail ; ce qu'en lan-« gage industriel on appelle, le prix de la « pièce. Elle a contraint l'ouvrier de regarder « son voisin comme un RIVAL qui lui dispute « son pain. Il semble que le génie de la guerre, « repoussé par le bon sens des nations et des « gouvernements, ait cherché à se ménager « dans l'industrie, un dernier asile, et qu'il y « ait provisoirement réussi. »

M. MICHEL CHEVALIER, *premier discours d'ouverture*, etc.

« Dans la Constitution ACTUELLE de l'indus-« trie, sous la loi de la concurrence illimitée, « on arrive à l'effet contraire (l'utilité sociale « des machines). Les ouvriers de BRIGHTON « ont eu raison de dire : « Les machines qui « devraient être nos esclaves, sont devenues « nos plus formidables concurrents.» Ils ont eu « raison de les comparer à ce MONSTRE d'une « légende allemande, qui, après avoir reçu la « vie, ne l'employait qu'à persécuter celui qui « la lui avait donnée. »

(*Ibid., ibid.*)

« Se plaindre de la guerre ou de la concur-« rence, tant que l'ignorance sociale, sur la « réalité du droit, n'est point anéantie ; c'est « se plaindre que la force doive régner, tant « que la raison ne peut le faire. Et, c'est bien « pire encore : quand la force ne peut plus ré-« gner; et, que la raison ne peut régner encore ! »

COLINS, *Commentaire.*

Le chapitre VII est intitulé : *De la suppression de la con-*

currence. Il s'agit de démontrer : *que, la concurrence est la source de toute amélioration dans le sort des classes pauvres, et que la concurrence écartée, il ne resterait que le monopole au profit des ouvriers associés, au détriment de ceux qui ne le seraient pas.*

Avant de discuter la concurrence, il conviendrait de déterminer la valeur de cette expression ; sinon : ce sera parler de la concurrence, comme les aveugles parlent des couleurs.

Il y a deux espèces possibles de concurrence : l'une entre les forts pour exploiter les faibles ; et entre les faibles pour pouvoir se faire exploiter, afin de ne pas mourir de misère ; ce qui leur arrive nécessairement, s'ils n'ont le bonheur de se faire exploiter. Cette première espèce de concurrence existe nécessairement sous une organisation de propriété, où les faibles sont nécessairement exploités par les forts. L'autre a lieu entre tous, dans le but de rivaliser d'efforts pour le bien de tous et de chacun. Cette seconde espèce de concurrence, au critérium de mérite, existe *nécessairement* sous une organisation de propriété où, *nécessairement*, personne ne peut être exploité.

La première espèce de concurrence existe nécessairement : quand le sol est aliéné aux individus ; la seconde existe nécessairement : lorsque le sol est entré à la propriété collective.

Voilà qui est clair, précis et incontestable.

Au lieu de parler de chaque espèce, M. Thiers se borne à parler du genre. Il tâche de nous prouver : que, la concurrence est l'expression de la liberté. Il a raison. Mais l'esclavage est aussi une expression de liberté : car l'être libre peut seul être esclave. Y a-t-il jamais lieu, pour une bûche, à réclamer la liberté ? Triompher sur un pareil terrain est indigne de la force de M. Thiers. Qu'il fustige des verges du ridicule ceux qui veulent réduire l'humanité à l'automatisme, rien de plus raisonnable ; mais il vaudrait mieux chercher le remède que de perdre son temps à se moquer des sots.

XI.

« Il y a des hommes juxta-posés, il n'y a « pas de SENTIMENT COMMUN, si ce n'est peut-« être LA HAINE du régime auquel l'ouvrier « est astreint. »

M. MICHEL CHEVALIER, *premier discours d'ouverture du Cours d'économie politique.*

« La misère publique est un grand fait so-« cial, particulier aux temps modernes, et qui « se manifeste DE PLUS EN PLUS à mesure que « la civilisation se répand. »

M. BLANQUI, *Hist. de l'écon. polit.*

« La concurrence illimitée, qui est l'unique « loi de l'industrie, et qui rend les maîtres « ENNEMIS les uns des AUTRES, les oblige sous « peine de banqueroute, c'est-à-dire de mort « industrielle, à augmenter sans cesse la tâche « de l'ouvrier, en réduisant D'AUTANT la rétri-« bution de l'unité de travail ; ce qu'en lan-« gage industriel on appelle, le prix de la « pièce. Elle a contraint l'ouvrier de regarder « son voisin comme un RIVAL qui lui dispute « son pain. Il semble que le génie de la guerre, « repoussé par le bon sens des nations et des « gouvernements, ait cherché à se ménager « dans l'industrie, un dernier asile, et qu'il y « ait provisoirement réussi. »

M. MICHEL CHEVALIER, *premier discours d'ouverture*, etc.

« Dans la Constitution ACTUELLE de l'indus-« trie, sous la loi de la concurrence illimitée, « on arrive à l'effet contraire (l'utilité sociale « des machines). Les ouvriers de BRIGHTON « ont eu raison de dire : « Les machines qui « devraient être nos esclaves, sont devenues « nos plus formidables concurrents.» Ils ont eu « raison de les comparer à ce MONSTRE d'une « légende allemande, qui, après avoir reçu la « vie, ne l'employait qu'à persécuter celui qui « la lui avait donnée. »

(*Ibid., ibid.*)

« Se plaindre de la guerre ou de la concur-« rence, tant que l'ignorance sociale, sur la « réalité du droit, n'est point anéantie ; c'est « se plaindre que la force doive régner, tant « que la raison ne peut le faire. Et, c'est bien « pire encore : quand la force ne peut plus ré-« gner; et, que la raison ne peut régner encore ! »

COLINS, *Commentaire.*

Le chapitre VII est intitulé : *De la suppression de la con-*

espèces! Or, comme c'est surtout au sein du galimatias que le sophisme scintille, M. Thiers profite de cette obscurité, et il brille véritablement : aux yeux de ceux qui ne sont point éclairés par le flambeau de la vérité.

M. Thiers affirme : que, les salaires vont en augmentant et le prix des marchandises en diminuant. Je ne réfute point de pareilles propositions; je renvoie M. Thiers aux statistiques de consommation de vin, de viande et de chauffage pour la ville de Paris. Le fait du paupérisme croissant sur une ligne parallèle à la richesse n'est plus, du reste, nié par les savants de bonne foi.

Quant aux machines, elles sont : des instruments d'exploitation, tant que l'organisation de la propriété existe au critérium de la force; des instruments de richesse et de liberté, lorsque l'organisation de la propriété peut exister au critérium de la raison.

M. Thiers se moque de la diminution des heures de travail par la révolution de Février. C'est son droit : parce que toutes les sottises doivent être flagellées. Une nation n'est riche que par l'exploitation de ses prolétaires. Et, si demain le paupérisme était anéanti, soit en France, soit en Angleterre; et, que les communications commerciales ne fussent point interrompues; la nation, où le paupérisme aurait été anéanti, mourrait de misère le lendemain, ou ferait une effroyable révolution. Mais les nations, dont l'intelligence est déjà développée, ne se laissent point mourir faute d'une révolution; et, d'un autre côté, il est impossible de pousser plus avant l'exploitation des masses, ni même de la maintenir au point où elle se trouve. M. Thiers a-t-il un remède pour anéantir ces contradictions? Supposons même : que, tous ceux présentés jusqu'à présent ne soient que panacées de charlatans, le mal en existe-t-il moins; et faut-il le guérir sous peine de mort sociale? Voilà ce à quoi M. Thiers devrait répondre, plutôt que de perdre son temps et de galvauder sa magnifique intelligence à faire scintiller des sophismes au sein du galimatias.

Le chapitre VIII est intitulé : *De la réciprocité.* Il s'agit de prouver : *que, le bon marché ne saurait être produit par les lois, et que le numéraire ne pourrait être remplacé avec sécurité que par un papier aussi difficile à obtenir que le numéraire même.*

Nous venons de parler du bon marché. Il ne dépend pas *des lois,* mais il dépend de la loi organique de la propriété. Quant au numéraire, il est triste de vivre, dans une époque, où une proposition aussi évidente que celle avancée par M. Thiers, a besoin de démonstration.

Dans tout ce chapitre, le mot *bon marché* s'y trouve une source continuelle de logomachie. Après ce que nous venons d'en dire, tout ce que nous ajouterions ne ferait qu'obscurcir; la précision est une des conditions de la clarté. Mais laissons de côté le bon marché, et abordons la critique que fait M. Thiers du citoyen Proudhon.

Dans une époque anarchique, ou de force brutale, chacun veut faire de la force et presque personne de la raison. Alors, chaque parti se complaît dans ses erreurs; tous ont pour ennemi commun la vérité, qui voudrait leur dessiller les yeux. Aussi, les ouvrages de M. Thiers ne sont lus que par les conservateurs; et les ouvrages du citoyen Proudhon ne sont lus que par les révolutionnaires. Si ces ouvrages étaient réciproquement lus : on saurait, d'un côté, que la banque du peuple est la folie d'un homme d'infiniment d'esprit; et, d'un autre, que, la prétention de conserver la société actuelle est une autre folie bien digne de faire pendant à l'abolition du numéraire, de l'autorité, du gouvernement, et dérivant aussi d'un homme de beaucoup d'esprit. Si, à chaque folie nouvelle, tous les partis s'unissaient pour l'anéantir, après avoir reconnu la nécessité du remède, puisque la prétention de conserver la société actuelle aurait été aussi reconnue comme folie; il est évident : que, l'on arriverait au remède réel par le plus court chemin possible. A cet égard, nos vœux seront impuissants. L'excès d'anarchie peut seul faire sentir le be-

sein de vérité. C'est là aussi une loi du raisonnement; laissons alors passer la justice éternelle.

« — Que veut-on, dit M. Thiers, à propos de la réciprocité, « que je réponde à ce système du réformateur le plus spiri- « tuel du temps? En conscience, je n'en sais rien et je n'ai « jamais été plus embarrassé. Toutefois, je vais me com- « porter comme si tout ceci était sérieux, et présenter quel- « ques réflexions bien simples et bien incontestables. »

— Et, là-dessus, M. Thiers répond avec un calme et une logique qui lui font honneur. Le plus grand mérite de M. Proudhon est le talent d'énoncer des folies inouïes, et de savoir forcer les hommes supérieurs à lui répondre sans rire.

Après trois pages de réfutation, M. Thiers ajoute :

« — J'en ai déjà trop dit sur ce premier moyen d'assurer « le bonheur général. Quant au second, il est assez singulier « pour mériter qu'on lui consacre quelques lignes. »

— Les quelques lignes de M. Thiers, pour réfuter l'abolition de la monnaie et l'établissement de la banque d'échange, sont neuf grandes pages. M. Proudhon doit en être bien fier! Il y a tout à parier que, s'il avait écrit une thèse en faveur de l'Immaculée conception, il n'aurait pas obtenu le même succès. Et cependant!!

Le chapitre IX est intitulé : *Du droit au travail.* Il s'agit de démontrer : *que, l'obligation imposée à la société de fournir du travail aux ouvriers qui en manquent, ne saurait constituer un* DROIT.

Ici le mot *droit* ne'st point à sa place, c'est *devoir* qu'il fallait dire. Mais, écartons les logomachies et établissons clairement la question. Il s'agit de savoir : si c'est un droit, pour les masses, d'exiger que le paupérisme soit anéanti ; ou, si c'est un devoir, pour la société, de l'anéantir.

Nous allons résoudre cette question en quelques lignes; et nos quelques lignes ne seront point neuf grandes pages.

Tant que l'ignorance sociale dure, c'est-à-dire tant qu'on

ne *sait* point, au lieu de le *croire*, qu'il y a un autre droit que la force; l'examen de ce qui est donné comme droit doit être comprimé : pour que l'ordre, vie sociale, puisse persister. Pour comprimer l'examen d'un droit donné, deux choses sont nécessaires : la première, une force suffisante pour faire accepter, au moyen de l'éducation dont on s'est rendu maître, et pour conserver, en soumettant l'instruction à l'éducation, un droit quelconque, masquant la force brutale protectrice d'un sophisme; la seconde, l'établissement du paupérisme, complément de la force, pour achever d'enlever aux masses toute possibilité d'examiner. L'existence du paupérisme est donc alors une des conditions absolument nécessaires au maintien du droit, au maintien de l'ordre, *vie sociale*. Or, comme tout ce qui est nécessaire à l'existence sociale est de droit social, ce qui a été exprimé par *salus populi ultima lex*, le paupérisme, nécessaire alors à l'existence sociale, est évidemment de droit social.

Mais, il vient une époque où le développement de la presse rend toute force impuissante pour faire accepter, au moyen de l'éducation dont on s'est rendu maître, et pour conserver, en soumettant l'instruction à l'éducation, un droit quelconque masquant la force brutale par un sophisme. Dès ce moment, le paupérisme devient également impuissant pour empêcher l'examen. De moyen d'ordre qu'il était, il devient une intarissable source de désordre; et, la société doit alors : ou mourir, ou l'anéantir. Or, comme ce qui est nécessaire à la vie sociale est nécessairement de droit; l'anéantissement du paupérisme, subordonné à la démonstration incontestable du droit réel, devient le *salus populi*, l'*ultima lex*, le véritable droit.

Maintenant, comment a été établi le paupérisme? Exclusivement en aliénant le sol aux individus.

Et comment le paupérisme peut-il être anéanti? Exclusivement en faisant entrer le sol à la propriété collective.

Ai-je employé neuf pages? Voilà, cependant, l'exposition nulle de la cause du mal et du remède!

Maintenant, écoutons M. Thiers.

« — La société, dit-il, ne peut considérer comme un droit « la prétention qu'on élève contre elle ; car, en premier lieu, ce « n'est pas un droit, et secondement, si elle la reconnaissait « comme droit, elle s'engagerait à y pourvoir dans une me- « sure qui dépasserait ses forces. »

— Je viens de démontrer : que, cette prétention est un droit; et, que la société peut le reconnaître, sans pour cela s'engager, en aucune manière, dans une mesure qui dépasserait ses forces.

Ici, ne craignons pas d'être long en suivant M. Thiers ; la justice exige que nous soyons très-attentif à tout ce qu'il lui plaira de nous dire. C'est lui qui est le maître ; et, quand le maître sera battu, les écoliers, s'ils sont raisonnables, n'auront plus rien à dire.

« Je vais, dit M. Thiers, démontrer brièvement ces di- « verses propositions. Qu'on m'écoute un instant, et on re- « connaîtra que sous ce cri d'humanité, il n'y a pas autre « chose que le cri des factions imitant la voix du malheur, « afin de s'introduire dans le sein de la société désarmée, et « de la bouleverser ; qu'en un mot, il n'y a *rien,* RIEN, ou « les ateliers nationaux. »

— M. Thiers, *conditionnellement,* a parfaitement raison. Et, nous disons avec lui : en conservant la société actuelle, il n'y a *rien,* ABSOLUMENT RIEN, que le paupérisme, ou les ateliers nationaux. En démontrant cette proposition, M. Thiers aura rendu à l'humanité le plus grand service qui puisse lui être rendu en époque d'ignorance. Une seule chose m'étonne : c'est que nous verrons bientôt M. Thiers lui-même vouloir établir les ateliers nationaux. Il a donc reconnu que la société actuelle n'est plus possible ; et, c'est par désespoir qu'il se jette de Charibde en Scylla. Au reste, ce n'est ni M. Thiers, ni M. Marie qui sont les inventeurs des ateliers nationaux ; celui qui les a inventés pour la France, c'est celui

que les hommes de 89 considèrent comme le premier ministre qui ait existé : TURGOT.

« — Je ne sache pas, dit M. Thiers, que les hommes aient « mission de se trouver du travail les uns aux autres. »

— Les hommes, c'est-à-dire la société, ont, avant tout, la mission de ne pas laisser périr la société. Tant que le paupérisme est nécessaire à l'existence de l'ordre, ils doivent le conserver et ils le conservent. Lorsqu'il est devenu anarchique, ils doivent l'anéantir ; et, lorsque l'anarchie sera parvenue à un point suffisant pour qu'ils sentent la nécessité de l'anéantir, ils l'anéantiront. PAS AVANT (1)!

« — Chaque homme valide, dit M. Thiers, a mission de « s'occuper de lui-même, de se chercher un emploi, et je « ne sache pas que ce soit à la société de lui en trouver un. »

— C'est parfaitement vrai. Mais, quand le paupérisme est nécessaire, la société, en aliénant le sol, l'empêche de s'occuper de lui-même, et s'oppose à ce qu'il puisse travailler pour lui-même. Quand le paupérisme devient incompatible avec l'existence de l'ordre, la société fait entrer le sol à la propriété collective ; après cela, tout homme valide se cherche et se trouve de l'emploi.

(1) Vouloir que les hommes qui, par l'intelligence et la propriété, se trouvent au sommet des affaires, mettent en seconde ligne toute affaire soit de fortune, soit de famille, pour s'occuper de réorganiser radicalement la société ; c'est vouloir : qu'un nouveau-né puisse prendre le sein de sa mère, avant que le besoin, résultant de son organisme, lui en fasse une nécessité. Eh bien! il n'y a que les maux résultant de l'anarchie qui puissent faire sentir, à ces individus, le besoin de cette même réorganisation radicale. Auparavant, tous les maux dont vous les menacez, s'ils ne prennent le sein de la science, sont aussi inutiles : que le sein de la mère présenté au nouveau-né, dont l'organisme est encore paralysé! L'anarchie est le galvanisme social.

XII.

« Le vieil ordre européen expire ; nos débats « actuels paraîtront des tâches PUÉRILES aux « yeux de la postérité. »

CHATEAUBRIAND.

« L'époque où nous entrons, est le chemin « par lequel des générations fatalement con- « damnées tirent L'ANCIEN MONDE vers un « MONDE NOUVEAU. » *(Idem.)*

« Un État politique où des individus ont des « millions de revenu, tandis que d'autres in- « dividus meurent de faim, peut-il subsister « quand la religion n'est plus là, avec ses es- « pérances hors de ce monde, pour expliquer « le sacrifice? Il y a des enfants que leurs « mères allaitent à leurs mamelles flétries, « faute d'une bouchée de pain pour sustenter « leurs expirants nourrissons ; il y a des fa- « milles dont les membres sont réduits à s'en- « tortiller ensemble pendant la nuit, faute de « couverture pour se réchauffer. Celui-là voit « mûrir ses nombreux sillons ; celui-ci ne « possédera que les six pieds de terre prêtés « à sa tombe par son pays natal. Or, combien « six pieds de terre peuvent-ils fournir d'épis « de blé à un mort ?

« A mesure que l'instruction descend dans « les classes inférieures, celles-ci découvrent « la plaie secrète qui ronge l'ordre social IRRE- « LIGIEUX. La trop grande disproportion des « conditions et des fortunes a pu se supporter « tant qu'elle a été cachée ; mais aussitôt « que cette disproportion a été généralement « aperçue, le coup mortel a été porté. Re- « composez, si vous le pouvez, les fictions aris- « tocratiques. Essayez de persuader au pauvre, « lorsqu'il saura bien lire et ne croira plus ; « lorsqu'il possédera la même instruction que « vous ; essayez de lui persuader qu'il doit se « soumettre à toutes les privations, tandis que « son voisin possède mille fois le superflu : POUR « DERNIÈRE RESSOURCE, IL VOUS LE FAUDRA TUER.

« Quand la vapeur sera perfectionnée ; « quand, unie au télégraphe et aux chemins de « fer, elle aura fait disparaître les distances ; « ce ne seront plus seulement les marchandises « qui voyageront, mais encore les idées rendues « à l'usage de leurs ailes. Quand les barrières « fiscales et commerciales auront été abolies « entre les divers États, comme elles le sont « déjà entre les provinces d'un même État ;

que les hommes de 89 considèrent comme le premier ministre qui ait existé : TURGOT.

« — Je ne sache pas, dit M. Thiers, que les hommes aient « mission de se trouver du travail les uns aux autres. »

— Les hommes, c'est-à-dire la société, ont, avant tout, la mission de ne pas laisser périr la société. Tant que le paupérisme est nécessaire à l'existence de l'ordre, ils doivent le conserver et ils le conservent. Lorsqu'il est devenu anarchique, ils doivent l'anéantir; et, lorsque l'anarchie sera parvenue à un point suffisant pour qu'ils sentent la nécessité de l'anéantir, ils l'anéantiront. PAS AVANT (1)!

« — Chaque homme valide, dit M. Thiers, a mission de « s'occuper de lui-même, de se chercher un emploi, et je « ne sache pas que ce soit à la société de lui en trouver un. »

— C'est parfaitement vrai. Mais, quand le paupérisme est nécessaire, la société, en aliénant le sol, l'empêche de s'occuper de lui-même, et s'oppose à ce qu'il puisse travailler pour lui-même. Quand le paupérisme devient incompatible avec l'existence de l'ordre, la société fait entrer le sol à la propriété collective; après cela, tout homme valide se cherche et se trouve de l'emploi.

(1) Vouloir que les hommes qui, par l'intelligence et la propriété, se trouvent au sommet des affaires, mettent en seconde ligne toute affaire soit de fortune, soit de famille, pour s'occuper de réorganiser radicalement la société; c'est vouloir : qu'un nouveau-né puisse prendre le sein de sa mère, avant que le besoin, résultant de son organisme, lui en fasse une nécessité. Eh bien! il n'y a que les maux résultant de l'anarchie qui puissent faire sentir, à ces individus, le besoin de cette même réorganisation radicale. Auparavant, tous les maux dont vous les menacez, s'ils ne prennent le sein de la science, sont aussi inutiles : que le sein de la mère présenté au nouveau-né, dont l'organisme est encore paralysé! L'anarchie est le galvanisme social.

— C'est vrai, Monsieur; mais prenez garde! vous voilà socialiste. Non pas même socialiste de la société actuelle; mais, socialiste de la société nouvelle, socialister ationnel.

« — Si l'ouvrier, dit M. Thiers, a droit à ce que l'État « lui fournisse du travail, ce doit être un travail conforme à « ses habitudes, à son genre de vie, à ses talents, un tra- « vail qui ne l'exténue pas, qui ne le rende pas impropre à « son métjer, un travail certain qui ne l'oblige pas à s'expa- « trier, qui ne le sépare pas de sa famille, qui ne fasse pas « de sa femme une veuve, de ses enfants des orphelins. »

— Bravissimo!.. Monsieur; vous voilà socialiste rationnel. Avec le concours d'un talent comme le vôtre, la société sera bientôt sauvée. Voilà un demi-siècle que je cherche quelqu'un qui me vienne en aide. Merci, Monsieur, soyez le bienvenu. Eh bien! du moment que le sol appartient à la propriété collective, subordonnée à la connaissance du droit réel, tout ce que vous demandez se fait : nécessairement et par le seul fait de l'organisation sociale; comme maintenant le paupérisme existe nécessairement, par le seul fait de l'organisation actuelle de la propriété.

« — Il faut, ajoute M. Thiers, qu'il trouve en s'adressant « au gouvernement, un atelier tout prêt à le recevoir, une « filature, une forge, un métier à soie, une boutique de « chapelier. »

— Il faut mieux que cela; il faut qu'il trouve en outre un ministère et même une présidence, s'il est le plus capable. Et surtout, sans même s'adresser au gouvernement. M. Thiers s'y connait, et j'aurai peu de peine à faire son instruction.

« — Il y a plus, » ajoute M. Thiers.

— Ah! il y a plus? Allons! voyons ce plus.

« — Il y a plus, dit-il, si le droit est, il est à tous les « instants. Il est entier, aujourd'hui, hier, demain, après- « demain, en été comme en hiver, non pas quand il vous

« plaira de le déclarer en vigueur, mais quand il plaira à « l'ouvrier de l'invoquer. »

— Parfait! Monsieur; il n'y a véritablement que vous qui compreniez ce que la société doit être. Vous prouvez parfaitement que toutes ces choses doivent se faire : non par le fait des hommes; mais par le seul fait du principe, par le seul fait de l'organisation sociale.

« — Eh bien! continue M. Thiers, comment ferez-« vous?.. »

— Et là-dessus il prouve admirablement : que, tout cela est absolument impossible dans la société actuelle. Ah! socialistes qui voulez conserver cette même société, vous avez trouvé à qui parler; et M. Thiers vous malmène joliment! Merci, monsieur Thiers, que le bon Dieu vous en récompense!

« — Et d'où vient, continue M. Thiers, cette malheu-« reuse contradiction entre le principe que vous voulez poser « et l'application du même principe? »

— D'où vient, Monsieur? De ce qu'elle et vous n'avez pas suffisamment étudié l'antinomie. Vous y auriez appris : que du blanc, c'est du noir; et, que du noir, c'est du blanc : pourvu que l'on veuille donner au noir le nom de blanc; et, au blanc le nom de noir. M. Thiers n'est pas tout à fait de cet avis, quoique ce qu'il dit revienne à peu près au même. Et cependant, ajoute-t-il, je ne veux pas railler en matière aussi grave. Il a bien raison; il n'y avait pas, en effet, de quoi rire dans les journées de juin!

Après cela, à son tour, M. Thiers fait l'utopiste. Il présente aussi son petit remède. Seulement, il regrette de ne pouvoir faire des commandes de cachemires et de bijoux. Il oublie qu'en réchauffant le zèle des fidèles, on pourrait faire ces commandes pour les Notre-Dames de Lorette. Mais je ne veux pas venir en aide à M. Thiers utopiste. Je le retiens pour moi, il m'appartient corps et âme; et je défendrai ma

propriété *unguibus et rostro*, dût M. Proudhon m'accuser de vol.

Le chapitre X est intitulé : *Du caractère général des socialistes.* Il s'agit de démontrer : *que, les socialistes, en réalité, attaquent autant la propriété que les communistes eux-mêmes, et ne s'occupent que d'une petite partie du peuple; de celle qui est agglomérée dans les villes.*

Ce chapitre est le résumé du troisième livre. Nous allons le donner en entier : parce qu'il est très-court ; parce que nous devons le donner pour être juste ; enfin, parce que M. Thiers étant, sans le savoir ni le vouloir, notre démonstrateur en chef, nous devons surveiller ses conclusions : pour ne point laisser nos lecteurs s'égarer sur les pas d'un adepte, dont l'instruction n'est pas encore achevée.

« — Résumons ce qui précède, dit M. Thiers.

« Les socialistes, voulant se distinguer des communistes, « considérant même la qualification de communistes comme « un outrage, ont inventé ces trois choses :

« L'association ;

« La réciprocité ;

« Le droit au travail ;

« L'association, qui consiste à réunir entre elles certaines « classes d'ouvriers, pour spéculer sur un capital fourni par « l'État, ou formé de leurs économies, afin de leur procurer « les bénéfices du maître, et de soutenir les prix que la con- « currence tend sans cesse à avilir ;

« La réciprocité, qui, poursuivant un but opposé, décrète « le bon marché, le commande par une réduction arbitraire « de toutes les valeurs, substitue au numéraire un papier « que délivrerait une banque d'échange, et dont l'avantage « serait de ne jamais se refuser, de ne jamais se faire « payer à un taux usuraire comme l'or et l'argent ;

« Enfin le droit au travail, qui affiche la prétention de « faire cesser toute misère, en assurant à tout le monde « inoccupé un emploi immédiat de ses bras.

« J'ai prouvé que le premier de ces systèmes, l'associa-
« tion, procurait à quelques travailleurs privilégiés le moyen
« de spéculer aux dépens de tous les autres, si l'État était
« contraint à fournir le capital, et les exposerait à se ruiner,
« si le capital était formé avec leurs économies ; qu'il suppri-
« mait dans l'industrie, le seul vrai principe véritable,
« c'est-à-dire l'intérêt privé, qu'il y introduirait l'anarchie,
« et qu'il n'échappait à la ruine qu'en créant le monopole
« au profit de quelques industries, par la suppression de la
« concurrence ; qu'enfin en supposant qu'il fût praticable,
« il ne s'occupait que de quelques classes d'ouvriers, les
« classes agglomérées dans les grands ateliers.

« J'ai prouvé que le second de ces systèmes, la récipro-
« cité, contradictoire avec le premier, poursuivant le bon
« marché au lieu de la cherté, était tout aussi chimérique,
« car si on réussissait on ne ferait rien, tout le monde aurait
« perdu autant qu'il aurait gagné ; mais qu'on ne réussirait
« point parce que les valeurs sont de leur nature insaisis-
« sables, qu'on atteindrait les unes, non les autres, et qu'on
« aurait ainsi frappé de spoliation le petit nombre de celles
« sur lesquelles on aurait agi ; que le nouveau papier subs-
« titué au numéraire, ou se donnerait à tout venant et ne
« vaudrait rien, ou, s'il ne se donnait qu'avec des précau-
« tions rassurantes, serait aussi enclin à se refuser, à se
« faire payer cher que le numéraire lui-même ; que ce moyen
« enfin, fût-il pratiqué, n'aiderait pas plus que le précédent
« la masse des ouvriers, ceux des campagnes surtout, de-
« meurant forcément inconnus des banques qui délivre-
« raient le papier.

« Quand au troisième système, j'ai prouvé que l'État ne
« pouvait reconnaître un droit auquel il serait dans l'impos-
« sibilité de satisfaire, dont l'exercice serait ouvert dans
« quelques moments et pas dans tous, invocables par cer-
« taines classes, et point par certaines autres ; que proclamer
« un droit formel, c'était créer dans les grandes villes des
« ateliers nationaux indissolubles, constitutionnellement au-

« torisés à s'insurger, si on voulait les dissoudre; que « l'État devait donner des secours abondants, mais ne pou- « vait faire davantage; que cette troisième intervention, « enfin, comme les autres, s'occupait de quelques ouvriers « agglomérés et d'eux seulement.

« Le premier caractère de ces divers systèmes est de se « contredire les uns les autres; car l'un associe les ouvriers « pour lutter contre le bon marché, l'autre, au contraire, « veut produire le bon marché par des lois; le dernier, ex- « cluant les deux premiers et allant droit au but, veut que « l'État paie à tant par jour l'ouvrier qui n'a pas d'ouvrage, « ou qui n'en trouve pas à son goût. Le second caractère « de ces systèmes est d'être chimérique, contre nature, im- « praticable, car on conviendra qu'associer entre eux les « filateurs, les tisserands, les forgerons, les mécaniciens, les « mineurs, qu'associer entre elles des associations, puis les « nations elles-mêmes, que fixer par décret la valeur des « choses, et avoir un numéraire de papier qui ne se refuse- « rait jamais, ou enfin tenir constamment ouverts, pour le « compte de l'État, des ateliers où l'on fabriquerait de la « soierie, des châles, de la bijouterie, des aiguilles, etc., « que tout cela vaut bien la folie du communisme. Le troi- « sième caractère de ces systèmes, est de violer la propriété « comme le communisme lui-même, de la violer gravement, « car, prendre forges, usines, mines, pour les livrer à « l'association, ce qui ne pourrait se faire qu'en les payant « avec des rentes discréditées par l'immensité de l'émission, « réduire à volonté toutes les valeurs, supprimer une partie « des loyers, fermages, intérêts de capitaux, tenir ouverts « aux dépens des contribuables des ateliers nationaux en « rivalité avec les ateliers privés, élever d'une part et arbi- « trairement les salaires, de l'autre avilir les prix, c'est at- « teindre la propriété de mille manières également cruelles, « c'est la violer, la torturer, la détruire au lieu de l'abolir « franchement comme le communisme. Le quatrième carac- « tère, c'est de ne rien faire pour le peuple entier, de s'oc-

« cuper exclusivement des villes ; et le cinquième enfin, c'est « d'avoir constamment recours à un être commun, chargé « de suffire à toutes les dépenses, à toutes les inventions, à « toutes les fantaisies, le trésor de l'État, c'est-à-dire le « trésor de tout le monde, et des pauvres encore plus que des « riches, car les riches, quelque durement qu'on les impose, « produisent peu, parce qu'ils ne sont pas nombreux, si peu « que leur ruine absolue n'enrichirait pas le budget.

« *Le bien de tous avec les moyens de tous ne se trouve « évidemment dans aucun de ces systèmes.*

« De ce qui précède, il résulte que les *socialistes,* avec la « prétention de se séparer des *communistes,* n'en violent « pas moins le principe de la propriété, sont seulement plus « inconséquents et moins sincères, ne s'occupent en réalité « que d'une partie du peuple, non pas de la partie la plus « souffrante, mais de la plus agitée, de la plus agitable, et « que parmi eux, enfin, les seuls qui fassent quelque chose « de sérieux pour la classe dont ils s'occupent, sont ceux « qui, tout simplement, proposent de la payer à tant par jour, « comme l'avait imaginé M. de Robespierre, afin de l'avoir « à sa disposition. Les communistes sont de purs utopistes ; « les socialistes, qui ont la prétention d'être des esprits plus « pratiques, ne justifieraient à mon avis cette préten- « tion, qu'en s'avouant factieux ; car je ne saurais définir au- « trement la volonté de payer à tant par jour, pour ne rien « leur donner à faire, cent mille ouvriers à Paris, cinq à six « mille à Rouen, et un nombre proportionné à Lille, à Lyon, « à Marseille.

« Ou utopistes, ou factieux, voilà comment je définis les « philosophes, qui, pour ne pas s'appeler *communistes,* ont « imaginé de s'appeler *socialistes.* Je leur demande pardon « de cette manière de les définir, et je les supplie de croire « que dans mon jugement sur leurs systèmes, il n'entre pas « la moindre rancune contre leur personne, mais une in- « curable aversion pour la déraison orgueilleuse, stérile et « perturbatrice. »

— Voilà ce résumé en entier. M. Thiers ne nous accusera point de l'avoir tronqué.

Au point de vue des faits, mis en regard de la société actuelle, le résumé de M. Thiers est inattaquable, et l'on devra de la reconnaissance à M. Thiers pour avoir démontré : que les matériaux et les moyens présentés pour construire la société nouvelle, société nécessaire, sont mauvais. Mais ce en quoi M. Thiers a tort, c'est d'analyser les intentions. Il a, dit-il, une incurable aversion pour la déraison orgueilleuse, stérile et perturbatrice. L'aversion c'est de la haine, et il faut n'avoir, envers ceux qui se trompent, qu'une bienveillante pitié donnant naissance au désir de les instruire. M. Thiers serait-il satisfait s'il inspirait l'aversion, parce qu'il y a en lui une déraison orgueilleuse et perturbatrice qui l'empêche de reconnaître : que, vouloir conserver, en présence de l'incompressibilité de l'examen, une société où, de son aveu, deux millions de familles manquent souvent du nécessaire, est tout ce qu'il y a de plus perturbateur au monde? M. Thiers devrait avoir de la reconnaissance pour les socialistes qui se trompent avec bonne intention, comme nous en avons pour lui.

Examinons maintenant le résumé de M. Thiers au point de vue de la société nouvelle dont la base matérielle est l'entrée du sol à la propriété collective, ainsi que des richesses acquises par les générations passées, moins la partie devant rester au sein des propriétés individuelles, pour que la consommation et la production soient toujours au maximum possible des circonstances, le tout sans faire tort à qui que ce soit, et en faisant le bien de tous et de chacun.

La société nouvelle n'a ni maîtres ni ouvriers séparés en classes diverses. Pour elle tous les hommes sont des travailleurs, des ouvriers ; pour elle tous les travailleurs sont des maîtres, des dominateurs du capital, des dominateurs de la matière.

La société nouvelle dit : que l'expression *bon marché* est

vide de sens tant qu'elle n'est point spécialisée, parce qu'elle est générique. Les marchandises sont toujours et nécessairement chères et à bon marché : chères au point de vue du capital, et à bon marché au point de vue du travail ; chères au point de vue du travail, et alors à bon marché au point de vue du capital. Sous la société actuelle, les marchandises sont chères, au point de vue du capital ; et à bon marché, au point de vue du travail. Cela arrive nécessairement, quand le sol est aliéné. Alors, les masses sont nécessairement exploitées. L'exploitation des masses étant devenue anarchique, la société nouvelle veut : que les marchandises deviennent chères au point de vue du travail ; et à bon marché au point de vue du capital. Cela arrive nécessairement : quand le sol est entré à la propriété collective. Alors personne ne peut plus être exploité.

La société nouvelle n'émettra jamais de papiers, comme signe représentatif de numéraire, sans être certaine de donner de l'or à quiconque préférera l'or à son papier. Elle est certaine que son papier aura toujours un prix supérieur à sa valeur nominale.

Sous la société nouvelle, l'expression *droit au travail,* signifie : que la propriété est organisée de manière : que, le salaire est toujours au maximum possible des circonstances, et l'intérêt du capital au minimum ; que, toutes les intelligences sont développées avec un égal soin ; que les besoins raisonnables y sont par conséquent aussi développés au maximum ; que la consommation, par le maximum des salaires et des besoins, s'y trouve également au maximum ; que le maximum de consommation nécessite le maximum de production ; ce qui donne du travail à tous et à chacun, dans le plus grand intérêt possible de tous et de chacun.

Maintenant parcourez toutes les critiques de M. Thiers. Vous verrez : que, toutes sont justes au point de vue de la société actuelle ; et n'ont aucune force, au point de vue de la société nouvelle.

« — *Le bien de tous, avec les moyens de tous, dit*
« *M. Thiers, ne se trouve évidemment dans aucun des sys-*
« *tèmes proposés.* »

— C'est vrai. Mais, le bien de tous avec les moyens de tous, se trouve évidemment : au sein de la société nouvelle.

XIII.

« Il résulte de ce qui précède : que l'impôt « doit être proportionnel à ce qu'on gagne ou « CE QU'ON POSSÈDE. »

M. THIERS, *de la Propriété*.

« Parfaitement dit. En époque d'ignorance « sociale, l'impôt doit être proportionnel à CE « QU'ON GAGNE, c'est-à-dire frapper le travail « exclusivement. Quand l'ignorance sociale est « évanouie, l'impôt est proportionnel à CE « QU'ON POSSÈDE, tant collectivement qu'indi- « viduellement, c'est-à-dire frappe exclusive- « ment la propriété. »

COLINS, *Commentaire*.

Le livre IV de l'ouvrage de M. Thiers a pour titre : DE L'IMPÔT. C'est ce livre que nous allons examiner.

Dans la théorie générale de l'impôt, nous avons prouvé : qu'aussi longtemps que le sol est aliéné, soit à un seul, soit à plusieurs individus, l'impôt frappe le travail, nécessairement, exclusivement; et, que du moment que le sol est entré à la propriété collective, l'impôt frappe la richesse, nécessairement, exclusivement. Cette démonstration est claire, précise, incontestable. Désormais, pour parler clairement de l'impôt, il faut ou l'accepter ou la réfuter. Et penser à la réfuter, c'est penser à prouver : que, deux et deux font cinq.

Passons maintenant à l'examen du quatrième livre de M. Thiers.

Le chapitre Ier est intitulé : *De la manière d'atteindre la propriété par l'impôt*. Il s'agit de démontrer : *qu'il n'est pas vrai que les gouvernements aient eu pour vue principale, dans tous les siècles, de décharger une classe aux dépens des autres, et qu'ils ont eu pour but essentiel de prendre l'argent où il était plus facile de le trouver.*

M. Thiers aurait dû dire : de le *prendre*, au lieu de dire : de le *trouver*.

Or, tant qu'il y a, *socialement*, des forts et des faibles, c'est chez les faibles qu'il est facile de prendre l'argent, et chez les forts que cela est difficile. Il est vrai que, dans une pareille époque les faibles n'ont pas d'argent. Alors les forts l'avancent, font travailler les faibles pour payer l'avance, et prennent en outre, pour intérêt, le reste du produit; moins ce qui est nécessaire: pour que la misère ne tue point l'esclave, si le maître en a besoin ; ou pour que les esclaves ne finissent point par s'unir et se révolter.

Écoutons M. Thiers, et voyons si lui-même confirmera ce que nous venons de dire:

« *Il n'y a pas un sujet*, s'écrie M. Thiers, *sur lequel* « *la science* ÉCONOMIQUE *du temps, soit plus courte, plus* « *fausse, qu'en matière d'impôt.* »

— M. Thiers a raison. C'est bien loyal à lui d'avouer que la prétendue science économique est fausse en matière d'impôt, c'est-à-dire en toute matière : car la science économique n'est pas autre que la science de l'impôt. Nous imiterons son exemple et nous dirons :

« *Il n'y a pas un sujet sur lequel la science* SOCIALISTE « *du temps, soit plus courte, plus fausse qu'en matière* « *d'impôt.* »

Voilà, de part et d'autre, l'ignorance sociale loyalement reconnue, sur ce qu'il y a de plus important, quant au matériel, en fait de science sociale, la richesse sociale : car, le montant de l'impôt n'est pas autre chose que cette même richesse : toute autre richesse étant individuelle.

Cette ignorance reconnue, voyons si du choc, entre M. Thiers et moi, pourra résulter quelque lumière !

« — Les uns par *humanité*, dit M. Thiers, les autres par « *prudence*, ne songeaient qu'à une chose, à ménager le plus « grand nombre, à le faire souffrir le moins possible, car

« toute souffrance épargnée *laissait une ressource pour de* « *nouveaux impôts.* »

— Merci, monsieur Thiers! c'est précisément ce que nous venons de dire.

« — Il ne faut pas croire, dit M. Thiers, que tout est à « refaire en matière d'impôt. »

— Si, cependant, il n'y a pas un sujet sur lequel la science économique et socialiste soit plus fausse, il me paraît que tout doit y être à refaire.

« — Il ne faut pas croire, continue-t-il, qu'en tout refai- « sant on dédommagera le pauvre de sa pauvreté, on punira « le riche de sa richesse. Non : on bouleversera l'ordre so- « cial, et on rendra le pauvre plus pauvre, car il est toujours « le plus maltraité dans les révolutions. »

— Pas toujours cependant. Avant 1830, M. Thiers n'appartenait point aux quelques centaines dont il parle. Peut-être même se trouvait-il dans les deux millions de familles parmi lesquelles j'ai actuellement l'honneur de compter. Peut-être aussi y avait-il des riches en 1830, qui maintenant n'ont pas de pain? Tâchons de faire en sorte, qu'au moyen de l'impôt, il y ait toujours des riches; mais plus de pauvres. Tâchons surtout qu'il n'y ait plus de révolution, car, qui sait? M. Thiers pourrait, peut-être, rentrer au sein des deux millions de familles dont il est sorti.

Le chapitre II a pour titre : *Du principe de l'impôt.* Il s'agit de démontrer : *que, l'impôt doit atteindre tous les genres de revenus, ceux de la propriété comme ceux du travail.*

— Eh bien! Monsieur. L'impôt frappant et la richesse et le travail, c'est le pendant du mouvement perpétuel et de la quadrature du cercle. Quand l'impôt frappe une parcelle de richesse, il lui est absolument impossible de frapper le travail; quand il frappe une parcelle de travail, il lui est absolument possible de frapper la richesse. Vous verrez, Monsieur, que

vous êtes du même avis, sans doute à votre insu : car, Dieu nous garde de jamais vous accuser de vouloir tricher.

Pour vous prouver notre bonne foi, nous allons commencer par vous rendre justice. Oui, Monsieur :

« — Le soldat qui porte les armes, le magistrat qui juge, « l'administrateur qui préside à l'organisation de tous ces « services, travaillent aussi utilement que celui qui fait naître « le blé, etc. »

— Il n'y a en effet qu'une science aussi sotte que l'économisme, qui puisse appeler ces gens des oisifs. Il n'y a qu'au sein de l'automatisme, là où il n'y a ni autorité, ni gouvernement, ni, etc., que ces gens-là ne travaillent point; et alors personne ne travaille, tous fonctionnent, et l'humanité se trouve anéantie.

« — Maintenant, ajoutez-vous, dans quelle proportion le « laboureur, le tisserand, le maçon, le banquier, devront-« ils payer cet impôt destiné à récompenser ceux qui por-« tent les armes, jugent, administrent, gouvernent pour eux ? »

— Je vais vous le dire, Monsieur ? Tant qu'il y a des forts et des faibles, *socialement,* les forts avancent l'impôt, font ensuite travailler les faibles pour payer l'avance, et prennent en outre pour intérêt, le reste du produit, moins ce que j'ai dit. Alors les travailleurs *faibles* paient tout, et les travailleurs *forts* rien. Car, comme vous le dites, chacun est travailleur. Cette répartition de l'impôt, se fait nécessairement ainsi, quelle que soit la forme de l'impôt, tant que le sol est aliéné. Quand le sol est entré à la propriété collective, aucun travailleur ne paie, et l'impôt se prélève exclusivement sur la propriété. Cette répartition de l'impôt est alors aussi nécessaire, que l'était auparavant celle sur le travail des faibles.

Après avoir groupé des chiffres vous dites :

« — L'impôt doit par conséquent être proportionné aux « facultés de chacun. »

— Non, Monsieur; l'impôt doit être proportionnel aux propriétés de chacun. Vous allez le dire.

« — Et par les facultés, ajoutez-vous, il faut entendre « non-seulement ce que chacun gagne, mais ce que chacun « possède. »

— Vous avez voulu dire ce que chacun a gagné. Sans cela ce serait la faculté de travailler, c'est-à-dire l'âme, que vous voudriez imposer. Et certes, vous ne voulez pas que l'âme soit une propriété. Il est cependant vrai de dire : que, tant qu'il y a des forts et des faibles, ce sont les âmes des faibles qui paient, car, alors les faibles n'ont pas de propriété ; ou, n'ont que celle qu'on veut bien leur laisser pour travailler. Je conviens que c'était *relativement* juste, tant que c'était possible. Mais, maintenant, cela devient impossible, c'est-à-dire anarchique. C'est donc injuste : et *relativement ;* et *absolument.*

« — La prétention de ne pas imposer le travail, serait, « dit M. Thiers, aussi déraisonnable, que celle de ne pas im- « poser la propriété. Tout ce qui est placé sous la protection « sociale, tout ce qui n'existe, comme la propriété, tout ce « qui ne s'accomplit, comme le travail, qu'à l'abri de cette « protection, lui doit une rétribution proportionnée. »

— Voilà, Monsieur, une pensée très-clairement exprimée. C'est très-rare chez ceux qui défendent une mauvaise cause; et je ne puis trop vous en remercier. *Le travail,* dites-vous, *se fait sous la protection de la société.* C'est vrai, Monsieur, et chacun *personnellement,* paie *sa part de protection.* Vous voyez que c'est à la propriété de payer la part de la propriété. Si les Russes viennent nous attaquer, M. Rotschild tirera-t-il dix mille coups de fusil pendant que j'en tirerai un? Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire : le travail paie tout, ou ne paie rien; la propriété paie tout, ou ne paie rien. Vous-même le direz.

M. Thiers a quelquefois de bien singulières idées.

« — Les premières contributions, dit-il, ayant eu pour « objet d'entretenir les gens de guerre, il était naturel que « les seigneurs servant en personne, ne payassent pas l'impôt. « Ils l'acquittaient en nature. »

— Est-ce que M. Thiers s'imagine que les vilains ne payaient pas aussi de leur personne ; et cela sans armure, quand les seigneurs étaient bardés de fer ? Les mauvaises causes sont obligées d'employer de bien mauvaises raisons !

Le chapitre III a pour titre : *De la répartition de l'impôt.* Il s'agit de démontrer : *que, l'impôt doit être proportionnel et non progressif.*

Encore une porte ouverte enfoncée. L'impôt progressif est un de ces mille masques servant à cacher l'ignorance de ceux qui veulent se donner comme médecins de la société, et ne sont que des charlatans ou des perroquets.

A propos de l'incertitude relative à la règle qui doit dominer cet impôt, M. Thiers dit :

« — Nous aimons mieux une règle quelque dure qu'elle « puisse être, *mais une règle qui soit stable, fixe,* et qui ne « nous rende dépendants des vertus de personne. »

— Monsieur Thiers n'est pas difficile. Une règle stable, fixe, c'est, en époque d'ignorance, du despotisme par une foi socialement acceptée. Hors cette règle, et pour aussi longtemps que l'ignorance dure, il n'y a de possible que l'anarchie. Mais, M. Thiers est un de ceux qui ont aidé à détruire la foi ; et il ne veut point contribuer à détruire l'ignorance. Alors, qu'il souffre de sa faute. En dehors de la vérité incontestablement démontrée et socialement acceptée, il n'y a plus de règle stable, de règle fixe à espérer.

« — Je demande, dit M. Thiers, bonté, bonté par- « faite pour le pauvre, et seulement justice pour le riche, « mais justice enfin. »

— La bonté, Monsieur, appartient au domaine domes-

priété, d'arriver au plus équitable des impôts. Quant au travail, il ne doit rien payer, sous peine de tout payer.

« — C'est, à quelques égards, continue M. Thiers, cet « impôt presque unique que Vauban, l'Aristide de la mo- « narchie, voulait, etc. Cependant cet impôt est une chimère. »

— C'est vrai, Monsieur, sous la société actuelle : parce qu'un impôt équitable serait un impôt stupide : la société actuelle exigeant, sous peine de mort, l'exploitation des masses. Mais, voyons pourquoi, selon M. Thiers, cet impôt est une chimère. Nous affirmons, nous, que, sous la société nouvelle, rien n'est plus facile.

« — Car, dit-il, on ne peut pas connaître, d'une manière « parfaitement exacte, le revenu que chacun tire ou de ses « biens ou de son travail. »

— Dans la société nouvelle, le revenu n'est point la base de l'impôt, mais bien le capital servant à la production, et non à la jouissance. Car ce dernier capital ne doit jamais être frappé. La société future n'est faite, au contraire, que pour favoriser la consommation, c'est-à-dire la jouissance. En un mot : sous la société actuelle, c'est la consommation qui est frappée; sous la société future, c'est la production. Mais, diront les perroquets, frapper les productions, c'est empêcher le travail. Eh! malheureux perroquets! vous ignorez donc : que, frapper la production, quand le producteur ne peut être frappé, c'est frapper le produit. Vous ignorez donc : que, *partout* et *toujours,* la production est subordonnée à la consommation; et que, du moment que le travailleur travaille librement et pour lui-même, la consommation est au maximum possible, et par conséquent la production. Dans la société actuelle, les propriétaires seuls consomment, et les prolétaires fonctionnent. Dans la société nouvelle, tous consomment, et la matière seule fonctionne.

XIV.

« Il n'y aura absolument aucun pauvre ni « aucun mendiant parmi vous, afin que le Seigneur ton Dieu te bénisse dans cette terre « QU'IL METTRA EN TA POSSESSION. »

DEUTÉRONOME, XV, 4.

« La société est tenue de rendre la vie COMMODE à TOUS. »

BOSSUET.

« La charité qui se traduit simplement par « l'aumône, est, s'il est permis de s'exprimer « ainsi, une sorte de RÉGIME PROTECTEUR DE LA « MISÈRE. »

M. VOLOWSKI.

« Aucun plan, pour secourir la pauvreté, « ne mérite attention, s'il ne tient à mettre « les pauvres en état DE SE PASSER DE SECOURS. »

RICARDO.

« Je pose en fait qu'il y a une moitié du « peuple français dont l'alimentation n'est pas « suffisante au gré de l'hygiène. »

M. MICHEL CHEVALIER.

« Un temps viendra où l'on ne concevra « plus qu'il fut un ordre social dans lequel un « homme comptait un million de revenu, « tandis qu'un autre homme n'avait pas de « quoi payer son dîner. Un noble marquis et « un gros propriétaire paraîtront des personnages fabuleux, des êtres de raison. »

CHATEAUBRIAND.

« J'ai voté avec la Chambre des députés un « crédit pour l'émancipation des noirs; mais « ne savez-vous pas que nos ouvriers BLANCS « sont BEAUCOUP MOINS HEUREUX QUE LES NOIRS « dont on a réglé l'émancipation? et en vérité, je comprends qu'on ait parlé d'exporter « des prolétaires français pour les substituer « aux noirs, puisque les ASSIMILER A CES DERNIERS, c'est leur donner une EXISTENCE SUPÉRIEURE à celle qu'ils trouvent en France. »

M. BERRYER.

« LA CLASSE OUVRIÈRE ne possède rien, il « faut la rendre propriétaire. »

LOUIS-NAPOLÉON.

« Elle n'a de richesse que ses bras, il faut « donner à ses bras un emploi utile pour « tous. »

LOUIS-NAPOLÉON.

« ELLE est COMME UN PEUPLE D'ILOTES AU MILIEU D'UN PEUPLE DE SYBARITES, il faut lui

« donner une place dans la société, et ATTA-
« CHER SES INTÉRÊTS A CEUX DU SOL. »
LOUIS-NAPOLEON.

« Tous les maux énoncés ci-dessus dispa-
« raissent : dès qu'il est possible de faire en-
« trer le sol à la propriété collective. »
COLINS, *Commentaire*.

« Il existe (en France) DEUX MILLIONS DE FA-
« MILLES qui ont à peine le nécessaire, et sou-
« vent même EN SONT PRIVÉES. » M. THIERS.

« C'est un pareil état de choses que M. Thiers
« veut conserver, en voulant conserver une so-
« ciété dont l'impôt actuel est l'expression. »
COLINS, *Commentaire*.

« — Les terres, dit M. Thiers, sont difficiles à évaluer. »

— C'est vrai. Sous la société nouvelle, c'est complétement inutile : le sol appartient à la propriété collective. Quant aux évaluations mobiliaires relatives à l'impôt, elles sont alors : de la plus grande facilité, de la plus grande justice, et de la plus grande publicité.

« — Quant aux revenus des capitaux mobiliers, continue
« M. Thiers, ils sont, la plupart du temps, ignorés ou insai-
« sissables. »

— C'est vrai pour les *revenus*. Mais c'est faux pour les capitaux *employés à la production*, les seuls qui doivent être atteints.

« — On peut bien en frapper quelques-uns, continue
« M. Thiers, comme *les rentes sur l'État et les créances hy-*
« *pothécaires*, parce que, etc. »

— Sous la société nouvelle, il n'y a plus : ni rentes sur l'État; ni créances hypothécaires sur le sol. L'État prête et n'emprunte pas. Si, celui qui prête devait payer, l'État devrait donc payer? Sous la société nouvelle, les créanciers ne paient pas. Comme vous le dites fort bien, l'*intérêt se rejetterait toujours sur l'emprunteur*. Le capital *prêté* paie à la production. Et, ce que ce capital paie alors, le travailleur sait se le faire rembourser par le capitaliste, en lui donnant un plus

faible intérêt. Parce qu'alors : l'intérêt se trouve toujours au minimum possible, et le salaire au maximum possible.

Vous conviendrez : que ce capital industriel et commercial, est toujours aussi à vue que les tours de Notre-Dame le sont à Paris. Où d'ailleurs trouvez-vous donc la difficulté ? Sous la société nouvelle, il y a, *en outre,* une autre source de connaissance à cet égard, plus sûre que toutes les évaluations possibles ; c'est, la déclaration d'honneur du propriétaire. Il est vrai que, sous la société actuelle, de pareilles déclarations ne seraient bonnes qu'au théâtre.

Maintenant, voulez-vous savoir sur quoi se base l'impôt indirect : le seul *réel,* sous la société actuelle ; le seul *impossible,* sous la société nouvelle ; parce qu'il se prélève sur la consommation ? Écoutez :

« — Supposez cependant, dit M. Thiers, que cet impôt « chimérique, basé sur le revenu vrai de chacun, fût pos- « sible, il y aurait encore un inconvénient grave, ce serait « de s'adresser directement aux personnes, de leur deman- « der à certain jour de l'année, tous les mois, tous les trois « mois ou tous les six mois, le montant de leurs contribu- « tions, et de les prendre souvent au dépourvu, ce qui arrive « particulièrement aux classes malaisées ordinairement peu « prévoyantes. . . . . »

— Peu *prévoyantes* est délicieux ! vous imaginez-vous que les huit millions de familles, qui, selon M. Thiers, *n'ont pas* ou *n'ont que* le nécessaire, iront prendre sur ce nécessaire pour le donner au fisc. Pas si bête. Votre société les y force, en les obligeant de travailler avant de manger. Aussi, le prince de l'économisme, dit-il : que, *tous les ans une partie de la population doit mourir de besoin, même au sein de la nation la plus prospère.*

« — Les gouvernements, continue M. Thiers, beaucoup plus « attentifs qu'on ne le croit à ménager la susceptibilité des « contribuables, ont tenu grand compte de cet inconvénient, « et pour ce motif ont repoussé l'impôt *direct* autant qu'il a

« dépendu d'eux ; et, plus ils ont eu affaire à un pays riche,
« plus ils ont eu recours à l'impôt indirect, que voici. »

— Aussi, plus un pays est riche, quant aux propriétaires, plus il est pauvre, quant aux prolétaires. C'est, que du moment que l'esclavage et le servage domestiques sont abolis, l'exploitation se fait par l'impôt; et, que les prolétaires sont sur la voie de souffrir la plus grande exploitation possible. Il est vrai : que cet excès d'exploitation devient la source de l'affranchissement universel. C'est compensation.

« Cet impôt, dit M. Thiers, a un bien grand avantage sur
« le premier, en se plaçant *dans le prix même des choses.* »

— Il a raison : dans ces prix, le salaire y est toujours au plus bas possible; et l'intérêt du capital, au plus haut possible. Il en est de même pour la société nouvelle, l'impôt s'y place aussi dans le prix des choses. Seulement, le salaire alors, s'y trouve toujours au plus haut possible; et l'intérêt du capital au plus bas. Entre les deux sociétés, il n'y a pas d'autre différence. Voyez, alors, quel peu de chemin il y a à faire pour passer de l'une à l'autre !

M. Thiers adore l'impôt indirect. Chacun prêche pour sa paroisse. *La féodalité* NOBILIAIRE *existait par l'impôt* DIRECT *sur l'esclave domestique; la féodalité* BOURGEOISE *existe par l'impôt* INDIRECT *sur l'esclave collectif.*

M. Thiers termine ce chapitre par un aveu naïf :

« — Les gouvernements, dit-il, ont été oppresseurs le
« *moins* qu'ils ont pu ; ils ont cherché à percevoir beaucoup
« en faisant souffrir peu, parce que chaque souffrance épar-
« gnée, était, comme je l'ai dit, une ressource économisée
« pour de nouvelles créations d'impôt. »

— Ainsi, toutes les souffrances, c'est-à-dire, toutes les possibilités de souffrir, doivent rendre à l'impôt! C'est juste, et les gouvernements n'en sont pas coupables; ils ne sont jamais : que, l'expression *nécessaire, inévitable,* de l'organisation sociale existante. Aussi, ne sont-ils coupables : que,

lorsqu'ils résistent aveuglément à la nécessité sociale, exigeant une nouvelle organisation.

Le chapitre V a pour titre : *De la diffusion de l'impôt.* Il s'agit de démontrer : *que, l'impôt se répartit à l'infini, et tend à se confondre, avec le prix des choses, au point que chacun en supporte sa part, non en raison de ce qu'il paie à l'État, mais en raison de ce qu'il* CONSOMME (1).

Vous le voyez, M. Thiers vous le dit, et il a raison, l'impôt, sous la société actuelle, se paie EXCLUSIVEMENT sur la consommation. Et, comme ce que les riches paient, ils le reprennent sur l'impôt, prélevé EXCLUSIVEMENT en leur faveur; il s'ensuit : que, l'impôt est prélevé exclusivement sur la consommation des pauvres. Puis, comme les pauvres ne peuvent consommer sans avoir payé, puisque l'impôt est compris dans le prix des choses; il s'ensuit : que, ceux qui ne peuvent le payer doivent mourir. C'est ce que dit le prince des économistes, en affirmant, que : *tous les ans une partie de la population doit mourir de besoin, même au sein de la nation la plus prospère.*

Au commencement de ce chapitre, M. Thiers dit :

« — Je vais rechercher laquelle de ces formes (de l'im-
« pôt) est plus ou moins avantageuse au peuple, c'est-à-
« dire plus onéreuse au riche, plus légère au pauvre. Je
« n'hésite pas à déclarer que c'est la dernière qu'il faut pré-
« férer..... Malheureusement il n'y a aucun impôt qui pré-
« sente véritablement ce caractère. »

(1) Voici ce que l'un des princes de l'économisme dit des impôts sur la consommation :

« Tout impôt, sur les choses de consommation tend à réduire, au-dessous
« de ce qu'elle serait sans cela, la quantité de travail productif. »

ADAM SMITH.

« On peut affirmer que les impôts sur la consommation sont le plus inégalement répartis de tous, et que, dans les nations où ils dominent les fa-
« milles le plus indigentes sont sacrifiées. » ADAM SMITH.

Je pourrais multiplier à l'infini les citations à cet égard. Je renvoie à ce que j'en ai dit en examinant M. E. de Girardin.

— C'est quelque chose d'en convenir. Il eût été mieux de savoir : qu'il en est ainsi *nécessairement,* par le seul effet de l'organisation de la propriété. Sous la société nouvelle, faites tout ce que vous voulez, mettez des impôts directs, indirects, ou mixtes, toujours ils porteront sur la production et jamais sur la consommation : le tout aussi NÉCESSAIREMENT ; et, par le seul effet de la nouvelle organisation de propriété.

Pour corriger ce qu'il vient de dire, qu'aucune espèce d'impôt n'est légère au pauvre, M. Thiers ajoute :

« — L'impôt, en réalité le meilleur, même pour le pauvre, « est celui qui convient le mieux à la fortune générale de « l'État, fortune qui est celle du pauvre, *beaucoup plus que* « *celle du riche.* »

— Sans doute, c'est une contre-vérité que M. Thiers a voulu exprimer : car, la fortune de l'État, tant qu'il y a des pauvres, appartient exclusivement aux riches. Vouloir démontrer une pareille vérité, après tout ce qui a été dit à cet égard, serait de la niaiserie. On ne démontre plus : que, la lumière est l'agent dans la daguerréotypie.

« — Quant à la manière dont l'impôt se répartit entre les « diverses classes, ce qu'on peut avancer de plus vrai, dit « M. Thiers, c'est, qu'il se répartit en proportion de ce que « chacun CONSOMME, par la raison *fort ignorée,* j'en con- « viens, et *fort peu comprise,* que l'impôt se répercute à « l'infini, et de répercussions en répercussions devient en « définitive partie intégrante du prix des choses, etc. »

— M. Thiers a parfaitement raison, cette raison qui est la vraie, est fort ignorée et fort peu comprise. Mais, puisqu'il la connaît, elle aurait dû lui faire comprendre : que, l'impôt dans la société actuelle, frappe exclusivement sur les pauvres : puisque, les riches reprennent, et avec une effroyable usure, ce qu'ils ont avancé à l'impôt. Elle aurait dû lui faire comprendre également : que, du moment qu'il n'y a plus de pauvres, parce que le salaire est au plus haut possible ; que,

du moment que l'impôt, qui alors se trouve prélevé sur la richesse, et nécessairement porté dans le prix des choses, ne peut plus gêner le travailleur; que, du moment que le montant de l'impôt est employé au bien de tous, et non plus au bien de quelques-uns; l'impôt devient immédiatement : *une source générale de bien-être pour les travailleurs;* c'est-à-dire : *pour* TOUS, *sans qu'il y ait l'ombre d'une exception possible.*

M. Thiers, du reste, prouve avec une logique incontestable, ce qu'il appelle la diffusion de l'impôt, c'est-à-dire sa répercussion définitive sur la consommation. J'ai dit ailleurs : que, sur certaine chose, il ne connaissait pas l'économie politique. Je dois dire ici qu'à l'égard de l'impôt, il est au-dessus de tous les économistes qui jusqu'à lui ont écrit sur ce sujet. Je parle du fait, et non de son appréciation. En finissant ce chapitre, il dit avec infiniment de raison : « *Par l'impôt foncier vous faites renchérir le pain et la* « *viande du peuple.* » C'est parfaitement vrai pour un nouvel impôt. Mais, si l'impôt foncier actuel venait à être supprimé, le prix actuel du pain et de la viande n'en baisserait pas d'un centime. L'impôt supprimé entrerait dans la poche du propriétaire. Car, le salaire étant toujours au minimum possible; la consommation n'en serait ni augmentée, ni diminuée. Et, si par une cause quelconque, le prix des denrées venait à diminuer; le prix du salaire diminuerait d'autant : Car, ainsi que l'a fort bien fait remarquer M. Michel Chevalier, le salaire, dans notre société, est toujours au minimum possible des circonstances. Ai-je besoin de dire : que, dans la société nouvelle, rien de pareil ne peut exister? Si nous voulions le démontrer maintenant, nos lecteurs nous reprocheraient de les prendre pour des niais.

Le chapitre VI a pour titre : *Du bien et du mal produit par l'impôt.* Il s'agit de démontrer : *que, les modifications du système des impôts, les plus désirables dans l'intérêt des classes laborieuses, ne sont pas celles qui ont été les plus généralement proposées.*

— Rien n'est plus vrai. Toutes les modifications de l'impôt proposées jusqu'à présent, ne pourraient avoir pour résultats : qu'une plus grande exploitation des masses causant une révolution ; ou une révolution devant amener une plus grande exploitation encore.

« — On voit donc, dit M. Thiers, que le bien, le mal, ne « sont pas si faciles à faire et à éviter qu'on le pense, et « qu'en prenant la résolution de dégrever les impôts indi- « rects, de grever les impôts directs, on n'a pas plus assuré « l'amélioration du sort du pauvre, que l'aggravation du « sort du riche. »

— Voilà qui est plus conforme à la vérité que toutes les révélations possibles. Il n'y a que deux espèces d'impôts possibles, et tous les deux sont les résultats *nécessaires* des deux seules organisations de propriété possibles. Sous la société actuelle, dérivant de l'aliénation du sol, l'impôt, *nécessairement,* de quelque manière que vous le transformiez, exploite les masses au profit des forts. Sous la société nouvelle, dérivant de l'entrée du sol, à la propriété collective, l'impôt, *nécessairement,* de quelque manière que vous le prélevez, n'exploite personne et fait le bonheur de tous et de chacun.

Dans ce chapitre, M. Thiers démontre avec une logique incontestable : que, dans la société actuelle, il est impossible de toucher à un seul impôt, *sans causer les plus grandes perturbations sociales.* Je réponds à M. Thiers : qu'il est impossible de laisser l'impôt tel qu'il est *sans causer les perturbations les plus inévitables.* Que conclure de ces deux principes également vrais ? que l'impôt actuel, c'est-à-dire la société actuelle, car *l'impôt n'est que l'expression d'une société,* doit être absolument anéanti.

Après cela M. Thiers ajoute :

« — L'impôt indirect est de plus l'impôt des pays avancés « en civilisation, tandis que l'impôt direct est celui des pays « barbares. »

— C'est très-vrai. Le premier est celui du despotisme ; le second est celui qui conduit à l'anarchie. Tous les deux portent sur le travail ; l'impôt de la liberté et de l'ordre porte sur la richesse.

Ce chapitre est très-utile à lire pour ceux qui sont en état de le comprendre. Nous croyons que celui qui pourrait le relire avec le plus d'utilité, serait M. Thiers lui-même. Il y verra : que la vieille société est à bout, comme disait l'Empereur, qu'il aime à citer; et que, sous peine de mort sociale, la société nouvelle, consistant : au moral dans l'anéantissement de l'ignorance sociale ; et au matériel dans l'entrée du sol à la propriété collective; doit désormais DOMINER LE MONDE.

XV.

« Ce n'est pas assez de répéter que l'huma-
« nité avance, il faut dire en vertu de quelle
« loi elle avance. Parler d'un progrès, sans
« déterminer son mode et sa loi, c'est ne
« rien dire. » M. Cousin.

« Progresser vers où ? vers la perfection ab-
« solue ou vers le mal absolu ? La perfection
« sociale absolue, c'est l'ordre absolu résultant
« de la communauté absolue d'idées sur le droit
« et le devoir. Le mal social absolu, c'est l'a-
« narchie absolue, résultant de la négation ab-
« solue de tout droit et de tout devoir autres
« que ceux résultant de la force. Et, en époque
« d'ignorance sociale sur la réalité du droit et
« d'incompressibilité de l'examen, il est im-
« possible de progresser socialement, si ce
« n'est vers le mal absolu, vers l'anarchie. »
Colins, *Commentaire.*

« La perfection ne peut mesurer le perfec-
« tionnement qu'autant qu'on a déterminé le
« type de cette perfection. » M. Cousin.

« L'état de l'esprit humain sera FIXÉ, lors-
« qu'il sera parvenu à la vérité. » Azaïs.

« En fait d'avenir, les prétendus esprits pro-
« gressifs N'ONT L'INITIATIVE SUR RIEN. »
Chateaubriand.

« Le PROGRÈS, en ce qui concerne les insti-
« tutions les plus anciennes de l'humanité : la
« philosophie, la religion, l'Etat, est une NÉ-
» GATION CONTINUE. » P.-J. Proudhon.

« Comment trouvez-vous : et l'initiative et
« la définition? La négation est l'expression
« de l'ignorance, elle dispense de preuves.
« L'affirmation est l'expression de la science,
« elle exige démonstration. »
Colins, *Commentaire.*

Le chapitre VII et dernier est intitulé : *Conclusion et du mal dans le monde.* Il a pour objet de démontrer : *qu'il y a dans le monde une portion de mal que les gouvernements doivent s'attacher à réparer, et qu'il y en a une autre* INHÉ-

RENTE A LA NATURE HUMAINE, *qu'aucune perfection imaginable dans les gouvernements ne saurait épargner aux hommes.*

« — Il y a partout des hommes sincères, je le reconnais, « dit M. Thiers, et si parmi les philosophes socialistes, il y « en a de certains qui n'ont cherché qu'à se rendre popu- « laires, et à placer dans leurs mains le dangereux instru- « ment de la multitude, il en est d'autres que la vue des « maux répandus dans la société a vivement touchés, et qui « ont voulu y porter remède. Mais l'ont-ils trouvé? »

— Admettons, Monsieur, qu'ils ne l'ont pas trouvé. Mais, le mal social en existe-t-il moins; et surtout, un mal, le paupérisme, qui doit être extirpé, radicalement extirpé, sous peine de mort sociale? Nous aussi, nous savons : qu'il est des économistes de bonne foi; et d'autres de mauvaise foi. Mais, est-il possible qu'un homme instruit et de bonne foi puisse avoir la prétention de conserver le paupérisme, sans causer, en présence de l'incompressibilité de l'examen, une anarchie qui doit anéantir : soit la société; soit le paupérisme? Voilà une question que nous adressons à M. Thiers lui-même.

« — Il y a quelques riches, continue M. Thiers, mais « en petit nombre, un peu plus de gens aisés, mais pas « beaucoup encore, enfin un nombre infini de gens, qui « n'ont que le strict nécessaire, ET BEAUCOUP QUI NE L'ONT « MÊME PAS. Le peuple des campagnes, comme je l'ai déjà « dit, se nourrit de seigle, de pommes de terre, de quelques « légumes, d'un peu de lard, mange rarement de la viande, « et travaille toute l'année par la pluie, le soleil ou la gelée. « Le peuple des villes, moins constamment gêné, a des mo- « ments où son salaire double, et où il vit dans une sorte « d'abondance; il a même quelques-uns des plaisirs du « riche, un habit de drap noir, du linge blanc, les spectacles « de la ville, et presque toujours de la viande. Mais à peine

« l'imprudente industrie qui se disputait ses bras, en les « payant cher, s'est-elle aperçue, de l'excès de production, « qu'elle s'arrête, cesse de l'employer, et il expie dans une « misère affreuse et profonde, dans la faim, en un mot, dont « le paysan est exempt, les quelques beaux jours qu'il a pas- « sés. La classe du fabricant, du commerçant, placée au- « dessus de la classe ouvrière, s'arrête aussi, voit tous ses « gains disparaître. Le riche ne perçoit plus le loyer de ses « capitaux, et souffre comme les autres, sans compter que, « même dans les temps de prospérité, mille catastrophes « viennent frapper tantôt ceux-ci, tantôt ceux-là, que l'in- « dustriel, le commerçant, le fabricant, cédant à une ambi- « tion imprudente, ont fait des faillites affreuses, qu'ils ont « emporté dans leur chute, eux, leur famille, beaucoup de « serviteurs attachés à leur sort, commis, ouvriers, agents « de tout genre, que le riche, qui leur avait prêté ses capi- « taux, est entraîné dans la chute, qu'enfin ce riche lui- « même, sans catastrophes commerciales, livré à ses propres « impulsions, dominé par ses vices ou trompé par de faux « amis, tombe du faîte de l'opulence, et finit quelquefois « par l'exil, la prison, le suicide ou la misère. Voilà le monde « avec la propriété, la famille et la liberté. »

— Oui, Monsieur, voilà le monde avec l'organisation actuelle de la propriété, de la famille et la liberté de commettre tous les crimes : pourvu que l'on soit assez adroit pour se mettre à l'abri du bourreau. Maintenant, Monsieur, je vous le demande à vous-même; j'en appelle à vos connaissances et à votre jugement; est-il possible : qu'une pareille société puisse exister, *en ordre,* EN PRÉSENCE DE L'INCOMPRESSIBILITÉ DE L'EXAMEN? Vous le voyez, Monsieur, *voilà* que VOUS-MÊME jetez anathème sur la propriété, la famille et la liberté : telles qu'elles sont comprises au sein de notre société expirante :

Maintenant, écoutons M. Thiers avec la plus scrupuleuse attention :

« — Voilà le monde, dit-il, avec la propriété, la famille « et la liberté. Y voulez-vous opérer des changements, des « changements qui l'améliorent suivant les évidentes lois « de la nature humaine? oh! soyez le bienvenu, apportez-« nous vos lumières, vos inventions, NOUS LES DISCUTE-« RONS. »

— Merci, Monsieur. Eh bien! nous venons, nous voulons opérer des changements qui l'améliorent suivant les évidentes lois de la nature humaine, qui sont celles du raisonnement. Nous serons le bienvenu, dites-vous. Alors, nous vous apporterons nos lumières, nos inventions, afin que vous les discutiez. Vous les discuterez, nous en sommes certain. Vous ne voudrez point mentir : à vous-même; à vos contemporains; et à la postérité. Ce que vous aurez à discuter sera simple et clairement énoncé. Au moral : le droit est-il nécessaire à l'existence de l'ordre? La force brutale peut-elle être la sanction du droit! En dehors de la force brutale, y a-t-il une autre sanction possible, que la sanction religieuse? En présence de l'incompressibilité de la presse, l'anthropomorphisme ou le panthéisme peuvent-ils servir de base à cette sanction? Au matériel : le paupérisme doit-il être anéanti, pour que l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen, puisse exister? Le paupérisme a-t-il pour source inévitable l'aliénation du sol aux individus? L'entrée du sol à la propriété collective anéantit-elle le paupérisme? Ai-je donné les moyens d'anéantir le paupérisme, c'est-à-dire : de faire entrer le sol à la propriété collective; sans faire tort à qui que ce soit; et, en faisant le bonheur de tous?

A ces questions, vous répondrez, Monsieur; car, vous en avez pris l'engagement sacré : et, devant les hommes et devant la justice éternelle. Mais, prenez-y garde? L'amour-propre est un mauvais conseiller. Quand on se sent incapable de répondre par de bonnes raisons, on ne veut point avouer ses torts; l'on s'efforce même à croire qu'on n'en a pas; et alors, même avec la meilleure foi possible : non-seulement

on se tait; mais encore on étouffe la discussion après l'avoir provoquée. Voyez ce qui m'est arrivé avec mon ami, M. de Girardin, qui, j'en suis certain, est d'aussi bonne foi que moi-même.

« — Nous, ajoute M. Thiers, qui pensons sans cesse à « ces divers sujets, nous nous sommes fatigués peut-être, « ou habitués à la souffrance de nous-mêmes et des autres. « Venez, vous qui peut-être moins résignés aux nécessités « de ce monde, les appréciant moins, aurez trouvé quelque « remède, venez, et discutons de bonne foi. »

— Oui, Monsieur, discutons de bonne foi; et, surtout, avec logique. Par exemple : il ne faudra jamais donner comme résolu ce qui est en question; ce que vous faites, en donnant, comme nécessité de ce monde, ce qui, selon nous, n'est nécessaire que relativement à l'ignorance sociale; il ne faut point dire : que, nous n'apprécions pas cette nécessité, quand l'apprécier justement est précisément la question qu'il s'agit de résoudre. Oui, Monsieur, discutons de bonne foi; et, pour cela, ayons soin : de rejeter toute logomachie; de ne nous servir que d'expressions parfaitement déterminées; de ne jamais faire passer, comme prise au propre, une expression qui ne doit l'être qu'au figuré; de ne jamais prendre le genre pour l'espèce, ou l'espèce pour le genre, etc., etc. : de cette manière, nous discuterons agréablement, utilement; et, le plus heureux ne sera pas le vainqueur, mais le vaincu. Car, celui qui apprend est plus heureux encore que celui qui instruit.

« — Mais, ajoute M. Thiers, voulez-vous changer les con- « ditions essentielles de cet univers; voulez-vous, pour que « l'homme ne soit ni pauvre ni riche, supprimer le stimulant « qui le fait travailler; pour qu'il ne souffre pas, supprimer « la liberté; pour qu'il n'ait pas les douleurs de la famille, « supprimer la famille; nous vous dirons, si vous êtes de « bonne foi, que vous n'avez pas connu la nature humaine; « nous vous dirons, si vous êtes des factieux, qui cherchez

« des soldats dans ceux qui souffrent impatiemment, que vous « êtes des criminels. »

— Non, Monsieur, nous ne voulons pas changer les conditions essentielles de cet univers; pas plus que vous n'avez voulu les changer en faisant la révolution de Juillet; pas plus que les bourgeois, qui ont fait la révolution de 89. Nous voulons qu'il y ait toujours des riches, mais plus de pauvres: parce que nous prouvons : que, c'est non-seulement possible, mais nécessaire. Nous ne voulons point supprimer la liberté sociale, mais nous voulons l'établir, après avoir prouvé : qu'elle n'a jamais encore existé, ni pu exister; après avoir prouvé : en quoi elle consiste; comment elle peut être établie; et qu'elle doit être établie, SOUS PEINE DE MORT SOCIALE. Nous ne voulons point supprimer la famille; mais nous voulons l'organiser de manière qu'elle soit la base du bonheur de tous; après avoir prouvé : comment elle doit être organisée; et que, jusqu'à présent, elle a été la source d'une grande partie des malheurs de tous. Et, si vous vous refusez à des démonstrations incontestablement rationnelles, nous vous dirons, si vous êtes de bonne foi : que, vous êtes de mauvais logiciens; et le sens commun sera notre juge. Et, si vous êtes des factieux, qui cherchez des soldats parmi les égoïstes qui veulent conserver une société qui fait le malheur général, nous vous dirons : que vous êtes des criminels.

M. Thiers nous dit : « que, le partage du bien des riches ne saurait améliorer le sort des masses. » Serait-ce donc sérieusement que M. Thiers accuserait les socialistes d'être des *partageux?* Ce serait d'un ridicule qui ne pourrait retomber que sur lui-même. « Le sort de l'espèce humaine, dit-il, s'est amélioré depuis deux siècles. » Il fallait dire que la richesse s'est accrue, et que le paupérisme a marché sur une ligne parallèle. Mais, il faut ajouter : au physique seulement, car, au moral, il a marché sur dix lignes parallèles. En effet : les développements de l'intelligence des masses leur ont fait sentir tout ce qu'il y a de poignant dans mille souf-

frances auxquelles elles faisaient peu d'attention auparavant. En outre, les nobles, le clergé, les bourgeois, avant 89, rivalisaient de zèle pour soulager les pauvres : parce que chacune de ces classes visait à ne point s'aliéner le peuple. Depuis que la bourgeoisie est seule dominatrice, « il y a, dit « M. Michel Chevalier : un abîme entre le bourgeois d'une « part, le paysan et l'ouvrier de l'autre. Le bourgeois ne « sent rien de commun entre lui et le prolétaire. » Puis ailleurs il ajoute : « Il suffit, en France, de regarder autour de « soi, pour reconnaître que, si la bourgeoisie oisive repré- « sente, en totalité, l'élément d'ordre, ce n'est qu'à l'aide et « par l'intermédiaire de quatre cent mille baïonnettes, non « compris les baïonnettes bourgeoises. . . . . « . . . . . Ce qui démontre clairement que cette « bourgeoisie ne conserve plus la prédominence qu'en op- « posant aux masses la force des masses elles-mêmes : po- « sition critique à faire frémir, et qu'il est impossible de faire « durer, car toutes les baïonnettes commencent à être intel- « ligentes. »

Et, tout le monde, gouvernement et bourgeoisie, ont tellement reconnu : que, M. Michel Chevalier avait dit la vérité, que, pour l'en récompenser, il a été nommé successivement : à la première chaire d'économie politique du monde, conseiller d'État, représentant, etc., etc.

« — Depuis soixante ans, dit encore M. Thiers, l'argent « vaut quatre pour cent au lieu de six. » A cet égard, écoutons encore M. Michel Chevalier. Son autorité vaut sans doute celle de M. Thiers, en fait d'économie politique.

« — On dit qu'en France, s'écrie-t-il avec une généreuse « indignation, on dit, qu'en France, l'intérêt de l'argent est « à quatre pour cent ou même à trois ; oui, sans doute, pour « le trésor, lorsqu'il n'a pas besoin d'emprunter, ou pour « quelques négociants privilégiés dans les moments prospères. « Les propriétaires fonciers paient presque partout six pour « cent au moins, en donnant première hypothèque. Les pe-

« tits propriétaires et les petits industriels paient huit, neuf,
« et douze pour cent. A mesure que l'on descend l'échelle
« sociale, le taux de l'intérêt s'accroît. Pour l'ouvrier des
« villes, dans ses achats en détail pour les besoins de son
« ménage, il est de cinquante et même de cent pour cent par
« an. Pour le paysan, dans ses relations avec le maréchal,
« le cabaretier, le marchand du village, il est quelquefois de
« cent pour cent par mois.

« Le taux moyen de l'argent, dans l'ensemble des tran-
« sactions de toute nature et de tout ordre qui s'opèrent en
« France, est au moins de quinze ou vingt pour cent, de
« vingt-cinq peut-être. »

— Laissons continuer M. Thiers.

« — Depuis soixante ans, dit-il, le vêtement vaut moitié
« moins, et la journée de l'ouvrier moitié plus. »

— Ici je pourrais fournir des chiffres à l'infini, pour prouver que M. Thiers se trompe. Je vais me contenter de citer une proposition générale de M. Michel Chevalier, qui résout la question dans son entier, proposition devenue incontestable au sein de l'économisme

« — Que le pain, dit M. Michel Chevalier, baisse de cinq
« centimes le kilogramme ; *avec la constitution actuelle de*
« *l'industrie,* il ne faudra pas six mois pour que les salaires
« aient subi une réduction à peu près équivalente. »

— Et le célèbre professeur a parfaitement raison. Sous la société nouvelle, il pourra dire : que le pain monte de cinq centimes le kilogramme, il ne faudra pas six mois pour que les salaires aient monté d'autant. Actuellement, quand le pain monte, le salaire baisse. . . . . jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de prolétaires soient morts de besoin pour rétablir l'équilibre.

M. Thiers dit ensuite, en s'adressant à la société actuelle qu'il veut conserver :

« — Donnons, dit-il, de meilleures lois à l'agriculture, au « commerce. »

— J'ai prouvé, dans l'exposition des trois théories générales : que cela était absolument impossible à la société actuelle.

« — Répartissons autrement, s'il est possible, ajoute-t-il, « les charges sociales. »

— J'ai prouvé : que, sous la société actuelle, l'impôt nécessairement frappe sur le travail, et qu'il est absolument impossible qu'il en soit autrement.

« — Organisons la bienfaisance publique, continue « M. Thiers, excitons la bienfaisance particulière. »

— Les économistes sont unanimes pour convenir : que la bienfaisance publique ne fait qu'augmenter le développement du paupérisme. Quant à la bienfaisance particulière, elle est aussi incapable d'empêcher qu'il soit une source d'anarchie, qu'il le serait un matérialisme philosophique de M. Thiers, ou à son antropomorphisme de commande, de devenir actuellement bases d'un ordre non éphémère.

« — Contribuons tous, pour notre part, à faire ces choses, « continue M. Thiers, et nous obéirons aux lois de notre « être, qui sont de viser sans cesse au perfectionnement. »

— La théorie du perfectionnement indéfini, est la théorie de l'enfer importée pour le malheur de l'humanité. La boîte de Pandore conservait au moins l'espérance ; la théorie du progrès n'y laisse que le désespoir, la certitude de n'être jamais bien. C'est, pour anéantir cette infâme théorie du matérialisme, que les révélations ont été inventées. C'est l'excès du mal social qu'elle cause, depuis que l'examen a pulvérisé les révélations ; c'est pour faire sentir le besoin de vérité sociale, anéantissant toute espèce de progrès moral ; que cet excès de mal est le plus grand bien que la société puisse éprouver.

XVI.

« Il faut que nous fondions une société NOUVELLE d'après les principes de l'égalité civile, dans laquelle TOUT LE MONDE trouve sa place, qui ne présente ni les injustices de la féodalité, ni le pêle-mêle de l'anarchie. Il est URGENT de fonder cette société, car ELLE N'EXISTE PAS. »

L'EMPEREUR, *Histoire du Consulat et de l'Empire* par M. Thiers.

« Une société, pour être parfaitement constituée, devrait avoir toutes les lois nécessaires à sa conservation et toutes NATURELLES (1). Là, il n'y aurait plus de lois à porter, et il suffirait de les maintenir par l'action continuelle de l'administration contre l'action continuelle du temps et des hommes qui tendent à les détruire. Ainsi, dans cette société, le pouvoir législatif devrait être toujours en repos, et les fonctions exécutives toujours en action. » BONALD, *Législat. primit.*

« La perfection, si l'on veut, est une chimère pour l'individu qui, dans le court espace de sa vie, ne peut apercevoir de progrès sensibles dans le mieux; mais elle est RÉELLE et SENSIBLE pour la société qui embrasse une longue durée de siècles et une longue suite d'événements. LA VÉRITÉ CONSISTE DANS LA CONNAISSANCE DE CETTE PERFECTION. » BONALD, *Id.*

« L'homme qui croit à la nécessité de l'ORDRE dans la société, doit, s'il est conséquent, croire à la nécessité des MOYENS de cet ordre; donc à la nécessité du ministère public et de sa MEILLEURE constitution; car il faut prendre garde que ce moyen n'est bon que lorsqu'il est PARFAIT, et que tout ce qu'il y reste d'IMPARFAIT ET DE VICIEUX, loin d'être un moyen d'ordre, est un principe de DESTRUCTION. » BONALD, *Id.*

« La société est parfaite, lorsqu'elle est basée sur la vérité rendue incontestable vis-à-vis de tous et de chacun. » COLINS, *Mss.*

« En fait de JUSTICE, qu'est-ce que l'IMPERFECTION, sinon l'INJUSTICE MÊME? »

M. GUIZOT.

« — Maintenant, même dans l'état des choses, ne reste-t-il

(1) Pour l'auteur, *naturel* signifie *rationnel*.

« pas beaucoup de mal, dit M. Thiers, et assez pour navrer « le cœur des honnêtes gens? Oui, sans doute. Eh bien! « entre tous les systèmes nouvellement inventés, y en a-t-il « un seul qui pourrait guérir ce mal, le convertir en bien? »

— Et quand même cela serait, Monsieur? Et, quand même ce que nous vous présentons, comme vérité rationnellement incontestable, ne serait qu'un rêve d'autant plus digne de Charenton, que nous le donnons comme incontestable; le mal en existerait-il moins? Et ce mal, le paupérisme, ne doit-il pas être nécessairement guéri sous peine de mort sociale? Au lieu donc de maudire les malheureux qui seraient devenus fous pour vous sauver, vous devriez les remercier à genoux, ou tout au moins avoir pitié d'eux. Mais vous, Monsieur, qui avez tout le talent nécessaire pour juger et du mal, et de la nécessité absolue du remède, que dira la postérité de vos assertions, affirmant : que la découverte du remède est absolument impossible? N'est-ce donc pas vous qui poussez à l'anarchie? N'est-ce pas vous qui forcez les masses de se dire : le remède est impossible, M. Thiers l'affirme. Nous sommes les plus forts, incontestablement les plus forts. Alors, nous allons faire subir à M. Thiers tous les maux qu'il nous a fait souffrir : dans les caveaux; dans les casemates; sur les pontons; dans les cellules; dans les cabanons; aux fers; avec les forçats, etc., etc. Hélas! Monsieur, pour l'amour de vous-même, ayez donc pitié de vous!

« — Au milieu de cet étalage d'inventions nouvelles, qui « donc, dit M. Thiers, a découvert le moyen de faire, que « le paysan mangeât du seigle au lieu de châtaignes, du fro- « ment au lieu de seigle, de la viande au lieu de lard. »

— Qui? moi! Monsieur; car, il ne faut jamais rougir de se nommer, quand on a fait une bonne action. Moi! qui ai eu le bonheur de trouver, ce que vous, Monsieur, avec plus de talent, auriez découvert plus facilement, si vous aviez voulu vous en donner la peine; si, comme moi, vous y aviez consacré un demi-siècle de dévouement.

« — Que l'ouvrier des villes n'essuyât jamais de chô-
« mage. »

— Qui ? moi ! Monsieur ; non-seulement pour les ouvriers des villes ; mais, pour tous, sans exception possible.

« — Que les fils de la bourgeoisie trouvassent tous des
« emplois conformes à leurs talents ? »

— Qui ? moi ! Monsieur ; non-seulement pour les fils de la bourgeoisie, mais pour tous : sans qu'il y ait une seule exception possible.

« — Qui a découvert le moyen de doubler le prix de la
« journée ? »

— Qui ? moi ! Monsieur ; et de la tripler aussi ; sans qu'il vous soit possible de me contredire par une seule raison valable.

« — Personne, dites-vous, car ce secret n'est qu'aux
« mains de Dieu. »

— Eh bien ! moi ! Monsieur, je l'en ai arraché. Car Dieu, dit Fénelon, n'est autre que la raison réelle ; n'est autre que la vérité.

Après cela, Monsieur, après avoir bien crié contre les utopistes, vous vous faites utopiste vous-même ; et cela, en vous contentant d'aspirations : non-seulement dépourvues de toute espèce de preuves, mais encore condamnées comme folies par la généralité des économistes. Est-ce donc pour rejeter de nouveau les malheureux ouvriers dans les barricades, que vous voulez renouveler les ateliers nationaux ? Je sais qu'à cet égard, vous pourriez vous appuyer sur Turgot. Mais, parce que Turgot a dit une folie, est-ce à vous de la préconiser.

« — A ces malheureux chômages qui sont la plaie de l'in-
« dustrie, dites-vous, n'y a-t-il aucun remède à apporter ?
« Oui, je crois qu'il y en a un. »

— Alors, Dieu soit loué ! Monsieur. Car, l'absence du chô-

mage, c'est l'anéantissement du paupérisme. Voyons ! dépêchons-nous !

« — Sans faire, dites-vous, du gouvernement un bijou-
« tier ou un marchand de dentelles, on peut, en sachant
« réserver, pour les moments de détresses industrielles, les
« grands travaux de l'État, créer de l'emploi aux bras inoc-
« cupés. »

— Des ateliers nationaux ! puis de la bienfaisance publique ! Allez donc, Monsieur, demander : à votre Académie, en général; et, à M. Duchâtel, en particulier; ce qu'ils pensent de votre remède ! Cela vous va bien, de vous moquer de MM. Pierre Leroux, Considérant, Proudhon, Louis Blanc, etc.

Puis, M. Thiers, a un second moyen. Vous ne vous doutez pas lequel? C'est de diminuer l'impôt foncier; et, par conséquent, de remplacer le déficit en augmentant l'impôt indirect. C'est-à-dire : augmenter l'exploitation des masses, au profit du bourgeoisisme. Monsieur Thiers, vous êtes un homme providentiel. Prenez donc le pouvoir; et, le mal social sera bientôt arrivé au degré nécessaire, pour que le besoin de vérité se fasse généralement sentir.

« — Qu'on entre avec nous, continue-t-il, dans cette voie,
« et nous serons tous d'accord. »

— Oui, tous les bourgeois aveugles; et nous aurons désespéré les prolétaires; et nous nous serons tous fait égorger par la force brutale. Puis, après, Monsieur?

« — Mais même, ajoutez-vous, quand nous aurons fait de
« notre mieux, quand nous aurons réussi, il restera tou-
« jours à faire, et, de même qu'après tous les biens de la pre-
« mière Révolution française, actuellement réalisés, on vient
« après quarante ans d'amélioration certaine, incontestable,
« nous assaillir d'un cri de malédiction, nous dire que
« l'humanité souffre, expire dans la douleur, et qu'elle va se
« soulever contre nous, si nous ne la soulageons immédia-

« tement, de même eussions-nous, dans cinquante ans, dou-
« blé les salaires par des moyens légitimes, diminué encore
« des trois quarts le prix des choses nécessaires à la vie,
« répandu le froment et la viande dans les campagnes, neu-
« tralisé le chômage dans les villes, comme nous avons déjà
« presque neutralisé les disettes dans l'agriculture, qu'on
« trouverait encore assez de maux pour fournir à des per-
« turbateurs, des prétextes suffisants de dire tout ce qu'ils
« disent aujourd'hui. »

— Ainsi, Monsieur, votre société c'est, pour les masses, l'enfer du Dante. En y entrant elles doivent abandonner toute espérance. Vous avez raison, du reste : tant que l'infernal système de *perfection indéfinie* n'est point rentré dans les enfers d'où il est sorti; tant, que l'incontestable raison ne démontre point, à tous et à chacun, que nous sommes arrivés à la vérité sociale : faisant connaître, à tous et à chacun, qu'il est impossible, pour tous et pour chacun, d'être mieux que, l'on est moralement; et, que la richesse seule peut s'accroître, en conservant, pour les nouveaux produits, l'ordre de répartition alors existant; il n'y a de possible : qu'anarchie, misère et révolution.

« — C'est, ajoutez-vous (en votre qualité de philosophe
« niant toute vérité réelle), qu'il y a toujours dans la con-
« dition sociale un fond irréparable de mal, dont il faut
« tenir compte, et qu'il ne faut pas exagérer, si on ne
« veut pousser l'homme au désespoir, la société au sui-
« cide. »

— C'est vrai, Monsieur, tant que dure l'ignorance sociale; et, qu'il reste possible de comprimer l'examen. Mais, quand cette compression devient impossible! vouloir, alors, comprimer la nécessité sociale; c'est-à-dire : le besoin d'asseoir la société sur la vérité expulsant tous les maux dérivant de l'ignorance; et, faisant connaître, à tous et à chacun, que la société est au mieux possible pour toute la durée du

globe ; c'est : pousser le crime, ou la folie, au *nec plus ultrà* possible.

« — Le principal malheur du temps, veut-on savoir quel « il est, dit M. Thiers. C'est qu'on a trompé le peuple, « sur la nature du mal qu'il éprouve. »

— Voyons cela, Monsieur; et, certes, si vous avez raison, nous le reconnaîtrons.

« — Tout ce qu'il ressent, dites-vous, tout ce que le riche « ressent comme lui, et plus que lui souvent, la maladie, la « fatigue, la privation, le désir contrarié, la déception après « le désir satisfait, la veillesse, la mort..... »

— Comment, Monsieur, le riche éprouve les maladies, la fatigue, les privations, souvent plus que le pauvre? Savez-vous, Monsieur, que cette ironie est déplacée?

« — On lui persuade, continuez-vous, qu'il pourrait ne « pas les endurer, qu'elles pourraient lui être épargnées, « que l'état social en est la cause, cet état social fait pour « les riches et par les riches, que tout le bonheur dont il est « privé, dont il croit qu'il pourrait jouir, on le lui refuse « méchamment, afin d'en garder pour soi une plus grande « part. »

— Vous conviendrez, Monsieur, que ceux qui chercheraient à faire croire au peuple qu'on peut l'empêcher de mourir seraient plus dignes de pitié que de blâme; c'est à Charenton qu'il faudrait les envoyer. Et, je ne sache pas qu'un socialiste ait encore mérité d'y aller pour cette cause. Quant à empêcher le peuple de vieillir, vous m'avouerez que les vingt mille sept cents enfants morts sur vingt et un mille avant leur cinquième année ne sont point arrivés à leur vieillesse; et, ceux qui doivent avoir filé leur suaire avant leur quarantième année, ne meurent pas non plus de vieillesse. A cet égard les économistes sont donc infiniment supérieurs aux socialistes. Quant à la fatigue et aux privations, j'ai prouvé : qu'il est aussi facile de les épargner

au peuple qu'il vous est facile, Monsieur, de parler deux heures sans vous reposer. Il est également vrai : que, le bonheur dont le peuple est privé et qu'on lui refuse réellement, ne lui est néanmoins pas refusé méchamment, mais bien par ignorance : car ce refus est au moins aussi préjudiciable aux riches qu'aux pauvres. J'ajouterai : que, la société actuelle a été, en effet, faite par les riches et pour les riches. Je vous donnerais à cet égard mille autorités, si vous aviez la bonté de me les demander. Je dis, enfin : que, cela a dû être ainsi pour que l'ordre ait pu exister ; et, qu'à présent la société doit être constituée, non plus par la force, mais conformément à ce qui est ordonné par la raison, et cela pour le plus grand bien possible de tous et de chacun. Vous voyez, Monsieur, qu'il n'entre ici ni haine ni colère ; mais, seulement amour et raisonnement. Après cela, vous donnez la guerre civile comme résultant des croyances populaires, puis vous ajoutez :

« — Horrible confusion, semblable à celle où les soldats « d'une même armée s'égorgent entre eux, trompés par la « nuit et par un ennemi perfide, qui, poussant dans les té- « nèbres le cri d'alarme, les a portés à se précipiter les uns « sur les autres. La nuit, ce sont vos sophismes, l'ennemi « perfide, c'est vous, vous qui attaquez l'ordre social sans « le comprendre. »

— Voyons? Monsieur, soyons polis ; et, surtout soyons justes. De quel côté, du vôtre ou du mien, sont les sophismes ; et qui de vous ou de moi connait le mieux l'ordre social? Vous voulez que l'ordre puisse exister sans sanction religieuse, socialement incontestable ou socialement incontestée. Vous, vous ne reconnaissez point la sanction religieuse rationnellement incontestable comme nécessaire ; et vous savez aussi bien que moi : que, toute sanction religieuse basée sur la foi ne peut plus être socialement incontestée. Moi, j'affirme : que la sanction religieuse incontestable ou incontestée est nécessaire à l'existence de l'ordre ; et, après avoir prouvé que

la sanction religieuse par la foi ne peut plus être socialement incontestée, j'affirme, comme conséquence, que la sanction religieuse rationnellement incontestable est devenue nécessaire, et j'offre d'en démontrer la réalité. Vous, vous voulez que l'ordre reste possible, en présence du paupérisme et de l'incompressibilité de l'examen; moi, je le nie. Vous, vous affirmez que le paupérisme ne peut être anéanti; moi je prouve qu'il peut être anéanti très-facilement. Où fait-il nuit, Monsieur? Est-ce chez vous ou chez moi? Je n'ajouterai point: que, vous êtes un ennemi perfide; je n'aime point à donner des injures pour des raisons.

Après cela, vous faites une longue amplification sur les malheurs du riche. Eh! Monsieur, laissez le riche à ses malheurs et pensez un peu plus à la misère du pauvre, il y va de votre intérêt à tous les deux. Quant à ce mot de Louis XIV, disant à Villeroy, *Monsieur le maréchal, à notre âge, on n'est plus heureux,* il est d'un sot ou d'un méchant. C'est au sommet de la vieillesse qu'on est le plus heureux: en jouissant du bon emploi d'une longue vie. J'ai soixante-sept ans (1), je sors d'un cabanon, où j'ai longtemps souffert pour la justice, je suis prolétaire; et je mets le bourgeoisisme au défi de trouver dans son sein, un homme plus heureux que moi.

Du reste, Monsieur, j'aime à vous voir, à la fin de votre ouvrage, aussi confit en dévotion qu'un saint anachorète. Permettez-moi seulement de vous dire que vous êtes en voie de perdition: la phrase suivante est la base scientifique du matérialisme actuel.

« — Dites-moi qu'il vaudrait mieux ne pas être, ou être « moins, et descendre de l'homme qui sent beaucoup, à l'a- « beille, qui ne sent qu'en proportion du mobile nécessaire « à sa vie, de l'abeille au polype, au végétal, à la pierre, au « néant. Je l'admets, mais c'est du suicide. Ou bien, me di- « rez-vous qu'il faut, au lieu de descendre, monter plus

(1) J'écrivais ceci en 1850.

« haut, s'élever où l'on ne sent plus le mal, où l'on se repose « dans le sein de Dieu. Je l'admets encore, etc. »

— Je vois, Monsieur, que vous êtes docteur en panthéisme. Mais, si vous croyez pouvoir baser l'ordre social sur le panthéisme, je trouverai fort étonnant : que, vous accusiez le socialisme, de ne pas comprendre l'ordre social aussi bien que vous.

Je laisse au Saint-Père le soin de vous récompenser de votre homélie sur le christianisme. Vous ajoutez qu'il dure, après que Descartes eut posé le fondement de la certitude. C'est vrai, il dure comme le fondement donné à la certitude par Descartes. Allons! Monsieur; est-ce au public actuel qu'il faut dire de pareilles choses? Pensez donc : qu'il y a déjà mille années qu'un philosophe a osé dire : « l'*autorité* relève « de la raison, et non la raison de l'autorité (1). »

Je viens, Monsieur, de mettre votre livre sur la propriété, en rapport avec la société actuelle et avec la société future. Le plaidoyer en faveur de la société actuelle est votre ouvrage. Celui, en faveur de la société future, est le mien. Je laisse au public le soin de décider : lequel, de nous, est l'homme d'ordre; lequel, de nous, est l'anarchiste.

(1) Jean Scott.

LES ÉCONOMISTES

LES PRÉTENDUS SOCIALISTES

LA RÉPARTITION DES RICHESSES

LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

ET

LA SOCIÉTÉ FUTURE.

« Pour pouvoir appeler RICHESSE DE « LA NATION la somme des richesses « individuelles, il faudrait que tous « les individus PARTICIPASSENT à cette « richesse : puisque la nation se « compose de tous les individus sans « exception ; et que la richesse n'é- « tant pas une chose abstraite, il est « assez difficile de concevoir qu'une « nation soit riche, lorsqu'une partie « considérable de ses enfants est « dans l'EXTRÊME BESOIN. Cependant « cela est AINSI ; et même, dans toute « l'Europe, il n'y a NULLE PART plus « d'indigents que chez les nations « qu'on appelle OPULENTES. »

BONALD.

« La PRODUCTION n'est point le fait « culminant de l'économie politique ; « elle est loin de résoudre le plus « grave de ses problèmes, celui du « bien-être des masses. Elle fera « peut-être la richesse d'un pays ; « mais non le bonheur de la société. »

«« Un pays peut s'enrichir, dit « M. de Gérando, pendant que l'in- « digence s'y fait plus vivement sen- « tir dans les classes inférieures de « la société ; il peut s'appauvrir et « avoir moins d'indigents. »»

« POURQUOI ? Apparemment, parce « que la richesse, supérieure dans le « premier cas, est mal REPARTIE ; « tandis que dans le second, le mé- « rite de la DISTRIBUTION compense « abondamment l'infériorité de la « somme à distribuer. »

M. DUPONT-WHITE.

« Le seul bien-être social possible : c'est l'ORDRE. »

« Vouloir, dans l'intérêt de l'ordre : séparer la « richesse de la force, tant que la force peut dominer ; « ou, séparer la richesse de la raison, quand la force est « devenue incapable de domination plus qu'éphémère ; « est la source des utopies tant économiques que « socialistes. »

COLINS.

PRÉFACE.

« Convenez, me dit alors Anaxarque en riant, « que Démocrite avait raison de prétendre que « la vérité est reléguée dans un puits d'une « profondeur IMMENSE!

« — Convenez aussi, lui répondis-je, qu'elle « serait bien étonnée, si elle venait sur la « terre!

« — Et principalement dans la GRÈCE, re- « prit Euclide, NOUS LA PRENDRIONS POUR L'ER- « REUR. » *Voyage du jeune Anacharsis.*

« Est-ce qu'on parvient jamais à refuter « quoi que ce soit? L'OPINION se laisse aller « NÉCESSAIREMENT à des courants divers, contre « l'impétuosité desquels la logique est un vain « obstacle. Vous vous mettez résolument en « travers; vous opposez des digues d'arguments « au torrent de sottises, d'erreurs, de demi- « vérités, de balourdises, et de calomnies plus « ou moins intéressées qui l'entraînent; et vous « espérez l'arrêter, lui faire rebrousser chemin, « ou simplement même le détourner légère- « ment de son cours? Pas le moins du monde! « L'imbécile torrent, à peine suspendu une « seconde, s'enfle, s'irrite, grossit, déborde et « vous passe par-dessus la tête. Vous en êtes « pour vos frais de raison, de rectification et « d'indignation. C'est à recommencer sans cesse. « Mais pour peu que vous aimiez la variété « d'occupations, le sort de Sisyphe n'est pas de « nature à vous tenter beaucoup, et vous re- « cherchez volontiers des récréations moins « monotones que celle des Danaïdes. »

M. LOUIS DESNOYERS.

J'aurai contre moi :

Et les économistes et les socialistes,

Et ceux qui se disent hommes d'ordre; et ceux que les

prétendus hommes d'ordre accusent d'être hommes de désordre ;

Et les prêtres et les philosophes ;

Et les dogmatiques, et les mauvais sceptiques, et les mystiques, et les prétendus spiritualistes, et les matérialistes prétendus scientifiques, et les éclectiques ;

Et les monarchistes et les républicains ;

Et toutes les oppositions possibles, passées, présentes et futures : tant qu'il y aura des OPINIONS.

Aussi ne serais-je pas assez sot, pour croire au prochain règne de la vérité, s'il n'y avait que moi pour la faire triompher. Mais elle a maintenant un allié bien autrement redoutable que le plus grand, soit des mortels, soit même des immortels. Cet allié : c'est le maître des dieux ; c'est le destin ; c'est la NÉCESSITÉ. En présence de l'incompressibilité de l'examen, il faut : que les OPINIONS périssent ; ou que l'humanité s'écroule. Et l'humanité ne périra pas.

Si je n'avais reconnu : que, le moment est devenu propice pour exposer la vérité ; je n'aurais point entrepris un travail : qui, à toute autre époque, serait le rôle d'un Sisyphe ou des Danaïdes.

INTRODUCTION.

« Ce qu'e l'on conçoit bien, s'énonce clai-
« rement. » Boileau.

Cela signifie, sans aucun doute; que, *ce que l'on conçoit mal, s'énonce obscurément.*

Cela posé, il reste évident, pour quiconque a bien étudié et les économistes et les socialistes : que, les uns et les autres conçoivent mal la répartition ou la distribution des richesses ; car, ce qu'ils en ont dit est obscur, comme des ténèbres palpables.

D'abord, de quoi doit-il être question ?

— De la distribution ou de la répartition des richesses, allez-vous me dire.

— Très-bien. Mais s'agit-il : des richesses seulement; ou des richesses et de leurs revenus ; ou seulement de leurs revenus ?

Je vous fais cette demande parce que le prince des économistes J.-B. Say, dans son traité d'économie politique, parle de la *distribution des richesses* comme élément de l'économie politique ; et que dans son cours d'économie politique, publié longtemps après, il ne s'agit plus que de la distribution des revenus.

Voici la cause de ce changement :

Parler de la distribution des richesses, c'était entrer dans la distribution du sol, richesse primitive, ou plutôt source

passive de toute richesse. Alors, il aurait fallu embrasser : non-seulement la question de *fait;* mais aussi la question de *droit.* Et J.-B. Say ne voulait considérer que le fait, en faisant abstraction du droit. Il devait donc rejeter la dénomination de *distribution des richesses* prise dès l'abord ; et, se réduire à la *distribution des revenus,* ainsi qu'il l'a fait en dernier lieu.

Mais J.-B. Say, tout en rejetant le droit, s'appuie sur le droit, presqu'à chaque page de ses ouvrages. Alors, vous devez comprendre quelle obscurité doit exister : dans les écrits d'un homme niant le droit; et, s'appuyant en même temps sur le droit.

Les prétendus socialistes, et c'est là ce qui les distingue des économistes, veulent établir la distribution ou la répartition soit des richesses, soit de leurs revenus, sur le *droit* et non sur le *fait.* En cela ils sont tous d'accord. Mais, comme en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit, il y a autant de droits possibles, qu'il peut y avoir d'opinions sur le droit, il en résulte : que, chez les prétendus socialistes, il y a autant d'opinions sur la distribution soit des richesses, soit de leurs revenus, qu'il y a d'individus. De pareils précédents ne sont guère propres à la clarté d'une discussion.

Nous ne sommes encore qu'au commencement des difficultés, et, avant de les avoir aplanies, il est impossible d'avoir de la clarté.

Qui dit *distribution* ou *répartition,* suppose *distributeur* ou *répartiteur.* Ce distributeur ou répartiteur est-il personnel ou impersonnel? Est-il relatif à *quelqu'un,* à la liberté ; ou à *quelque chose,* à la nécessité ?

Si le distributeur ou répartiteur est personnel, est relatif à quelqu'un, est relatif à la liberté ; comme il y a chez chacun *force* et *raison* est-ce à la force ou à la raison que la répartition ou distribution est relative ? Et si le distributeur ou répartiteur est impersonnel, est relatif à quelque chose, à la nécessité ; comme il y a pour chaque chose, nécessité absolue et nécessité relative, est-ce à la première ou à la

dernière que la répartition ou distribution doit se rapporter?

Puis, à mesure que nous avançons, les difficultés vont en s'augmentant.

Si la distribution ou répartition est relative à la force, adieu le droit, adieu même la discussion.

Si la distribution ou répartition est relative à la raison, comment distingue-t-on, socialement, la bonne raison de la mauvaise, autrement que par la force? Et, s'il est impossible de les distinguer socialement, voilà de nouveaux adieux : et au droit; et à la discussion.

Si la distribution ou répartition est relative à quelque chose, à la nécessité, cette nécessité est-elle absolue ou relative? Si, absolue, adieu le droit, adieu la discussion Si, relative, à quoi se trouve-t-elle relative? Et si, pour le déclarer socialement, il n'y a de juge que la force: adieu le droit encore une fois; et encore une fois, adieu toute discussion utile.

Essayez donc d'avoir de la clarté dans cette discussion, avant d'avoir résolu toutes ces questions!

Pour arriver à la vérité, commençons par examiner ce qui existe au sein de la société actuelle : et, à cet effet, étudions la répartition des richesses : et selon les économistes; et selon les prétendus socialistes. Nous verrons facilement ensuite : ce que doit être, et ce que sera nécessairement la société future.

DE LA

RÉPARTITION SELON LES ÉCONOMISTES.

I.

« Nous ne consentirons plus à donner le « nom de RICHESSE qu'à la somme du produit « national ÉQUITABLEMENT DISTRIBUÉE entre tous « les producteurs. Telle est l'économie politique « française à laquelle nous faisons profession « d'appartenir ; et celle-là FERA LE TOUR DU « MONDE. »

M. BLANQUI, de l'Académie des sciences morales et politiques.

Nous avons dit, et c'est incontestable pour toute personne de bonne foi : que, ce qui sépare les économistes des socialistes, c'est la base de la répartition des richesses. Les économistes veulent que cette base soit le FAIT ; les socialistes veulent que ce soit le DROIT.

Le passage que nous venons de citer, place M. Blanqui parmi les socialistes ; et même parmi les socialistes très-avancés, puisqu'il proclame : que le socialisme fera le tour du monde : ce qui n'est rien moins, vis-à-vis de la logique, que l'annonce de l'anéantissement des nationalités.

Je pourrais prendre ici tous les économistes, un à un, soit par ordre de date, soit par ordre de mérite, et prouver : que

tous, sans en excepter un seul, sont socialistes. Il est vrai que je pourrais prouver avec la même facilité : que, les prétendus socialistes, sans en excepter un seul, sont économistes. Mais, d'après ce que j'ai établi dans l'introduction, cette preuve est évidemment INUTILE : car, dans l'état actuel d'ignorance sur la réalité du droit ; par conséquent d'impossibilité de baser la répartition des richesses sur le droit ; le tout en présence de l'incompressibilité de l'examen, rendant la répartition des richesses basée sur la seule force brutale incompatible avec l'existence de l'ordre ; il est impossible que cette preuve soit UTILE.

Ce dont nous avons à nous occuper ici, est seulement de rechercher : le résultat du *fait actuel,* relativement à la répartition des richesses. Et, si ce résultat est *nécessairement* le PAUPÉRISME, nous en CONCLURONS :

Qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, le fait actuel, ou LA SOCIÉTÉ ACTUELLE, *se trouve absolument incompatible avec l'*EXISTENCE DE L'ORDRE.

Je prie instamment mes lecteurs de donner toute leur attention à la présente conclusion : non pour en étudier la justesse, elle est incontestable vis-à-vis tout homme logique et de bonne foi ; mais, pour se la rappeler, pour ainsi dire, à chaque page, à chaque ligne. La première chose, dans une étude, est : de savoir clairement ce que l'on veut, et de s'en rappeler sans cesse, pour ne point perdre son but de vue. Il ne s'agit point ici de rechercher : en quoi peut consister la société future. Il s'agit seulement, exclusivement, de reconnaître : que, selon tous les économistes, sous quelque bannière qu'ils se trouvent, le résultat nécessaire de la société actuelle, est le *paupérisme.* Et, par ÉCONOMISTES, j'entends également : et ceux qui répudient le nom de socialiste ; et ceux qui s'en font gloire.

Je vais exposer quelques citations à l'appui de ce que je viens de dire. A la fin de chacune, je me bornerai à y joindre quelques mots. Je commence :

« — La misère publique est un grand fait social particu-
« lier aux temps modernes, et qui *se manifeste de plus en*
« *plus, à mesure que la civilisation se répand.* »

(M. BLANQUI, de l'Institut.)

— Telle est la vérité dans toute sa nudité. Il eût été bien : de rechercher la cause de ce mal ; et de voir si, en présence de l'incompressibilité de l'examen, ce fait est compatible avec l'existence de l'ordre.

« — L'émancipation des esclaves est la cause première
« et universelle du paupérisme et de la mendicité. »

(M. GRANIER DE CASSAGNAC.)

— C'est parfaitement vrai. Dans notre société, dès qu'il n'y a plus d'esclaves domestiques, il y a nécessairement mendicité et paupérisme ; c'est-à dire : esclavage social des masses ; esclavage collectif. M. de Cassagnac, conclut-il à ce que l'esclavage domestique doive être rétabli ? ou croit-il que la mendicité et le paupérisme se développant comme la civilisation, soient, en présence de l'incompressibilité de l'examen, compatibles avec l'existence de l'ordre ?

M. de Cassagnac ajoute :

« — Il est vrai que la SCIENCE dite ÉCONOMIQUE, n'est,
« jusqu'à présent, dans sa partie positive, *qu'un grand tas de*
« *faits sans lien*, et, dans sa partie théorique, *qu'un grand*
« *fouillis d'idéologie plus ou moins creuse.* N'ayant rien
« étudié sérieusement, elle ne sait rien positivement, ce qui
« paraît lui avoir été un motif de s'appeler SCIENCE. »

— Ce passage est admirable d'expression et de vérité. Mais, faut-il retourner à l'esclavage domestique ? ou l'esclavage social est-il compatible avec l'existence de l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen ?

« — Nous sommes toujours entre deux écueils, dont le
« résultat cependant est le même, d'abréger le cours de leur
« vie (des enfants), déjà si fragile : ou par les excès du

« travail, ou par les souffrances non moins douloureuses de « la faim. » (Rossi.)

— Remarquez, je vous prie, que Rossi est l'un des économistes les plus instruits. Et, le voilà constatant : l'inévitabilité du paupérisme pour la société actuelle.

« — Comme eux (les conservateurs), nous ne croyons « pas que la misère puisse être complétement détruite dans « le monde. »

(M. E. de Girardin, 10 décembre 1849.)

— Pour la société actuelle, M. de Girardin a parfaitement raison. Mais alors, à quoi peuvent servir : l'absence de religion, l'abolition du mariage, la fixation du salaire par l'État, et l'impôt sur le capital ? Ou bien la misère qui croît comme la civilisation, est-elle compatible avec l'existence de l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen ?

« — Dans un État comme la France, où l'on suppose « douze millions de familles, en comptant trois individus par « famille, on sait qu'il existe : deux millions de familles « qui ont à peine le nécessaire, et qui souvent en sont « privées. Six millions qui ont le nécessaire, etc. »

(M. Thiers.)

— Et voilà l'état social que M. Thiers veut conserver ! J'en appelle à lui-même : un tel état est-il compatible avec l'existence de l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen.

Selon M. Thiers, la France a deux millions de familles qui souvent manquent du nécessaire. Comme la civilisation anglaise, sous le rapport de la richesse, est plus développée que la civilisation française : voici un exemple de ce que sont en Angleterre, ceux qui souvent n'ont pas le nécessaire.

« — On lit dans le *Globe*, dit la *Presse* du 24 no- « vembre 1849 :

« M. Charles Cockrane, dans un discours sur le même

« sujet, prononcé à une réunion tenue à Music-Hall, a fait « entendre les faits suivants : Dans une maison de Church- « Lane, vingt-trois personnes habitent une chambre de huit « pieds sur douze ; à Carrier-Strett, une chambre de treize « pieds sur neuf contient dix-huit habitants ; nous avons « trouvé, dit l'orateur, vingt et une personnes dans une « chambre sous les toits.

« Par contre, au Zoolical-Garden, regents-park, le lion habite « une loge de vingt-deux pieds sur douze, sans compter « son dortoir (sleeping place) de vingt-deux pieds, c'est- « à-dire, quatre fois l'espace que nous avons trouvé rempli « par vingt-six créatures humaines. La loge du tigre a vingt- « trois pieds de long sur huit de large, sans compter sa « chambre à coucher. Un chien esquimaux habite une loge « de onze pieds sur huit. »

— Nous aurions pu choisir des milliers d'exemples bien autrement dramatiques que ces comparaisons. Mais le tout ne fera jamais que prouver : que, dans la société actuelle, le paupérisme se développe sur une ligne parallèle au développement de la richesse, et nous désirerions faire observer : que cet état social, en présence de l'incompressibilité de l'examen, est absolument incompatible avec l'existence d'un ordre plus qu'éphémère. C'est là le premier point que nous voudrions gagner. Dès l'abord, il ne s'agit point de savoir : si, un autre ordre social est possible ; ni comment il serait possible. Tant qu'il n'est point parfaitement démontré à ceux qui se trouvent à la tête de la société par l'intelligence et la richesse, que la société actuelle doit être radicalement changée, sous peine d'anarchie permanente, et par conséquent d'agonie sociale ; il n'y aura : que des tableaux plus ou moins émouvants ; que des passions développées ; que de l'art enfin, et point de SCIENCE.

Les passages suivants appartiennent à l'excitation des passions dont je viens de parler.

« — L'ouvrier filateur. . . . n'est véritablement que de

« la matière au poids, de la houille sous une autre forme, du « combustible humain à consommer dans la fabrication.

« . . . . . Ainsi, pour nous résumer; la souffrance dès « le berceau, l'infirmité en héritage, le scrofule pour signe « de race, l'idiotisme pour intelligence, le travail avant l'âge « de la croissance, la fatigue au delà des forces humaines, « un salaire inférieur aux besoins, une pomme de terre pour « nourriture, une botte de paille pour lit de repos, la famine « à l'époque du chômage, l'hôpital à l'époque de la maladie, « la détresse toujours, la mort à vingt ans en moyenne, à « quarante ans au maximum, et, au delà de ces mystères « d'épouvante, Dieu, qui compte les misères au compte de « tous. Voilà la destinée de l'ouvrier des filatures. »

(M. E. Pelletan, *Presse* du 6 janvier 1850.)

« Vingt-six millions trois cent neuf mille citoyens meurent « de faim, logent dans des cabanes, des huttes ou des man- « sardes; et dans ce nombre deux cent quatorze mille se ré- « fugient dans des terriers. Deux cent cinquante-sept mille « personnes vivent de la richesse du pays. Parmi ces dernières, « soixante-quatre mille seulement jouissent des bienfaits de « la Providence sans songer au lendemain. Ces soixante- « quatre mille individus occupent les fonctions de l'État, et « trouvent que tout est pour le mieux dans la meilleure des « sociétés possibles. »

(M. Perreymond, *Bilan de la France, ou la Misère et le Travail.*)

— Tout cela est plus ou moins vrai; mais ne paraît écrit que pour irriter les pauvres et pour reprocher aux riches cette situation sociale. Les riches, hélas! en sont aussi innocents que les pauvres. Ce ne sont point les hommes qu'il faut accuser, mais bien l'ignorance sociale; et voilà précisément ce que l'on ne veut point faire. Au lieu de cela, on donne des utopies comme remède; puis viennent MM. Thiers et autres académiciens, qui pulvérisent les utopies. Et que résulte-t-il de cette force pour exposer le mal; et de cette impuissance à

y remédier? que les pauvres n'attendent que le moment d'être forts pour prendre; et, que les riches emploient toutes leurs forces pour empêcher les pauvres de devenir forts. La haine alors s'établit entre ces deux classes. Et, au lieu d'obtenir le concours de tous pour guérir le mal, on obtient le concours de tous pour l'augmenter.

Par exemple, M. de Girardin, après nous avoir dit, le 10 décembre 1849, qu'il est impossible d'anéantir le paupérisme, nous dit, le 2 janvier 1850 :

« — Nous affirmons qu'il est *possible* d'éteindre *radicale-*
« *ment* le paupérisme; nous prétendons que cela est *facile ;*
« nous ajoutons enfin que cela est *nécessaire.* »

— Et, comme moyens d'exécution, M. de Girardin donne : absence de religion; fixation du salaire par l'État; abolition du mariage; et un impôt prétendûment placé sur le capital, dont le résultat serait l'exploitation du travail au maximum possible. Que voulez-vous que fassent les hommes d'ordre, en présence de pareilles propositions présentées de très-bonne foi, je le sais? faire ce qu'ils font.

Malheureusement, il y a longtemps que nous marchons dans cette voie, et cela, sur la trace des plus grands hommes. Il y a déjà longtemps que *Franklin* nous disait :

« — Je pense que le meilleur moyen de faire du bien aux
« pauvres n'est pas de les mettre à l'aise dans leur pauvreté,
« mais de les tirer hors de cet état. »

— C'est très-joli, comme déclamation, disent, et jusqu'à présent avec raison, les conservateurs de la société actuelle; mais, c'est comme si vous vouliez prendre la lune avec les dents. Et il en sera éternellement ainsi : tant que vous n'aurez point prouvé aux riches : qu'anéantir le paupérisme est nécessaire, *absolument nécessaire* à la conservation de leur bien-être, de leurs richesses, de leur existence. Tant que vous n'en serez point arrivé là, ils se moqueront de vos jérémiades, et feront bien : tant qu'ils pourront s'appuyer sur

la proposition : cela a toujours été, et cela ne peut être autrement. Vous aurez beau leur citer le passage de l'Écriture, disant que le paupérisme doit être aboli par l'entrée du peuple de Dieu dans la terre promise, ils vous répondront par cet autre passage, aussi de l'Écriture :

« — Il y aura toujours des pauvres parmi vous. C'est « pourquoi je vous ordonne de les secourir et de les re- « cueillir comme vos frères. »

(*Deutéronome*, ch. XV, p. 7 et 11.)

— Ricardo, dans le passage suivant, n'a fait que copier Franklin.

« — Aucun plan pour secourir la pauvreté ne mérite at- « tention, s'il ne tient à mettre les pauvres en état de se pas- « ser de secours. »

— A cela, les riches répondent, quand ils font l'honneur de répondre : Vouloir mettre les pauvres en état de se passer de secours, c'est vouloir prendre la lune avec les dents. Et les riches ont raison : tant qu'il y a des pauvres, ils ont besoin de secours. Tout cela, c'est parler pour ne rien dire; ou, comme disait Voltaire : c'est mâcher à vide.

« — La misère des peuples, dit M. La Rochefoucauld, est « un tort des gouvernements. »

— C'est comme si vous disiez : ne pas avoir la taille d'un tambour-major est la faute des enfants de six ans. Ne dirait-on pas que les gouvernements aiment les révolutions; et, que se faire renverser, doit être leur plus grande jouissance! En vérité, la cause des pauvres, jusqu'à présent, a été bien singulièrement défendue!

« — La charité, dit M. Wolowski, qui se traduit simple- « ment par l'aumône, est, s'il est permis de s'exprimer ainsi, « une sorte de régime protecteur de la misère. »

— Exprimez-vous ainsi, Monsieur, ne vous gênez pas!

Ce que vous dites est très-vrai, mais très-peu utile. La misère doit-elle être anéantie, anéantie SOUS PEINE DE MORT SOCIALE? Telle est la question qu'il faut résoudre préalablement, sous peine de voir renvoyer toutes les autres au panier.

I.

« La classe ouvrière ne possède rien, il « faut la rendre propriétaire. »
Louis-Napoléon.

« Elle n'a de richesse que ses bras, il faut « donner à ces bras un emploi utile pour tous. »
Louis-Napoléon.

« Elle est comme un peuple d'ilotes au « milieu d'un peuple de sybarites. Il faut lui « donner une place dans la société, et atta- « cher ses intérêts à ceux du sol. »
Louis-Napoléon.

« Enfin, elle est sans organisation et sans « lien, sans droits et sans avenir; il faut lui « donner des droits et un avenir, la relever à « ses propres yeux par l'association, l'éduca- « tion et la discipline. » Louis-Napoléon.

« Aujourd'hui, la rétribution du travail est « abandonnée au hasard ou à la violence. « C'est le maître qui opprime ou l'ouvrier « qui se révolte. » Louis-Napoléon.

Nous n'avons point ici, nous le répétons, à nous occuper du remède ou de la société future. Ici, nous n'avons qu'à constater le *fait* de la société actuelle. De ce point de vue, l'auteur que je viens de citer est d'une justesse d'appréciation qui, jusqu'à présent, n'a point été, non-seulement dépassée, mais atteinte. Je me suis acquis le droit de le dire, sans craindre d'être accusé de flatterie. Eh bien! malgré cette justesse de vue, malgré toute sa puissance sociale actuelle, si l'auteur, même ayant dans la main le remède constituant la société future, voulait l'appliquer, avant d'avoir rendu sa nécessité évidente sous peine de mort sociale; je suis persuadé : que justesse de vue, bonne volonté et puissance, viendraient à échouer.

« — Un temps viendra où l'on ne concevra plus qu'il fut

« un ordre social dans lequel un homme comptait un mil-
« lion de revenu, tandis qu'un autre homme n'avait pas de
« quoi payer son dîner. Un *noble marquis* et un gros *pro-*
« *priétaire* paraîtront des personnages fabuleux, des êtres
« de raison. » (CHATEAUBRIAND.)

Certes voilà qui peint le *fait* de la répartition actuelle des richesses. Mais de pareils passages, chez un écrivain de l'autorité de Chateaubriand, sont éminemment anarchiques, si on n'a le soin de dire en même temps : pourquoi ce même fait de répartition, qui a été base d'ordre depuis l'origine sociale, est maintenant devenu source de désordres ; et pourquoi la société doit désormais prendre une base d'ordre radicalement opposée, sous peine d'anarchie permanente ou de mort sociale.

Il y a même plus ; il faut à ce *pourquoi* y joindre un *comment* incontestable : sous peine de donner lieu aux utopies les plus extravagantes. Car, ayant démontré la nécessité d'un changement radical, les étourneaux, qui ne voient d'opposé à la société actuelle que le communisme, marchent, en idée, vers cette folie anarchique, tout en faisant des restrictions égoïstes pour le présent. J'ai connu un propriétaire, fort honnête et fort républicain, canonner et mitrailler les prolétaires, dans les malheureuses affaires de juin ; et déclarer en petit comité : que le monde futur appartenait au communisme ; mais qu'il fallait donner au suffrage universel le temps d'y arriver.

« — Je pose en fait qu'il y a une moitié du peuple fran-
« çais dont l'alimentation n'est pas suffisante au gré de
« l'hygiène. » (M. MICHEL CHEVALIER, 1er *fév.* 1848.)

— Certes, personne n'accusera M. Michel Chevalier de ne pas connaître parfaitement la répartition des richesses relative à la société actuelle. Mais de pareilles déclarations sont essentiellement anarchiques, quand elles ne sont point accompagnées : de l'exposé de ce qui a rendu l'ordre actuel nécessaire ; de l'exposé de ce qui rend ce même ordre actuellement anarchique, et de l'exposé de ce qui peut, par des moyens com-

plétement opposés, rendre désormais l'ordre aussi imperturbable que l'existence du globe.

De quelque côté que vous portiez vos regards, vous ne trouvez partout que déclamations théoriques vagues, conduisant toutes à l'anarchie.

« — La société, dit Bossuet, est TENUE de rendre la vie « COMMODE à tous. »

— Et comment, s'il vous plaît ? Du moment que vous ne le dites pas, vous rendez anarchistes tous ceux pour lesquels la vie est incommode.

« — Le soulagement des hommes souffrants, dit Turgot, « est le devoir de tous et l'affaire de tous. »

— Et quelle est la sanction de ce devoir et de cette affaire? L'anarchie, sans doute. Et quand, par cette cause, l'anarchie existe, comment est-il possible de la calmer? Est-ce en augmentant le mal et en se moquant de la sanction?

« — Il faut reconnaître, dit M. de Rémusat, en sa qualité « de ministre de l'intérieur (1840), que le manque d'ouvrage « et l'insuffisance des salaires sont les causes les plus géné- « rales de l'indigence parmi les individus valides. »

— Très-bien ! Mais cela cause-t-il nécessairement l'anarchie? Dans ce cas, il faut donner de l'ouvrage et faire monter le salaire. Le pouvez-vous ? Faites-le. Cela se trouve-t-il impossible sous l'organisation actuelle de la propriété ? Alors ayez le courage de le dire. Tout le reste est inutile. Je me trompe, le reste est nuisible.

« — D'où vient, dit Necker, encore un ministre, d'où « vient la misère du peuple, dans tous les temps et dans tous « les pays, et quelle en est la source? — C'est le POUVOIR « qu'ont les propriétaires de ne donner en échange d'un « travail qui leur est agréable, que le plus petit salaire pos- « sible. »

— Voilà qui est anarchique autant que possible, et d'où

vient le pouvoir, s'il vous plaît? Voilà ce qu'il fallait commencer par dire et proclamer d'une manière incontestable. Puis, il fallait prouver également : comment il est possible d'anéantir ce pouvoir sans augmenter le mal. On se plaint du charlatanisme des médecins du corps. Croyez-vous que le charlatanisme des médecins de la société ne soit pas aussi commun et aussi nuisible?

« — Le développement de l'assistance publique, dit M. de « Melun, tout favorable qu'il paraisse au soulagement des « souffrances humaines, est plein de dangers. Il y a des « écueils et des *abîmes* cachés sous les promesses de la bien- « faisance officielle. »

— C'est vrai. Mais la société actuelle peut-elle exister : ni avec, ni sans la bienfaisance officielle? Et, si elle ne le peut, comment est-il possible que la bienfaisance officielle soit anéantie par le devoir social satisfaisant aux droits de tous? A cet égard il faut être clair, net, explicite, incontestable; ou sinon : la répartition des richesses continuera à rester anarchique; et tout ce qui sera dit, à cet égard, ne fera qu'augmenter l'anarchie.

« — Il faut s'effrayer de la hausse du profit et de la baisse « du salaire; il faut s'applaudir de la baisse du profit et de « la hausse du salaire. »

(M. J. Garnier, *Éléments de l'économie politique.*)

— Comme presque toutes les propositions générales, celles-ci sont vraies ou fausses selon le point de vue d'où elles sont considérées. Quand le paupérisme est nécesaire à l'existence de l'ordre, et cela existe tant que l'examen peut être comprimé, ces propositions sont fausses. Elles sont vraies du moment que l'examen devient incompressible : et encore *conditionnellement*. Mais : qu'est-ce qui fait baisser le salaire nécessairement et hausser le profit nécessairement? Qu'est-ce qui fait baisser le profit nécessairement et hausser le salaire nécessairement? Voilà ce qu'il aurait fallu dire;

et ensuite, comment il est possible de détruire la cause? Jusque-là, toutes les déclamations possibles, ne font que constater : l'incompatibilité de l'ordre avec la répartition actuelle des richesses.

« — Quand deux ouvriers, dit Cobden, courent après un « maître, les salaires baissent; ils haussent quand deux « maîtres courent après un ouvrier. »

— C'est comme si l'on disait qu'il fait jour quand le soleil est sur l'horizon; et qu'il fait nuit quand il n'y est pas. L'essentiel eût été de dire : quand et pourquoi les travailleurs courent après les capitalistes; quand et pourquoi les capitalistes courent après les ouvriers. Puis, quels sont les rapports de ces deux manières d'être avec l'existence de l'ordre, vie sociale.

« — Que le salaire, dit M. Émile de Girardin, soit *ce « qu'il doit être*, ce que l'intérêt de l'industrie, d'accord « avec ce que le respect de l'humanité exige qu'il soit, et « tout se simplifiera, le monde ira de lui-même, sans « trouble et sans choc, comme la terre tourne sur son axe « idéal, sans qu'elle ait besoin de l'intervention d'une main « qui lui imprime le mouvement et qui la dirige. »

— Et comme preuve d'absence d'intervention, M. de Girardin fait intervenir l'État pour fixer le salaire de l'ouvrier de manière à ce que celui-ci, au moyen de ce salaire, puisse subvenir largement à ses besoins et à ceux de sa femme et de ses enfants.

Un minimum de salaire exige un maximum des produits. Comment une aussi belle intelligence peut-elle se fourvoyer jusqu'à émettre de semblables propositions? Cela ne prouve qu'une chose : l'incompatibilité de l'ordre avec la répartition actuelle des richesses. Il faudrait peut-être ajouter : le besoin général, en époque d'ignorance, d'énoncer vaguement ce que l'on ne conçoit qu'obscurément.

« — Le rapport des profits avec les salaires est un rapport « d'hostilité. »

(DUPONT-WHITE, *Essais sur les relations du travail avec le capital.*)

— C'est vrai, très-vrai. Mais encore aurait-il fallu le démontrer autrement que par l'exposition du fait; et surtout à une époque où : les économistes et les socialistes veulent établir la paix entre le travail et le capital; comme les utopistes du congrès que vous savez, veulent établir la paix entre les nationalités.

« — Cette hostilité, continue M. Dupont-White, résulte « de ce que le taux des profits est en raison inverse de celui « des salaires, les profits baissant quand les salaires mon- « tent, et s'élevant quand les salaires baissent. »

— C'est toujours vrai. Mais quand les profits sont-ils nécessairement au maximum et le salaire au minimum des circonstances? Et quand la réciproque a-t-elle lieu, et pourquoi? Puis, quand ces deux situations des salaires et des profits, les deux seules possibles, sont-elles compatibles ou incompatibles avec l'existence de l'ordre? Voilà ce qu'il aurait fallu dire.

« — En tout genre de travail, dit Turgot, *il doit arriver,* « *et il arrive en effet,* que le salaire de l'ouvrier se BORNE à « ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsis- « tance. »

— Si cela était ainsi nécessairement, la société, en présence de l'incompressibilité de l'examen, n'aurait qu'à s'envelopper de son suaire et mourir. Du reste, la proposition est vraie pour la répartition actuelle des richesses. Il n'en est pas moins vrai, que si elle était vraie absolument, tout auteur de semblable proposition mériterait la mort, pour avoir cherché à vulgariser une proposition, qui, si elle était vulgarisée, causerait nécessairement la mort de la société.

« — S'il était possible, dit l'ancien ministre Necker, car « il paraît que pendant notre époque, ce sont principalement

« les écrits ministériels qui se trouvent destinés à propager « l'anarchie ; s'il était possible qu'on vînt à découvrir une « nourriture moins agréable que le pain, mais qui pût en- « tretenir le corps de l'homme pendant quarante-huit heures, « le peuple serait bientôt réduit à ne manger que de deux « jours l'un, lors même qu'il préférerait son ancienne ha- « bitude : les propriétaires de subsistance, usant de leur « pouvoir et désirant multiplier le nombre de leurs servi- « teurs, forceront toujours les hommes, qui n'ont ni pro- « priété, ni talent, à se contenter du *simple nécessaire*. Tel « est l'esprit humain, esprit que les lois sociales ont si bien « secondé. »

— Qu'est-ce que cela prouve? L'incompatibilité de la répartition actuelle des richesses avec l'existence de l'ordre. Alors, de deux choses l'une : ou Necker connaissait la bonne répartition des richesses, et il méritait la mort pour ne l'avoir point révélée ; ou il ne connaissait que celle existante, et il méritait la mort pour avoir vulgarisé une proposition conduisant à la mort sociale.

Je sais qu'en parlant ainsi, je vais donner beau jeu aux amis de la liberté de tout dire, conduisant à la liberté de tout faire. Mais ce qui est vrai est vrai ; et ce qui est écrit est écrit.

« — Un des objets que j'ai eu en vue dans cet ouvrage, « dit Ricardo, a été de montrer que, par suite de toute « baisse dans la valeur des choses de première nécessité, les « salaires du travail devaient baisser. »

— Tout cela est vrai, sous la répartition actuelle des richesses. Mais ce que je viens de dire pour Necker s'applique également à Ricardo. Et quiconque ne sera pas de cet avis, prouvera seulement : qu'il met la mort de l'humanité au-dessous de la mort d'un fou.

« — L'entreprise du capital sur le salaire, dit M. Dupont- « White, est un fait NÉCESSAIRE et FATAL, le fait qui pé- « nètre, domine et dégrade toute libre production. »

— Voyez comme c'est amusant! La libre production devient ainsi une utopie. Puis, voyez comme c'est révolutionnaire, en présence de l'incompressibilité de l'examen. Alors les pauvres, en immense majorité, disent : Puisque nous ne pouvons vivre hors du bagne social, sous la protection de la justice, tâchons d'en sortir sous la protection de la force. M. Dupont-White a-t-il réfléchi à cette alternative?

« — De quelque nom, dit M. Dupont-White, qu'on ap-
« pelle le rapport des profits aux salaires, ces deux termes
« offrent ceci de constant, que le profit triomphe de tout ce
« qui abaisse le salaire, et souffre de tout ce qui l'élève.
« L'état naturel du capital et du travail, à l'égard l'un de
« l'autre, c'est donc la lutte, l'hostilité, l'antagonisme. »

— Il y a ici une erreur capitale. En époque d'ignorance sociale et de possibilité de comprimer l'examen, il n'y a ni lutte, ni hostilité, ni antagonisme, entre le capital et le travail. Celui-ci alors est l'esclave abruti de celui-là. Quand l'ignorance sociale sur la réalité du droit se trouve anéantie, le capital, matière, est l'esclave du travail, intelligence. La lutte, l'hostilité, l'antagonisme existent seulement en époque d'ignorance et d'incompressibilité de l'examen; et c'est précisément l'anarchie progressivement croissante, et résultant de cet antagonisme, qui force la société à rechercher l'anéantissement de l'ignorance.

« — Que le prix des denrées vienne à baisser, dit encore
« M. Dupont-White, et le salaire baissera du même coup :
« il n'y a pas de loi plus constante en économie politique. »

— Rien n'est plus vrai, sous la répartition actuelle de la richesse. Mais sous la répartition relative à la société future, le prix des denrées peut descendre au minimum possible des circonstances, et le prix du salaire se trouvera toujours au maximum possible des mêmes circonstances. C'est ce que nous avons démontré en exposant les théories générales de l'impôt et de l'organisation de la propriété.

III.

« Depuis vingt-cinq ans, la France s'épuise « en efforts pour établir un ordre de choses « durable. Les causes de trouble renaissent « sans cesse, et la société ne fait que passer « tour à tour d'une agitation fébrile à une « apathie léthargique. » LOUIS-NAPOLEON.

« Du moment que l'ignorance sociale se « trouve en présence de l'incompressibilité de « l'examen, il n'y a plus de possible, au sein « de chaque nationalité, que des oscillations : « du despotisme à l'anarchie ; et de l'anarchie « au despotisme. Ces oscillations sont d'autant « plus rapides que l'examen est plus déve- « loppé ; et ne peuvent cesser d'exister : que « par l'anéantissement de l'ignorance sociale « par la réalité du droit, anéantissant les na- « tionalités. » COLINS, *Msc.*

« La société française n'obéit pas à une im- « pulsion régulière, mais elle cherche une « trace à suivre, elle ne marche pas, elle erre « à l'aventure. » LOUIS-NAPOLEON.

« Du moment que l'incompressibilité de « l'examen a renversé le droit basé sur la FOI ; « et que, par l'ignorance sociale non encore « anéantie, le droit ne peut encore se baser « sur la SCIENCE ; les nationalités ne marchent « plus, elles errent à l'aventure. »

COLINS, *Msc.*

« Corruption d'un côté, mensonge de l'autre, « et haine partout, voilà notre état. »

LOUIS-NAPOLEON.

« Du moment que, par l'incompressibilité « de l'examen, la sanction religieuse, basée « sur une foi quelconque, n'a plus de force « sociale ; et que la sanction religieuse basée « sur la science ne peut encore en avoir : « corruption d'un côté, mensonge de l'autre, « et haine partout, devient le seul état social « possible. » COLINS, *Msc.*

« Si l'on jette un coup d'œil sur les desti- « nées des diverses nations, on recule d'épou- « vante, et l'on eleve alors la voix pour dé- « fendre les droits de la raison et de l'humanité. « En effet, que voit-on partout ? Le bien-être de « tous sacrifié non au besoin, mais aux caprices « d'un petit nombre. » LOUIS-NAPOLEON.

« Tant que l'ignorance sur la réalité du

« droit n'est point socialement anéantie, le « bien-être de tous est nécessairement sacri- « fié, non au besoin, mais aux caprices d'un « petit nombre. » COLINS, *Msc.*

« La misère fait tous les jours plus de pro- « grès en France. » LOUIS-NAPOLÉON.

« En présence de l'ignorance sur la réalité « du droit et de l'incompressibilité sociale de « l'examen, la misère se développe néces- « sairement comme la richesse. La misère ne « peut être anéantie que par l'anéantissement « de l'ignorance sociale. » COLINS, *Msc.*

« Il meurt, avant la cinquième année, un « enfant sur trois naissances dans la rue « Royale (le beau quartier), sept sur dix dans « les rues réunies, et dans la rue des Etaques « considérée seule, C'EST, SUR QUARANTE-HUIT « NAISSANCES, QUARANTE-SIX DÉCÈS QUE NOUS « TROUVONS! A ce fléau, il faut une barrière; « il faut qu'en France on ne puisse pas dire « un jour comme à Manchester, que sur vingt « et un mille enfants, il en est mort vingt mille « sept cents avant l'âge de cinq ans! En at- « tendant, nous ne cesserons de répéter; là à « deux pas de vous, dans la demeure de l'ou- « vrier, SUR VINGT-CINQ ENFANTS, UN SEUL PEUT « ATTEINDRE LA CINQUIÈME ANNÉE. »

Docteur GOSSELET, médecin des hôpitaux de Lille, cité par M. Blanqui, de l'Institut, à l'appui de son rapport ordonné par le gouvernement.

— Telle est la répartition de la richesse constatée dans une enquête ordonnée par le gouvernement.

Après cette citation, M. Blanqui ajoute :

« Le gouvernement ne doit pas fermer les yeux à l'évi- « dence et nier des faits incontestables. On ne guérit de telles « plaies qu'en en sondant la profondeur d'un œil sûr et tran- « quille, sans amertume et sans illusion. Le mal social n'est « pas né d'hier et ne finira pas demain. LE DEVOIR DES « ÉCONOMISTES ET DES HOMMES D'ÉTAT, est de s'en occu- « per sans cesse, les uns pour le signaler, les autres pour « y apporter les remèdes compatibles avec les ressources so- « ciales et les imperfections de la nature humaine. »

(1er *février* 1851.)

— La nature humaine n'a qu'une imperfection possible : *l'ignorance*, dont une des conséquences est la *vanité :* s'imaginant que ce qu'elle ne sait pas ne peut être su par personne. Quant aux ressources sociales, elles sont : le travail et le globe. Lorsque la SCIENCE existe socialement, elle dirige le travail ; et l'ordre social de l'humanité a atteint la perfection. Tant que l'ordre social reste imparfait, *la misère se développe comme la civilisation*. C'est M. Blanqui lui-même qui l'a proclamé.

« — En Angleterre, on a vu successivement, par la divi-
« sion du travail et la puissance des machines, le nombre
« des ouvriers, dans certains ateliers, diminuer du tiers,
« de moitié, des trois quarts, des cinq sixièmes ; puis les sa-
« laires, décroissant dans la même proportion, tomber de
« la moyenne de trois francs par jour, à cinquante et à
« trente centimes. Des expulsions de bouches inutiles ont
« été opérées par des propriétaires sur des provinces en-
« tières. Partout la femme, puis l'enfant, ont pris la place de
« l'homme dans les manufactures. La consommation, dans
« un peuple appauvri, ne pouvant aller du même pas que la
« production, celle-ci est obligée d'attendre : il en résulte
« des chômages réguliers de six semaines, de trois mois, de
« six mois par année. La statistique de ces chômages, pour
« les ouvriers parisiens, a été récemment publiée par un
« ouvrier, Pierre Vinçard ; le détail en est navrant. La mo-
« dicité du salaire étant en raison de la durée du chômage,
« on arrive à cette conclusion : que certaines ouvrières ga-
« gnant un franc par jour, par la raison qu'elles ne chôment
« que six mois, doivent vivre avec cinquante centimes. Voilà
« le régime auquel est soumis à Paris une population de trois
« cent vingt mille âmes. Et il est permis de juger de la si-
« tuation des classes ouvrières, sur tous les points de la Ré-
« publique, d'après cet échantillon. »

(M. PROUDHON.)

Telle est la répartition de la richesse sous la société ac-

tuelle. Et, selon M. Blanqui, de l'Institut, cet état de paupérisme se développe comme la civilisation. En présence de l'incompressibilité de l'examen, cet état croissant du paupérisme est-il, je le demande à tout homme de bonne foi, compatible avec l'existence d'un ordre plus qu'éphémère?

« — La durée de la vie moyenne s'est accrue, il est vrai, dit « encore M. Proudhon, mais aux dépens de cette même « classe, comme le prouvent, entre autres, les tables de mor- « talité de la ville de Paris, où la proportion des décès pour « le douzième arrondissement est de un sur vingt-six, tan- « dis que pour le premier, elle n'est que de un sur cinquante- « deux. »

« Dans l'industrie privée, dit M. Enfantin, réduction du « *salaire* au minimum indispensable à la vie matérielle et à « l'entretien de la force mécanique de l'ouvrier, et élévation « de la *tâche* au maximum qu'il peut atteindre. »

— Je ne puis que répéter : une telle répartition de la richesse est-elle compatible avec l'existence de l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen?

« — Il est juste de dire, s'écrie un célèbre économiste, que « si, aux États-Unis, les esclaves sont dégradés intellec- « tuellement et moralement, ils sont traités avec humanité « sous le rapport matériel. Les esclaves ici sont moins sur- « chargés de travail, mieux nourris et mieux soignés que la « plupart des paysans d'Europe. »

(M. Michel Chevalier.)

« Ici même (les États du Sud), où l'ouvrier des villes et « le cultivateur des champs, au lieu d'être, comme au Nord, les « souverains du pays, ne sont que des esclaves, il y a plus d'a- « bondance, plus de confort matériel, pour les classes labo- « rieuses, qu'il n'y en a chez nous, Aussi, la population « noire pullule-t-elle plus, ici, que ne le fait chez nous la po- « pulation des campagnes. Notre paysan fait autant d'enfants « que le noir de la Caroline ou de la Virginie; mais, *chez « nous, la mort, que la misère amène par la main,* est active

« à repousser les bras qui viendraient faire concurrence à « ceux de leurs pères, et à fermer, pour toujours, ces bouches « qui demandent du pain que leurs parents ne peuvent leur « donner. » (M. MICHEL CHEVALIER.)

— Une pareille répartition des richesses, en présence de l'incompressibilité de l'examen, est-elle compatible avec l'existence de l'ordre? C'est, je ne cesserai de le répéter, la question à laquelle il faut répondre ; répondre : non point individu par individu, mais socialement, avant de donner la moindre attention à aucune autre. Ce qui constitue la tour de Babel de notre époque, c'est : de ne pas savoir ce qui est nécessaire ; de n'avoir, par conséquent, aucun but commun ; et, ce qui est le pire, de n'avoir pas une seule expression relative à l'ordre, qui ait une même valeur pour deux individus. Et, comme il n'y a plus de dispersion possible, vous concevez que l'excès du mal social peut seul forcer à établir une langue commune :

Voici un autre passage de M. Michel Chevalier, exposant l'élévation de l'intérêt du profit, et, par conséquent, l'abaissement du salaire, son antagoniste.

— On dit qu'en France, continue l'illustre économiste, « l'intérêt de l'argent est de quatre ou même de trois ; oui, « sans doute, pour le trésor, lorsqu'il n'a pas besoin d'em- « prunter, ou pour quelques négociants privilégiés, dans les « moments prospères. Les propriétaires fonciers paient pres- « que partout six pour cent au moins en donnant première « hypothèque. Les petits propriétaires et les petits indus- « triels paient huit, neuf, et douze pour cent. A mesure que « l'on descend l'échelle sociale, le taux de l'intérêt s'accroît. « Pour l'ouvrier des villes, dans ses achats au détail pour les « besoins de son ménage, il est de cinquante et même de « cent pour cent par an. Pour le paysan, dans ses relations « avec le maréchal, le cabaretier, le marchand du village, il « est quelquefois de cent pour cent par mois.

« Le taux moyen de l'argent, dans l'ensemble des transac-

« tions de toute nature et de tout ordre qui s'opèrent en « France, est au moins de quinze ou vingt pour cent, de « vingt-cinq peut-être. »

— Pour quiconque a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, toute la répartition actuelle des richesses se trouve exposée dans ce passage. M. Michel Chevalier croit-il qu'une pareille exposition soit sans danger pour l'ordre? M. Michel Chevalier va répondre lui-même à cette question. Après cela, il s'en présentera une nouvelle à laquelle il ne répondra pas. Voyons sa réponse à la première :

« — Tous les plans d'éducation populaire tentés depuis « 1789 jusqu'à ces dernières années étaient mauvais, dit-il, « puisqu'ils supposaient qu'éducation était purement syno- « nyme d'instruction ou de culture intellectuelle. FRANCHE- « MENT, il y a plutôt à se féliciter de leur insuccès qu'à le « déplorer; car ils eussent semé non le goût du travail, mais « *les germes de dissolution sociale;* ils eussent fomenté par « centaines de mille *des ambitions auxquelles* la société n'é- « tait pas en mesure de donner satisfaction; ils eussent « ajouté aux douleurs du peuple, *qu'ils n'avaient pas puis-* « *sance de guérir,* des peines intellectuelles et morales. IL « VAUT MIEUX qu'aujourd'hui la majorité de nos paysans « *soit encore assoupie au sein de l'ignorance*, que s'ils « avaient *l'esprit faussé et le cœur aigri ou rongé de passions* « *mauvaises.* L'ignorance est un moindre mal que la fausse « science et que la démoralisation. Notre France serait in- « gouvernable si les paysans avaient été soumis aux mêmes « influences qu'une certaine portion des ouvriers. »

— Étudions ce passage, admirable de vérité et d'expression.

Ainsi, l'instruction actuelle :

Sème les germes de dissolution sociale;

Fomente, par centaines de mille, des ambitions auxquelles la société n'est pas en mesure de donner satisfaction ;

Elle ajoute aux douleurs physiques du peuple, qu'elle n'a plus puissance de guérir, des peines intellectuelles et morales

Elle fausse l'esprit, aigrit le cœur et le ronge de passions mauvaises.

Elle est une fausse science et conduit à la démoralisation.

Enfin, la France serait ingouvernable : si la majorité de nos paysans n'étaient point encore assoupis, au sein de l'ignorance relative à cette instruction.

Voilà M. Michel Chevalier qui, tout en vulgarisant l'instruction actuelle, en reconnait tous les dangers.

M. Michel Chevalier croit-il qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, il soit possible d'empêcher l'instruction, que lui-même répand relativement à la répartition des richesses, de parvenir et de s'enraciner jusqu'aux dernières limites de nos campagnes? Telle est la seconde question que j'adresse à la bonne foi de M. Michel Chevalier.

Et le passage suivant, toujours conséquence de la répartition actuelle des richesses, croit-il qu'il soit hiérarchique de le vulgariser ?

« — Il y a, dit-il, un abîme entre le bourgeois d'une « part, le paysan et l'ouvrier de l'autre. Le bourgeois ne « sent rien de commun entre lui et le prolétaire. Il est con- « venu de regarder ce dernier comme une machine qu'on « loue, dont on se sert et que l'on paie tout juste pendant « le temps qu'on en a besoin ; de même aux yeux d'un grand « nombre de prolétaires, le bourgeois est un ennemi dont « on n'accepte la supériorité que parce qu'il est le plus fort. »

— Et quand même M. Michel Chevalier n'aurait pas écrit ce passage, croit-il qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, il ne serait point écrit par mille autres, et qu'il ne se propagerait point en raison même des efforts qui pourraient être faits pour en empêcher la vulgarisation? En époque d'incompressibilité de l'examen, la première chose est de reconnaître : la *nécessité* d'une répartition de richesse, harmonique avec cette même incompressibilité.

« — Notre intelligence, dit encore M. Michel Chevalier, « doit courber son orgueil devant les NÉCESSITÉS SOCIALES,

« Lorsqu'elle s'entête à nier les faits, parce qu'elle ne les « comprend point, les faits s'imposent brutalement à elle. »

— M. Michel Chevalier a-t-il raison? J'ose le lui demander à lui-même. Et s'il affirme avoir raison, quelles sont les inévitables conséquences de son propre raisonnement?

IV.

« Nous ne produisons pas trop, mais nous
« consommons trop peu. »
LOUIS-NAPOLÉON.

La répartition des richesses, relative à la société actuelle, se trouve tout entière dans ce peu de mots. La société actuelle consomme au minimum possible des circonstances, quelque grande que soit sa consommation. La société future consomme au maximum possible des circonstances, quelque petite que puisse être sa consommation. Toute l'économie politique subordonne la consommation à la production. C'est là une erreur générale; et, en présence de l'incompressibilité de l'examen, l'erreur économique la plus dangereuse.

Le problème de la société future, quant au matériel, consiste : à subordonner la production à la plus grande consommation possible.

Nous avons vu M. Michel Chevalier proclamer que le prolétaire, esclave social, esclave collectif, est plus malheureux que le nègre de la Virginie ou de la Caroline, esclave domestique; ce qui prouve que la répartition des richesses, qui dure depuis l'origine sociale, a pour résultat nécessaire, le progrès, pour les masses, vers un esclavage de plus en plus pénible. C'est encore le contraire de ce que dit l'économie politique.

Prouvons d'abord que la répartition actuelle des richesses, qui divise le monde en maîtres et en esclaves, a toujours existé.

« — En prenant l'histoire à ses sources, dit M. Granier « de Cassagnac, avant qu'elles aient été remuées et brouil- « lées par les systèmes, nous avons trouvé les traces nom-

« breuses, profondes, flagrantes, irrécusables, de deux « classes d'hommes, nous ne disons pas de deux races, qui « ont rempli universellement, en tout pays, les premières « époques de toute société. L'une de ces classes d'hommes « est celle des MAÎTRES, l'autre est celle des ESCLAVES. La « première POSSÈDE; la seconde est POSSÉDÉE. »

— S'élever contre l'erreur générale qui fait coexister la naissance de la liberté et la naissance de la société, est aussi du génie. La liberté ne peut naître que sur les ruines de l'ancien monde.

L'impossibilité de conserver l'ancien monde, caractérisé par la répartition actuelle des richesses, est admirablement tracée dans le passage suivant de Chateaubriand.

« — La société, telle qu'elle est aujourd'hui, n'existera « pas : à mesure que l'instruction descend dans les classes « inférieures, celles-ci découvrent la plaie *secrète* qui ronge « l'ordre social *depuis le commencement du monde;* plaie qui « est la cause de tous les malaises et de toutes les agitations « populaires. La trop grande inégalité des conditions et des « fortunes a pu se supporter, tant qu'elle a été cachée; d'un « côté par l'ignorance, de l'autre par l'organisation factice « de la cité; mais aussitôt que cette inégalité est généralement aperçue, le coup mortel est porté.

« Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques; essayez de persuader au pauvre, *quand il saura lire,* au pauvre auquel la parole est portée chaque jour par « la presse, de ville en ville, de village en village; essayez « de persuader à ce pauvre, possédant les mêmes lumières « et la même intelligence que vous, qu'il doit se soumettre « à toutes les privations, tandis que tel homme, son voisin, « a, sans travail, mille fois le superflu de la vie, vos efforts « seront inutiles. »

. . . . . .

« Tout pouvoir renversé, non par le hasard, mais par le « temps, par un changement graduellement opéré dans les

« conditions ou dans les idées ne se rétablit plus. En vain « vous essaieriez de le rétablir sous un autre nom, de le ra- « jeunir sous une forme nouvelle, il ne peut rajuster ses « membres disloqués dans la poussière où il gît, objet d'in- « sulte et de risée. De la divinité qu'on s'était forgée, devant « laquelle on avait fléchi le genou, il ne reste que d'iro- « niques misères. Lorsque les chrétiens brisèrent les dieux « de l'Égypte, ils virent s'échapper des rats de la tête des « idoles. TOUT S'EN VA. Il ne sort pas un enfant des en- « trailles de sa mère, QUI NE SOIT UN ENNEMI DE LA VIEILLE « SOCIÉTÉ. »

— Et vous croyez; que de pareilles prédications, dont, en présence de l'incompressibilité de l'examen, tous les efforts faits pour les étouffer ne font qu'augmenter l'énergie, sont compatibles avec l'existence de l'ordre! Délire! délire! mille fois délire!

J'en dirai autant du passage suivant de M. Proudhon.

« — La liberté, pour le prolétaire, c'est, dit-il, la faculté « de travailler, c'est-à-dire de se faire spolier encore, ou de « ne travailler pas, c'est-à-dire de mourir de faim. »

— Tel est, je l'accorde, le résultat inévitable de la répartition actuelle des richesses. Mais, en quoi consiste la répartition de la société future? voilà ce qu'il fallait dire. Vous voyez un mourant endormi. A quoi bon le réveiller, si vous n'avez un remède à luidonner?

« — Malgré les discours plus ou moins officiels des gens « plus ou moins sérieux (il nous semble que l'on abuse un « peu de cette lourde épithète), il est un fait hors de toute « discussion — à savoir : que jamais les classes laborieuses « de la société n'ont été plus malheureuses. »

(M. E. SUE.)

— C'est vrai, malgré les étourneaux qui gazouillent le contraire. Mais, ne serait-il pas d'un homme sérieux de chercher à remplacer la concurrence impitoyable, que M. Eu-

gène Sue donne comme cause de la répartition actuelle des richesses, et qui n'en est que l'effet, par une autre répartition des richesses, dont l'effet serait une concurrence rationnelle? Car enfin, il est aussi un fait hors de discussion — à savoir : que, hors la concurrence, la liberté est un mot vide de sens.

« — Les hommes prétendus sérieux, dit encore M. Eu-
« gène Sue,

« Préfèrent attendre le moment où la question sociale écla-
« tera comme la foudre... Mais... au milieu de cette effroyable
« commotion, qui ébranlera le monde, on verra ce que de-
« viendront les questions *sérieuses* et les hommes *sérieux* de
« ce temps-ci. »

— Certes, il est très-bien de dire à ses frères qu'ils sont malades, et il est mieux de consacrer ses veilles à le leur prouver. Mais, si vous leur présentez un remède qui ne soit pas sérieux; si la confiance qu'ils ont en vous augmente leur mal; si la croyance que vous avez découvert et la cause du mal et son remède les empêche de rechercher et la cause réelle et le remède réel, n'êtes-vous pas aussi répréhensible que ceux que vous blâmez?

Si, relativement à la répartition actuelle des richesses, il est dangereux et même nuisible d'inspirer de la confiance en de mauvais remèdes, il ne l'est pas moins d'inspirer le désespoir; et c'est ce que nous reprochons au passage suivant.

« — Nous savons bien, comme le dit M. Morin, qu'il n'y
« pas égalité complète entre le patron et l'ouvrier. Nous sa-
« vons bien que l'ouvrier isolé, qui ne représente que le
« besoin du travail *sera toujours dominé par le patron qui*
« *représente la puissance du capital.* Oui, cela est regret-
« table sans doute, mais il faut bien reconnaître aussi que
« CELA EST DANS LA NATURE DES CHOSES. »

(M. E. DE GIRARDIN, 12 novembre 1849.)

— S'il est dans la nature des choses que le capital domine

le travail, tout développement de l'intelligence des masses, ayant pour but de découvrir le mal social, est un crime. Car alors, le désespoir n'a qu'une issue, le massacre et le pillage : pour mettre les riches à la place des pauvres; et, les pauvres à la place des riches. C'est le règne exclusif de la force brutale, c'est l'anarchie, c'est la mort sociale.

Non, il n'est pas dans la nature des choses que le capital domine le travail; mais seulement dans la nature de l'ignorance sociale, et seulement pour autant que l'examen peut être comprimé; pour autant que la répartition actuelle des richesses peut être base d'un ordre plus ou moins durable.

Mais ayez donc un ordre plus qu'éphémère, en présence de l'incompressibilité de l'examen, lorsque d'une part Malthus vous dit :

« — Que chacun, en ce monde, réponde de soi et pour « soi. Tant pis pour ceux qui sont en trop ici-bas! On au- « rait trop à faire, si on voulait donner du pain à tous ceux « qui crient la faim; qui sait même s'il en resterait assez « pour les riches. »

— Et que d'un autre côté, M. Duchâtel, ministre, vous dit :

« — Sous le point de vue de l'économie politique, la créa- « tion du délit de mendicité conduit aux plus graves consé- « quences. *Pour avoir droit de punir le mendiant, il faut que « l'État garantisse la subsistance à quiconque manque de « pain, et* DONNE DU TRAVAIL A TOUS *les ouvriers auxquels « l'industrie n'en fournit pas.* »

— Voilà M. Duchâtel auteur des Tuileries transformées en hospice, et du droit au travail décrété en 1848.

Les propositions de Malthus et de Duchâtel sont également utopiques vis-à-vis de l'homme pratique; et, cependant, sous la répartition actuelle des richesses, il n'y a de possible entre les deux : que le despotisme conduisant à l'anarchie; ou l'anarchie conduisant au despotisme.

C'est qu'en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit, et en présence de l'incompressibilité de l'examen, alors où la vérité même ne peut encore être qu'un préjugé, il n'y a de possible en fait de mouvement social, que des oscillations entre le despotisme et l'anarchie. C'est seulement lorsque tout préjugé social a disparu, lorsque la vérité sur le droit est rendue incontestable vis-à-vis de tous et de chacun, qu'un ordre durable peut exister. C'est seulement alors qu'il y a harmonie entre la répartition des richesses et le droit démontré.

« — Les fautes d'un temps, dit Bonald, sont la suite « *obligée* des erreurs d'un autre; et les hommes appellent « souvent *bien,* ce qui n'est en soi, et aux yeux de l'ÉTER- « NELLE RAISON, qu'un état provisoire de *moins mal,* qui « prépare de loin à l'état PERMANENT, qui ne peut être que « le vrai bien. »

— Serai-je donc toujours obligé de répéter, et cela inutilement, cette vérité si simple, si évidente, si incontestable: qu'en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit, et en présence de l'incompressibilité de l'examen, tout ordre social plus qu'éphémère est absolument impossible? Hélas! M. Guizot avait bien raison de dire:

« — Il y a des vérités simples que personne ne conteste, « qu'admet soudain le bon sens, et qui cependant ne sem- « blent admises que pour être aussitôt oubliées. On dirait « que parce qu'elles sont simples, elles sont stériles, et qu'en « les adoptant sans débat, on est dispensé de faire attention « à leurs conséquences. »

— Hélas! comment M. Guizot n'a-t-il pas compris: qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, l'incompatibilité de l'ordre, en présence du paupérisme, était une vérité qu'il ne devait pas laisser stérile?

« — On agite des questions sans nombre, dit M. de La- « mennais. Qu'on y regarde de près, on verra qu'elles se

« réduisent à celle du gouverneur romain : *Qu'est-ce que la* « *vérité?* »

— C'est vrai. Mais, l'époque où cette question peut être faite, sans qu'il y ait unanimité sociale sur la réponse, qu'elle soit basée sur une foi commune ou sur la science rendue commune, est précisément l'époque d'ignorance sociale et d'anarchie nécessaire. Voilà encore une de ces vérités simples qui doit être placée parmi celles dont M. Guizot a déploré le malheureux sort.

A propos de la répartition des richesses, remarquons que celles-ci se divisent en deux parties essentiellement distinctes : la première, matérielle, est la richesse proprement dite, la richesse échangeable ; la seconde est la richesse figurément dite, la richesse intellectuelle, l'éducation et l'instruction. Remarquons en outre : que la richesse figurément dite ou intellectuelle est nécessaire : soit pour acquérir, soit pour conserver la richesse matérielle ; et que, à ce point de vue, elle doit occuper le premier rang quant à l'utilité. Eh bien ! cette richesse, en époque d'ignorance sociale et d'incompressibilité de l'examen, ne peut être socialement répartie ; par l'excellente raison que la société, précisément à cause de l'ignorance sociale, ne peut distinguer, dans cette richesse : quelle est la bonne ; quelle est la mauvaise. Il en résulte : que, cette même richesse ne peut être que domestiquement répartie sous peine de despotisme ; qu'alors, elle est nécessairement répartie proportionnellement à la richesse matérielle des familles ; ce qui est essentiellement anarchique, toujours en présence de l'incompressibilité de l'examen.

« — La loi, dit M. Cousin, déclare tout citoyen admis-
« sible aux emplois publics ; mais on n'y parvient pas sans
« capacité ; car la capacité suppose l'éducation. Il ne suffit
« pas de dire : la société vous laisse le champ libre ; il faut,
« *autant que possible*, qu'elle fournisse les moyens de le par-
« courir. »

— *Autant que possible*, est très-joli ! Mais en époque d'i-

gnorance sociale sur la réalité du droit et d'incompressibilité d'examen, ce que demande M. Cousin est *absolument impossible :* d'abord parce qu'à cette époque, il n'y a pas d'instruction proprement dite sur le droit, mais autant d'instructions que d'individus, et divergeant entre elles comme les rayons de la lumière matérielle. Ensuite parce que même en bornant la répartition de cette richesse à l'éducation, celle-ci, toujours en présence de l'ignorance sur la réalité du droit et de l'incompressibilité de l'examen, ne peut pas plus être *une,* socialement, que l'instruction elle-même. Supposons en outre que vous veuillez borner l'éducation aux sciences physiques et aux arts mécaniques. D'abord, sous la répartition actuelle des richesses, cela vous sera impossible au point de vue des finances nationales ; ensuite cette éducation, dont la base est d'apprendre à lire, rend actuellement une nation ingouvernable, ainsi que nous l'a fort bien dit M. Michel Chevalier, excellent juge en matière d'économisme.

Voilà donc la plus utile des richesses nécessairement répartie en raison des forces domestiques de chacun. Vous imaginez-vous que ce soit là un moyen d'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen ?

« — Tous les enfants des citoyens, dit Charondas, lé-
« gislateur de Thurium, près de huit siècles avant l'ère
« chrétienne, apprendront à lire et à écrire sous des maîtres
« payés par le trésor public. »

« C'est par l'écriture que s'exécutent les choses les plus
« utiles à la vie, les scrutins, les lettres, les testaments, l'ins-
« titution des lois, et tous les devoirs de la société. »

— Mais, il était bien entendu : que, les enfants des non citoyens, ou les esclaves, ne sauraient ni lire ni écrire. Et, alors l'examen était compressible, l'éducation et l'instruction pouvaient être *une* et *harmonique* nationalement. En voici la preuve :

« — Tous, *sans exception,* dit Zaleucus, législateur de
« Locres, honoreront les dieux du pays, suivant les rites

« ordonnés par la loi. Ils regarderont ces dieux comme *les*
« *plus respectables de tous.* »

(Déclaration des devoirs du citoyen.)

— Et vous concevez que Charondas et Zaleucus n'étaient pas hommes à faire des lois sans être certains qu'elles recevraient une sanction suffisante.

Aristote dit aussi :

« — Tous les membres du corps social ont une même
« fin. L'éducation doit donc être une et la même pour tous.
« D'où il suit qu'elle doit être publique et ne peut être parti-
« culière. Malheureusement celle-ci a prévalu de nos jours.
« On isole les enfants, on les instruit à l'ombre ; chaque
« père ne consulte que ses vues et ses goûts. Cependant ce
« qui est commun à tous doit être appris en commun : un
« citoyen n'est pas à lui, mais tous appartiennent à la cité.
« Chaque individu est un membre du corps social, et l'édu-
« cation de la partie doit être en rapport avec le tout. »

« . . . . . .

« La loi doit donc fixer un mode d'éducation, et cette
« éducation sera COMMUNE. »

— Ce n'est pas tout que de vouloir une bonne chose pour que l'ordre puisse exister, il faut encore que cette chose soit possible. Toute éducation publique ne peut être basée : que sur une foi commune ; ou que sur la science rendue commune. Or, la science n'existait ni du temps de Charondas, ni du temps de Zaleucus, ni du temps d'Aristote, ni du nôtre ; et toute foi commune n'a de base possible qu'une inquisition. Depuis Charondas, homme pratique, jusqu'à Aristote, homme théorique, il s'était écoulé trois siècles ; et la philosophie, dont Aristote était devenu le chef matérialiste, avait singulièrement affaibli l'inquisition, malgré les efforts que son maître Platon avait faits pour la restaurer : en la déclarant seule base d'ordre possible, ce qui était vrai pour son époque.

Du temps d'Aristote, l'éducation commune était donc déjà impossible.

Vouloir que l'éducation soit publique, en époque d'anarchie, est aussi insensé : que de vouloir qu'elle ne le soit pas, en époque d'ordre réel.

Je termine ce chapitre en paraphrasant l'épigraphe que j'y ai placée :

« — Nous ne produisons pas trop de science ; mais nous « n'en consommons pas assez ; par l'excellente raison : qu'en « fait d'ordre social, nous n'en avons miette. »

V.

« Ceux qui ont accusé la révolution de ne « pas s'adapter aux localités, de ne pas VARIER « avec elle, n'ont pas compris l'IMPOSSIBILITE « des exceptions et la NECESSITE d'une regle « UNIFORME et ABSOLUE dans les grandes ré- « formes sociales. »

M. THIERS.

« Du moment que les fractions humanitaires, « les nationalités sont en CONTACT INÉVITABLE, « de grandes réformes sociales sont néces- « saires.

« Donc : du moment que les nationalités « sont en CONTACT INÉVITABLE, une règle UNI- « FORME. ABSOLUE, SANS EXCEPTION POSSIBLE, « devient la NECESSITE SOCIALE. »

COLINS, *Commentaire.*

« LA PRESSE, MACHINE QU'ON NE PEUT PLUS « BRISER, continuera à détruire l'ancien monde, « jusqu'à ce qu'elle en ait formé un nouveau. « C'est une voie calculée pour le forum gé- « néral DES PEUPLES. »

CHATEAUBRIAND.

« Il fallait dire : pour le forum de l'HUMA- « NITE. Car le nouveau monde consiste : dans « l'anéantissement DES PEUPLES, dans l'anéan- « tissement des nationalités, par l'anéantisse- « ment des droits hypothétiques, par l'établis- « sement universel du droit réel. »

COLINS, *Commentaire.*

« Tant qu'on se battra en EUROPE, cela sera « une guerre civile. »

L'EMPEREUR, à Sainte-Hélène.

« Au lieu de en EUROPE, c'est au sein de « l'HUMANITÉ, qu'il faudrait dire. »

COLINS, *Commentaire.*

« La theorie des impôts est la véritable lé- « gislation du peuple. »

MARQUIS DE MIRABEAU.

« Tant que l'ignorance sociale sur la realité « du droit n'est point anéantie, toute théorie « tendant à justifier l'impôt établi, est une « theorie de despotisme; et toute théorie, « tendant à l'amelioration de l'impôt, est une « théorie anarchique. »

COLINS, *Commentaire.*

Nous allons examiner l'impôt du point de vue de la répartition des richesses, expression de la société actuelle. Pour

le mettre en rapport avec la société future, nous le comparerons aux théories générales de l'impôt et à l'organisation de la propriété, dont ces théories sont l'expression. Elles sont connues de nos lecteurs.

Commençons par Sismondi :

« — La plus grande partie des frais de l'établissement so-
« cial est, dit-il, destinée à défendre le riche contre le pauvre,
« parce que, si on les laissait à leurs forces respectives, le
« premier ne tarderait pas à être dépouillé. »

— Ce passage caractérise : et l'impôt de la société actuelle; et la répartition de richesse qui constitue cette société.

Une pareille répartition de richesse est-elle compatible avec l'existence de l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen? Nous adressons cette demande à tout homme de bonne foi.

L'impôt relatif à la société nouvelle au contraire, est destiné : à établir et à maintenir l'impossibilité du paupérisme, tant moral que matériel; par conséquent : à procurer le plus grand bien-être possible de tous et de chacun. Et cela SEUL, en présence de l'incompressibilité de l'examen, se trouve compatible avec l'existence d'un ordre plus qu'éphémère.

« — *Il n'y a pas un sujet, dit M. Thiers, sur lequel la*
« *science économique du* TEMPS *soit plus courte, plus fausse*
« *qu'en matière d'impôt.* »

— Après avoir étudié les théories générales de l'impôt et de l'organisation de la propriété, il est facile de concevoir qu'il en doit être ainsi, tant que l'on n'a point reconnu :

1° Qu'il est une époque, celle d'ignorance sociale sur la réalité du droit et de possibilité de comprimer l'examen, pendant laquelle l'impôt, pour que l'ordre soit possible, doit peser exclusivement : sur le travail, sur le travailleur, sur la consommation.

2° Qu'il est une autre époque, celle de connaissance sociale de la réalité du droit, pendant laquelle l'impôt pèse exclusi-

vement : sur la richesse, sur la production, c'est-à-dire : sur la richesse servant à la production.

3° Qu'il est une autre époque, celle d'ignorance sociale sur la réalité du droit et d'impossibilité de comprimer l'examen, époque existant immédiatement avant celle que nous venons de citer, pendant laquelle l'impôt, qu'il soit frappé sur la consommation ou qu'il soit frappé sur la production, est également incompatible avec l'existence de l'ordre.

Tant que ces vérités ne sont point rendues incontestables, ainsi qu'elles l'ont été dans les théories générales susmentionnées, « il n'y a pas un sujet sur lequel la science économique doive être plus courte, plus fausse, qu'en matière « d'impôt. »

« — Le fermage, dit Ricardo, retombe toujours sur le consommateur et jamais sur le fermier. »

— C'est ce que M. Thiers a répété dans les termes suivants :

— « Par l'impôt foncier, vous faites renchérir le pain et la « viande du peuple. »

— C'est d'une incontestable vérité. Mais, que l'impôt soit sur la terre ou qu'il soit sur le blé, qu'importe au travailleur, dès que, dans l'un et l'autre cas, c'est nécessairement lui qui le paie?

Du reste, l'abbé Maury avait dit à l'Assemblée nationale, avant Ricardo et M. Thiers :

« — Tout impôt sur la terre est un impôt sur le blé. »

M. Thiers doit s'apercevoir que, quant aux résultats, la science économique n'est pas aussi fausse qu'il se l'imagine. Ce que les économistes n'ont pas compris, ni M. Thiers lui-même, c'est que l'incompressibilité de l'examen est un nouvel élément social qui n'a rien d'analogue dans le passé. Et MM. les économistes, et aussi les prétendus socialistes, ont toujours voulu chercher, dans le passé, le remède au présent.

C'est ce que Siéyès leur reprochait déjà au commencement de la Révolution.

« — Les philosophes et les publicistes n'ont, dit-il, su lire « l'avenir que dans le passé; et lorsqu'une nouvelle cause « de perfectibilité, jetée sur la terre, leur présageait des « changements prodigieux parmi les hommes, ce n'est jamais « que vers *ce qui a été,* qu'ils ont voulu regarder ce qui « pouvait être, ce qui devait être. »

— Voilà encore une de ces vérités qui sont stériles, précisément parce qu'elles sont évidentes.

« — Les impôts de capitation, dit Ad. Smith, par ce qui « s'en lève sur les classes inférieures du peuple, sont des im- « pôts sur les salaires du travail, et ils entraînent à leur suite « tous les inconvénients qui résultent de cette nature d'impôt. »

— Eh bien! tout impôt sur la consommation n'est-il pas un impôt de capitation?

« — Tout impôt sur les choses de consommation, dit en- « core Ad. Smith, tend à réduire au-dessous de ce qu'elle se- « rait sans cela, la quantité de travail productif. »

— M. Thiers doit voir maintenant que *sur ce qui est vrai,* les économistes sont généralement d'accord entre eux. Ils ne diffèrent que sur les erreurs. Sauf cependant quelques erreurs sur lesquelles ils sont assez d'accord : comme, par exemple, l'utilité de la liberté des échanges entre les *nationalités.* Mais ne quittons point notre sujet de vue.

« — On peut affirmer, dit le prince des économistes (J.- « B. Say), que les impôts sur les consommations sont le « plus inégalement répartis de TOUS; et que, dans les na- « tions où ils dominent, les familles les plus indigentes sont « SACRIFIÉES. »

— Très-illustre prince! il n'y a de possible, dans la société actuelle, que l'impôt sur le sol, et l'impôt sur les consommations. Maintenant, vous êtes tous d'accord pour

affirmer que l'impôt sur le sol est un impôt indirectement placé sur la consommation. Alors, comment voulez-vous que les familles les plus indigentes ne soient pas sacrifiées ? Puis, croyez-vous que le sacrifice des familles indigentes, au nombre de plusieurs millions, suivant M. Thiers, soit compatible avec l'existence de l'ordre en présence de l'incompressibilité de l'examen ?

Ce sacrifice nécessaire des familles indigentes est encore exprimé par J.-B. Say, de la manière suivante :

« — Il est, dit-il, affligeant de penser, mais il est vrai de « dire : que, MÊME CHEZ LES NATIONS LES PLUS PROS- « PÈRES, *une partie de la population* PÉRIT *tous les ans de* « BESOIN. »

— Et vous voulez, je le répète, qu'une pareille organisation de propriété, une pareille répartition de la richesse, soit désormais compatible avec l'existence de l'ordre ! En vérité, c'est de la folie !

« — N'imaginez pas pouvoir faire contribuer les mar- « chands à l'impôt, disait le sage Franklin au parlement « d'Angleterre ; ils mettent l'impôt dans leurs factures. »
(DALLARDE, Assemblée nationale, 15 février 1791.)

— Voilà tout impôt sur le commerce frappé sur la consommation.

Si vous frappez les rentes, le prêteur mettra l'impôt dans la constitution de rentes, comme le marchand met l'impôt dans sa facture.

Résumons le résultat de la repartition ACTUELLE des richesses, dont le revenu social, que sa source ait le nom d'impôt ou d'assurance, est l'expression.

Si le revenu social provient du capital agricole, il frappe la consommation.

Si le revenu social provient du capital industriel, il frappe la consommation.

Si le revenu social provient du capital commercial, il frappe la consommation.

Si le revenu social provient du capital domestique, il exige le despotisme le plus atroce, et frappe directement la consommation.

Le seul des économistes qui ait parfaitement compris cette vérité, est M. Thiers. Dans son *Traité de la propriété,* liv. x, chap. 5, il dit :

« — Quant à la manière dont l'impôt se répartit entre « les diverses classes de la société; ce qu'on peut avancer « de plus vrai, c'est qu'il se répartit en proportion de ce que « chacun CONSOMME, par la raison *fort ignorée,* j'en con- « viens, et *fort peu comprise,* que l'impôt se répercute à « l'infini, et de répercussions en répercussions, devient en « définitive, *partie intégrante du prix des choses.* »

— M. Thiers a parfaitement raison : l'impôt se trouve toujours dans le prix des choses, et, de ce point de vue, l'impôt, pour la société future comme pour la société actuelle, pourrait être dit, se prélever nécessairement sur la consommation. Mais il y a ici une petite distinction à faire entre la société actuelle et la société future; et cette distinction, je vais la faire remarquer.

Le prix des choses, ainsi que je l'ai fait observer dans les *Théories générales,* se compose toujours de deux éléments : l'élément relatif au travail, et l'élément relatif au capital. Dans la société actuelle, l'élément relatif au travail est toujours au plus bas dans le prix des choses, et l'élément relatif au capital toujours au plus haut. Dans la société future, l'élément relatif au travail est toujours au plus haut dans le prix des choses, et l'élément relatif au capital, toujours au plus bas; il en résulte :

Que, dans la répartition actuelle des richesses, le revenu social, qu'il ait nom impôt ou assurance, se prélève exclusivement sur le travail, sur l'homme, et non point sur la richesse, sur la matière;

Et que dans la répartition future des richesses, le revenu social, qu'il ait nom impôt ou assurance, se prélève exclusivement sur la richesse, sur la matière, et non point sur le travail, sur l'homme.

Tout cela est clairement exposé dans les *Théories générales* déjà mentionnées. Mais, supposez-vous privé de ce guide, privé de la connaissance de ce qui fait peser nécessairement l'impôt, soit sur le travail, soit sur la richesse ; et que, ayant reconnu que l'impôt sur le travail est devenu source inévitable d'anarchie, vous veuillez cependant remédier au mal sans anéantir la cause ; voyez dans quel effroyable chaos vous vous trouverez. C'est ce qui est arrivé à ceux qui, jusqu'à présent, ont voulu traiter de l'impôt pour le rendre compatible avec l'existence de l'ordre.

Prenons nos exemples au hasard, pour éviter l'ennui qui, presque toujours, résulte d'un ordre arbitrairement établi.

« — Il est fort difficile en France, dit M. Michel Chevalier, « de dégrever les masses. . . . . »

— Vous ne vous doutez pas pourquoi ? C'est que, lorsque l'impôt est sur la consommation, il est impossible de dégrever les masses qui ne consomment pas. — Il faut les faire consommer, direz-vous. — Très-bien ! Là se trouve, en effet, le nœud de la question. Mais si la répartition de la richesse ou l'organisation de la propriété s'y oppose, et que vous ne sachiez comment y remédier, que faire ? Prouver comme M. Michel Chevalier, que les masses ne consomment pas, et les voir mourir faute de consommation, ou se révolter. Vous allez voir que c'est ce que fait M. Michel Chevalier :

« — ..... Parce que, dit-il, les ressources de nos ouvriers « et surtout celles de nos paysans, qui forment vraiment en « France la classe la plus pauvre et la plus nombreuse, sont « tellement bornées que le fisc n'y a pas prise. Le paysan li- « mousin, par exemple, ne paie rien ou presque rien à l'ad- « ministration des contributions indirectes ; rien ou presque

« rien à celles des douanes, des postes et de l'enregistre-
« ment, par la triste raison qu'il ne boit pas de vin, qu'il
« mange très-rarement de la viande, et qu'il ignore l'usage
« du sucre, du thé, du café et des étoffes anglaises ; qu'il
« ne sait ni lire, ni écrire, et que, par conséquent, il ne lui
« arrivera jamais de recevoir de lettres ; qu'il ne plaide pas,
« faute de posséder aucun sujet de litige ; ou que s'il possède
« un lopin de terre, ce qui est assez souvent le cas, il le
« garde sans le vendre ni l'accroître. A l'exception de l'impôt
« du sel, les taxes indirectes lui sont donc peu onéreuses.
« Si l'on abandonnait ces taxes pour augmenter l'impôt
« foncier, on greverait un très-grand nombre de paysans
« d'une somme souvent égale à celle dont ils auraient été
« dégrevés d'un autre côté. »

— Voyez-vous, dans ce passage, percer partout l'incapacité de remédier au mal? Et cela, parce que l'auteur n'en connaît point la cause.

Et, savez-vous quel remède le pouvoir apporte à tant de misère? Des hospices et des ateliers nationaux. Vous croyez peut-être que je veux attaquer ici ce malheureux Gouvernement provisoire, qui a été aussi sot que ses devanciers? Vous vous trompez : Je veux parler de Colbert et de Louis XIV. Écoutez!

« — Un édit de juin 1662 (Colbert) veut qu'il soit fondé
« un hôpital en chaque ville et bourg du royaume pour les
« PAUVRES, MALADES, MENDIANTS et ORPHELINS, qui y
« seront instruits AUX TRAVAUX dont ils pourront se rendre
« capables. » (M. BLANQUI, *Hist. de l'Écon. pol.*)

— Le grand Turgot avait aussi proposé les ateliers nationaux comme remède social. C'est un cautère sur une jambe de bois.

« — Qui de nous, j'ose le demander, dit Mirabeau, a
« calculé l'action immédiate et la réaction plus éloignée de

« cette multitude d'impôts qui nous écrasent, sur la richesse « générale dont on reconnaît enfin qu'on ne peut plus se « passer. »

« Est-il un seul de nos impôts dont on ait imaginé d'ap- « profondir l'influence sur l'aisance des travailleurs, aisance « sans laquelle une nation ne peut jamais être riche? »

(*Assemblée nationale,* 31 *août* 1789.)

— Ce discours parlementaire est le même sur lequel tous les amplificateurs parlementaires ont fait d'innombrables variations depuis 89. Il aurait mieux valu rechercher :

Si, depuis l'origine sociale, le paupérisme, c'est-à-dire l'esclavage des masses sous une forme quelconque n'a pas été, exclusivement, la base matérielle nécessaire de l'ordre social;

Si la répartition des richesses n'est pas la cause nécessaire de cet esclavage, dont l'impôt n'est que l'expression;

Si cet esclavage est encore compatible avec l'existence de l'ordre;

Et, s'il ne l'est plus, s'il existe une autre répartition de richesse compatible avec la liberté et le bien-être de tous dont l'impôt ne serait également que l'expression.

Mais, allez donc parler de cela à des ignorants vaniteux et puissants! Ils croiront que vous voulez leur faire voir la lune en plein midi; et, leur premier soin sera de vous mettre à l'ombre. *Experto crede Roberto.*

VI.

« Si la mendicité est réellement amenée « par le défaut de moyen d'existence, c'est un « reproche pour l'état économique du pays « où elle a lieu. »

M. Thiers, *Rapp. sur l'Assistance publique.*

« Il est affligeant de penser, mais il est vrai « de dire : que même chez les nations les plus « prospères, une partie de la population périt « tous les ans de besoin. » J.-B. Say.

« La misère est la sauvegarde de l'igno- « rance. » Royer-Collard.

« Le vieux système est à bout. »

L'Empereur.

« Guerre pour guerre! sang pour sang! « meurtre pour meurtre! Et vous aurez, à la « fin de ce siècle, ensanglanté tant de luttes « et de batailles, que personne de vous ne « peut en prévoir l'issue, ni le dénoûment « final. » M. de Falloux.

« C'est la France qui vous dit à vous ses « médecins et ses amis : donnez-moi un re- « mède contre l'anarchie, mais que ce remède « ne soit pas le despotisme. »

M. de Falloux.

« En présence de l'ignorance sociale sur la « réalité du droit, il n'y a de possible : que le « despotisme, tant que l'examen peut être « comprimé; et que l'anarchie, quand l'exa- « men devient incompressible. »

Colins, *Commentaire.*

« — Vous exigez, dit Duport, une imposition personnelle « (pour jouir des droits politiques), mais ces sortes d'im- « positions dureront-elles toujours? Mais ne viendra-t-il « pas un temps où les biens seuls seront imposés? »

(*Assemblée nationale, 22 octobre* 1789.)

— Si Duport avait mieux étudié la répartition actuelle des richesses et ses résultats nécessaires, il aurait reconnu :

que, sous cette même répartition, il est aussi impossible d'imposer les biens, plus qu'en apparence, qu'il sera impossible, sous la répartition future; d'imposer le travail.

« — Il y a, dit Barnave, une distinction radicale entre « les impôts personnels et réels, non-seulement dans l'usage, « mais dans les principes de l'imposition. L'impôt personnel, « *et j'entends par là tout impôt indirect*, est le prix de la « protection de la personne; il est dû et doit être payé par « elle en proportion de ses jouissances. L'impôt réel est mis « sur la chose, et est le prix de la protection accordée à la « propriété. »

(*Assemblée constituante, 4 décembre* 1790.)

— Quelle logique! Si tous protégent chacun, chacun paie la protection de tous par la protection que lui-même accorde à tous. Est-ce que le riche tire deux coups de fusil quand le pauvre n'en tire qu'un? Quant à la propriété, il est juste que le paiement de la protection qui lui est accordée soit proportionnel à sa valeur.

Mais si Barnave avait parlé ainsi, il aurait anéanti toute défense des impôts indirects; il aurait été fort embarrassé pour les remplacer. Il l'eût été bien davantage, s'il avait su, comme M. Thiers le sait, que tout impôt sur la chose est aussi, sous la répartition actuelle des richesses, un impôt indirect en réalité, un impôt sur la consommation.

Ce qu'il y a de charmant, c'est que tous les économistes se sont appuyés sur ce sophisme de Barnave, sophisme impuissant vis-à-vis le moindre éclair de raison.

Remarquez, je vous prie, cette distinction, empruntée aux juristes du droit hypothétique, entre le *personnel* et le *réel*. Le personnel c'est l'homme; le réel c'est la richesse. Pour ces Messieurs, la richesse est la réalité, la personnalité n'est qu'un accident, un phénomène. Cette distinction caractérise la société actuelle.

Si Barnave, avant de parler, avait mieux étudié son sujet,

il aurait reconnu : que, sous la répartition actuelle des richesses, l'impôt personnel est seul réel, et, que tout autre est alors chimérique.

Arrivons à un constituant qui va dire tout le contraire du précédent. Aussi, ne fait-il aucune difficulté pour avouer son ignorance en matière d'impôt : ce qui le rend infiniment moins ignorant que ses confrères. Il sait qu'il ne sait pas.

« — Plusieurs personnes, dit Rœderer, pensent qu'il se-
« rait désirable de continuer à retirer de la consommation
« du tabac un revenu de trente-deux millions pour le trésor
« public; le comité partage cette opinion. Ce n'est pas qu'il
« ne trouve une *grande injustice* à grever d'une charge iné-
« gale les citoyens qui consomment du tabac et ceux qui n'en
« consomment pas; à soumettre les premiers à une sorte de
« peine pécuniaire, comme si la société avait le droit de dé-
« fendre ou de gêner *certaines jouissances plutôt que d'autres,*
« quand elles sont toutes licites de leur nature; de mettre
« au-dessus de la portée du pauvre le seul plaisir que la
« modicité de ses ressources lui permette; de lui faire ac-
« quitter, sous un vain déguisement, une taxe égale à celle
« du riche, pour qui le tabac n'est même pas compté entre
« les nombreuses jouissances que chaque jour lui apporte,
« que chaque moment diversifie; enfin d'inviter le misé-
« rable à la contrebande par l'appât du gain, et ensuite de
« lui infliger des peines pour des délits *qui sont l'ouvrage*
« *de la loi même,* et dont la richesse est préservée comme de
« bien d'autres maux.

« Mais, d'un autre côté, le comité reconnaît à la taxe
« du tabac un avantage qui, comme le dit Mirabeau, la rend
« *un des* meilleurs des mauvais impôts. »

(*Assemblée nationale, 12 février* 1791.)

— Ainsi, sous la répartition actuelle des richesses, le meilleur des impôts est une grande injustice; il grève des hommes égaux d'une charge inégale; il soumet cette jouissance à une amende pécuniaire, quand toutes les jouissances

doivent être licites ; il met au-dessus de la portée du pauvre le seul plaisir permis à la modicité de ses ressources ; il invite le misérable à des délits, ouvrages de la loi même, délits que la loi punit, et dont la richesse est préservée.

Si c'est là le moins mauvais des impôts, que sont les autres?

Frapper la jouissance, c'est frapper l'humanité ; frapper la richesse, c'est frapper la matière. Mais, avant de vouloir parler d'impôts dans le but de protéger l'humanité tout entière, et non les forts seulement, il faudrait avoir appris : que, vouloir frapper les richesses, sous leur répartition actuelle, est aussi insensé, que vouloir frapper l'humanité ou le travail sous la répartition future.

Toutes les fois que, dans une assemblée nationale quelconque, états généraux, constituantes ou législatives, il a été question d'impôt, seuls objets, du reste, sur lesquels elles avaient à délibérer, vous verrez que toujours elles ont parlé pour ne rien dire ; ce que Voltaire appelait si énergiquement *mâcher à vide*.

« — En fait de contributions publiques, dit La Rochefou-
« cauld, le système le plus simple et le moins compliqué est
« le meilleur. La multiplicité des impôts produit les vexa-
« tions. » (*Assemblée nationale*, 19 *février* 1791.)

— Oui, mais la multiplicité des impôts empêche de voir que l'impôt frappe exclusivement le travail et jamais la richesse : ce qui a bien son mérite. Établissez l'impôt sur le capital, comme le demande M. de Girardin, et immédiatement tout le monde saura : que le capital ne fait alors qu'avancer l'impôt, et qu'il se trouve exclusivement payé par le travail. L'impôt directement placé sur le capital, sous la répartition actuelle des richesses, c'est la mise à nu de l'exploitation des pauvres par les riches.

Voici, en fait d'impôt, ce qui a été dit de mieux depuis que les philosophes veulent parler d'impôts, comme les aveugles parlent des couleurs.

« — Défiez-vous des idées philosophiques, dit d'André, ou

« bien renoncez aux impôts : car aucun n'est exempt d'im-
« moralité. » (*Assemblée nationale*, 15 *février* 1791.)

— C'est complétement vrai, sous la répartition actuelle des richesses, si, par immoralité, vous comprenez l'exploitation du faible par le fort. Mais, en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit et d'incompressibilité de l'examen, la non exploitation conduit à l'anarchie, qui est bien aussi une immoralité. C'est que, dans cette époque, enfer au sein duquel l'humanité achève l'expiation de ses crimes, il n'y a de possible que l'immoralité sociale.

« — Qu'est-ce que l'impôt, dit Voltaire? C'est, répond-il,
« une certaine quantité de *blé*, de *bestiaux*, de *denrées*, que
« les possesseurs des terres *doivent* à ceux qui n'en ont pas. »

— Ainsi, seigneur philosophe, c'est la terre qui doit subvenir aux dépenses sociales. Mais, seigneur, tout impôt sur la terre fait renchérir le pain et la viande du peuple, dit M. Thiers, aussi philosophe et de votre école. Alors, de votre avis, et de l'avis de M. Thiers, il faudrait donc que le sol appartînt à la propriété collective! Mais, prenez-y garde! Si le sol appartient à la propriété collective, tout le monde saura lire, et la société, selon M. Michel Chevalier, qui est aussi un excellent philosophe, ne sera plus gouvernable. C'est que : tant qu'il y a des philosophes qui se contredisent; qu'il n'est plus possible de les faire taire par la force; qu'il ne l'est pas encore de les concilier par la raison; l'ordre, au sein de la société, est aussi impossible qu'il le serait à Charenton, en l'absence des garde-fous et des camisoles de force.

« — L'impôt, continue l'avocat patelin du bourgeoisisme,
« n'est donc que sur les riches; vous ne pouvez pas deman-
« der au pauvre une partie du pain qu'il gagne et du lait que
« les mamelles de sa femme donnent à ses enfants. »

— A cela, le prince des économistes, J.-B. Say, répond :

« — Les épargnes du riche se font aux dépens des pauvres. »

« — Ce n'est pas sur le pauvre, sur le mendiant, continue

« l'incarnation bourgeoise, qu'il faut imposer une taxe; il « faut, en le faisant travailler, lui faire espérer d'être un « jour assez heureux pour payer des taxes. »

— Mais, si les épargnes des riches se font aux dépens des pauvres, comment arriver à ce but? En volant le riche? Ce serait peu moral. Puis, les riches sauraient y mettre ordre. Vous vous rappelez Sismondi :

« — La plus grande partie des frais de l'établissement « social est, dit-il, destinée à défendre le riche contre le « pauvre : parce que si on les laissait à leurs forces respec- « tives, le premier ne tarderait pas à être dépouillé. »

— Serait-ce là ce que Voltaire voudrait faire espérer au pauvre? Je le répète, ce serait peu moral.

« — Le peuple le plus heureux, dit encore Voltaire, doit « être celui qui paie le plus ; c'est incontestablement le plus « laborieux et le plus riche. »

— Voltaire a voulu dire : le peuple dont le revenu social est le plus considérable. C'est là une immense vérité, quoique contraire à ce que disent messieurs les économistes, propagateurs de la doctrine du gouvernement à bon marché. Malheureusement Voltaire ignorait et les économistes ignorent : que, sous la répartition actuelle des richesses, le revenu social, quelqu'élevé qu'il puisse être, est toujours néanmoins au minimum possible des circonstances; que, sous la répartition future des richesses, le revenu social, quelque peu élevé qu'il puisse être, est toujours, néanmoins, au maximum possible des circonstances sociales.

Tout gouvernement à bon marché est un gouvernement de despotisme : une muselière et un bâton lui suffisent.

« — Je trouve les impôts très-justes quoique très-lourds, « dit encore Voltaire : parce que dans tout pays, excepté « dans celui des chimères, un État ne peut payer ses dettes « qu'avec de l'argent. »

— C'est encore d'une incontestable vérité. Mais l'argent

— C'est extrêmement philantropique ; et le comité de la rue de Poitiers aurait certainement mis Bonald au ban des socialistes. Mais le pain est aussi nécessaire que le sel ; et le sol qui en est la source est aliéné. Est-ce à dire : que le sol doive entrer à la propriété collective, avant que le paupérisme moral soit anéanti ? Essayez, et vous verrez beau jeu. Il eût été mieux de savoir préalablement : qu'en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit et d'incompressibilité de l'examen, si vous laissez subsister le paupérisme matériel, l'anarchie est inévitable ; et que si vous anéantissez le paupérisme matériel, l'anarchie est encore inévitable.

« — Dans les besoins de première nécessité, dit encore « Bonald, l'homme ne doit dépendre que de lui-même. »

— Miséricorde du ciel ! quelle proposition ! Il y a là, en présence de l'ignorance sociale sur la réalité du droit et de l'incompressibilité de l'examen, de quoi faire égorger, jusqu'au dernier individu, toutes les humanités possibles, si elles venaient à se trouver en contact. Et, cependant, Bonald était un homme comme les assemblées législatives n'en possèdent pas un par millier.

« — C'est peut-être une pénible question, dit Bonald, « de savoir si, pour bannir la mendicité, il ne faudrait pas « commencer par prévenir l'accroissement immodéré des « fortunes. »

— Voilà l'impôt progressif clairement indiqué. Et cet impôt est une attaque au travail, une attaque à la propriété ; une utopie enfin. Il aurait mieux valu rechercher quelle est la cause du paupérisme ; et, auparavant : si le paupérisme matériel n'est point nécessaire à l'existence de l'ordre, tant que le paupérisme moral n'est point anéanti.

« — Il n'y a pas de *commune*, dit encore Bonald, là où « il n'y a pas communauté de jouissances. »

— Si Bonald n'était pas mort avant 1848, c'est en Afrique qu'il faudrait maintenant chercher sa cendre.

VII.

« Le vrai système économique... tire le
« principal revenu de l'Etat du domaine pu-
« blic. » J.-J. Rousseau.

— Voilà Jean-Jacques proclamant : qu'en dehors de l'entrée du sol à la propriété collective, il ne peut y avoir que des impôts arbitrairement établis.

Comment se fait-il qu'une proposition aussi capitale soit, pour ainsi dire, isolée dans ses Œuvres, et ne se rattache à rien de ses immenses travaux sur l'ordre social ?

C'est, qu'en époque d'ignorance, le génie ne fait jaillir que des éclairs ; et, que la vue en reste éblouie : tant que les rayons de la science ne deviennent point nécessaires à la conservation de l'humanité.

Comparez ce passage à l'article *Économie* dont il est extrait ; et vous serez étonné qu'une pareille pensée ait pu se trouver au sein d'un pareil fatras.

« — Le plus grand mal est déjà fait, dit Jean-Jacques,
« quand on a des pauvres à défendre et des riches à contenir.
« C'est sur la médiocrité seule que s'exerce toute la force des
« lois ; elles sont également impuissantes contre les trésors
« du riche et contre la misère du pauvre ; le premier les
« énerve, le second leur échappe ; l'un brise la toile et l'autre
« passe au travers.

« C'est donc une des plus importantes affaires du gouver-
« nement de prévenir l'extrême inégalité des fortunes, non
« en enlevant les trésors à leurs possesseurs, mais en ôtant
« tous les moyens d'en accumuler ; non en bâtissant des hôpi-
« taux pour les pauvres, mais en empêchant les citoyens de
« le devenir. »

— Si Jean-Jacques avait étudié les bases de l'ordre social, il aurait reconnu : que, les bases de cet ordre sont exclusivement la foi et la science ; qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, la foi ne peut plus être base d'ordre, et qu'en présence de l'ignorance sociale, la science ne le peut encore ; que tant que la foi peut être base d'ordre, le paupérisme est nécessaire pour empêcher l'examen ; que lorsque la foi devient impuissante, le paupérisme est anarchique ; et que l'anéantissement du paupérisme l'est également, tant que la science n'existe point comme dominatrice sociale.

Il aurait mieux fait de rechercher : comment il est possible qu'il n'y ait pas de pauvres ; et comment la puissance des lois peut s'exercer indistinctement sur les plus ou moins riches.

« — Celui qui n'a que le simple nécessaire, dit Jean-Jac-
« ques, ne doit rien payer du tout ; la taxe de celui qui a du
« superflu peut aller au besoin jusqu'à la concurrence de
« tout ce qui excède son nécessaire. »

— Tout cela s'appelle : parler pour ne rien dire. Comment voulez-vous que celui qui n'a que le nécessaire, ou même n'a rien, puisse ne rien payer, si, sous la répartition actuelle des richesses, tout revenu social possible se prélève nécessairement sur la consommation ? Celui qui n'a rien alors doit nécessairement : ou payer, ou mourir. Mais on aime à établir des propositions générales, qui toujours sont des propositions sottes, si elles ne sont applicables. Du reste, qu'attendre en fait d'ordre d'un homme osant affirmer :

« — Que le droit politique est à naître, et qu'il est à pré-
« sumer qu'*il ne naîtra jamais?* »

Dans ce cas, toutes les déclamations sur l'impôt, les richesses et leur subordination au droit sont de pures niaiseries.

« — Ce que le pauvre paie, dit Rousseau, est à jamais
« perdu pour lui ; et reste ou revient dans les mains du riche ;
« et comme c'est aux seuls hommes qui ont part au gouver-
« nement, ou à ceux qui en approchent, que passe tôt ou

« tard le produit des impôts, ils ont, même en payant leur « contingent, un intérêt sensible à les augmenter. »

— Puis, Rousseau ajoute :

« — Résumons en quatre mots le pacte social des deux « états :

« — Vous avez besoin de moi, car je suis riche et vous « êtes pauvre ; faisons donc un accord entre nous. Je per- « mettrai que vous ayez l'honneur de me servir, à condition « que vous me donnerez le peu qui vous reste, pour la peine « que je prendrai de vous commander. »

— C'est parfaitement écrit et parfaitement vrai. Si c'est comme littérateur que Rousseau a travaillé, il a fait un chef-d'œuvre; si c'est comme philosophe, son chef-d'œuvre d'artiste est moins qu'inutile, il est nuisible. Il fallait rechercher : si la répartition de richesse produisant ce résultat est nécessaire d'une manière absolue ou d'une manière relative; c'est-à-dire si la répartition de richesse peut avoir une sanction autre que la force; puis en quoi consiste essentiellement la répartition actuelle; puis, dans le cas qu'elle soit relative à l'ignorance, qu'est-ce qui peut la rendre incompatible avec l'existence de l'ordre; puis, en quoi peut consister une répartition de richesse rendant toute exploitation impossible; puis, ce qui est nécessaire pour que cette même répartition puisse elle-même être compatible avec l'existence de l'ordre; puis, ce qu'il faut pour qu'elle soit conservée, etc., etc. Rousseau a-t-il suivi cette marche, la seule qui soit réellement philosophique, c'est-à-dire rationnelle? Hélas! non! ni les philosophes qui l'ont précédé, ni ceux qui l'ont suivi.

Si l'exploitation des masses est inévitable, il faut le dire; s'il est possible de l'éviter, il faut dire comment et d'une manière claire, incontestable. Tout le reste est ignorance et vanité.

Citons maintenant un Père de l'Église du ve siècle.

« — Y a-t-il, dit Salvien, rien de plus indigne et de plus

« criminel que de ne pas faire supporter par tous une con-
« tribution à la charge de tous? Bien mieux, ce sont les
« pauvres qui se trouvent grevés du tribut des riches; ce
« sont les plus faibles qui portent les fardeaux les plus
« forts..... Quoi! ceux qui manquent de propriété en su-
« bissent les charges! Qui pourra qualifier cette iniquité?
« Les usurpateurs possèdent les biens des malheureux, et
« les malheureux paient l'impôt pour les usurpateurs!... Ce
« que je vais dire est pire encore : Les riches ne craignent pas
« d'élever incessamment le chiffre de tributs qui doivent en
« définitive retomber sur les pauvres! Mais, direz-vous peut-
« être, les riches, jouissant d'un revenu plus fort, supportent
« aussi une plus forte part des contributions. Comment ad-
« mettre dès lors qu'ils consentent eux-mêmes à aggraver
« leur position? Je suis loin de convenir qu'ils aggravent
« leur position; car ils n'augmentent les charges publiques,
« que parce que ce n'est pas pour eux qu'ils les augmen-
« tent..... Chose étrange! c'est le plus grand nombre qui se
« trouve opprimé par le plus petit; les impôts devenant la
« proie de quelques particuliers, pour lesquels le fisc n'est
« qu'un moyen d'accroître les fortunes privées, il n'est pas de
« fonctionnaire, depuis la première autorité jusqu'au dernier
« des employés qui ne commette de semblables exactions.....
« En vérité, il semble que ce soit peu pour l'homme d'être
« heureux, si ses semblables ne gémissent dans la misère. »

(*De Gubern. Dei*, lib. IV et V.)

— De pareilles plaintes sont éminemment anarchiques, et, par conséquent criminelles, quand on ne présente point un moyen non utopique de remédier à ce qu'on blâme. Depuis l'origine sociale, de pareilles plaintes ont causé des milliers de révolutions. En est-il une seule qui n'ait point empiré le sort des masses? Ne serait-il donc pas temps de reconnaître : qu'aussi longtemps que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie, l'ordre ne peut exister que par le paupérisme ou l'exploitation des masses? Ce point

admis, il faudrait reconnaître également : qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, le paupérisme est lui-même incompatible avec l'existence de l'ordre, vie sociale. Une fois le problème ainsi posé, il faudrait se demander : s'il est désormais possible de comprimer l'examen ? Cette question, sous peine de folie, se résout par la négative. Dès lors il n'y a plus qu'à chercher à anéantir l'ignorance sociale, ou se résoudre à voir périr la société au sein de l'anarchie. Toute autre discussion ne sert qu'à augmenter le mal au lieu de l'adoucir.

« — Les hommes qui ont été à la tête des États, dit Vol-
« taire, se sont toujours plus occupés de leur intérêt parti-
« culier que de l'intérêt public. »

(*Idées républicaines*, XVI.)

— Tant que les intérêts particuliers ne sont point rendus absolument identiques à l'intérêt public, les hommes qui sont à la tête des États seraient de grands sots, s'ils agissaient autrement. Voltaire aurait mieux fait de rechercher : comment il est possible d'identifier ces deux intérêts. Jusque-là il n'y a de possible que les déclamations de la vanité ignorante.

Il est une proposition contre laquelle on s'est généralement révolté. C'est qu'elle a été énoncée en termes équivoques. Nous allons citer cette proposition et voir ce qu'elle a de vrai et de faux.

« — L'impôt, dit Ganilh, excite le contribuable à écono-
« miser et à produire davantage pour couvrir sa part con-
« tributive; et le pays se trouve plus riche de tout ce que
« l'impôt a augmenté la production. »

(*Dictionnaire d'Économie politique.*)

— Il est certain que l'impôt, sous la répartition actuelle des richesses, se prélevant exclusivement sur la consommation, plus l'impôt est élevé, plus les masses doivent chercher

à travailler pour ne point mourir. Nul doute que l'impôt n'augmente la richesse, mais aussi le paupérisme.

Le gouvernement cher est celui de l'esclavage social; le gouvernement à bon marché, c'est celui de l'esclavage domestique. Tout autre gouvernement est celui de l'utopie : tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie.

Virgile avait bien raison de dire : *Felix qui potuit rerum cognoscere causas*. Si les partisans des gouvernements chers et des gouvernements à bon marché, avaient connu les causes de richesse et de paupérisme au sein de la société, ils n'auraient point autant parlé pour ne rien dire.

Un article de la Constitution de l'État d'Ohio dit :

« — Tout impôt par tête est injuste et oppressif. Aussi la « législature ne pourra jamais imposer par tête ni l'État ni « aucun comté. »

— Les constituants de l'Ohio ne se doutaient pas : que tant qu'il y a du sol libre, ce qui est le cas des États-Unis, il est aussi impossible d'imposer par tête que de prendre la lune avec les dents ; et que, dès que le sol est aliéné complétement, toute imposition sur la richesse devient une imposition par tête, puisque alors l'impôt se prélève nécessairement sur la consommation.

« — L'impôt, dit M. Dupont-White, ne devrait point pe- « ser sur la consommation. »

— Ne devrait point est très-joli! Si M. Dupont-White avait recherché les causes, il aurait reconnu : que tant que le sol est aliéné, l'impôt pèse nécessairement sur la consommation.

« — Dans l'impôt, dit M. Thiers, il entre la contribution « des pauvres ; et des pauvres PLUS que des riches, à cause « de leur nombre. »

— M. Thiers a de la franchise; c'est une belle qualité. Mais M. Thiers croit qu'en présence de l'incompressibilité de l'examen, une pareille société reste possible. C'est une foi

robuste. Et, comme saint Augustin, M. Thiers devrait dire : *Credo quia absurdum.*

« — Le mal est venu d'en haut, dit M. de Montalem-
« bert. »

— C'est bien vrai ! Alors, que les gens d'en haut ne se plaignent pas de ceux d'en bas. Tant que l'ignorance sociale existe, il faut tromper le peuple pour que l'humanité puisse ne point périr. Mais quand il n'est plus possible de le tromper, il faudrait commencer par se détromper soi-même.

« — C'est une grande question, dit Voltaire, mais peu agi-
« tée, de savoir : jusqu'à quel degré le peuple, c'est-à-dire
« neuf parts du genre humain, doit être traité comme des
« singes. La partie trompante n'a jamais examiné ce pro-
« blème délicat ; et, de peur de se méprendre au calcul, elle
« a accumulé le plus de visions qu'elle a pu dans les têtes de
« la partie trompée. »

— C'est encore vrai. Mais quand l'ordre ne peut plus se baser sur la tromperie et que toutes les visions doivent être détruites, il se trouve que celles de la partie trompante sont plus absurdes et plus difficiles à déraciner que celles de la partie trompée : l'antropomorphisme est moins tenace que le matérialisme.

Et savez-vous quand l'ordre ne peut plus se baser sur la tromperie ? Lorsque, après avoir énoncé la proposition suivante, il est possible d'arriver à être premier ministre.

« — L'empire de la loi a sa mesure, et cette mesure c'est
« l'intérêt que les hommes ont à la respecter. »

(M. Thiers.)

— Et ces hommes sont les *forts ;* car les *faibles* ont toujours intérêt à la respecter. La proposition de M. Thiers peut seulement être vraie et compatible avec l'existence de l'ordre : lorsque la force est dominée par la raison ; lorsque la vérité est souveraine et universellement reconnue comme telle. Jus-

que-là cette proposition est l'expression d'une anarchie en permanence. A quoi peut servir la discussion quand la force en est seule juge? A rendre l'impôt ce que Turgot dit qu'il ne doit pas être.

« — Qu'est-ce que l'impôt, dit-il? Est-ce une charge im-
« posée par la force à la faiblesse? Cette idée serait analogue
« à celle d'un gouvernement fondé uniquement sur le droit
« de conquête: alors le prince serait regardé comme l'en-
« nemi commun de la société; les plus forts se défendraient
« de l'impôt comme ils pourraient, les plus faibles se lais-
« seraient écraser. Alors il serait tout simple que les riches
« et les puissants fissent retomber toute la charge sur les
« faibles et les pauvres. Ce n'est pas l'idée qu'on se fait
« d'un gouvernement paternel fondé sur une constitution
« NATIONALE. »

— Hélas! Turgot se trompe. Tant qu'il y a des nations, la force est nécessairement juge entre elles. Et tant que la force règne entre les nations, elle règne nécessairement au sein de chacune d'elles. C'est clair comme deux et deux font quatre. Mais en époque d'ignorance sociale, ce que l'on hait par-dessus tout; c'est la lumière qui éclaire: et sa propre ignorance; et sa propre vanité.

Que résulte-t-il de cette répulsion générale contre la lumière de la vérité? C'est que tous affirment: que l'impôt sur la consommation écrase les masses; c'est que tous affirment: que l'impôt se trouve placé sur la consommation; jusque-là ils sont terrassés par l'impulsion de la vérité. Mais tous affirment: ou que cela ne peut être autrement; ou le remède qu'ils proposent augmente le mal au lieu de le guérir; et c'est à cet égard qu'ils ont la vérité en horreur, et qu'ils ferment les yeux pour ne point la voir.

Exemple:

« — L'assiette de l'impôt conserve encore *quelques traces*
« du servage qui pesait dans le dernier siècle sur les rangs
« inférieurs de la société. »

— Quelques traces est très-joli ! Messieurs les économistes conviennent tous que le paupérisme croît comme la richesse.

« — L'impôt indirect et l'octroi, continue cet auteur, *ac-*
« *cablent de tout leur poids* l'ouvrier et l'artisan dans les
« villes. Les contributions sont réparties à certains égards
« *en sens inverse des facultés contributives*, on voit trop
« que *les propriétaires ont fait la loi, et qu'ils l'ont faite*
« *dans leur* SEUL *intérêt*. »

(M. LÉON FAUCHER, mai 1848.)

— Demandez à M. Léon Faucher comment il serait possible que l'impôt ne pesât point exclusivement sur la consommation? M. Léon Faucher ne vous répondra point; ou s'il vous répond, vous le comprendrez moins encore que s'il ne vous répondait pas.

VIII.

« La question de savoir par qui l'impôt est « RÉELLEMENT payé, est surtout remarquable, « parce qu'elle tient à tout le mécanisme de « la société, et que ses vrais ressorts sont mé- « connus ou divisés suivant qu'elle est bien « ou mal résolue. »

TRACY, *Commentaire sur l'esprit des lois.*

« Et ni Montesquieu ni Tracy n'ont connu « le rapport de l'impôt au mécanisme de la « société. » COLINS, *Commentaire.*

— Qui donc s'est occupé d'étudier le rapport entre l'impôt et le mécanisme de la société, entre l'impôt et l'organisation, la répartition de la source passive de toute richesse, le sol? C'est cependant de ce rapport que dépend l'existence ou la non-existence du paupérisme. Au lieu de rechercher la cause matérielle de l'exploitation des masses, chacun s'est contenté de la constater et de s'en plaindre. Quant aux remèdes, ils n'ont tous servi qu'à augmenter le mal. Par exemple, Rousseau s'écrie :

« — Il en est de ceci comme des impôts sur le blé, sur le « vin, sur le sel, sur toute chose nécessaire à la vie, qui ont « un air de justice au premier coup d'œil, et sont au fond « très-iniques : car le pauvre qui ne peut dépenser que pour « son nécessaire est forcé de jeter les trois quarts de ce « qu'il dépense en impôts, tandis que ce même nécessaire « n'étant que la moindre partie de la dépense du riche, « l'impôt lui est presqu'insensible. De cette manière, celui « qui a peu paie beaucoup et celui qui a beaucoup paie « peu. Je ne vois pas quelle grande justice on trouve à « cela. »

— Et en note Rousseau ajoute :

« — Voilà pourquoi les *imposteurs* de Bodin et autres fri-
« pons publics établissent toujours leurs monopoles sur les
« choses nécessaires à la vie, afin d'affamer doucement le
« peuple sans que le riche en murmure. Si le moindre objet
« de luxe ou de faste était attaqué, tout serait perdu ; mais
« pourvu que les grands soient contents, qu'importe que le
« peuple vive ? »

— C'est parfaitement écrit, mais c'est aussi anarchique que bien écrit ; et qui plus est, s'il est possible, très-injuste. On croirait, à entendre Rousseau, que les gouvernements sont la cause de l'exploitation des masses, quand c'est la seule ignorance sociale qu'il faut en accuser. Rousseau ne savait pas que tout impôt sur les objets de luxe est payé par le peuple. Le montant de l'impôt est repris sur le fabricant, et le fabricant le reprend sur le travail de l'ouvrier. Tant que le capital domine, le capital ne paie rien, rien, absolument rien. C'est clair comme une proposition d'Euclide. Puis ce qui est également clair, les pauvres aspirent par tous les pores que les gouvernements sont injustes ; puis les philantropes niais d'une part, et d'une autre les philantropes fripons les poussent aux révolutions ; puis les révolutions augmentent l'exploitation des masses ; et ce progrès providentiel dure : jusqu'à ce qu'il soit démontré que la seule ignorance est la cause du mal ; et que c'est la cause qu'il faut détruire pour que l'effet puisse être anéanti.

Écoutez un ancien préfet, un ancien conseiller d'État, un ancien représentant.

« — Nos rois, dit Bouvier du Molard, sollicitaient au-
« trefois, comme des présents de l'amour de leurs sujets, les
« subsides qu'on a depuis exigés comme des tributs. »

(*Des Causes du malaise,* etc.)

— C'est que l'esclavage social, dont le joug est l'impôt, commence à mesure que l'esclavage domestique diminue. Tant que la liberté sociale n'est point possible, il faut bien

que l'un de ces deux esclavages existe, puisqu'ils sont les seuls possibles.

« — La taille, continue-t-il, n'a d'abord été que momen-
« tanée. C'est depuis Charles VII que cet impôt est devenu
« annuel et perpétuel. »

— Sous l'esclavage domestique, les rois étaient obligés de demander aux seigneurs une part de l'exploitation. Est-ce vers cet esclavage que l'auteur voudrait rétrograder? Puis s'imagine-t-il qu'un État n'a pas besoin de revenus?

« — Alors, continue-t-il, s'est établie cette fatale diffé-
« rence entre l'intérêt du monarque et l'intérêt de la nation.»

— Est-ce que l'auteur s'imagine que tant que la force règne, l'intérêt des forts peut être identique à l'intérêt des faibles? Et tant que la raison ne peut régner, parce qu'on ne sait ni ce qu'elle veut, ni si elle a une sanction pour son vouloir, il faut bien que la force règne.

« — Cette imposition de la taille, continue l'auteur, était
« cependant bien peu de chose dans l'origine; mais bientôt
« elle grandit comme un géant. Charles VII en la rendant
« fixe et permanente l'avait portée de quarante mille livres
« à cent quatre-vingt mille livres. Louis XI l'éleva à quatre
« millions sept cent quarante mille livres. Charles VIII à six
« millions de livres; et Louis XII à sept millions six cent
« mille livres. Voilà l'ouvrage de quatre règnes dont le der-
« nier est du meilleur de nos rois, de celui qu'on a appelé
« le *Père du peuple.* »

— Qu'est-ce que cela prouve? Qu'à mesure que l'examen se développe, le joug doit devenir plus pesant. Comparez l'impôt d'alors avec l'impôt actuel. Et en cela les gouvernements ne sont pas plus coupables, qu'ils ne le sont de la pluie ou de la grêle. Les criailleries font augmenter l'impôt; voilà tout. Mais essayez donc, en présence de l'ignorance sociale et de l'incompressibilité de l'examen, d'empêcher les

criailleries! C'est comme si vous vouliez empêcher la grêle de tomber.

« — L'impôt, continue le même auteur, DOIT respecter « le besoin et n'atteindre que le superflu. Le nécessaire « physique de l'homme ne DOIT point d'impôt; ce serait le « lever sur la vie. »

— Ne DOIT est très-facile à dire. Ce que l'auteur *devait* faire, c'était de dire comment il est possible de ne pas prélever l'impôt sur le besoin, sur la vie.

« — L'impôt, dit-il, ne doit atteindre que les revenus et « une portion des bénéfices de l'industrie, sans mettre obs- « tacle à la production, ni porter aucun découragement au « travail. »

— Mais, monsieur le conseiller d'État, l'impôt sur les terres fait renchérir le pain et la viande du peuple, dit M. Thiers; et tout impôt sur l'industrie se place dans la facture, dit Franklin; et tout impôt se répercute sur la consommation, disent tous les économistes. Quand donc viendront à cesser toutes ces criailleries sur l'impôt, pour que l'on puisse s'occuper utilement de ce qui le fait actuellement peser exclusivement sur le travail?

« — L'impôt manque d'équité, dit encore l'ancien con- « seiller d'État, quand il est perçu sur tous pour des ser- « vices qui ne sont pas rendus à tous. Dans cette catégorie « se rangent les allocations du budget de l'État relatives à « l'Opéra de Paris, les dépenses des cultes, des tribunaux.»

— Otez les dépenses pour l'Opéra, vous serez obligé d'ôter celles pour les Musées, les bibliothèques, etc. Otez les dépenses pour les cultes et vous verrez ce qui en arrivera tant que les cultes sont nécessaires; ôtez les dépenses pour les tribunaux, et les pauvres seront bien plus écrasés qu'ils ne le sont. En vérité, il n'est pas nécessaire d'être conseiller d'État pour dire de pareilles choses. Du reste c'est pardonnable : jusqu'à ce que l'on ait cité quelqu'un qui en ait dit de meilleures.

« — L'impôt est révoltant, continue l'ancien représen-
« tant, quand il n'est pas réparti dans la proportion des fa-
« cultés et des avantages que chacun retire de la société.
« C'est une singulière égalité que celle qui consiste à prendre
« uniformément le cinquième de son revenu au malheureux
« qui laboure à la bêche le seul bout de champ qu'il pos-
« sède, et au propriétaire de vingt domaines qu'il fait cultiver
« par cent fermiers! L'écu que l'on arrache avec tant de
« peine au pauvre, est mouillé de ses sueurs, il est pris sur
« son pain, sur son existence; il lui fait pousser des cris de
« faim et de désespoir, tandis que les vingt mille francs de-
« mandés à l'opulence lui en laissent quatre-vingt mille,
« qu'elle n'emploie que trop souvent à soutenir le vice et à
« corrompre l'innocence. »

— C'est très-joli comme amplification, et très-excitant comme révolutionnaire. Mais si les excitants ne font que faire monter l'impôt de quarante mille livres à sept millions six cent mille livres en quatre règnes, à combien donc veut le faire monter M. du Molard, qui le prenait au point de douze à quinze cents millions?

« — L'impôt proportionnel, continue le législateur, qui
« retombe sur le consommateur oisif, sur le riche, en
« raison de ses jouissances est le seul juste, le seul désor-
« mais tolérable. »

— Mais, seigneur législateur, ce que vous voulez est absolument impossible : tant que l'impôt pèse nécessairement sur le travail. Savez-vous comment il est possible de le placer exclusivement sur la richesse? Dites-le, et surtout prouvez. Tout le reste ne sert qu'à faire peser, de plus en plus, l'impôt sur le misérable.

« — Si l'on veut, en effet, continue l'ancien législateur,
« adoucir le sort des classes ouvrières, et il le faut absolu-
« ment, il le faut tout de suite, et autrement que par des
« homélies..... »

— Hélas! seigneur, vous-même ne faites que des homelies!

Vouloir adoucir le sort des classes inférieures est très-peu de chose, c'est le *savoir* qui est nécessaire.

« — . . . . . On ne saurait trop tôt, continue le cri-
« tique, se départir de cette vieille méthode, de saisir tout ce
« qui est à portée et de frapper de préférence le pauvre,
« parce que *dans l'état d'abrutissement où il était maintenu,*
« *ne sentant pas sa misère,* ET SE CROYANT NÉ POUR LA
« SERVITUDE, *on ne redoutait de lui aucune résistance.....*
« *Aujourd'hui, le peuple* PLUS ÉCLAIRÉ, *a le sentiment de*
« *ses souffrances et de ses droits ; il a fait avec succès l'essai*
« *de ses* FORCES ; *il serait imprudent de lui laisser longtemps*
« *porter ses* CHAÎNES. »

— Voilà qui est parfaitement dit et parfaitement vrai. Le diagnostic est délicieux. Mais la thérapeutique, s'il vous plaît? Ce n'est pas le tout de discourir sur la maladie et de mettre le mal à nu, il faut présenter un remède qui ne soit point un palliatif. Sinon, vous n'aurez fait que mettre le malade au désespoir; et, dans sa fureur, il vous étranglera.

Écoutons, relativement aux impôts prélevés sur la consommation, le plus homme de bien des économistes, celui qui voulait que le revenu social se prélevât au moyen d'une partie suffisante du sol appartenant à la propriété collective; ce qui, vu l'impôt actuel, exigerait déjà que le sol en entier appartînt à cette propriété.

« — Quant aux *octrois,* dit-il, ou droits d'entrée dans les
« villes, je vous dirai une anecdote : les vieillards aiment à
« raconter.

« Ces droits entraient pour vingt millions dans les revenus
« de l'ancien gouvernement (avant 89), qui les avait étendus
« jusqu'aux bourgs et aux gros villages, d'après votre prin-
« cipe de confondre l'impôt avec la jouissance de la con-
« sommation. Le comité des contributions ne voulait pas
« renoncer à une branche de finances que l'on regardait
« comme *si productive.* Je m'étais fortement opposé à la pro-

« position. L'Assemblée constituante avait cru tout arran-
« ger en délibérant : 1° Qu'il y aurait des droits d'entrée
« dans toutes les villes closes; 2° que Dupont de Nemours
« en rédigerait le projet, parce qu'y trouvant beaucoup de
« difficultés, il mettrait plus de soin qu'un autre à les lever.

« Il était dans mon caractère de refuser net cette mission ;
« mais je songeai qu'à mon refus, quelque échappé de la
« régie générale saisirait cette occasion d'accabler sans me-
« sure le commerce, et de passer pour un grand financier,
« parce que son travail *produirait beaucoup*. Je me mis donc
« à l'ouvrage. Je fis entrer dans mon plan tout ce que je pus
« y mettre de précautions pour qu'il fût moins vexatoire; et
« le jour où il fallait présenter mon rapport à la tribune, j'y
« improvisai une préface où j'exposai avec bonheur :

« 1° L'injustice d'imposer, sur des marchandises de même
« nature, dont la qualité plus ou moins précieuse ne pouvait
« être distinguée, des taxes qui seraient légères sur la con-
« sommation du riche (laquelle est toujours dans les meil-
« leures qualités), pesantes sur celle du pauvre, qui ne pou-
« vait atteindre qu'aux qualités inférieures;

« 2° L'injustice non moins grande de faire payer la même
« taxe aux productions nées à peu de frais sur un terrain
« favorable, et à celles qui, nées sur un terrain ingrat,
« avaient occasionné de fortes dépenses, d'où résulterait
« l'abandon de leur culture;

« 3° J'appuyai sur les bornes invincibles des moyens de
« payer, tellement que, dans l'impossibilité de faire dépenser à
« aucun homme un écu de plus qu'il n'a, le consommateur n'a
« d'autre ressource que de consommer moins. J'ajoutai que
« l'opération serait désagréable à nos commettants d'un bout
« de la France à l'autre; que partout on avait brisé les bar-
« rières des villes; et je finis en déplorant mon sort d'avoir
« été forcé, par le décret impérieux de l'Assemblée, de pro-
« diguer *mon temps et mes efforts contre mon opinion for-*
« *melle et déclarée, pour une opération contraire à mes prin-*
« *cipes, à mes lumières, à mon devoir, au vôtre, Messieurs...*

« Mes dernières paroles furent : *Je vous ai donné plus que* « *ma vie!*

« J'étais vivement ému ; je versais de grosses larmes ; mon « émotion gagna mes collègues de tous les partis. Presque una- « nimement ils me défendirent de lire le projet, et abandon- « nèrent leur entreprise. — Jugez de ma joie ! — Si j'ai eu « des peines de toutes les couleurs et de toutes les intensités, « elles ont été compensées par des plaisirs de toutes les es- « pèces, de tous les degrés. J'en ai vécu... j'en vis encore, « Say, au milieu des tempêtes, du mal de mer, de la fuite si « odieuse à mon courage, de l'exil si pénible pour mon cœur ; « les yeux ruisselants d'avoir laissé malade la meilleure et « l'une des plus nobles femmes que Dieu ait créées.....

« J'ai donc repoussé, et, sur mes rapports, l'Assemblée « constituante a repoussé presque tous les impôts qui auraient « gêné, vexé, tourmenté le travail... Est-ce de cela que vous « me blâmez, mon ami ? »

— Hélas ! l'excellent Dupont de Nemours ignorait que, hors la constitution domaniale tout entière des finances, c'est-à-dire hors l'entrée du sol à la propriété collective, tout impôt, tout revenu social pèse exclusivement sur le travail ; et que, ainsi que son ami Say l'a écrit : *Tous les ans une partie de la population doit mourir de besoin, même au sein de la nation la plus prospère.*

Je conclus :

SELON TOUS LES ÉCONOMISTES, sous quelque bannière qu'ils se trouvent, le résultat nécessaire de la *société actuelle* est l'impôt ou le revenu social placé sur la consommation ; c'est-à-dire l'existence nécessaire du paupérisme.

En présence de l'incompressibilité de l'examen, le fait actuel ou la société actuelle se trouve absolument incompatible avec l'existence de l'ordre.

Après avoir établi ces conclusions, passons à la répartition des richesses SELON LES PRÉTENDUS SOCIALISTES.

LES ÉCONOMISTES

LES PRÉTENDUS SOCIALISTES

LA RÉPARTITION DES RICHESSES

LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

ET

LA SOCIÉTÉ FUTURE.

DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES

SELON

LES PRÉTENDUS SOCIALISTES.

« Ce que sont les hommes pourtant! vous « êtes plus sûrs de les occuper, de les frapper « davantage par des absurdités que par des « idées justes. »

L'Empereur, à Sainte-Hélène.

« Il existe aujourd'hui tant d'esprit parmi « nous, qu'il domine aisément le bon sens, et « peut obscurcir à son gré les points les plus « lumineux. » L'Empereur, *Id.*

« Rien n'est plus lumineux que l'incompa- « tibilité de l'ordre avec le paupérisme, en « présence de l'incompressibilité de l'examen. « Eh bien! cherchez parmi les hommes d'État, « un seul homme qui aperçoive ce point, lu- « mineux comme le soleil; et vous ne le trou- « verez pas. » Colins, *Commentaire.*

Comment examiner toutes les utopies prétendues socialistes sur la répartition des richesses? C'est vouloir examiner tous les systèmes jadis présentés sur le grand œuvre. Néan-

moins, avec de la bonne volonté et quelques grains de discernement, on vient à bout de tout ce qui est possible. Nous allons même voir : que, notre entreprise n'est pas aussi difficile, que l'on peut se l'imaginer dès l'abord.

Il existe un ouvrage de M. Vidal, intitulé : *De la répartition des richesses, ou de la justice distributive en économie sociale, ouvrage contenant l'examen critique des théories exposées, soit par les économistes, soit par les socialistes.*

Ce travail est écrit avec clarté et bonne foi. C'est rare par le temps qui court. Il a été imprimé peu avant 1848, et peut servir à étudier tout ce qui a été présenté jusqu'à cette époque. Depuis 1848, M. de Girardin est le seul, nous mis en dehors, qui ait présenté un système sur cette répartition. Nous avons déjà examiné M. de Girardin. Après avoir examiné M. Vidal, nous aurons rempli la tâche que nous nous sommes imposée.

I.

« Telle est la question dans laquelle je me « suis aperçu, ainsi qu'en maintes occasions, « que beaucoup d'hommes prenaient leur ho- « rizon pour les bornes du monde. »

(MIRABEAU, Assemblée nationale, 21 mai 1791.

« Les peuples de l'Europe ont fait des pro- « grès étonnants dans ce qu'on appelle les arts « et les sciences, et ils semblent dans l'igno- « rance des premières notions de la morale « publique ; ils connaissent TOUT, excepté leurs « droits et leurs devoirs. »

ROBESPIERRE, 18 floréal an II.

Commençons notre examen par la préface; c'est toujours là qu'un auteur se révèle plus particulièrement.

« — La science sociale, tout semble le faire présager, dit « M. Vidal, va être prochainement appelée à exercer une « influence décisive sur les destinées pacifiques des nations « européennes. »

— La principale utopie des prétendus socialistes est : de vouloir qu'il y ait une science sociale pratique, possible tant qu'il y a des nationalités; et, de vouloir qu'il y ait des destinées pacifiques possibles pour l'humanité, tant que les nationalités ne sont point anéanties, par l'établissement du droit réel scientifiquement révélé. Tant qu'il y aura des congrès prétendant établir la paix entre les nations, et de prétendus savants allant s'escrimer pour trouver cette nouvelle quadrature; il n'y aura de possible : que des oscillations entre le despotisme et l'anarchie.

« — Dans la carrière nouvelle où la civilisation est au- « jourd'hui lancée, continue M. Vidal, deux immenses pro- « blèmes se dressent qui, par leur importance, dominent et

« subalternisent tous les autres : les problèmes de *l'organi-*
« *sation du travail* et de *la répartition des richesses.* »

— En fait de science, rien n'est plus dangereux que les expressions indéterminées. L'organisation du travail, c'est l'organisation des travailleurs. L'organisation des travailleurs, c'est l'organisation des hommes : car, tout homme est travailleur ; et l'homme seul travaille. Et l'organisation des hommes, c'est l'organisation de l'humanité. S'imaginer que l'organisation du travail puisse signifier autre chose, est une folie anarchique. Quant à la répartition des richesses, elle est le résultat nécessaire de l'organisation de l'humanité. Tant que, par l'ignorance sociale sur la réalité du droit, la force seule peut régner : l'humanité s'organise en fractions, en nationalités ; le sol est nécessairement aliéné ; et, le paupérisme en est la suite nécessaire. Quand la force ne peut plus régner ; et que la science ne le peut encore ; il n'y a de possible, ainsi que je viens de le dire : que des oscillations entre le despotisme et l'anarchie.

« — Les économistes proprement dits, continue M. Vi-
« dal, se sont peu occupés de ces hautes questions ; ils pen-
« sent que la concurrence suffit pour stimuler la production ;
« ils soutiennent que la répartition se fait d'elle-même ; ils
« proclament dès lors que la science doit se borner à dé-
« crire des faits, à constater des phénomènes, puis à laisser
« faire. Et ils ont, en effet, décrit le mécanisme de la pro-
« duction et de la distribution dans nos sociétés ; mais jamais
« ils ne se sont demandé si la production était convenable-
« ment organisée ; si les produits étaient répartis d'après la
« justice. Ils ont fait de l'empirisme ; ils ont complétement
« négligé la partie rationnelle, théorique, de l'économie. »

— Il y a une raison à cela ; la voici :

Les économistes se sont imaginé qu'il n'y a de possible qu'une seule organisation fondamentale de la propriété, celle relative à *l'aliénation du sol.* Ils ont eu le bon esprit de voir : que la répartition de la richesse découlait nécessairement de

l'organisation de la propriété. Alors, ils ont dit avec raison : que la concurrence suffit pour stimuler la production ; ce qui est vrai sous les deux organisations ; que la répartition se fait d'elle-même ; ce qui est vrai sous les deux organisations ; que la science doit se borner à décrire des faits, à constater des phénomènes ; ce qui est absolument vrai dans l'hypothèse qu'une seule organisation de la propriété soit possible ; puis, à *laisser faire* tout ce qui n'est point contre l'organisation établie : ce qui est vrai dans les deux cas. Dès lors, ils ont dû se borner à décrire le mécanisme de la production et de la distribution ; puisque les deux se font nécessairement dans l'hypothèse qu'une seule organisation de la propriété est possible. Ils ne se sont jamais demandé : si la production était convenablement organisée ; puisque n'y ayant, selon eux, qu'une seule organisation possible, l'organisation existante est nécessaire ; et ils ne se sont pas demandé davantage : si les produits étaient répartis avec justice ; puisque la répartition existante est, selon eux, seule possible, et qu'il serait absurde de considérer comme *juste* une répartition *impossible*. Ils ont donc fait de l'empirisme avec raison : si observer ce qui est *nécessairement* est de l'empirisme ; et ils ont complétement négligé, et avec raison, toujours dans leur hypothèse, ce que les autres appellent la *partie* rationnelle et théorique de l'économie ; parce que, vouloir organiser une chose, où tout se fait, ou est censé se faire *nécessairement*, est aussi utopique : que, de vouloir organiser le cours du soleil.

« — Les socialistes, au contraire, continue M. Vidal (et « par socialistes nous entendons les théoriciens qui veulent « l'organisation du travail et l'association des travailleurs), « subordonnant les faits aux principes, ont d'abord cherché « rationnellement à se faire la plus haute idée de l'ordre et « de la justice ; puis ensuite, ils ont étudié les moyens pra- « tiques de réaliser l'idéal qu'ils avaient conçu. »

— Les socialistes auraient dû commencer : par rechercher

la cause matérielle du paupérisme; et ils auraient reconnu : que, l'aliénation du sol est la source de l'exploitation des masses. Alors, ils auraient dû prendre pour base de l'anéantissement du paupérisme, l'entrée du sol à la propriété collective. Aucun d'eux ne l'a fait.

Si les socialistes voulaient subordonner les faits aux principes, la force à la raison, ils auraient dû reconnaître à l'avance : que, sous l'antropomorphisme, comme sous le panthéisme, il n'y a que des faits, et pas de principes, pas de droit, pas de justice, autre que la force. Dès lors, ils auraient dû commencer : par renverser : et l'antropomorphisme et le panthéisme. Aucun d'eux ne l'a fait.

Quant à la réalisation d'un idéal quelconque, c'est toujours une sottise : tant que cet idéal n'est point préalablement reconnu raisonnable ou possible. Que diriez-vous de la réalisation d'un idéal qui se proposerait de faire vivre l'homme sans boire ni manger; et, de respirer sans avoir de passions?

« — Les socialistes, continue M. Vidal, se sont principa-
« lement occupés jusqu'ici de l'organisation du travail.
« Grâce à leurs efforts, la question a été mise à l'ordre du
« jour, puis débattue, même dans les journaux : si tant est
« qu'elle ne soit pas encore résolue d'une manière complète,
« on peut dire du moins qu'elle a été suffisamment élucidée;
« et personne aujourd'hui n'oserait en nier l'importance. »

— L'organisation du travail, par DES associations, est une folie dangereuse, comme conduisant au communisme. Elle est si peu résolue : que, son élucidation est une véritable bouteille à l'encre. Elle n'a d'importance que celle d'un perpétuel galimatias : sauf l'anarchie qu'elle doit causer.

M. Vidal se débat ensuite pour nous prouver : que, le paupérisme est maintenant une source d'anarchie; et, qu'il faut détruire le paupérisme, sous peine de mort sociale. C'est admirablement dit; et, l'on doit des remercîments à M. Vidal, pour s'être placé sur ce terrain. Mais comment détruire le

paupérisme, sans, d'une autre part, augmenter l'anarchie? Voilà ce que M. Vidal et les prétendus socialistes ne disent nullement.

« — Il est temps, continue M. Vidal, d'attaquer de front « les principes et de les discuter. »

— C'est vrai. Mais auparavant il conviendrait de savoir : s'il y a des principes; et si, nous-mêmes, sommes capables de discuter plus qu'illusoirement. Si l'antropomorphisme et le panthéisme ne sont pas des erreurs; et la société actuelle ne connaît de vérité que dans l'une ou l'autre de ces hypothèses; nous ne sommes pas plus capables de discussions *réelles* que ne le sont des horloges.

« — Il ne suffit pas de dire, continue l'auteur : le salariat « offre des avantages, mais offre aussi des inconvénients; « le salariat, c'est la liberté de l'industrie, mais c'est aussi « la cause du paupérisme, etc., etc.; de faire ensuite des « descriptions, de citer des documents officiels ou autres... « puis de laisser là le public incertain ou ébahi. Il faut con- « clure, Messieurs, il faut donner des solutions. »

— C'est presque parfait, Monsieur; voici les taches.

Le *salariat* est aussi inextinguible que l'humanité. Le salaire, c'est LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL. C'est le *prolétariat* que vous avez voulu dire; ou, que vous auriez dû dire.

Le *prolétariat* offre de tels avantages, qu'il est, en donnant à cette expression la valeur d'*esclavage des masses*, la base exclusive de l'ordre pendant que l'examen peut être comprimé. Il a les inconvénients : d'être incompatible avec l'existence de l'ordre, quand l'examen est devenu incompressible; et, de ne pouvoir être anéanti sans augmenter l'anarchie : tant que l'ignorance, sur la réalité du droit, n'est point elle-même anéantie.

Quant au prolétariat, c'est si peu la liberté de l'industrie; que, c'en est l'esclavage. Et le prolétariat, loin d'être la cause du paupérisme, n'en est que l'expression.

Il faut conclure, dites-vous, et donner des solutions. C'est ce que les économistes ont fait. Ils ont conclu que l'ordre actuel est le seul possible. Telle est leur solution. Et ils ont raison, vis-à-vis de vous; tant, que vous restez d'accord avec eux : que le sol doit rester aliéné; et, que la réalité du droit ne peut être démontrée.

« — Le salariat, dit M. Vidal, est-il une bonne ou une « mauvaise chose? Le travail n'est-il qu'une marchandise, « ou les travailleurs sont-ils des hommes? Ont-ils droit à « participer à la richesse comme producteurs et comme « membres vivants de l'humanité, ou ne sont-ils que de « simples instruments, des machines, des animaux qu'on « entretient tant qu'ils sont utiles, qu'on laisse périr quand « on n'en a que faire? Doit-il y avoir une justice sociale, ou « ne reconnaissons-nous d'autres droits que la force et la « puissance des écus? Les hommes doivent-ils s'exploiter et « vivre en ennemis, ou s'associer et vivre en frères? Oui ou « non? Répondez donc, et que nous sachions une bonne fois « à quoi nous en tenir? »

— Nous allons vous répondre, Monsieur; et, vous saurez parfaitement à quoi vous en tenir.

Le prolétariat est une bonne et une mauvaise chose : nous venons de vous dire quand et comment.

Sous l'antropomorphisme ou le panthéisme, le travail n'est qu'une marchandise, une *denrée,* comme le dit J.-B. Say; et les travailleurs ne sont pas plus des hommes que des chiens : quant au fond, et abstraction faite de la forme. Les hommes, quand ils sont *faibles,* ont moins de droit de participer à la richesse, comme producteurs et comme membres vivants de l'humanité, que n'en ont des chiens *forts;* et, ces hommes faibles sont de simples instruments, des machines, des animaux, que les forts entretiennent tant qu'ils sont utiles, et qu'on laisse périr quand on n'en a que faire. La justice sociale, toujours sous l'antropomorphisme et le panthéisme, est un attrape-niais; et, alors, il n'y a d'autre droit que la

force et la puissance des écus. Les hommes, toujours alors, c'est-à-dire les *forts*, doivent exploiter les *faibles*, et les traiter en ennemis. Quant à l'association, elle a lieu entre les forts; et, toute autre association, toujours alors, est une sottise ou une friponnerie. Maintenant vous savez à quoi vous en tenir.

« — Si vous savez quelque chose, s'écrie M. Vidal, au « nom du public, si vous savez quelque chose, dites, parlez! « Si vous ne savez rien, alors ne nous abusez pas plus long- « temps. Jetez vos ornements sacrés, déchirez le voile et « proclamez que le tabernacle est vide, que la science so- « ciale n'existe pas, que le livre de nos destinées pour vous « n'a que des pages blanches. »

— Très-bien! Voilà aussi ce que le public adresse à M. Vidal. Nous verrons s'il révélera la vérité d'une manière rationnellement incontestable; ce qu'il faut faire sous peine de ne pas avoir la science sacrée; ou si ne l'ayant pas, il jettera sa rosette et brûlera son écharpe (1).

« — La statistique, dit M. Vidal, constate que le paupé- « risme va progressant de plus en plus chez les nations in- « dustrieuses, qu'il se développe parallèlement à la richesse « et à la civilisation. »

— Bravo! Monsieur. Cette déclaration ne vous coûtera point votre écharpe. Vous dites : que les économistes nient cette vérité. Erreur : il y a longtemps qu'elle a été proclamée par MM. Blanqui et compagnie. Puis, vous accusez de ce fait le *salariat* et le *laissez faire*. Hélas! Monsieur, ils en sont aussi innocents que vous et moi.

Après avoir fait l'éloge de l'amour des systèmes, M. Vidal dit :

« — Laissez donc les impuissants crier contre les sys- « tèmes; ils ont pour cela leurs raisons. Comme ce renard

(1) Ceci était écrit en 1849.

« de la fable, qui avait la queue coupée. On peut certes cri-
« tiquer un système, on peut le combattre; mais reprocher
« à un écrivain d'avoir une *opinion arrêtée,* d'avoir un sys-
« tème, c'est lui reprocher d'être en état de faire de la cri-
« tique sérieuse et scientifique; c'est lui reprocher d'avoir
« des solutions à fournir, d'avoir quelque chose de ration-
« nel à dire; c'est lui reprocher enfin de n'avoir pas pris la
« plume uniquement pour barbouiller du papier. »

— Un système est un ensemble de raisonnements, logiquement basé sur une hypothèse. Ce système n'est science : que, lorsque l'hypothèse sur laquelle il repose est démontrée être une vérité. Dès ce moment, le système perd son nom pour prendre celui de science; et l'hypothèse perd son nom pour prendre celui de vérité. Avoir une opinion arrêtée sur un système, tant qu'il n'est que système, a été caractérisé de la manière suivante, par saint Augustin, qui l'avait empruntée à Cicéron.

« — Il y a trois choses en l'esprit de l'homme, dit saint
« Augustin, qui ont entre elles un très-grand rapport, et
« semblent quasi n'être qu'une même chose, mais qu'il faut
« néanmoins très-soigneusement distinguer; savoir est :
« *entendre, croire* et *opiner.*

« Celui-là *entend* qui comprend quelque chose par des
« raisons *certaines.* Celui-là *croit,* lequel emporté par le
« poids et le crédit de quelque grave et puissante autorité,
« tient pour vrai cela même qu'il ne comprend pas par des
« raisons certaines. Celui-là *opine* qui se persuade, ou plutôt
« qui présume savoir ce qu'il ne sait pas.

« Or, c'est une chose *honteuse et fort indigne d'un homme*
« que d'OPINER, pour deux raisons : la première prouve
« que celui-là n'est plus en état d'apprendre, qui s'est déjà
« persuadé de savoir ce qu'il ignore; et la seconde prouve
« que la présomption est de soi la marque d'un esprit mal
« fait et d'un homme de peu de sens. »

— Ainsi, toute *opinion arrêtée* est condamnable. Mais,

que dire d'une opinion qui veut établir la liberté par l'intronisation du despotisme anéantissant la concurrence? Saint Augustin apparait-il maintenant à M. Vidal, comme le pendant du renard qui avait la queue coupée?

« — Les économistes, dit M. Vidal, tout en rendant jus-
« tice aux excellentes intentions des novateurs, se moquent
« d'eux fort agréablement, les présentant toujours au public
« comme des illuminés ou des somnambules. »

— Mais, en vérité, les économistes ont un peu raison. J'ai étudié les prétendus socialistes, les socialistes d'opinions, autant qu'il est possible de le faire; et, jusqu'à présent, je n'y ai trouvé qu'illuminisme et somnambulisme. N'est-ce pas rêver : que de vouloir détruire le salaire, le laissez faire, la concurrence, etc., etc. Il y a de quoi faire adorer le despotisme, quand, on ne propose pour le remplacer, que les horreurs de l'anarchie.

II.

« Ce que le maquignonage est à la gym-
« nastique, la sophistique l'est à la partie lé-
« gislative. » PLATON.

« La raison est le dieu du genre humain, la
« philosophie, la lumière de toutes les lu-
« mières, l'autorité des autorités, l'unique au-
« torité. » M. COUSIN.

« Et, où se trouve le critérium rationnelle-
« ment incontestable, pour distinguer : la rai-
« son réelle de la raison illusoire; la philoso-
« phie réelle, de la philosophie illusoire;
« l'autorité réelle, de l'autorité illusoire? »
COLINS, *Commentaire.*

« L'école éclectique, pour l'appeler par son
« nom, est aujourd'hui maîtresse et maîtresse
« absolue des générations nouvelles; ELLE
« OCCUPE TOUTES LES CHAIRES DE L'ENSEIGNE-
« MENT, elle en a fermé la carrière à toutes les
« écoles rivales, elle s'est fait la part du lion;
« elle a tout pris pour elle, ce qui est assez
« POLITIQUE, mais ce qui est un peu moins
« philosophique. Le public a donc le droit de
« demander compte à cette école du pouvoir
« absolu qu'elle a pris, et que nous ne lui con-
« testons pas d'ailleurs : elle a beaucoup fait
« pour elle, nous le savons; mais qu'a-t-elle
« fait pour le siècle? où sont ses œuvres, ses
« monuments, les vertus qu'elle a semées, les
« grands caractères qu'elle a formés, les
« institutions qu'elle anime de son souffle? il
« est malheureusement plus facile de s'adres-
« ser ces questions que d'y répondre.

« Qu'est-ce que Dieu! qu'est-ce que l'âme?
« qu'est-ce que l'univers? Pourquoi y a-t-il
« quelque chose? Le monde est-il éternel et
« infini, sans borne dans le temps ni dans l'es-
« pace? L'âme est-elle matérielle ou immaté-
« rielle? Est-elle libre ou soumise à la néces-
« sité? Survit-elle à la dissolution du corps ou
« périt-elle avec lui? Voilà des problèmes sur
« lesquels on propose à l'humanité de SE RÉ-
« SIGNER A L'IGNORANCE, A L'INDIFFÉRENCE
« ÉTERNELLE. »

Journal des Débats, 6 novembre 1842.

« S'il existait une monarchie de granit, il
« suffirait des idéalités des économistes pour
« la réduire en poudre. »

L'EMPEREUR, à Sainte-Hélène.

Ainsi la philosophie et l'économie sont à

« naître. La politique, sans philosophie ni éco-
« nomie, est un vaisseau au sein de la tempête
« et des écueils, privé de boussole et de gou-
« vernail. » COLINS, *Commentaire.*

La première partie du travail de M. Vidal, est intitulée : EXPOSITION DE PRINCIPES.

Le premier chapitre a pour sommaire :

« *Destinées humaines.* — La science sociale comprend :
« 1° la *Philosophie ;* 2° l'*Économie ;* 3° la *Politique.* — Rap-
« ports qui unissent étroitement ces trois branches d'une
« même science. »

« — L'homme, dit M. Vidal, en commençant ce cha-
« pitre, a une destinée quelconque à accomplir.

« C'est là, poursuit-il, une vérité d'intuition, une vérité
« évidente par elle-même ; elle n'a pas besoin d'être démon-
« trée ; car, sérieusement, on ne saurait la contester. »

— Ici encore, saint Augustin donnerait joliment sur les doigts à M. Vidal. Une destinée à accomplir, présuppose la liberté de l'homme, le libre arbitre. Or, le libre arbitre est absolument incompatible, soit avec l'antropomorphisme, soit avec le panthéisme. Et tous les deux embrassent encore l'humanité tout entière. Que paraît-il à M. Vidal, de la vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée? Quand, dès la première page de l'ouvrage, on veut établir une hypothèse en vérité, que penser de l'ensemble?

« — Quelle est donc cette destinée? s'écrie M. Vidal. Voilà
« ce qu'il importe de savoir, car, de la destinée découle la
« morale, ou la science du bien et du mal, du droit et du
« devoir. »

— Très-bien ! Mais y a-t-il des destinées ? La morale, le bien et le mal, le droit et le devoir existent-ils en réalité, ou ne sont-ils que des illusions ? M. Vidal veut-il : que, même au sein du matérialisme, il y ait des destinées? Mais, c'est

là une opinion ; et une bien singulière opinion. Alors, il y a aussi la destinée des cailloux. Sous l'antropomorphisme, dans lequel M. Vidal paraît être confit, il n'y en a pas davantage ; et, à cet égard, M. Vidal peut s'en rapporter à saint Augustin, qui était aussi bon antropomorphiste que lui-même. A moins que la pierre, en tombant, n'ait aussi la prétention d'accomplir une destinée.

« — Pourquoi, dit M. Vidal, Dieu nous a-t-il créés et mis « au monde? C'est la première question du catéchisme; c'est « aussi la première question de philosophie, la question par « excellence, qui domine toutes les autres. »

— Pardonnez-moi, Monsieur, il en est une autre qui la domine : *La création n'est-elle point absurde?* Il y a longtemps que l'*ex nihilo nihil* est passé dans la philosophie ; et, la philosophie s'accorde peu avec votre antropomorphisme.

« — A cette question, continue M. Vidal, un homme sé- « rieux doit pouvoir répondre. »

— Eh! Monsieur, rien n'est plus facile que de répondre ; mais bien répondre est peut-être plus difficile. Vous ne refuserez pas à l'Empereur d'avoir été un homme sérieux ; et, à Sainte-Hélène, il disait : *Dire d'où je viens, ce que je suis, où je vais, tout cela est au-dessus de mes idées* (7 juin 1816).

« — Il faut absolument, dit M. Vidal, adopter une des « solutions connues, ou chercher une solution nouvelle. « Cette question est d'une importance extrême; elle com- « prend virtuellement le problème social tout entier. ».

— C'est vrai. Si le matérialisme est vérité, nous sommes sans destinée; il n'y a ni droit, ni devoir, ni bien, ni mal. Si l'antropomorphisme est vérité, si M. Vidal a l'honneur d'avoir été créé, il en est de même : selon saint Augustin, Malebranche, etc., etc.

« — Quelle est, continue M. Vidal, la destinée de l'homme, « de l'humanité? Répondez, mais pesez et méditez bien vos

« paroles... car tout dépendra de la réponse que vous allez « faire. »

— C'est encore vrai, tout dépend de cette réponse. Mais à qui M. Vidal fait-il cette demande? Est-ce à des individus? Ceux-ci n'ont entre eux aucun critérium commun pour être d'accord. Est-ce à la société? celle-ci n'a de représentant que la science; et, celle-ci proclame : que, sous l'antropomorphisme comme sous le panthéisme, l'homme n'a pas de liberté, par conséquent, pas de destinée à accomplir, et qu'au sein de la science, il n'y a encore qu'antropomorphisme et panthéisme. M. Vidal, qui se donne comme très-partisan de l'antropomorphisme, a-t-il quelque chose de mieux à nous offrir?

« — Si l'on ne connaît pas la destinée humaine, continue « M. Vidal, on ne peut connaître ce qui est bien et ce qui « est mal; ce qui est moyen, ce qui est obstacle, on ne peut « distinguer le vrai du faux, le juste de l'injuste, l'utile du « nuisible; car, pour juger, il faut un critérium, un moyen « quelconque d'appréciation; on ne peut avoir de morale, « on ne peut avoir de philosophie. »

— Bien! très-bien! pour un individu. Mais il faut plus pour la société; et en fait d'ordre social, c'est exclusivement d'elle qu'il peut être question. Pour la société, il ne s'agit pas d'un critérium QUELCONQUE; il faut un critérium IMPOSÉ, socialement IMPOSÉ, entendez-vous? soit par une FOI basée sur une *inquisition;* soit par la SCIENCE basée sur une *démonstration rationnellement incontestable.* Vous ne voulez plus du premier. — Parfait. — Avez-vous le second? — Non. — Et, cependant, il faut l'un des deux, sous peine de mort sociale.

« — Quiconque, continue M. Vidal, n'a point de notion « de la destinée humaine, quiconque ignore où nous allons, « où nous devons aller, ne peut pas indiquer une route qu'il « ne connaît pas, ne peut, dès lors, prétendre consciencieu- « sement à diriger la société. »

— Très-vrai! Mais vous, Monsieur, avez-vous une notion rationnellement incontestable de la destinée humaine? Alors, faites-en part à la société. Et, si vous ne l'avez pas, comment osez-vous prétendre à diriger la société? Car, ne l'oubliez pas, prétendre à enseigner, c'est prétendre à diriger.

« — Quiconque n'a pas de morale, continue M. Vidal, « ne peut rigoureusement distinguer ce qui est bien de ce « qui est mal, ce qui est vrai de ce qui est faux, ce qui est « utile de ce qui est nuisible; dès lors, il n'a pas même « droit de critique. Que s'il vient nous dire: Mais vous « vous égarez, vous faites fausse route! — Il suffira, pour « lui imposer silence, de répondre: Mais qu'en savez-vous et « que pouvez-vous en savoir? »

— Admirablement dit et admirablement pensé. Mais c'est précisément ce qui vous sera objecté : à vous, qui êtes antropomorphiste, et par conséquent négateur de toute destinée humaine.

« — En résumé, continue M. Vidal (qui aime à se répéter « sur ce sujet, et je le lui pardonne de bien bon cœur), sans « une solution *quelconque* du problème de la destinée... »

— Ici, *quelconque* signifie sans doute *rationnellement incontestable, scientifique;* car, sans cela, ce ne serait qu'une solution individuelle; c'est-à-dire des solutions individuelles, dont le résultat social serait la plus effroyable des anarchies.

« — . . . . . PAS DE RELIGION, continue l'auteur, PAS « DE PHILOSOPHIE, PAS D'ÉCONOMIE, PAS DE POLITIQUE, « etc., etc. Et, comme conséquence forcée, pas de critique « possible sur tous les différents sujets.

« On pourra sans doute avoir des idées plus ou moins in- « cohérentes sur ces matières; nous ne prétendons pas le « contraire; mais on ne pourra jamais avoir aucun moyen « d'apprécier la justesse ou la fausseté de ces idées; on sera « exposé à se tromper sans cesse, à errer au hasard au mi- « lieu des ténèbres, à travers les systèmes les plus contra-

« dictoires, adoptant aujourd'hui telle opinion, et demain « telle autre; à se contredire à chaque instant; à combattre « les principes que l'on défendait la veille; à tourner enfin « dans un immense, un éternel cercle vicieux. »

— Toujours admirablement bien dit et pensé. Mais alors, que devient donc l'*opinion arrêtée* de M. Vidal; qui, loin d'avoir une *opinion arrêtée* sur la destinée humaine, nie implicitement cette destinée; par cela seul qu'il affirme la réalité de l'antropomorphisme.

— Après cela, et comme fatigué d'avoir été clair, M. Vidal entre dans un galimatias double : d'antropomorphisme, de mysticisme, de philosophisme, au sein duquel lui-même n'a pas compris un seul mot. La fin du chapitre est, cependant, digne du morceau que nous avons cité.

« — Sans la morale, dit-il, l'économie manque de base; « sans la morale et l'économie, la politique n'est plus que « l'art des expédients; elle n'a plus ni sens ni raison d'être; « elle est sans principe et sans but; elle ne peut être autre « chose qu'une tumultueuse mêlée, où l'ambition, l'intrigue, « la force, la ruse et la mauvaise foi, les passions les plus « honteuses, se disputent la victoire, c'est-à-dire la domi- « nation exclusive, au milieu des ténèbres, de l'anarchie et « du chaos. »

— C'est encore parfaitement vrai. Mais, y a-t-il, en réalité, une morale autre que celle prêchée par les fripons pour exploiter les dupes? La prétendue science actuelle dit que non. Alors, M. Vidal, avant d'aller plus loin, aurait dû prouver : que, la prétendue science *actuelle* n'est point la science *réelle*. Au lieu de cela, il ne dit pas un mot de la fausseté de cette prétendue science; il SUPPOSE : que, la morale existe.

Si, la morale est si nécessaire, et elle l'est en effet; si ce n'est pas exclusivement sur le bourreau qu'elle doit reposer; et une pareille idée serait essentiellement utopique, suffit-il de la baser sur une hypothèse? M. Vidal serait-il, par hasard,

de l'école de M. Guizot? Ce savant professeur, sachant parfaitement que l'antropomorphisme et le panthéisme ne pouvaient, en présence de l'incompressibilité de l'examen, être *bases de morale;* et, sachant en outre, que la morale est absolument nécessaire à l'existence de l'ordre, a voulu la baser sur sa propre autorité; qu'il a eu l'adresse de présenter : comme étant l'autorité philosophique.

« — Pour ceux d'entre vous, dit-il, qui ont fait des études « philosophiques un peu étendues, il est, je crois, évident « aujourd'hui que LA MORALE EXISTE INDÉPENDAM- « MENT DES IDÉES RELIGIEUSES. »

(*Histoire de la Civilisation en Europe,* p. 136.)

— Cette proposition, dans la bouche d'un homme aussi éminent, prononcée du haut d'une chaire, dans la première école du monde, a fait plus de mal à l'existence de l'ordre que toutes les folies prétendues socialistes. Je le répète : M. Vidal appartient-il à cette école? S'il y appartient, il s'expose aux dangers que lui-même a si bien décrits :

« A ne jamais avoir aucun moyen d'apprécier la justesse « ou la fausseté de ses propres idées; à se tromper sans « cesse ; à errer au hasard au milieu des ténèbres, à travers « les systèmes les plus contradictoires; adoptant aujourd'hui « telle opinion et demain telle autre; à se contredire à chaque « instant; à combattre le lendemain, les principes qu'il dé- « fendait la veille; à tourner enfin dans un immense, dans « un éternel cercle vicieux. »

Comment est-il possible, après avoir si bien décrit l'abîme et ses dangers, de s'y précipiter ainsi tête baissée?

III.

« L'ÉCONOMIE PUBLIQUE embrasse les observations et les principes qui ont rapport aux « INTÉRÊTS d'une nation CONSIDÉRÉE EN PARTICULIER, et comme pouvant être OPPOSÉS AUX « INTÉRÊTS D'UNE AUTRE NATION. » J.-B. SAY.

« Ce qui, clairement exprimé, signifie : que la « bonne économie publique d'une nation est : « ce qui la rend la plus forte ; et ce qui rend « les autres les plus faibles.

« Les Anglais, depuis un siècle, sont les « premiers économistes du monde. »

COLINS, *Commentaire.*

« L'ÉCONOMIE POLITIQUE regarde les intérêts « de quelque nation que ce soit, ou de la SOCIÉTÉ EN GÉNÉRAL. » J.-B. SAY.

« Et comme, tant qu'il y a des nationalités, « c'est-à-dire tant que la force est le seul critérium possible de justice entre elles, l'intérêt « de la société en général, abstraction faite de « la force, est la plus grande des UTOPIES ; il « faut en conclure : que l'économie politique « est encore la plus grande des UTOPIES. »

COLINS, *Commentaire.*

« Quiconque n'OUBLIE PAS qu'il y a des États « politiques séparés les uns des autres et constitués diversement, ne traitera jamais bien « aucune question d'économie politique. »

TURGOT.

« Ce qui, clairement exprimé, signifie : « quiconque n'oublie pas d'examiner une « question dans ce qu'elle est, pour ne se « souvenir que de l'examiner dans ce qu'elle « n'est pas, ne traitera jamais bien cette question, n'importe à quel ordre elle appartienne. »

COLINS, *Commentaire.*

Le chapitre II a pour sommaire : *Principes économiques. But, objet et définition de l'économie sociale.*

« — L'économie, avons-nous dit, répète M. Vidal, est « principalement la science de l'utile. »

— Bien, Monsieur. Mais l'utile dépend aussi de la mo-

rale. Et, s'il n'y a pas de morale; c'est-à-dire : s'il n'y a de morale qu'illusoirement, qu'est-ce qui détermine l'utile? Vous-même avez dit, qu'il faudrait crier à l'homme sans notions certaines, qui voudrait déterminer l'utile : *Qu'en savez-vous, et que pouvez-vous en savoir?*

Il y a plus : la science de l'*utile,* socialement parlant, c'est la *science de l'ordre.* Car, ce qu'il y a de plus utile socialement, c'est de vivre; et, hors l'ordre, la société doit mourir. Vous, vous dites : que, l'utile, c'est la non-existence du paupérisme. Mais, Monsieur, êtes-vous bien sûr que le paupérisme ne soit pas *absolument* nécessaire à l'existence de l'ordre, tant que vous et les vôtres êtes obligés de jeter vos ornements sacrés, comme forcés d'avouer que, pour vous, la science sacrée n'existe pas encore?

« — La misère, dites-vous, c'est la cause de l'abrutisse-
« ment, de la prostitution, de la servitude, de l'immoralité,
« et la mère féconde des vices et des crimes. »

— Eh! non, Monsieur. La misère n'est point la cause de l'abrutissement, etc.; c'est, au contraire, l'abrutissement, c'est-à-dire l'ignorance, qui est cause de la misère, etc.

« — Eh bien! continuez-vous, l'économie *enseigne* ou
« *doit enseigner* comment, par le travail, on peut créer l'a-
« bondance, comment on peut faire participer tout homme
« aux biens, aux joies de ce monde. »

— ENSEIGNE ou DOIT ENSEIGNER est très-joli! Alors, Monsieur, pourquoi n'enseignez-vous pas? Parce que vous ne savez pas, n'est-il pas vrai? Vous voyez donc : que, l'ignorance est seule la cause de la misère!

« — Nous croyons sincèrement, continue l'auteur, que
« celui qui aurait trouvé un système économique, un *méca-*
« *nisme social,* capable de mettre le dernier de nos semblables
« à l'abri de l'indigence et des mauvaises suggestions de la
« faim, d'assurer à tout individu, en échange de son travail,
« assez de bien-être et de repos pour lui permettre de déve-

« lopper son intelligence et son cœur ; — nous croyons que « celui-là aurait fait pour l'éducation, pour la moralisation, « pour l'affranchissement du peuple, pour la liberté et la di- « gnité humaines, cent fois plus que tous les professeurs de « morale et les maîtres d'école, etc. »

— Dès l'abord, vous avez mis la morale au-dessus de la richesse de tous ; maintenant vous mettez la richesse de tous au-dessus de la morale. Vous l'avez bien dit : sans morale, on est exposé à se tromper sans cesse ; à errer au hasard au milieu des ténèbres, à travers les systèmes les plus contradictoires, adoptant aujourd'hui telle opinion et demain telle autre ; à se contredire à chaque instant ; à combattre le lendemain les principes que l'on défendait la veille ; et c'est ce que vous faites.

Vous vous trompez, Monsieur ; si même vous aviez donné les moyens théoriques, et quant à la richesse seulement, de répartir les produits du travail de manière à ce que nulle exploitation du faible par le fort ne fût possible, cette théorie serait complétement inapplicable : parce que, comme vous l'avez dit, la répartition des richesses est subordonnée à l'ordre moral. En dehors de la connaissance *réelle* de cet ordre, votre répartition, conforme au travail, ne servirait qu'à faire des brigands. « Si toute la France savait lire, a dit M. Michel Chevalier, « elle serait ingouvernable. » Et, c'est très-vrai, en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit. Si, en effet, la France savait lire, elle verrait que vous placez les professeurs d'économie au-dessus des professeurs de morale. La France en conclurait : que la richesse vaut mieux que la morale. C'est ce que les gens prétendus instruits de notre époque croient savoir. Où en serions-nous, si les masses avaient une pareille instruction ?

« — Vous définiriez l'économie, dites-vous : La science « qui enseigne comment il faut organiser l'industrie et répar- « tir les richesses, conformément aux principes de l'utilité « générale et de la justice distributive. »

consiste; et, comment elle peut se réaliser sans faire tort à personne, tout en faisant le bonheur de tous.

« — Qui donc, dit M. Vidal, a écrit ces lignes impi-
« toyables?

«« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa
« famille n'a pas le moyen de le nourrir, ou si la société n'a
« pas besoin de son travail; cet homme n'a pas le *moindre*
« *droit* de réclamer une portion quelconque de nourriture, et
« il est réellement *de trop* sur la terre. Au grand banquet de la
« nature, il n'y a pas de place pour lui; la nature lui com-
« mande de s'en aller, et elle ne tardera pas à mettre elle-
« même cet ordre à exécution. »»

« C'est, le croirait-on, un homme généreux, un philan-
« trope sincère. Mais c'est un disciple de Smith; c'est Mal-
« thus, le fondateur de l'école fataliste. »

— Eh bien! Monsieur, ce que dit Malthus est la pure vérité, l'inévitable vérité, sous l'organisation sociale que vous protégez, ayant pour base: l'antropomorphisme ou le panthéisme à l'intellectuel, et l'aliénation du sol au matériel. J.-B. Say a exprimé la même chose en disant: *Tous les ans une partie de la population doit mourir de besoin, même au sein de la nation la plus prospère.* Et c'est aussi vrai, sous la plume de Malthus que sous la plume de J.-B. Say.

Cela ne peut pas durer, sous peine d'anarchie, répéterez-vous.

Très-bien! Mais avez-vous un remède? Connaissez-vous seulement la cause du mal? Vous n'en avez même pas l'ombre d'une idée.

« — Qui a sérieusement proposé, continuez-vous, des hé-
« catombes de nouveaux nés, l'asphyxie des enfants du pauvre?
« C'est Marcus, disciple de Malthus et d'Adam Smith. »

— Mais, Monsieur, Malthus, Adam Smith et Marcus étaient, à cet égard, les disciples d'Aristote, que la société que vous protégez a jadis défendu de contrarier, sous peine d'être

pendu. Et Aristote, A. Smith, Malthus et Marcus ont parfaitement raison, toujours sous la société que vous défendez; à moins qu'il ne soit moins cruel de tuer des hommes par une mort lente, que de tuer des enfants, encore privés de connaissance, par une mort rapide.

« — C'est, continuez-vous, encore Malthus qui a écrit :

«« Que chacun en ce monde réponde de soi et pour soi.
« Tant pis pour ceux qui sont de trop ici-bas ! On aurait trop
« à faire si l'on voulait donner du pain à tous ceux qui crient
« la faim ! Qui sait même s'il en resterait assez pour les riches?
« Comme la population tend sans cesse à dépasser les moyens
« de subsistance, la charité est une folie, un encouragement
« à la misère. »»

— Ce que Malthus a dit, M. Duchâtel l'a répété. Il y a plus : Malthus et Duchâtel ont tellement raison, sous la société que vous protégez : que, ce fait qu'ils ont avancé, est aussi incontestable que la démonstration du carré de l'hypothénuse.

« — Et ces lignes, continuez-vous, dignes en tout point
« des précédentes :

«« *A rigoureusement parler,* la société ne doit aucun se-
« cours, aucun moyen de subsistance à ses membres. »»

— Et ici, vous mettez entre parenthèse :

« — Alors, à quoi bon la société? »

— A quoi bon? Je vais vous le dire, Monsieur. A établir l'ordre au sein de la société; c'est-à-dire, à conserver la vie de l'humanité : jusqu'à ce que l'ignorance sociale sur la réalité du droit, ignorance dont la conséquence nécessaire est le paupérisme ou la mort, puisse être anéantie; et par suite, le paupérisme. Comprenez-vous, Monsieur?

«« — En se réunissant, continue la citation, chacun est
« censé lui apporter ses moyens d'existence. »»

— Ici, vous mettez entre parenthèse :

« — Vous figurez-vous le nouveau né apportant avec lui « en venant au monde, ses moyens d'existence? Chacun ap- « porte avec lui ses bras, sa bonne volonté, son travail, et « cela doit suffire pour lui donner le *droit* à vivre. »

— Non, Monsieur. A supposer qu'il y ait un droit, dont la raison est l'expression, le droit de toute l'humanité passe avant le droit d'une partie de l'humanité. Le droit de l'humanité, c'est le droit de la société. Et la société doit pouvoir vivre, même aux dépens de tel ou tel individu. *Salus populi ultima lex esto.* Quand donc le paupérisme est nécessaire à l'existence de l'ordre, *vie sociale,* ceux des pauvres qui sont de trop n'ont pas le droit de vivre. Il n'y a que les riches alors qui aient ce droit. Et c'est seulement quand le paupérisme devient incompatible avec l'existence de l'ordre, que *tous* commencent à avoir le droit de vivre; droit qui ne peut se réaliser que par l'anéantissement de l'ignorance sociale; ignorance rendant nécessaire la société que vous protégez; et, qui donne raison à l'auteur des citations que vous blâmez.

« « Celui, continue la citation, qui se présenterait à elle « sans ressources serait obligé de les réclamer d'un autre « membre de la société; celui-ci serait fondé à demander en « vertu de quel droit on lui impose cette charge. Telle est la « rigueur du droit. » »

« Elles sont, dites-vous, de J.-B. Say, disciple de Smith. »

— Mais, Monsieur, tant que l'intérêt général n'est point rendu identique aux intérêts individuels, ce qui ne peut exister sous la société que vous protégez, J.-B. Say et Smith ont parfaitement raison.

« — Enfin ces mots, ajoutez-vous, sont de J.-B. Say :

« « Quand l'economie professait la prétention de gouverner « l'État, on conçoit qu'elle pouvait porter ombrage à l'au- « torite; mais ce danger n'est plus à craindre, maintenant « *qu'elle ne consiste qu'à décrire* la manière dont les choses « se passent dans la société. » » (*Cours complet.*)

« Et ailleurs :

« « Les économistes du XVIIIe siècle, qui se croyaient ap-
« pelés à diriger le gouvernement, et malheureusement aussi
« quelques auteurs (M. Sismondi, sans doute), ne me
« semblent pas avoir compris le but et la dignité de la
« science. » »

— « Quelle superbe ! ajoutez-vous. Mais, jamais, non,
« jamais, l'économie n'a été dégradée, avilie, ravalée comme
« dans ces lignes. »

— Eh ! Monsieur, vous qui voulez conserver la société de J.-B. Say, vous devriez parler comme lui, sous peine d'être illogique. Au reste, je pourrais vous citer des passages de J.-B. Say, où il dit tout le contraire. C'est que, quand on est sans base morale, on s'expose, comme vous le dites fort bien, à errer à travers les systèmes les plus contradictoires, adoptant aujourd'hui telle opinion, et demain telle autre, etc., etc.

« — Les économistes, dites-vous s'étant trompés sur le
« but même de la science ; il n'est point surprenant qu'ils
« aient fait fausse route. »

— Allons, Monsieur, nous allons voir si vous les redresserez. Mais faites attention qu'ils auront droit de vous dire ce que vous leur avez mis dans la bouche. — « « Quiconque
« n'a pas de notion de la destinée humaine... ne peut ri-
« goureusement distinguer ce qui est bien de ce qui est mal,
« ce qui est vrai de ce qui est faux, ce qui est utile de ce qui
« est nuisible. Dès lors, il n'a pas même droit de critique.
« Que s'il vient à nous dire : Mais vous vous égarez, vous
« faites fausse route ! il suffira, pour lui imposer silence, de
« répondre : Mais qu'en savez-vous, et que pouvez-vous en
« savoir ? » »

— « A les en croire, continuez-vous, tout va de soi-même,
« et tout va pour le mieux dans le monde économique,
« comme dans le meilleur des mondes possibles. Aussi la

« science doit-elle consister uniquement à décrire comment « les choses se passent, puis à conclure : *Il faut laisser faire.* »

« Mais, c'est proclamer la nullité et l'inutilité de la « science. »

— Mais, Monsieur, vous devriez conclure comme eux, si vous étiez fidèles à vos prémisses. Vous affirmez : que, la société basée sur l'antropomorphisme ou sur le panthéisme, et sur l'aliénation du sol est la seule possible. Or, sous cette société, tout conduit *nécessairement* au paupérisme. Alors, tout va de soi-même, et tout pour le mieux ; puisqu'il n'y a pas autre chose possible. Vous concevez donc : que la science doit consister uniquement à décrire comment les choses se passent ; puis à conclure : *il faut laisser faire?* Et en effet : que voudriez-vous faire si vous ne pouvez rien faire.

Remarquez, d'ailleurs, que le *laisser faire* signifie seulement : *Laissez faire ce qui est conforme à l'organisation actuelle de la société ; empêchez de faire ce qui lui est contraire.* Et ce *laissez faire* existe nécessairement sous toute société possible. Croyez-vous, par exemple, que la société actuelle *laisserait faire :* si les pauvres voulaient avoir ce à quoi ils auraient droit sous une autre société? Allez donc le demander à la Constituante de sotte et sanglante mémoire!

IV.

« Le laissez faire, qu'est-ce donc autre « chose, s'il vous plaît, que la négation for- « melle de l'économie? S'il faut toujours lais- « ser faire, il est évident que la science est « parfaitement inutile, et nous ne voyons pas « ce que les savants auraient à nous ensei- « gner! Concevons, une fois pour toutes, qu'il « n'y a qu'à laisser faire, et tout sera dit. La « belle science, en vérité, qui se résume en « une négation : Ne rien faire!

« De science morale et politique qu'elle « devait être, qu'elle était dès le principe, « la voilà donc réduite à ne plus être qu'une « science de pure curiosité, une science ex- « clusivement descriptive, une science natu- « relle, analogue à la botanique ou à la con- « chyologie! L'économie observera, recueillera « des faits, puis les expliquera tant bien que « mal; elle enregistrera les phénomènes so- « ciaux, sans en discuter la moralité, puis elle « en rendra compte de son mieux, comme la « physique rend compte des faits qui sont de « son domaine; elle dira enfin comment les « richesses se produisent, se distribuent, se « consomment, sans se préoccuper aucune- « ment de savoir comment elles pourraient, « comment elles devraient être produites et « distribuées, sans s'inquiéter de l'ordre, de « la morale et de la justice, qui ne sauraient « avoir rien de commun avec l'économie.

« Ah! J.-B. Say avait raison. Les écono- « mistes libéraux sont les seuls qui aient « compris le but et la dignité de la science! « ils ont d'abord décrété la souveraineté, l'in- « faillibilité de l'individualisme, ceux qui « avaient tant ri de l'infaillibilité des papes et « des rois. Ils ont posé l'intérêt particulier « comme régulateur suprême en toute chose, « comme principe de justice, au milieu de la « lutte acharnée de tous les intérêts; ils ont « fait de la force, de la ruse, du hasard et de « la mauvaise foi, les arbitres souverains du « monde économique; ils ont transformé l'in- « dustrie en champ clos, ils ont poussé dans « la lice tous les combattants, et, pour toute « morale, ils ont proclamé cette maxime des « sauvages : « Malheur aux vaincus! »

M. Vidal. Chap. II.

— Ce passage est admirable, et, de force à broyer les

économistes; mais il retombe de tout son poids sur les prétendus socialistes.

Sous l'antropomorphisme ou sous le panthéisme, seule alternative admise par messieurs les prétendus socialistes, il n'y a de possible : que, la souveraineté de droit divin, infaillibilité des papes; ou, que la souveraineté du peuple, infaillibilité de l'individualisme. Et, qu'est-ce, s'il vous plait, que la souveraineté du nombre, si ce n'est pousser dans la lice tous les combattants; puis, pour toute morale, proclamer cette maxime des sauvages : MALHEUR AUX VAINCUS !

Maintenant, Monsieur, avez-vous une autre souveraineté à proposer? Si vous la proposez, après avoir admis qu'il n'y a de possible que l'antropomorphisme ou le panthéisme, vous recommencez à *errer au hasard au milieu des ténèbres, à travers les systèmes les plus contradictoires, adoptant aujourd'hui telle opinion et demain telle autre.*

Après cela vous établissez, à l'égard des économistes, une série de : *ils n'ont pas compris;* que, malheureusement, vous ne comprenez pas vous-même.

Puis vous ajoutez :

« — Et nous aussi, nous voulons *la liberté,* LA LIBERTÉ « POUR TOUS! Pour les faibles comme pour les forts, mais « nous ne prenons pas les mots pour la chose. Nous voulons « une liberté réelle, stable, permanente, et non pas une li- « berté nominale; et nous disons qu'aujourd'hui cette véri- « table liberté n'existe pas pour tous; qu'elle ne peut exis- « ter qu'à la condition d'être *efficacement garantie.....* »

— Et, où peut-elle se trouver, s'il vous plait, cette garantie? Sous l'antropomorphisme ou le panthéisme, que vous croyez seuls possibles, il n'y a de garantie efficace que LA FORCE. Eh bien! cette garantie de votre choix elle existe depuis le commencement du monde. Que, diable! voulez-vous donc?

— « On a bien assez, dites-vous, déconsidéré le principe « de l'autorité; on a assez et trop fait de protestantisme po-

« litique au profit exclusif de la noblesse et de la bourgeoi-
« sie. Les véritables amis de la démocratie ont aujourd'hui
« à réhabiliter l'idée du pouvoir, *dans l'intérêt du peuple,*
« *dans l'intérêt de l'ordre et de la liberté.* »

— Eh ! Monsieur ! sous l'antropomorphisme, l'ordre, c'est le despotisme; sous le panthéisme, la liberté, c'est l'anarchie. Et vous n'admettez de possible : que, l'antropomorphisme et le panthéisme. Que voulez-vous donc que la société puisse faire : et de votre ordre, et de votre liberté ?

— « En désarmant le pouvoir, continuez-vous, en le ré-
« duisant à l'impuissance, on croyait arriver à la liberté la
« plus complète, et l'on a abouti à l'excès de l'imprévoyance et
« de l'égoïsme ; au triomphe de la force sur la raison et sur
« le droit ; à la domination de quelques intérêts particuliers,
« des intérêts de la minorité ; enfin à L'ANARCHIE UNIVER-
« SELLE. »

— Vous aimez l'autorité et le pouvoir, Monsieur, et vous avez raison. Mais quelle autorité, quel pouvoir, s'il vous plaît ? Est-ce l'autorité de vous-même, ou celle de M. Louis Blanc ? Non, répondez-vous, c'est l'autorité, le pouvoir de la raison. Parfait, Monsieur ! Mais, tant qu'il n'est pas possible de distinguer et de faire distinguer à tous, d'une manière rationnellement incontestable, l'autorité de la raison réelle de l'autorité du sophisme, raison apparente, — et cela existe nécessairement sous l'antropomorphisme ou sous le panthéisme, que vous tenez comme seuls possibles, — il n'y a d'autorité possible : que celle de la force, brutale ou masquée de droit. Si c'est là celle que vous aimez, soyez satisfait : c'est ce que la société actuelle, sous tout gouvernement actuellement possible, vous donne nécessairement.

« — Lorsque nous employons le mot *gouvernement,* dites-
« vous encore, nous y attachons un sens abstrait, nous vou-
« lons désigner un principe. Nous supposons, *à priori,* un
« pouvoir normal et régulièrement constitué ; nous laissons

« à chacun la faculté de comprendre sous cette dénomina-
« tion, quel qu'il soit, le système qu'il préfère, qu'il désire,
« qu'il conçoit ou qu'il rêve. »

— Et vous laissez à la force, au despotisme ou à l'anarchie, de décider celui qui sera assez fort pour mettre le sien en pratique ; et, encore à la force le soin de le conserver en vigueur.

Vous dites : que, reprocher à un écrivain d'avoir une opinion arrêtée, un système, c'est lui reprocher de n'avoir pas pris la plume uniquement pour barbouiller du papier. Commencez-vous à comprendre, Monsieur, qu'il y a aussi des systèmes uniquement bons à barbouiller du papier ?

Et, en écrivant ceci, je suis certain : que, M. Vidal sera loin d'y trouver une offense; qu'il n'y verra qu'une expression de bienveillance à son égard ; et qu'il aura pour moi la reconnaissance que j'aurai pour lui toutes les fois qu'il voudra bien me corriger d'une erreur.

« — Le gouvernement, quel qu'il soit, continue M. Vidal,
« c'est pour nous la protection, la prévoyance sociale ; le re-
« présentant de l'ordre pour tous et de l'intérêt de tous ;
« c'est la direction supérieure des forces et des intelligences.
« Eh bien ! nous croyons que toutes les forces, toutes les
« intelligences doivent être dirigées. »

— Et par qui, s'il vous plaît? Encore une fois, est-ce par vous, par M. Louis Blanc, ou par la raison? Si c'est par la raison, dites alors : comment ce qu'elle ordonne se connait pour tous et pour chacun d'une manière rationnellement incontestable ; et, quel moyen possède la raison pour se faire obéir inévitablement? je vous préviens encore : que, ces choses sont absolument impossibles, sous l'antropomorphisme et sous le panthéisme, que vous tenez comme seuls possibles. Alors, le seul directeur possible des forces et des intelligences, c'est *le plus fort*. Et c'est ce qui existe depuis le commencement du monde. Pourquoi donc n'êtes-vous pas content?

Après cela, vous faites de la logomachie, sur la libre con-

currence, que vous repoussez ; et, sur la noble rivalité, que vous admettez. Eh, Messieurs! ne disputons point sur les mots. Si vous préférez l'expression *noble rivalité* à l'expression *libre concurrence*, soit. Dites-nous seulement : comment, la noble rivalité peut triompher, pour le bien de tous, au sein de l'humanité. Et surtout : ne faites ni logomachies ni utopies.

« — Nous ne serons pas, dites-vous, pour le *salariat*, « pour le *libre débat des salaires*, parce que nous ne croyons « pas *à la liberté* de l'affamé vis-à-vis du détenteur des « subsistances. »

— Alors, vous êtes pour le *libre débat des salaires*, puisque ce que vous lui reprochez actuellement, c'est DE NE PAS ÊTRE LIBRE.

« — Parce que, ajoutez-vous, nous ne croyons point à « la liberté *prétendue* des salaires ; laquelle se réduit à la li- « berté de ne pas travailler ; c'est-à-dire à *la liberté de mourir* « *de faim*. »

— Ainsi, ce que vous reprochez à la *liberté* des salariés, c'est de n'être qu'une prétendue liberté! Vous êtes donc partisan de la liberté réelle des salaires! Vous avez raison, Monsieur. Hors cela, il n'y a de possible : que, le plus stupide des despotismes. Ce que vous avez voulu dire vaut infiniment mieux que ce que vous avez dit.

Plus loin, vous dites :

« — L'intention, la meilleure intention ne saurait suppléer « au savoir et à la capacité. »

— Ah! Monsieur! quelle vérité vous venez de dire! Elle devrait être la devise actuelle, et des économistes, et des prétendus socialistes.

Après cela, vient une série de : *nous ne croyons pas*.

Vous savez ce que dit saint Augustin d'un homme qui a une opinion ; et, actuellement toute croyance est une opi-

nion. Que penseriez-vous, Monsieur, d'un maître de mathématiques qui vous dirait, à vous son disciple : je crois que deux et deux font quatre; je crois que les trois angles d'un triangle sont égaux à deux droits; puis vous laisserait sans démonstration? Vous diriez, n'est-il pas vrai : voilà un maître qui me vole mon argent? Eh bien! depuis que l'examen est devenu incompressible; depuis que la force peut seule décider entre des opinions; il faut, en organisation sociale, parler comme on doit parler en mathématiques : démontrer; ou se taire; ou, voler l'argent de ceux qui vous paient, pour connaître la vérité.

M. Vidal termine ses : *nous ne croyons pas,* par le *nous croyons* suivant :

« — Nous croyons, au contraire, dit-il, qu'il faut, avant « tout, constituer la solidarité effective de tous les intérêts; « puis diriger toutes les forces vers un but déterminé. »

— Par exemple, voilà une excellente croyance! C'est bien dommage que sous l'antropomorphisme ou le panthéisme, que M. Vidal admet comme seuls possibles, et en présence de l'incompressibilité de l'examen, la possibilité de réaliser cette croyance soit la plus naïve des utopies!

« — C'est, dit M. Vidal, l'erreur constante des économistes, l'erreur mère et génératrice de toutes les erreurs, « de toujours confondre l'économie, *science morale avant* « *tout,* avec les sciences physiques. »

— M. Vidal a ici parfaitement raison. Seulement il oublie : que, l'erreur capitale des prétendus socialistes, erreur mère et génératrice de toutes leurs erreurs, est de croire : qu'une SCIENCE morale peut exister, sous l'antropomorphisme ou sous le panthéisme. Et, cependant, ils ne reconnaissent de possible que l'antropomorphisme ou le panthéisme.

« — Le monde moral, dit M. Vidal, diffère essentiellement du monde physique. »

— Sous l'antropomorphisme, comme sous le panthéisme,

et vis-à-vis de la raison supposée exister alors, il n'y a pas plus de monde moral possible, que d'êtres réels au sein du néant.

« — Les minéraux et les végétaux, dit M. Vidal, sont *à* « *peu près* aujourd'hui ce qu'ils étaient le lendemain de la « création. »

— Le lendemain de la création est joli ! Et la veille, s'il vous plaît, qu'est-ce qu'il y avait? Rien? Et comment trouvez-vous, en face de la raison, FAIRE QUELQUE CHOSE DE RIEN ?

A peu près, est aussi très-joli ! Et pourquoi les animaux n'en sont-ils pas? Si M. Vidal se trouvait à la hauteur des sciences dites naturelles, il saurait qu'il n'y a aucune séparation réelle entre les règnes, et que ce ne sont que des coupes arbitrairement établies pour faciliter l'étude.

« — L'homme, au contraire, être actif, sociable et intelli- « gent, est plus ou moins libre dans une sphère déterminée. »

— Libre ! sous l'antropomorphisme ? Libre ! sous le panthéisme? En vérité ! M. Vidal ne devrait point reprocher aux économistes de manquer de logique.

Maintenant, vous allez entendre M. Vidal, justifier implicitement les économistes :

« — Il s'agirait donc aujourd'hui, dit-il, de trouver un « système économique capable de réaliser l'abondance pour « tous et la justice distributive. »

— M. Vidal ne se doute pas : que, sous l'antropomorphisme comme sous le panthéisme, l'abondance pour tous, en vulgarisant l'absence de tout droit hors la force, serait la mort de l'humanité.

« — Mais, continue M. Vidal, on ne trouve que ce qu'on « cherche avec persévérance. »

— C'est vrai. Mais encore faut-il que ce qu'on cherche ne soit pas absurde. Vous chercheriez la quadrature du cercle,

ou la démonstration de l'antropomorphisme, jusqu'à la consommation des siècles, que vous ne trouveriez en tout temps que les douches de Charenton.

« — Et pour chercher, continue M. Vidal, il faut au moins « être bien convaincu que le *nec plus ultra* de la science « ne consiste pas seulement à savoir *comment les choses se « passent.* »

— C'est vrai. Mais, pour être socialement convaincu de cela, il faut auparavant que l'anarchie vous ait appris : que la *science réelle* peut seulement exister lorsque vous aurez mis la quadrature du cercle et la réalité soit du panthéisme, soit de l'antropomorphisme sur une seule et même ligne.

« — Car alors, continue M. Vidal, *il n'y aurait que des « descriptions à faire.* »

— Voilà M. Vidal et les économistes parfaitement d'accord. C'est juste : lui et eux doivent conclure sous les mêmes prémisses.

« — Mais, à savoir, continue-t-il, *comment elles doivent se passer.* »

— Voici, Monsieur, comment elles doivent se passer :

Sous l'ignorance sociale, relative à la réalité du droit, les choses doivent se passer absolument comme elles se passent actuellement. C'est facile à prouver : il faut alors qu'elles soient comme elles sont, sous peine de non existence d'ordre moral.

« — Il faut enfin, continue M. Vidal, chercher d'abord ce « qui est utile et juste en principe ; puis chercher ensuite le « moyen de réaliser l'intérêt général et la justice. »

— Eh bien ! Monsieur, ce qui est utile et juste en c'est que l'humanité ne périsse point par l'anarchie : cela, il faut, tant que l'ignorance sociale sur la r droit n'est point anéantie, que le paupérisme anéanti. Quant à chercher à réaliser le paup

et vis-à-vis de la raison supposée exister alors, il n'y a pas plus de monde moral possible, que d'êtres réels au sein du néant.

« — Les minéraux et les végétaux, dit M. Vidal, sont *à* « *peu près* aujourd'hui ce qu'ils étaient le lendemain de la « création. »

— Le lendemain de la création est joli ! Et la veille, s'il vous plaît, qu'est-ce qu'il y avait? Rien? Et comment trouvez-vous, en face de la raison, FAIRE QUELQUE CHOSE DE RIEN ?

A peu près, est aussi très-joli ! Et pourquoi les animaux n'en sont-ils pas? Si M. Vidal se trouvait à la hauteur des sciences dites naturelles, il saurait qu'il n'y a aucune séparation réelle entre les règnes, et que ce ne sont que des coupes arbitrairement établies pour faciliter l'étude.

« — L'homme, au contraire, être actif, sociable et intelli- « gent, est plus ou moins libre dans une sphère déterminée. »

— Libre ! sous l'antropomorphisme ? Libre ! sous le panthéisme? En vérité ! M. Vidal ne devrait point reprocher aux économistes de manquer de logique.

Maintenant, vous allez entendre M. Vidal, justifier implicitement les économistes :

« — Il s'agirait donc aujourd'hui, dit-il, de trouver un « système économique capable de réaliser l'abondance pour « tous et la justice distributive. »

— M. Vidal ne se doute pas : que, sous l'antropomorphisme comme sous le panthéisme, l'abondance pour tous, en vulgarisant l'absence de tout droit hors la force, serait la mort de l'humanité.

« — Mais, continue M. Vidal, on ne trouve que ce qu'on « cherche avec persévérance. »

— C'est vrai. Mais encore faut-il que ce qu'on cherche ne soit pas absurde. Vous chercheriez la quadrature du cercle,

ou la démonstration de l'antropomorphisme, jusqu'à la consommation des siècles, que vous ne trouveriez en tout temps que les douches de Charenton.

« — Et pour chercher, continue M. Vidal, il faut au moins « être bien convaincu que le *nec plus ultra* de la science « ne consiste pas seulement à savoir *comment les choses se « passent.* »

— C'est vrai. Mais, pour être socialement convaincu de cela, il faut auparavant que l'anarchie vous ait appris : que la *science réelle* peut seulement exister lorsque vous aurez mis la quadrature du cercle et la réalité soit du panthéisme, soit de l'antropomorphisme sur une seule et même ligne.

« — Car alors, continue M. Vidal, *il n'y aurait que des « descriptions à faire.* »

— Voilà M. Vidal et les économistes parfaitement d'accord. C'est juste : lui et eux doivent conclure sous les mêmes prémisses.

« — Mais, à savoir, continue-t-il, *comment elles doivent se passer.* »

— Voici, Monsieur, comment elles doivent se passer :

Sous l'ignorance sociale, relative a la réalité du droit, les choses doivent se passer absolument comme elles se passent actuellement. C'est facile à prouver : il faut alors qu'elles soient comme elles sont, sous peine de non existence d'ordre moral.

« — Il faut enfin, continue M. Vidal, chercher d'abord ce « qui est utile et juste en principe ; puis chercher ensuite le « moyen de réaliser l'intérêt général et la justice. »

— Eh bien ! Monsieur, ce qui est utile et juste en principe, c'est que l'humanité ne périsse point par l'anarchie : et, pour cela, il faut, tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie, que le paupérisme ne soit point anéanti. Quant à chercher à réaliser le paupérisme, qui, ac-

tuellement, est encore utile et juste, c'est inutile : il existe et croît continuellement depuis l'origine sociale.

D'un autre côté, le paupérisme, en présence de l'incompressibilité de l'examen, est lui-même devenu incompatible avec l'existence de l'ordre. Mais, avant de pouvoir chercher *utilement* à l'anéantir, il faut *être bien convaincu :* qu'antropomorphisme, panthéisme, et quadrature du cercle doivent être placés sur une seule et même ligne. Or, M. Vidal n'en est point là ; et, peut-être même n'y arrivera-t-il jamais : il est si peu d'hommes capables de se débarrasser des préjugés de l'éducation !

« — L'économie, dit plus loin M. Vidal, attend encore « l'architecte qui doit lui élever un temple. »

— Ainsi, Monsieur, vous ne connaissez rien de la science sacrée ! Alors, et selon vous, vous ne pouvez écrire que pour barbouiller du papier. C'est faire perdre du temps à ceux qui vous lisent, et que vous ne pouvez instruire.

M. Vidal se plaint de ce que, de tout temps, « les précur- « seurs et les inventeurs ont été immolés au ridicule, ba- « foués par les scribes et les pharisiens. »

C'est généralement vrai pour les connaissances physiques. Mais, en vérité, je ne sais de quoi ont à se plaindre les précurseurs et les inventeurs en ordre moral. Jusqu'à présent, ils n'ont rien dit qui ne mérite les sifflets de la postérité. Parler de morale sous l'antropomorphisme ou sous le panthéisme, c'est parler de liberté sous l'ordre de la nécessité.

V.

« Qu'est-ce que le libéralisme avec sa négation, son doute, son examen en un mot, lui « a substitué à l'autorité religieuse révélée ? « l'absence de tout principe de certitude, de « toute règle de conduite, de morale sociale « et de religion humanitaire ; l'anarchie sans « compensation ; la nécessité sans raison ; le « fait sans droit ; le hasard sans intelligence ; « l'individualisme, l'isolement et le désespoir. »

De Potter, *Études sociales*.

« J'attaque surtout le libéralisme et le radicalisme actuels, et le républicanisme qui « en est l'expression politique, comme les « principaux obstacles à la rénovation sociale. »

De Potter, *Id.*

« Je regarde le libéralisme, lorsqu'il se « donne pour le dernier mot de l'intelligence ; « je regarde, dis-je, le libéralisme et le jugement par majorités, son criterium obligé en « morale, en religion, en politique, en administration, en économie sociale, comme tellement funestes à la société humaine, que « mon principal grief contre les temps d'ignorance, de sentiment et de crédulité est d'avoir amené et nécessité cette époque bâtarde, « sans entrailles comme sans compréhension, « vaine, présomptueuse, bavarde, rancuneuse, « lâche et nulle, bien au-dessous de l'époque « sombre et cruelle mais énergique du moins, « des tyrans féodaux et des inquisiteurs de la « foi. »

De Potter, *Id.*

« Le libéralisme sera à la politique ce que « le protestantisme a été à la religion : il ne « laissera après lui que le vide. »

De Potter, *Id.*

Le chapitre IV de l'ouvrage de M. Vidal est intitulé :

« Les économistes libéraux poursuivant un but impossible. »

« — La plupart des économistes modernes, dit M. Vidal, « cherchent à résoudre des questions qui, *telles qu'elles sont*

« *posées*, sont nécessairement absolument insolubles, comme « serait celle-ci, par exemple. »

« « *Trouver le moyen de satisfaire* TOUS LES INTÉRÊTS « EN MAINTENANT LES CONDITIONS ESSENTIELLES QUI « RENDENT LES INTÉRÊTS TOUJOURS OPPOSÉS ENTRE EUX, « *qui font que* L'UN *ne peut être satisfait qu'aux dépens de* « L'AUTRE. » »

« Autant vaudrait évidemment chercher la quadrature du « cercle. »

« Eh bien ! ce problème que nous venons de prendre pour « exemple, et qui, d'après le simple énoncé, paraîtra ridicule, « absurde, est précisement celui que les économistes agitent « tous les jours dans leurs livres. Il est vrai qu'ils ne s'en « doutent pas; c'est une justice à leur rendre. Nous aimons « à croire qu'ils ne persisteraient pas plus longtemps, si la « chose leur était démontrée; car enfin, ils ne sont pas « hommes à chercher gravement la quadrature du cercle. »

— Tout ce que M. Vidal vient de dire des économistes, avec raison, peut et doit se dire avec autant de raison : et de lui-même; et, des prétendus socialistes. M. Vidal et les prétendus socialistes veulent trouver les moyens de satisfaire tous les intérêts, en maintenant ou l'antropomorphisme ou le panthéisme, et l'aliénation du sol, qui rendent les intérêts toujours opposés entre eux; qui font que L'UN ne peut être satisfait qu'aux dépens de L'AUTRE.

« — Il faut donc, dit plus loin M. Vidal, s'attaquer aux « causes directement; mais *avant tout*, il faut les connaître; « et les économistes semblent ne pas même soupçonner « quelles elles peuvent être. »

— Hélas ! il en est de même, et de M. Vidal et des prétendus socialistes.

« — Les économistes, dit M. Vidal, opèrent sur les nations « en général, sans trop tenir compte des individus. Il suffit « de lire leurs livres pour s'en convaincre. »

— M. Vidal a parfaitement raison. Mais les prétendus socialistes, M. Vidal en tête, veulent tenir compte des individus ; et ils ne voient pas que c'est absolument impossible, tant qu'il y a des nationalités. Tant qu'il y a des nations, la force est nécessairement le seul juge possible, entre elles, du juste et de l'injuste. Et tant que la force est le seul juge possible du droit entre les nations, elle est, nécessairement aussi, le seul juge possible au sein de chacune d'elles. Or, vouloir rechercher le bien de tous, sous le règne de la force, c'est le digne pendant de la recherche relative à la quadrature du cercle.

M. Vidal prouve très-bien qu'il y a actuellement diversité d'intérêts entre les familles, entre les nations; puis entre chaque famille et chaque nation avec l'intérêt général. C'est fort bien. Mais M. Vidal veut que cela puisse cesser, avant que l'intérêt de chaque individu soit rendu identique à l'intérêt général; identité qui, d'ailleurs, ne peut exister : tant que panthéisme, antropomorphisme, aliénation du sol et nationalité, que M. Vidal protége également, ne sont point complétement et scientifiquement anéantis.

« — Trouver, dit M. Vidal, un moyen quelconque de « rendre tous les intérêts *solidaires*, d'associer les hommes, « voilà le problème fondamental de l'économie politique. »

— Eh non ! Monsieur. Ce problème est celui de la religion, de la philosophie, de la morale. L'économie n'est que l'application, par déduction, de cette même solution. Ce qu'il y a de certain ; c'est que, sous l'antropomorphisme, sous le panthéisme, sous l'aliénation du sol, sous la nationalité, cette solidarité est le digne pendant de la quadrature du cercle. Quant à vouloir baser la solidarité générale sur des associations particulières, soit domestiques, soit nationales, c'est vouloir baser la raison sur l'absurde.

Le chapitre v a pour titre :

« Les économistes ne peuvent pas même se faire une idée « nette et précise de l'objet de leur science. »

« — Nous venons d'établir, dit M. Vidal, que les économistes modernes poursuivent un but impossible. Voyons « s'ils peuvent déterminer l'objet de leurs recherches.

« « Le grand objet que se propose partout l'économie politique, dit M. A. Smith, c'est d'augmenter la richesse et « la puissance du pays. »

— Smith a parfaitement raison, tant qu'il y a des nations. Voudriez-vous que ce fût d'en diminuer la richesse et la puissance ?

Après cela M. Vidal se débat pour savoir ce que c'est que la richesse, quelle en est la mesure. Nous allons la lui donner cette mesure. Tant qu'il y a des nations, c'est, nationalement, la *valeur en échange ;* quand il n'y en a plus, c'est humanitairement, la *valeur en usage*. Sous les nationalités, c'est le *produit net ;* sous l'humanité, c'est le *produit brut*. C'est dire clairement, en quelques mots, ce que M. Vidal dit obscurément en dix pages. Quant à la mesure de la *valeur* prise sans *épithète,* M. Vidal en parle aussi logomachiquement que M. Proudhon.

« — Nous conclurons en répétant encore, dit M. Vidal « à la fin de ce chapitre, ce que déjà nous avons dit plus « d'une fois, et ce que nous reproduirons toujours, comme « le *delenda Carthago* du vieux Caton : Il faut que l'économie change de route, si elle ne veut pas rester impuissante ; il faut qu'elle entre plus ou moins dans la route « battue par les socialistes. »

— Eh ! Monsieur, les économistes et les prétendus socialistes sont dans la route qui conduit à l'abîme : les uns et les autres sont à la recherche de la quadrature du cercle, et ne regardent point devant eux.

Le chapitre VI est intitulé : *Coup d'œil historique*.

Je renvoie le coup d'œil historique aux amateurs de l'école historique. Après la recherche de la quadrature du cercle, je ne sais rien de plus triste, de plus ennuyeux et

de plus inutile, en fait d'organisation sociale, que cette prétendue école. Mallebranche disait : qu'il ne faisait pas plus de cas de l'histoire que des nouvelles de son quartier. Et certes, il savait ce que valait l'histoire.

Nous arrivons à la seconde partie, intitulée :

DE LA RÉPARTITION SELON LES ÉCONOMISTES.

L'Avant-propos est intitulé : PROBLÈME A RÉSOUDRE.

Voyons ce problème :

« — Quel est, quel doit être, en économie, dit M. Vidal, le vrai principe de la répartition? Comment, entre tous les membres de la société, distribuer les produits conformément à la justice et à l'utilité sociales? Quels sont les droits et les devoirs de chaque sociétaire? Quels sont les droits et les devoirs de tous?

« Ce problème est, sans contredit, le plus important et le « plus délicat de l'économie. »

— Eh bien ! Monsieur, je vais le résoudre :

1° Quel est, quel doit être, en économie, le vrai principe de la répartition?

La période de toute humanité possible se divise nécessairement en trois époques :

La première : ignorance sociale sur la réalité du droit; avec puissance, pour la force, de comprimer l'examen.

La seconde : ignorance sociale sur la réalité du droit; avec impuissance, pour la force, de comprimer l'examen.

La troisième : connaissance sociale de la réalité du droit.

Ce qu'il y a à dire sur la répartition des richesses doit, sous peine de galimatias, se rattacher à chacune de ces époques.

Le vrai principe de la répartition des richesses, pour la première époque, est qu'elle se fasse de manière : que la plus grande partie possible des produits aille à la plus petite minorité possible; afin que la plus grande majorité possible soit aussi pauvre que possible, et ne puisse *connaître* l'ignorance

sociale sur la réalité du droit; *connaissance* qui causerait inévitablement l'anarchie, et, par suite, l'anéantissement de l'humanité.

Cette première époque a duré jusqu'à ce que les développements de la presse aient rendu l'examen socialement incompressible.

Dans la seconde époque, qui est celle dans laquelle nous nous trouvons, toute répartition possible de richesse conduit nécessairement à l'anarchie. Si elle se fait conformément à ce qui cause nécessairement le paupérisme, la connaissance de l'injustice du paupérisme, nécessairement vulgarisée par l'examen devenu incompressible, produit inévitablement l'anarchie. Si elle se fait de manière à anéantir le paupérisme, la connaissance de l'ignorance sociale, sur la réalité du droit, développe l'anarchie avec encore plus de rapidité.

Cette seconde époque conduit nécessairement l'humanité : soit à la mort, soit à la connaissance de la réalité du droit.

Le vrai principe de la répartition, pour la troisième époque, est qu'elle se fasse de manière : que les richesses produites par les générations passées, sauf ce qui doit en rester dans les mains des individus, pour que la production et la consommation soient toujours au maximum possible des circonstances, appartiennent nécessairement à tous; et que les richesses créées par la génération actuelle aillent nécessairement à ceux qui les ont produites.

« 2° Comment, entre tous les membres de la société, dis-
« tribuer les produits conformément à la justice et à l'utilité
« sociales ? »

La justice et l'utilité sociales sont : LA CONSERVATION DE L'HUMANITÉ.

La justice et l'utilité sociales, pendant la première époque, consistent dans l'existence du paupérisme. Ce but est rempli par l'aliénation du sol aux individus. Alors le paupérisme existe nécessairement.

La justice et l'autorité sociales, pendant la seconde époque,

consistent dans l'anéantissement de l'ignorance sociale sur la réalité du droit ; ignorance qui doit alors se trouver anéantie, sous peine de mort sociale. Mais, pour que cette ignorance puisse être anéantie, il faut : que, la société sente le besoin de connaître la vérité d'une manière absolue sur la réalité du droit. Or, l'anarchie, par absence de droit, peut seule faire ressentir ce besoin à la société. Il faut donc, à cette époque : que, la répartition des richesses soit telle, qu'elle conduise le plus possible la société à l'anarchie. C'est précisément ce qui se fait alors nécessairement. En effet, si les richesses sont réparties d'une manière à maintenir le paupérisme, la connaissance de l'injustice de la répartition conduit inévitablement à l'anarchie; et, si les richesses sont réparties de manière à détruire le paupérisme, la connaissance de l'ignorance sociale sur la réalité du droit, conduit plutôt encore à une anarchie universelle. Telles sont la justice et l'utilité sociales pour cette époque.

La justice et l'utilité sociales, pendant la troisième époque, consistent dans l'anéantissement du paupérisme. Ce but est rempli par l'entrée du sol à la propriété collective. Alors le paupérisme est nécessairement impossible.

« 3° Quels sont les droits et les devoirs de chaque société-
« taire? »

Pendant la première époque, il n'y a de sociétaire que les forts : le reste est esclave. Les sociétaires alors ont le droit de commander; et les faibles le devoir d'obéir.

Pendant la seconde époque, les mots *droit* et *devoir* sont absolument vides de sens.

Pendant la troisième époque, le droit et le devoir sont parfaitement connus par chacun; ils consistent à obéir à ce qui est ordonné par la raison, se révélant par la science.

« 4° Quels sont les droits et les devoirs de tous?

La solution de cette question se trouve dans les solutions précédemment données.

Vous le voyez, Monsieur; c'est court, clair et incontestable.

Au lieu de répondre ainsi, M. Vidal dit :

« — Il s'agit, en effet, de savoir si chacun de nous pourra « ou ne pourra pas satisfaire ses besoins, développer pro- « gressivement et harmoniquement toutes ses facultés, son « activité, sa liberté, sa moralité, son cœur et son intelli- « gence, participer aux jouissances sociales; enfin, accom- « plir toute sa destinée.

« Nous examinerons comment ce problème a été compris « par les économistes, d'abord, — puis, par les socialistes ; « nous examinerons si les différentes solutions fournies par « les diverses écoles sont pleinement satisfaisantes, et peut- « être nous arriverons à cette conclusion.

« Le bonheur de chacun étant étroitement et indispensa- « blement lié au bonheur de tous, l'injustice devient un mau- « vais calcul, l'égoïsme une duperie ; dès lors il faut assurer « à tous les hommes, sans exception, la jouissance de l'in- « tégralité de ses droits. Ce qui revient à dire : L'utilité « générale commande la justice. Si les hommes parfois se « montrent injustes et égoïstes, c'est parce qu'ils ne com- « prennent pas bien leurs véritables intérêts ; c'est parce qu'ils « ne sont pas encore assez intelligents. Il faut donc les « éclairer, les instruire, dissiper leurs préjugés, mettre leur « raison d'accord avec leurs sentiments; et alors ils recon- « naîtront bientôt que le bonheur de leurs semblables est la « garantie réelle et le complément nécessaire de leur propre « bonheur. »

— Tout ce que vient de dire M. Vidal se rapporte exclusivement à la troisième période; laquelle est incompatible : avec l'antropomorphisme; avec le panthéisme; avec l'aliénation du sol; avec l'existence des nationalités. Nous verrons [illegible] dal va donner les moyens d'anéantir : l'ignorance [illegible] sur la réalité du droit, c'est-à-dire les moyens d'a-

sentir : l'antropomorphisme, le panthéisme, l'aliénation du sol, et l'existence des nationalités.

M. Vidal termine l'avant-propos en disant :

« — Consultons d'abord les économistes. »

— Nous allons le suivre dans ses consultations.

VI.

« Tout homme de parti voit dans un livre « ce qu'il veut y voir. » VOLTAIRE.

« On peut attendre un acte de désintéressement sublime d'un homme vertueux, jamais « d'un parti en masse. Les partis ne sont jamais magnanimes; ils n'abdiquent pas, on « les extirpe. Les actes héroïques viennent du « cœur et les partis n'ont pas de cœur, ils « n'ont que des intérêts et des ambitions. Un « corps c'est l'égoïsme immortel. »

M. DE LAMARTINE.

« Un parti politique est à un parti qui se prétend scientifique, ce que l'ignorance est à la « vanité. L'ignorance peut apprendre; la vanité jamais. » COLINS, *Commentaire*.

« Il faut que le but des partis soit vague et « indécis comme les passions et les chimères « de chacun de ceux qui les composent. »

M. DE LAMARTINE.

« Ce qu'il y a au monde de plus vague, de « plus indécis et de plus chimérique, c'est l'économie se disant politique. »

COLINS, *Commentaire*.

« Le salut de tous est dans l'harmonie « sociale et l'anéantissement de l'esprit de « parti. » MIRABEAU.

« Demander l'anéantissement des partis, « tant que l'ignorance, mère des opinions, « n'est point anéantie, c'est demander un bâton n'ayant qu'un bout. »

COLINS, *Commentaire*.

« Toute secte est le ralliement du doute et « de l'erreur...

« Il n'y a point de secte en géométrie ; on « ne dit point un Euclidien, un Archimédien...

« On ne dit point en Angleterre : Je suis « Newtonien.

« Secte et erreur sont SYNONYMES. »

VOLTAIRE.

Le chapitre Ier est intitulé :

« Système agricole. École de Quesnay et des physiocrates.

M. Vidal dit lui-même :

« — La théorie de Quesnay compte aujourd'hui fort peu « de partisans; et en outre, la partie relative à la distribu- « tion des richesses est le côté faible de ce système. »

— Ainsi, nous en voilà débarrassés. Et d'un.

Le chapitre II est intitulé :

« École libérale. Ad. Smith et ses disciples.

« — Les économistes libéraux, dit M. Vidal, n'ont pas de système de répartition... »

— M. Vidal se trompe radicalement. Les économistes libéraux ont absolument le même système de répartition que M. Vidal et que les prétendus socialistes : le système qui dérive de l'aliénation du sol, sur laquelle aliénation tous sont d'accord.

« Ils ne peuvent même pas en avoir, continue M. Vidal. « Ils racontent comment les choses se passent dans la so- « ciété. Les écrivains de cette école font des descriptions, « mais ils ne font pas de théorie; et ils ont toujours soin « d'inviter le lecteur à ne pas se méprendre sur leurs inten- « tions. «« — Le *fait* et non le *droit*, dit J.-B. Say, est ce « qui doit nous occuper ici. »» — «« La science de l'éco- « nomie ne se compose point de systèmes inventés à plaisir, « mais de la connaissance des faits dont la réalité peut être « établie. — Elle examine ce qui est. — Chercher ce qui est « juste est l'objet d'une autre science qu'on appelle la mo- « rale; ce n'est pas l'affaire de l'économie. »»

« — Voici un texte, dit en note M. Vidal.

«« — On voit partout des lois auxquelles les hommes et « les choses sont assujettis. Remarquez, Messieurs, que je « n'examine point en vertu de *quel droit* telle ou telle *loi* leur « est imposée, et en vertu de *quel devoir* ils s'y soumettent. « Le *fait* et non le *droit* est ce qui doit nous occuper ici. « J'appelle loi, au physique comme au moral, toute règle à « laquelle on ne peut se soustraire, sans m'inquiéter de la « question de savoir si elle est *équitable* ou *non;* si elle est « *nuisible* ou *bienfaisante;* questions qui sont l'objet d'une

« autre étude que celle qui nous occupe en ce moment.
« (J.-B. SAY ; *cours,* 5e volume, page 164). — Or, ici donc,
« reprend M. Vidal, c'est bien entendu, la justice n'a rien à
« faire : elle serait déplacée. »»

— Remarquez, je vous prie, que J.-B. Say a parfaitement raison. Il ne reconnaît, dit-il très-sagement, que celle à laquelle *on ne peut se soustraire.* Or, tant que la sanction religieuse n'est point incontestablement *démontrée*, et *à fortiori,* tant qu'elle est *niée,* il est toujours possible de se soustraire à une prétendue loi, quand on est le plus fort. Jusqu'à présent, il n'y a donc à étudier que le *fait* résultant de la *force ;* et toute autre justice est une hypocrisie ou une sottise. Si donc M. Vidal était logique, il parlerait comme J.-B. Say. Mais, la poutre imperceptible dans son propre œil, et le fétu perceptible dans l'œil du voisin, sont l'histoire éternelle de l'époque de préjugés.

« — Si, parfois, continue M. Vidal, le cœur d'un économiste se révolte à la vue des iniquités sociales, c'est « l'homme qui s'indigne, qui proteste ; ce n'est point le sa- « vant, le théoricien. »

— C'est sage, parfaitement sage, tant que la sanction religieuse n'est point démontrée d'une manière rationnellement incontestable. En effet, donnez donc aux masses les moyens de s'instruire, quand vous n'avez à leur révéler : qu'il n'y a d'autre droit que celui de la force ! — Or, M. Vidal lui-même n'a rien d'autre à leur apprendre. — Concevez-vous alors le beau charivari social que causerait M. Vidal et les siens ? M. Thiers a raison : Tant que l'ignorance sociale n'est point anéantie, l'instruction populaire est ce qu'il y a de plus anarchique. Et, dans notre époque, c'est même à cela seul qu'elle peut être bonne.

Mais, vont me crier les niais, vous donnez raison à M. Thiers, vous donnez raison aux réactionnaires ; ils vont anéantir l'instruction du peuple ; vous leur serez venu en aide.

Anéantir le développement de l'intelligence des masses, en présence de l'incompressibilité de l'examen ! Pauvres gens ! Laissez-les donc essayer de comprimer l'examen. Une fois que l'examen est devenu incompressible, une année de despotisme est plus utile à la naissance de la société future, que vingt années d'anarchie.

« — La tâche de l'économiste, continue M. Vidal, en se « moquant de J.-B. Say, consisterait simplement à décrire « le mal avec impassibilité, à constater la misère, à en en- « registrer les décès ; puis à laisser faire la maladie, à lais- « ser passer la mort. La fatalité gouverne le monde... On « ne peut aller contre les lois naturelles... — Tout s'équi- « libre naturellement et de soi-même, à la longue... au « moyen des fléaux et des catastrophes ! La Providence elle- « même est détrônée ; elle est remplacée par le *fatum*, l'inexo- « rable destin du paganisme. »

— Tout cela, pendant l'époque d'ignorance sur la réalité du droit, est aussi vrai que deux et deux font quatre. Seulement J.-B. Say et M. Vidal oublient une chose : c'est qu'il faudrait, ce qui est absolument impossible en époque d'incompressibilité de l'examen, pouvoir soustraire ces vérités de l'époque d'ignorance à la connaissance des masses. Sinon : elles apprennent qu'elles sont les plus fortes ; elles coupent le cou aux riches ; elles prennent leurs biens ; et les plus forts d'entre elles qui ont pris ces biens ont, à leur tour, le cou coupé et leurs biens enlevés : ce qui constitue, ainsi que je l'ai dit, un effroyable charivari social. Voilà ce à quoi MM. Thiers, Vidal *e tutti quanti* n'ont pas fait assez d'attention.

Après avoir exposé la distribution des richesses selon Ad. Smith, M. Vidal cite le passage suivant du même auteur :

« « — Dans cet état de choses, le produit du travail n'ap- « partient pas toujours tout entier à l'ouvrier. Il faut, le

« plus souvent, que *celui-ci le partage avec le propriétaire* « *du* CAPITAL qui l'a fait travailler. » »

« Ainsi donc, dit M. Vidal, dès qu'il y a accumulation des « capitaux et *appropriation du sol,* le produit du travail « n'appartient pas tout entier au travailleur. »

— C'est évident. Alors le maître du sol, quand le sol domine le capital, ce qui existe sous la féodalité territoriale, ne donne au travailleur que ce qu'il lui plaît de lui donner. Et, quand le capital domine le sol, ce qui existe sous la féodalité nobiliaire ou financière, sous le bourgeoisisme, le maître du capital prend la place du maître du sol.

Dans tous les cas, le produit ne doit jamais appartenir en entier *au travailleur,* mais *aux travailleurs;* car, en société, rien n'est fait par un seul. Quand le sol n'est point aliéné, le travailleur doit payer à la société le loyer du sol; quand il se sert d'outils qui ne sont point à lui, il doit aussi en payer le loyer; de plus : il doit payer la protection de la société. Mais, quand le sol est aliéné, le travailleur, dans le produit, a la plus petite part possible; et, le maître du sol ou du capital, la plus grande possible. Quand le sol, au contraire, est entré à la propriété collective, et que cette entrée a cessé d'être anarchique, la part du travailleur alors est la plus grande possible, et la part du capitaliste la plus petite possible. Et toutes ces choses se font nécessairement sous le *laissez faire:* et, quand le sol est aliéné; et quand il est entré à la propriété collective. Vous aurez beau piétiner, maugréer, crier ou jurer contre le *laissez faire*; il est, à l'humanité, en fait de répartition de richesse, aussi inhérent que le *penser*.

Après cela, M. Vidal donne la citation suivante d'Adam Smith.

« « — DÈS L'INSTANT QUE LE SOL D'UN PAYS EST DE- « VENU PROPRIÉTÉ PRIVÉE, les propriétaires, comme tous « les autres hommes, aiment à recueillir où ils n'ont pas semé; « ils demandent un fermage, même pour le produit naturel « de la terre. Il s'établit un prix additionnel sur le bois des

« forêts, sur l'herbe des champs et sur tous les fruits na-
« turels de la terre, qui, lorsqu'elle était possédée en com-
« mun, ne coûtaient à l'ouvrier que la peine de les cueillir,
« et qui lui coûtent maintenant davantage. Il faut qu'il paie
« pour avoir la permission de les cueillir, et il faut qu'il cède
« au propriétaire du sol une *portion* de ce qu'il recueille ou
« de ce qu'il produit par son travail. » »

« Ne dirait-on pas, continue M. Vidal, que Smith est un
« disciple de Rousseau; qu'il a pris à tâche d'exalter la sau-
« vagerie, de justifier les affirmations les plus hardies du fa-
« meux discours sur l'inégalité. Voilà, certes, contre le droit
« individuel de propriété une accusation formidable. Vous
« croyez peut-être que l'auteur va demander l'abolition de ce
« qu'il appelle le monopole des propriétaires, ou tout au
« moins exposer immédiatement les avantages qui peuvent
« contrebalancer ou atténuer les inconvénients de l'appro-
« priation; défendre enfin, tant bien que mal, la propriété
« qu'il vient d'attaquer avec tant de vigueur!.. — Point du
« tout. — Il conclut tout simplement que le fermage ou la
« rente de la terre forme une troisième partie constituante
« du prix des marchandises! !! Mais à bon entendeur, salut!
« Si Adam Smith, après avoir catégoriquement posé les
« prémisses, s'arrête, d'autres sauront tirer la conclusion. »

— Nous serons charmé de connaître les conclusions tirées par M. Vidal des prémisses de Smith. En attendant, nous allons prouver: que Smith a raison; et, que le fermage de la rente forme une troisième partie constituante du prix des marchandises.

Le sol, pour la société, n'a que trois états possibles:

1° L'état de sauvagerie, dans lequel le sol appartient aux plus forts, *brutalement*, et non à TOUS; comme le disent si follement Rousseau et Smith.

2° L'état d'aliénation aux individus, dans lequel le sol appartient aux plus forts *legalement*, parce que les forts ont fait la loi.

3° L'état de propriété collective, dans lequel, exclusivement, le sol appartient réellement à tous.

Et, je le répète, le sol n'a pas d'autre état possible.

Dans le premier, les dangers du combat et l'avantage de la force *brutale* entrent nécessairement dans le prix des marchandises;

Dans le second, l'avantage de la force *légale* entre nécessairement dans le prix des marchandises;

Dans le troisième, la rente payée à l'État, c'est-à-dire à tous, puisque le sol appartient alors à tous, et ne peut appartenir à tous que par le loyer du sol payé à tous, entre encore et nécessairement dans le prix des marchandises. C'est clair comme deux et deux font quatre.

« — Ne demandons pas aux économistes libéraux, dit « M. Vidal, plus qu'ils ne pourraient nous donner; n'exi- « geons d'eux rien au delà de ce qu'ils promettent. Ils se « vantent d'être à même d'expliquer comment les richesses « se distribuent. Voyons s'ils pourront remplir ce modeste « programme. Étudions successivement le salariat, la rente « de la terre, les profits et l'intérêt des capitaux. Voyons « comment la civilisation a modifié la justice naturelle des « sauvages; voyons ce qu'ont pu y gagner les travailleurs. « Suivons toujours Adam Smith et prenons le chapitre VIII « du livre Ier. »

— Et nous, suivons M. Vidal; nous verrons que lui-même ne fera pas mieux que les économistes libéraux. Quant à ce que les travailleurs ont gagné à la modification de la justice naturelle des sauvages, dès que, par les développements des intelligences et des populations, la force brutale devint insuffisante, nous allons immédiatement le dire à M. Vidal: Les travailleurs y ont gagné l'ordre, c'est-à-dire la vie. Parce que, tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie, l'ordre, c'est-à-dire la vie de tous, ne peut se baser que sur le paupérisme.

VII.

« Les GAGES d'un domestique, les APPOINTE-
« MENTS d'un employé, les HONORAIRES d'un
« avocat sont des salaires. »

GARNIER, *Éléments de l'économie politique.*

« Et aussi les LISTES CIVILES des empereurs
« et des rois. Voilà ce qu'il ne faudrait jamais
« oublier. » COLINS, *Commentaire.*

« Mais, il y a salaires publics et salai-
« res domestiques. Puis, tant que l'intelli-
« gence n'est point dominatrice sociale, les
« salaires publics sont nécessairement prélevés
« aux dépens des salaires domestiques. C'est
« aussi ce qu'il faudrait savoir et ne jamais
« oublier. » COLINS, *Commentaire.*

« En tout genre de travail, il doit arriver
« et il arrive en effet que le salaire de l'ouvrier
« se borne à ce qui lui est NECESSAIRE pour lui
« procurer sa subsistance. »

TURGOT, *Réflexion sur la formation et la distribution des richesses.*

« Turgot n'avait pas distingué les salaires
« domestiques des salaires publics. »

COLINS, *Commentaire.*

« Le rapport des profits avec les salaires
« est un rapport d'hostilité.

« Cette hostilité résulte de ce que le taux
« des profits est en raison inverse de celui
« des salaires, les profits baissant quand les
« salaires montent, et s'élevant quand les sa-
« laires descendent. »

DUPONT-WHITE, *Essai sur les relat. du travail avec le capital.*

« C'est vrai pour l'époque d'ignorance et
« pour l'époque de connaissance; mais seule-
« ment pour les salaires domestiques. En
« époque d'ignorance, les salaires publics
« montent comme les profits. En époque de
« connaissance, les salaires publics montent
« en raison de la baisse des profits. »

COLINS. *Commentaire.*

Le chapitre III est intitulé : ÉCOLE LIBÉRALE. — DES SALAIRES.

Voici le premier extrait d'Ad. Smith donné par M Vidal.

«« Ce qui constitue la récompense naturelle ou le salaire « du travail, c'est le produit du travail. »»

— Puis M. Vidal ajoute :

« — En d'autres termes, le salaire du travailleur DE- « VRAIT être égal à la valeur du produit. »

« Voilà un principe et même un principe nettement et « hardiment posé. Nous en tirons les conséquences, et ces « conséquences peuvent être résumées en cinq mots : *la « condamnation absolue du salariat.* »

— Cela serait vrai, pour le cas où un hectolitre de blé devrait appartenir tout entier et comme salaire au fermier qui l'aurait récolté ; car, dans ce cas, salariat signifierait : attribution par la force de tout le produit à un travailleur prétendu unique ; lequel, vis-à-vis de la raison, doit payer : au propriétaire du sol, soit individuel, soit collectif, et au propriétaire du capital, soit individuel, soit collectif, le loyer du sol et le loyer du capital, de l'outil qui lui a été prêté s'il n'en avait pas ; puis, en outre, la part relative aux salaires publics. Alors le salariat serait le vol, et le voleur serait le travailleur.

Tout cela n'empêche pas que le salaire n'existe nécessairement : soit que le travailleur vole, soit qu'il soit volé ; soit que personne ne soit ni voleur, ni volé. La preuve en est, que M. Vidal accepte lui-même : que la récompense du travail ou le produit se nomme *salaire*. Ce qui trompe M. Vidal, c'est d'oublier qu'en SOCIÉTÉ ; rien, absolument rien, ne se fait SEUL.

« — L'accumulation des capitaux et l'appropriation des « terres ont donc pour effet, selon Smith, continue M. Vi- « dal, de faire hausser le PRIX de toutes les marchandises, « de toutes les denrées ; d'appauvrir les consommateurs d'a- « bord, puis d'appauvrir le travailleur, au bénéfice des pro- « priétaires, des capitalistes et des entrepreneurs d'industrie. »

— Ce passage fourmille d'erreurs. L'accumulation des ca-

pitaux n'est cause que de bien-être : soit pour quelques-uns ; soit pour tous. L'appropriation des terres est de deux espèces : l'une par quelques individus ou même par un seul, est source inévitable de paupérisme ; l'autre par tous, est source inévitable d'anéantissement de paupérisme. Ensuite, chaque prix est nécessairement composé de deux éléments : l'un relatif au capital, en comprenant le sol dans le mot capital ; l'autre, relatif au travail. Ces deux éléments, dans chaque prix, sont toujours en opposition directe, en hostilité, comme dit M. Dupont-White ; de manière que lorsque l'un est au plus haut, l'autre est nécessairement au plus bas. Tout prix possible est donc, dans son ensemble, toujours *haut* et *bas*, selon le point de vue d'où il est envisagé. Quand le sol est aliéné, le prix relatif au capital est toujours au plus haut possible, et celui du salaire au plus bas. Quand le sol est entré à la propriété collective, le prix relatif au salaire est toujours au plus haut et celui du capital au plus bas.

« — Aussitôt que la terre devient une propriété privée, « dit Ad. Smith, cité par M. Vidal, le propriétaire demande « pour sa part *presque tout le produit* que le travailleur peut « y faire croître ou y recueillir. — Sa rente est la première « déduction que souffre le produit du travailleur appliqué à « la terre.

« Premier avantage, remarque M. Vidal, que l'ouvrier « retire de la civilisation. »

— M. Vidal se trompe ; il y en a un autre : c'est que, sans l'aliénation du sol, il serait mort au sein de l'anarchie.

M. Vidal n'a pas remarqué : que, lorsque le sol est entré à la propriété collective, la rente payée par le cultivateur porte chaque travailleur au maximum de bien-être possible.

« — Il arrive rarement, continue M. Vidal, citant Ad. « Smith, que l'homme qui laboure la terre possède par de- « vers lui de quoi vivre jusqu'à ce qu'il recueille la moisson. « En général, sa subsistance lui est avancée sur le capital

Ce que Smith vient de dire est parfaitement vrai, tant que le sol est aliéné. Mais, quand le sol est entré à la propriété collective; quand toutes les intelligences sont développées; quand tous les individus sont dotés; quand le crédit est donné par la société aux individus et non au capital, les bras ne sont plus offerts au capital, mais ils sont demandés; le capital n'est plus demandé par les travailleurs, mais les capitalistes viennent le leur offrir; la fausse concurrence n'existe plus entre les ouvriers pour offrir leur travail, ce qui est esclavage; mais la vraie concurrence existe entre les capitalistes pour leur offrir les capitaux; ce qui constitue la liberté de l'homme, la liberté du travailleur, et l'esclavage du capital, ou la soumission, la subordination de celui-ci à l'humanité. Maintenant, laissons parler M. Vidal.

« — Et, comme conclusion, reprend celui-ci, Smith ré-
« clamera, et ses disciples réclameront après lui, le libre dé-
« bat du salaire, dans l'intérêt de la liberté, dans l'intérêt
« du travailleur, qui doit nécessairement avoir le dessous,
« qui doit succomber et subir les conditions du vainqueur!
« O économistes libéraux! »

C'est, Monsieur, que la concurrence est caractéristique de la liberté, de l'humanité. Mais, comme l'humanité, socialement, peut être tout entière libre, ou partie libre et partie esclave; il y a pour le second cas : libre concurrence entre les forts, au critérium de la force, pour exploiter les faibles; et libre concurrence entre les faibles, pour avoir le bonheur d'être exploités de préférence, afin de ne pas mourir de faim. Cette dernière concurrence est au critérium de la faculté de prostitution, ou aussi de l'aptitude au travail. Ces deux prétendues libres concurrences sont nécessaires, inévitables, tant que le sol reste aliéné. Puis, quand le sol est entré à la propriété collective, il y a libre concurrence entre tous pour exploiter la matière; et cette concurrence a lieu : non plus au critérium de la force, mais au critérium de la raison, au critérium de la justice, alors parfaitement déterminée. —

O prétendus socialistes libéraux ! qui n'ont pu distinguer la vérité de l'erreur, ni la liberté de l'esclavage !

M. Vidal, après avoir reconnu que J.-B. Say va plus loin que Smith, lequel reconnait : que les entrepreneurs exercent un monopole à l'égard des ouvriers; que c'est là un mal sans doute, mais un mal *nécessaire,* ajoute :

« — Non, certainement, la misère des classes laborieuses « n'est pas inhérente à l'état de civilisation ; car on CONÇOIT « une civilisation autre que la nôtre; mais elle est inhérente « à notre régime industriel, à notre régime économique. Il « s'agit de modifier ce système et non pas de retourner à la « sauvagerie. »

— On CONÇOIT, dites-vous. Eh! Monsieur, désirer n'est pas concevoir. Si vous concevez, comment il est possible d'anéantir l'exploitation des faibles par les forts, pourquoi ne le dites-vous pas? Vous êtes dans l'erreur, Monsieur; la misère, non des classes laborieuses, car les forts travaillent pour conserver l'exploitation des faibles, mais la misère des masses, est inhérente à l'état de civilisation : tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie; et la cause matérielle de cette misère, ce n'est point le régime industriel, mais l'aliénation du sol.

« — Smith, continue M. Vidal, démontre *clairement,* à « l'aide de développements que nous ne citerons pas, com- » ment les capitalistes seront *toujours* à même de dicter la « loi aux travailleurs. »

— *Clairement* et *toujours!* Il paraît que M. Vidal accepte ce jugement. Eh bien ! Smith a seulement raison, tant que le sol reste aliéné; et le sol, sous peine de mort sociale, doit rester aliéné, tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie. Mais, du moment que le sol peut entrer à la propriété collective, sans causer l'anarchie, le capital devient l'esclave de l'homme, l'esclave du travailleur.

« — La consommation, dit plus loin M. Vidal avec beau-
« coup de raison, est limitée par les besoins et par les *reve-*
« *nus des consommateurs,* et non pas par le *capital* du ma-
« nufacturier. Ce n'est pas tout de produire, il faut trouver
« à vendre; et si tous les manufacturiers à la fois augmen-
« tent leurs productions, où trouveront-ils des consomma-
« teurs? »

— Cette remarque est très-bonne, et renverse toute l'économie politique, qui subordonne la consommation à la production; au lieu de subordonner la production à la consommation. Mais il fallait dire pourquoi les masses ne peuvent consommer. Il aurait fallu montrer : que, sous l'aliénation du sol, le paupérisme existe nécessairement; et pourquoi le paupérisme est nécessaire à l'existence de l'humanité; tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie.

Après avoir cité Smith, prouvant que, dans notre société, les salaires sont nécessairement au plus bas possible, M. Vidal dit :

« — Ainsi donc le *minimum de subsistance* est le *taux*
« *normal des salaires.* Les salaires gravitent vers ce mini-
« mum fatalement, comme le liquide vers son niveau : —
« C'est LA LOI. »

— Oui, monsieur Vidal, c'est la loi : tant que la société, basée sur l'antropomorphisme ou le panthéisme et l'aliénation du sol, société que vous protégez, peut exister.

« — Quand il y a demande de bras, continue M. Vidal,
« raisonnant d'après Smith, les ouvriers arrivent en foule;
« quand la demande cesse, la faim, la misère, tuent les sur-
« numéraires : ainsi se rétablit l'équilibre. Quand la popu-
« lation ouvrière surabonde, elle ne déborde pas, — comme
« l'eau hors du vase; — elle meurt. — Alors, selon l'ex-
« pression de Ricardo, *à force de privations, le nombre des*
« *ouvriers se trouve réduit, et l'équilibre se rétablit.* La na-

« ture, dit Malthus, leur commande de s'en aller, et elle ne « tarde pas à mettre cet ordre à exécution.

« Sur ce point, il y a accord parfait entre les économistes « de l'école libérale et ceux de l'école fataliste. »

— C'est vrai, Monsieur; et, qui plus est, avec vous-même; et, qui plus est, avec la vérité : tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit, n'est point anéantie.

M. Vidal reproche à Say d'avoir appelé le travail une marchandise. M. Vidal a tort : le travail, ou, pour être plus clair, le travailleur faible est nécessairement une marchandise, tant que le sol est aliéné; et, cette marchandise est nécessairement jetée au rebut, du moment qu'elle cesse d'être utile au *capital*, c'est-à-dire à *l'homme fort par le capital*.

M. Vidal reproche encore à Say d'avoir dit :

« — Quand la demande de travailleurs reste en arrière « de la quantité de gens qui s'offrent pour travailler, leurs « gains déclinent *au-dessous* du taux nécessaire pour que la « classe puisse se maintenir au même nombre. Les familles « les plus *accablées d'enfants* et d'infirmités dépérissent : dès « lors, l'offre du travail décline; et le travail étant moins « offert, son prix remonte.

« Ce fait n'est que trop vrai, ajoute M. Vidal; la des- « cription est exacte. Voyons la conclusion.

« Vous voyez par là, Messieurs, dit Say, qu'il est difficile « que le prix du travail du simple manouvrier s'élève ou s'a- « baisse longtemps au-dessus ou au-dessous du taux néces- « saire pour maintenir la classe *au nombre dont* ON *a besoin*. « D'où nous pouvons tirer la conclusion, que le revenu du « simple manouvrier ne s'élève jamais au-dessus de ce qu'il « faut pour entretenir sa famille. »

« Autrement dit, ajoute M. Vidal, ne vous faites pas ma- « nouvrier ! J'aime autant la conclusion de Smith. — *C'est « plus consolant pour ceux qui sont réduits à vivre de leur « travail.* »

— Il eût été plus consolant de dire : comment, les con-

clusions de Smith et de Say peuvent ne pas être des vérités. Il est rare que des plaisanteries puissent remédier au mal.

Après cela, M. Vidal cite le passage suivant de Buchanam, et dit qu'il est digne des économistes. J'ajoute qu'il est digne des prétendus socialistes, de M. Vidal, et de la société, que tous protégent également, le sachant ou sans le savoir.

« — Les calamités auxquelles sont exposées les classes « laborieuses, naissent de causes que la législation ne peut « atteindre ; et, c'est pourquoi nul homme d'État, connais- « sant les limites de son pouvoir, n'abordera des *projets* ten- « dant à fournir *au travailleur de l'ouvrage* ou à régler son « salaire.

« La cause est entendue et l'arrêt est prononcé, ajoute « M. Vidal, faisant de l'ironie mal à propos : condamnés à « mort. »

— C'est vrai, Monsieur ; absolument vrai, tant que le sol ne peut entrer à la propriété collective, sans causer l'anarchie. Il aurait mieux valu, prouver : que, c'était faux ; que, de vous en indigner.

Puis, M. Vidal cite le passage suivant d'Adam Smith :

« — Il paraît clair que les salaires ne sont pas réglés sur « le *strict nécessaire,* mais bien sur la quantité et la valeur « du travail... Cependant nous ne traiterions pas de cette « manière un *esclave,* ou quelqu'un qui dépendrait absolu- « ment et immédiatement de nous pour sa subsistance. Sa « subsistance serait proportionnelle au besoin de chaque « jour...

« Le bœuf, le cheval, le pourceau, ajoute M. Vidal, « mangent selon leur faim ; on va même au-devant de leurs « désirs : ils ont la subsistance assurée ; et il en est de même « pour l'esclave ; car le bœuf, le cheval, le pourceau, l'es- « clave appartiennent à un maître, et la chose périt pour le « propriétaire ; *res perit domino,* dit le Digeste. Mais, le sa- larié (M. Vidal aurait dû dire le prolétaire), c'est différent! Il s'appartient à lui, il périt pour sa famille qu'il nourris-

« sait et qui ne trouvera plus à vivre. Qu'importe du reste « à un entrepreneur d'industrie la mort d'un salarié? (il fal- « lait dire d'un prolétaire, car les travailleurs sont des sa- « lariés!) N'y a-t-il pas partout des millions de bras, tou- « jours prêts à s'offrir au rabais?

— Tout cela est vrai, nécessairement vrai; tant que le sol reste aliéné. Il aurait mieux valu dire : comment, le sol peut entrer à la propriété collective, sans causer l'anarchie.

M. Vidal voudrait que l'ouvrier, n'ayant ni sol ni capital, pût avoir tout le produit pour son salaire. Alors, la société, c'est-à-dire les autres, lui donneront pour rien du sol et des outils! Autant vaudrait dire : que, le travailleur doit être un voleur; et, que la société doit être volée. Que répondre à de pareilles choses? Et, là-dessus, M. Vidal se récrie sur la supériorité du sauvage! Eh! Messieurs! la nécessité sociale fait le sauvage. La nécessité sociale aliène le sol d'où dérive nécessairement le paupérisme; la nécessité sociale fait entrer le sol à la propriété collective, qui anéantirait le paupérisme, si l'ignorance sociale ne s'y opposait; la nécessité sociale anéantira l'ignorance sociale; et la nécessité sociale dérive du raisonnement, de l'intelligence, de la LIBERTÉ. Voilà, ce que vous auriez dû reconnaître. Mais, l'expiation est aussi une nécessité; la nécessité morale éternelle. Et, les cataractes des coupables peuvent seulement s'abaisser : LORSQUE L'EXPIATION EST ACCOMPLIE.

VIII.

« Dans l'état où l'homme est aujourd'hui,
« tout ce qui sort de son esprit, de son cœur
« et de ses mains n'annonce qu'insuffisance et
« besoin. Renfermé dans des limites étroites,
« la nature le punit avec rigueur, dès qu'il
« veut les franchir. Vous croyez qu'en se ci-
« VILISANT, il a fait un grand pas vers la per-
« fection; qu'a-t-il donc gagné? De substituer
« dans l'ordre général de la société, des lois
« faites par les hommes aux lois naturelles, ou-
« vrages de Dieu; dans les mœurs, l'hypocri-
« sie à la vertu; dans les plaisirs, l'illusion à
« la réalité; dans la politesse, les manières au
« sentiment. Ses goûts se sont tellement per-
« vertis à force de s'épurer, qu'il s'est trouvé
« contraint de préférer, dans les arts, ceux
« qui sont agréables, à ceux qui sont utiles;
« dans l'éloquence, le mérite du style à celui
« des pensées (1); partout l'artifice à la vérité.
« J'ose le dire, les peuples éclairés n'ont sur
« nous d'autre supériorité que d'avoir per-
« fectionné l'art de feindre, et le secret d'atta-
« cher un masque sur tous les visages. »

ECCLIDE, *Voyages du jeune Anacharsis.*

« Pendant toute l'époque d'ignorance so-
« ciale, tout développement de l'intelligence
« au sein de l'ignorance ne peut qu'accroître
« les maux de l'humanité; et c'est seulement
« de l'excès de mal que peut jaillir le besoin
« de vérité. » COLINS, *Commentaire.*

Il paraît que M. Vidal n'aime pas la civilisation. Il ignore : que, la barbarie, c'est-à-dire une autre civilisation que la nôtre, est aussi une civilisation ; que, la sauvagerie est une civilisation; qu'il n'y a d'opposé à la civilisation qu'un état prétendu naturel, au sein duquel le verbe n'existe pas encore; et, que ce prétendu état de nature n'est qu'une sottise philosophique.

(1) Arist. rhetor. lib. III, cap. 1.

« — L'ouvrier *civilisé,* dit M. Vidal, donne constamment « plus qu'il ne reçoit; il donne d'autant plus qu'il reçoit « moins, et, à mesure qu'il reçoit moins, toutes choses de- « viennent pour lui plus chères, et il faut qu'il travaille « chaque jour davantage pour vivre plus misérablement. *Il « travaille à s'appauvrir.* Mais cet homme-là, vous voyez bien « est fatalement condamné au malheur! Il est lié à la société, « non par un contrat, mais par une chaîne comme l'esclave; « il est rivé à la misère, comme le forçat à son boulet; il est « dans la position d'un insolvable rongé par des intérêts « exorbitants; il est obligé de racheter les choses qu'il a « produites, quatre fois, dix fois, cent fois plus cher qu'il « ne les a vendues. Autrement dit, car c'est la conséquence « forcée, *il ne peut consommer du fruit de son travail,* que « la quatrième, la dixième, la centième partie! Bien moins « encore : il crée l'abondance, et il meurt de faim et de dé- « tresse!

« Où est la justice? Où est l'humanité? »

— Où? Je vais vous le dire, Monsieur.

La justice et l'humanité exigent que cela soit ainsi : tant que l'ignorance sociale n'est point anéantie, et sous peine de mort de l'humanité. — Singulière justice, direz-vous. — Avant de parler de justice, Monsieur, vous feriez mieux de vous enquérir s'il y en a réellement une : autre que la force. Avant même, vous auriez dû réfléchir : que, tout ce qui est, socialement, est nécessairement conforme à la justice, sous peine de non-existence d'ordre moral; c'est-à-dire : de justice éternelle. Au lieu de récriminer ainsi contre cette justice, vous auriez mieux fait de rechercher : Comment, l'anéantissement du paupérisme peut être compatible avec l'existence de l'humanité, avec l'existence de l'ordre.

« — Et ce principe, continue M. Vidal — *le produit « entier du travail est le salaire du travailleur* — qu'est-il « donc devenu? »

— Ce principe, Monsieur; est une sottise anti-sociale, et

seulement applicable à Robinson dans son île, tant qu'il y reste isolé. *Dans la société, rien n'est fait par un seul. Il n'est pas un seul individu, en France, qui ne contribue à ce que je fais.*

« — Nous rappelons, dit M. Vidal, les économistes à leur « propre maxime. »

— Eh! Monsieur! si les économistes disent des sottises; est-ce une raison pour que les socialistes les imitent?

Après une nouvelle citation d'Ad. Smith, M. Vidal en tire, avec raison, le corollaire suivant :

« — Les travailleurs, dit-il, commentant le passage de « Smith, sont des machines de production, qui, par l'effet du « temps et du service, subissent un déchet comme les rouages « d'une mécanique par excès de frottement. Il importe à la « société que ces machines vivantes soient constamment en « bon état d'entretien, et puissent être renouvelées à propos, « selon le besoin qu'elle éprouve de travailler.

« Un utilitaire, continue M. Vidal, en son propre nom, ne « dirait autrement ni mieux ! C'est encore au nom de l'utilité « économique, qu'on prouvera qu'il en coûte beaucoup « moins pour nourrir un ouvrier libre, que pour entretenir « un esclave; que le travail du salarié (il fallait dire du pro- « létaire) est plus productif et moins dispendieux ; ce qui pa- « rait donner à penser que le salarié (dites le prolétaire) « est plus malheureux que l'esclave, qu'il travaille davan- « tage, à meilleur marché (1). L'esclavage est un mode de « production trop coûteux : voilà pourquoi il est condamné « par l'économie (2). L'on croirait, en vérité, que les éco- « nomistes se croient toujours obligés de justifier, par l'u-

(1) M. Michel Chevalier l'affirme positivement. Et M. Michel Chevalier est le plus instruit des économistes. COLINS.

(2) En époque d'ignorance sociale toute prétendue émancipation d'esclaves est toujours une aggravation d'esclavage. Tous les négrophiles sont des économistes; et les prétendus socialistes sont tous économistes. *Id.*

utilité, tout sentiment généreux, tout élan du cœur et de l'âme ! »

— Les économistes, Monsieur, ont raison en ce point. L'utile et le raisonnable, socialement parlant, sont une seule et même chose. Le tout est de distinguer : l'utile réel ; le l'utile illusoire.

Non-seulement il est raisonnable, utile, que le paupérisme existe, tant que l'ignorance sociale persiste et que l'examen peut être comprimé ; mais, il est également raisonnable, utile, nécessaire, que le paupérisme soit anéanti quand l'examen ne peut plus être comprimé. Et, cependant le paupérisme, sous peine d'anarchie, ne peut être anéanti tant que l'ignorance sociale n'est point elle-même anéantie. Vous auriez mieux fait, Monsieur, de chercher comment l'ignorance sociale, sur la réalité du droit, peut être anéantie.

« — Nous aimons mieux la phrase suivante, » dit M. Vidal.

— Voyons cette phrase qui plaît à M. Vidal !

« — Le haut prix du salaire est un encouragement à la « population et un excitant à la production. »

— M. Vidal se trompe, tout aussi bien qu'Ad. Smith. La population des hauts salariés est toujours moins nombreuse, domestiquement parlant, que celle des bas salariés. Voyez en Irlande, les familles des lords, et les familles du peuple. Quant à la production, si dans une nation, les salaires s'y élevaient par une cause particulière quelconque, et que cette nation restât en libre communication industrielle avec les autres, la production industrielle s'y arrêterait presque instantanément. Aussi, les États-Unis portent-ils la totalité de leurs impôts sur les douanes. L'abolition des douanes serait la mort industrielle des États-Unis.

« — Car les salariés, continue Ad. Smith, consomment « une grande quantité des produits des classes inférieures. »

— Oui, mais si les salaires étaient au maximum d'éléva-

tion, les profits du capital seraient au maximum d'abaissement, et il n'y aurait plus de classes inférieures ; tous seraient plus ou moins riches. Et cela est impossible tant que le sol reste aliéné. Aux États-Unis, les salaires industriels ne restent élevés : que par l'isolement, au moyen des douanes ; et les salaires ruraux que parce que le sol n'y est pas encore complètement aliéné.

« — Il est vraiment à regretter, dit à cet égard M. Vidal, « que Smith ne se soit pas appesanti sur ce point. Que de « conséquences il en aurait pu tirer ! »

— Eh bien ! voilà M. Vidal qui s'y appesantit, nous verrons les conséquences qu'il en tirera.

« — Il est triste, continue M. Vidal, de voir une haute in- « telligence passer les yeux fermés, passer les yeux ouverts « même, à côté de la vérité, et manquer la solution des pro- « blèmes les plus graves, quand il n'avait, *pour atteindre ce* « *but,* qu'à tirer la conséquence d'un principe. »

— Ce que M. Vidal dit de Smith, nous le disons de M. Vidal. Le lecteur sera notre juge.

« — Si tout le produit, dit M. Vidal, est destiné à être « consommé, il est évident qu'il devient nécessaire d'établir « l'équilibre de la production et de la consommation. »

— C'est passer bien près de la vérité sans la voir. La vérité est que cet équilibre s'établit tout seul et n'a pas besoin qu'on y mette le doigt : la production, nécessairement, est subordonnée à la consommation. M. Vidal, du reste, a une espèce de raison de faire cette remarque : parce que l'un des plus sots dadas des économistes, est d'affirmer : que, la consommation est subordonnée à la production.

« — C'était, dit M. Vidal, la première conséquence. »

— Allons, soit ! Ne disputons point pour si peu de chose.

« — En y réfléchissant bien, continue M. Vidal, on aurait « compris que cet équilibre ne peut s'établir de lui-même,

« que, dès lors, il doit être organisé. — Seconde conséquence. »

— L'équilibre entre la production et la consommation s'établit toujours de soi-même. Quand la production est trop forte pour la consommation, la production s'arrête. Quand la consommation est trop forte pour la production, la production augmente. Puis, comment faut-il faire, c'est-à-dire comment faut-il organiser la propriété pour que la consommation soit toujours au minimum ou au maximum possible? et, quand l'une ou l'autre de ces limites est-elle utile à la société? Voilà ce qu'il faut déterminer. La question ainsi posée, il est facile de concevoir : que, la consommation doit être au minimum possible des circonstances, quand le paupérisme est nécessaire; et, qu'elle doit être au maximum possible, quand le paupérisme est anéanti. Le premier cas existe nécessairement, par l'aliénation du sol; le second existe nécessairement, par l'entrée du sol à la propriété collective.

« Mais, continue M. Vidal, pour organiser cet équilibre, « il faut nécessairement organiser la production, le travail, « d'une manière quelconque.

Puisque la production dépend de la consommation, c'est plutôt la consommation qui devrait être organisée. Mais, il n'en est rien, et nous répétons : que, toujours et nécessairement, il y a équilibre entre la production et la consommation. Nous disons de nouveau : lorsque le sol est aliéné, la consommation et la production sont au minimum possible des circonstances; quand le sol a pu entrer à la propriété collective, la consommation et la production sont au maximum possible des circonstances. Mais, laissons continuer M. Vidal.

« Cette troisième conséquence, dit-il, découlerait naturel- « lement des deux autres. »

— Soit, continuez?

« — D'un autre côté, dit M. Vidal, on ne peut consommer

« sans moyen de consommations, sans revenus. Si donc les « salariés forment la masse des consommateurs et s'ils n'ont « d'autres revenus que leurs salaires, il faut pour qu'ils « puissent consommer les produits de l'agriculture et les « produits de l'industrie, pour qu'ils puissent encourager et « récompenser le travail des agriculteurs et des industrieux, « c'est-à-dire des 5/6es de la population, il faut que leurs sa- « laires ne soient point strictement calculés sur les nécessi- « tés absolues de la vie, sur le minimum des subsistances. »

— En vérité, il faudrait être : ou économiste, ou prétendu socialiste, voire même académicien, représentant ou journaliste, pour contester à M. Vidal des vérités aussi évidentes.

« — La société, continue M. Vidal, a donc intérêt à ce « que les salaires se maintiennent à un taux convenable. »

— Au lieu de se *maintiennent*, il aurait fallu dire *s'élèvent;* et cela dans la supposition que le paupérisme ne soit pas nécessaire à l'existence de l'ordre : ce qui est en question.

« — C'était encore, continue M. Vidal, une conséquence « rigoureuse. »

— Soit ! mais, pas de discussion incidente. Au fait, avocat !

« — Alors, continue, M. Vidal, se présentait naturelle- « ment cette question : Comment réaliser le haut prix des « salaires? Comment faire que les ouvriers jouissent tou- « jours d'un revenu suffisant pour devenir consommateurs. »

— Bravo ! bravissimo ! Monsieur ; vous voilà bien près de la vérité. Voyons si vous ferez comme Ad. Smith, et si vous passerez à côté sans la voir, soit les yeux fermés, soit les yeux ouverts ?

« — Smith, reprend M. Vidal, avait analysé les causes de la « dépréciation du salaire.

— Hélas ! non, Monsieur, Smith n'avait pas vu : que la

cause première était l'ignorance sociale sur la réalité du droit ; et la cause seconde, l'aliénation du sol aux individus.

« — Pour faire disparaître ces effets, continue M. Vidal, « il faudrait chercher à supprimer les causes. »

— Parfaitement dit. Et voilà précisément ce que M. Vidal n'a pas fait.

« — Ces causes, reprend-il, il l'avait reconnu lui-même, « sont l'hostilité d'intérêts entre les ouvriers et les maîtres, « la dépendance des travailleurs et la concurrence meur- « trière qu'ils se font entre eux pour enchérir au rabais.... »

— M. Vidal se trompe : tout cela n'est pas cause, mais effet de l'aliénation du sol, nécessitée par l'ignorance sociale sur la réalité du droit.

« — En deux mots, dit M. Vidal, le salariat et la concur- « rence. »

— Dire beaucoup de bonnes choses en peu de mots est un grand mérite ; mais en dire beaucoup de mauvaises en peu de mots, n'en est pas un; et c'est ce qui vient d'arriver à M. Vidal.

Le salariat ne peut être la cause du paupérisme, puisque, selon M. Vidal lui-même approuvant Ad. Smith : *la récompense naturelle du travail,* et *le salaire* sont *une seule et même chose.*

La concurrence en outre ne peut pas plus être la cause du paupérisme que le salaire, puisque hors la concurrence, expression de la liberté, il n'y a pas même humanité. Il fallait dire en deux mots : *le prolétariat et la prétendue libre concurrence.* Puis il aurait fallu donner les moyens d'anéantir le prolétariat, et la prétendue libre concurrence; et surtout, prouver auparavant : que cet anéantissement avait cessé d'être essentiellement anarchique.

« — Qui veut la fin, doit vouloir les moyens, » reprend M. Vidal, très-bon logicien, mais auquel, comme dit Vol-

taire de l'humanité, il ne manque que le point de départ : « Con-
« currence et salariat d'un côté, dit-il, le taux élevé des sa-
« laires de l'autre, sont choses contradictoires qui ne peuvent
« exister simultanément pas plus que la nuit et le jour. »

— M. Vidal joue de malheur : concurrence réelle, salariat non exploité, et taux le plus élevé possible des salaires sont tellement inséparables : que, l'un ne peut exister sans l'autre. Partout où il y a libre concurrence réelle, les salaires sont au maximum possible; partout où il y a salaire réel, salaire juste, salaire non exploité, sauf cependant la nécessité sociale qui rend tout juste, les salaires sont encore nécessairement au maximum possible. Et rien n'est plus facile à réaliser : il s'agit tout bêtement de faire entrer le sol à la propriété collective, après avoir anéanti l'ignorance sociale sur la réalité du droit.

« — Pour faire cesser, dit M. Vidal, l'hostilité d'intérêt
« entre les maîtres et les ouvriers, il faut rendre ces intérêts
« solidaires. »

— Vraiment ! il paraît que M. Vidal veut conserver des maîtres et des esclaves : car tant qu'il y a des maîtres il y a des esclaves. Puis, il veut rendre solidaires les intérêts des maîtres et des esclaves. Eh bien ! voilà qui est aussi incompatible que le jour et la nuit.

« — Pour supprimer le salariat et la concurrence, con-
« tinue M. Vidal, il fallait proposer l'organisation du travail
« et l'association. »

— Au lieu de dire le salariat et la concurrence, il fallait dire : le prolétariat et la fausse libre concurrence. Quant à l'organisation du travail et à l'association, si M. Vidal entend des organisations et des associations de métiers, ces moyens, pour détruire le prolétariat peuvent marcher de pair avec la banque du peuple, le phalanstère et le communisme absolu.

« — Oh! continue M. Vidal, si Ad. Smith était entré

— C'est juste, parfaitement juste : quand la rente est payée à un individu monopolisant une partie du sol. Mais, quand le prix est payé à tous, soi-même compris, où diable se trouve donc le monopole? Vous voyez bien qu'il en est ici comme pour le salaire. C'est l'organisation de la rente que Smith a blâmée et non la rente en elle-même.

Ici, Monsieur Vidal donne deux citations : l'une de Tracy, l'autre de Say, qui disent absolument la même chose que Smith. Mais, encore une fois, cela condamne l'organisation actuelle de la rente, et non la rente en elle-même.

« — La rente, un prix de monopole! s'écrie M. Vidal. « Dans la bouche d'un économiste libéral, continue-t-il, il « ne saurait y avoir d'expression plus énergique! »

— Soit. Eh bien ! il fallait montrer comment le monopole peut être anéanti ; et, surtout, comment il peut l'être sans causer la mort sociale.

Ici, je passe du galimatias économico-socialiste. Les discussions de Smith et de Ricardo, commentées par M. Vidal, ne sont absolument que cela. Et, c'est une exception ; car, M. Vidal est généralement clair.

« — La rente, dit ensuite M. Vidal, est contemporaine du « droit de propriété dont elle est la conséquence nécessaire. »

— Eh bien! voulez-vous, par hasard, anéantir la propriété, comme vous voulez anéantir le salaire et la concurrence? La conclusion serait digne de l'exorde. M. Vidal oublie : qu'il y a propriété collective et propriété individuelle ; et, que c'est seulement, quand il s'agit de propriété individuelle, que la rente est un monopole.

Après cela, M. Vidal récite la litanie des maux causés par la rente monopole. Il aurait mieux fait d'exposer : comment, la rente peut ne pas être un monopole ; et, surtout, comment l'anéantissement du monopole peut être compatible avec l'existence de l'ordre au sein de l'humanité.

Après cela, nouvelle litanie et nouveau galimatias écono-

IX.

« La raison d'un seul, substituée à la raison « SOCIALE, voilà le despotisme. L'absence de « toute AUTORITÉ ou de toute RAISON, voilà « l'anarchie... » LAMENNAIS.

« Dans l'état de société parfaite, le pouvoir « est UN, parce que la raison générale est « UNE; et qui divise l'autorité divise la société. « ..... OMNE REGNUM IN SE IPSUM DIVISUM DESO- « LABITUR, ET DOMUS SUPRA DOMUM CADET. » (*Idem.*)

« En époque d'ignorance sociale sur la réa- « lité du droit, la raison générale est nécessai- « rement multiple, et de là les NATIONALITÉS. « En époque d'ignorance sociale sur la réalité « du droit, en présence de l'incompressibilité « de l'examen, la raison générale doit être « UNE sous peine de mort sociale. De là, l'a- « néantissement des NATIONALITÉS ou la mort « de l'HUMANITÉ. » COLINS, *Commentaire*.

« Tant qu'il y a des opinions sur la rente, « les profits, les salaires, etc., l'ANARCHIE « EXISTE. » (*Idem.*)

Le chapitre IV est intitulé : *École libérale : de la rente de la terre, ou des profits des capitaux fonciers.*

« — Smith, dit M. Vidal, a condamné le salariat, il ne « peut manquer de condamner la rente de la terre. »

— Ah ! vous trouvez que Smith a condamné le salariat ! Smith a condamné l'organisation du salariat, mais non le salariat. Il a donc été mal jugé par vous. J'ai bien peur que vous ne commettiez la même erreur à propos de la rente. Voyons vos preuves !

« — La rente, dit Ad. Smith, considérée comme le prix « payé pour l'usage de la terre, est donc naturellement un « prix de monopole. »

— C'est juste, parfaitement juste : quand la rente est payée à un individu monopolisant une partie du sol. Mais, quand le prix est payé à tous, soi-même compris, où diable se trouve donc le monopole? Vous voyez bien qu'il en est ici comme pour le salaire. C'est l'organisation de la rente que Smith a blâmée et non la rente en elle-même.

Ici, Monsieur Vidal donne deux citations : l'une de Tracy, l'autre de Say, qui disent absolument la même chose que Smith. Mais, encore une fois, cela condamne l'organisation actuelle de la rente, et non la rente en elle-même.

« — La rente, un prix de monopole! s'écrie M. Vidal. « Dans la bouche d'un économiste libéral, continue-t-il, il « ne saurait y avoir d'expression plus énergique! »

— Soit. Eh bien ! il fallait montrer comment le monopole peut être anéanti ; et, surtout, comment il peut l'être sans causer la mort sociale.

Ici, je passe du galimatias économico-socialiste. Les discussions de Smith et de Ricardo, commentées par M. Vidal, ne sont absolument que cela. Et, c'est une exception ; car, M. Vidal est généralement clair.

« — La rente, dit ensuite M. Vidal, est contemporaine du « droit de propriété dont elle est la conséquence nécessaire. »

— Eh bien ! voulez-vous, par hasard, anéantir la propriété, comme vous voulez anéantir le salaire et la concurrence? La conclusion serait digne de l'exorde. M. Vidal oublie : qu'il y a propriété collective et propriété individuelle ; et, que c'est seulement, quand il s'agit de propriété individuelle, que la rente est un monopole.

Après cela, M. Vidal récite la litanie des maux causés par la rente monopole. Il aurait mieux fait d'exposer : comment, la rente peut ne pas être un monopole ; et, surtout, comment l'anéantissement du monopole peut être compatible avec l'existence de l'ordre au sein de l'humanité.

Après cela, nouvelle litanie et nouveau galimatias écono-

mico-socialiste ; mais, pas un mot raisonnable sur l'organisation de la rente.

A propos de cette organisation, M. Vidal dit :

« — C'est, pour la société tout entière, une question « d'existence, une terrible question qui ne peut manquer de « venir bientôt à l'ordre du jour. Nos hommes d'État et nos « législateurs peuvent se préparer. »

— C'est très-vrai. Mais, alors, donnez-donc la solution claire, incontestable comme un est un ; ou, avouez que vous n'y connaissez rien.

Après cela, nouveau galimatias sur la distinction entre la propriété et le propriétaire. Pour Dieu, au fait, avocat ! Arrivez à l'organisation de la rente ! En voulez-vous, ou n'en voulez-vous pas ?

Savez-vous de quelle manière M. Vidal arrive à cette organisation ? En s'écriant : *Comment sortir de ce cercle vicieux ?* Parbleu ! Monsieur, il ne fallait pas y entrer ; ou, il fallait savoir le briser.

Le chapitre v est intitulé : *École libérale* (suite). — *Des profits du capital.* — 1° *Des profits des entrepreneurs d'industrie.* — 2° *Des profits des commerçants.* — *Le commerce est-il productif ?*

§ 1er. *Des profits des entrepreneurs d'industrie.*

Après plusieurs citations de Smith, M. Vidal dit :

« — Prenons acte des aveux de Smith : *Les profits « haussent quand les salaires baissent, et vice versâ,* ce qui « prouve qu'il n'y a pas identité parfaite entre les intérêts « des capitalistes et les intérêts des salariés, quoi qu'en disent « les économistes. »

— Ce n'est jamais qu'au moyen d'un sophisme quelconque que des économistes ont touché quelques mots de cette iden-té : comme de dire : que si l'ouvrier a besoin du maître, le

maître a aussi besoin de l'ouvrier. Le fait est : que, salaires et profits sont en opposition nécessaire, inévitable, sous la société au critérium de la force, comme sous la société au critérium de la raison. Dans toutes les circonstances possibles : les profits ou l'intérêt du capital sont au plus haut et les salaires au plus bas : ou les salaires sont au plus haut et les profits au plus bas. Mais, ce qu'il eût été bon de déterminer, c'est, quand et comment les salaires ou les profits sont nécessairement au plus haut et au plus bas.

Ce que M. Vidal n'a point fait, nous allons le faire.

Quand le sol est aliéné, les profits sont nécessairement au plus haut possible des circonstances ; et, les salaires sont au plus bas.

Quand le sol est entré à la propriété collective, les profits sont nécessairement au plus bas et, les salaires au plus haut ; toujours des circonstances.

Comme preuve pratique du premier cas, voyez l'Europe, etc.

Comme preuve pratique du second cas, voyez les États-Unis de l'Amérique du Nord, où le sol, par la possibilité d'en avoir à un dollar l'acre payé au bout de quatorze ans, peut y être considéré comme appartenant à la propriété collective : non pour faire le bien, puisque la rente appartient au propriétaire individuel ; mais pour empêcher le mal, en ne permettant point aux profits de s'élever et aux salaires de baisser.

Comme preuves théoriques, voyez nos *Théories générales*.

Plus loin, M. Vidal dit, en raisonnant d'après Smith :

« — Si l'intérêt et le profit agissent sur le prix de toutes « les marchandises en proportion géométrique, tandis que « les salaires n'agissent qu'en proportion arithmétique, « c'est l'intérêt surtout, ce sont les profits qu'il faut dimi- « nuer pour produire le bon marché, et non les salaires. »

— Ce passage est un continuel tissu de logomachie et de galimatias. Il n'y a pas plus d'action géométrique sur la déter-

mination des prix, relativement aux profits, qu'il n'y a d'action arithmétique relativement aux salaires. Les prix, contenant les profits et les salaires, sont déterminés par l'offre et la demande. Quant aux profits et aux salaires, il n'y a aucune influence particulière possible à exercer sur eux : ils sont les résultats nécessaires de l'espèce d'organisation de la propriété. Quand le sol est aliéné, les profits sont nécessairement au plus haut possible et les salaires au plus bas possible des circonstances. C'est le contraire qui arrive, nécessairement aussi, quand le sol peut entrer à la propriété collective. Quant à l'expression *bon marché et cherté* des produits, elle ne signifie absolument rien, ce qui constitue le galimatias. Tout prix possible est nécessairement *cher* et *bon marché* à la fois. Quand une marchandise est chère quant aux profits, elle est nécessairement à bon marché quant aux salaires; et quand elle est à bon marché quant aux profits, elle est nécessairement chère, quant aux salaires.

Vous concevez maintenant : que, l'alliance, entre le capital et le salaire; c'est, l'alliance, entre le diable et le bon Dieu. Ceux qui obtiendront cette alliance feront facilement tomber du ciel, les alouettes toutes rôties.

§ 2. *Des profits des commerçants.*

« — Plus que jamais, dit M. Vidal, l'argent aujourd'hui « fait l'argent; et quiconque ne naît pas riche est destiné « à vivre dans la misère, à travailler pour les enrichis. »

— Tant que le capital domine le travail, et il le domine tant que le sol est aliéné, il est naturel que l'argent fasse l'argent, etc. Mais, du moment que le sol peut entrer à la propriété collective sans causer l'anarchie, quiconque naît est destiné à vivre dans l'aisance et à ne travailler que pour soi : parce qu'alors, ceux qui sont morts ont travaillé pour ceux qui ne peuvent travailler. Tout cela est simple comme bonjour; et, si on ne le comprend pas; c'est, qu'en époque d'i-

gnorance, les ignorants croient surtout comprendre, ce qu'ils ne comprennent pas du tout. Par exemple, ils comprennent parfaitement alors : le saint-simonisme; le fouriérisme; le communditisme, etc., etc. A la troisième partie, vous verrez, par exemple : que, M. Vidal comprend parfaitement le communisme. Quant aux économistes, ils conçoivent parfaitement : que, le paupérisme croît sur une ligne parallèle à la richesse ; et qu'en époque d'incompressibilité d'examen, ce paupérisme continuellement croissant, est compatible avec l'existence de l'ordre. Bonnes gens !

« — Le fait dominant de la civilisation moderne, dit « M. Vidal, c'est qu'en agriculture comme en industrie, le « capital tend partout à asservir le travail, à soumettre « l'homme à la toute-puissance des écus; c'est que partout « les grands capitaux tendent à écraser les petits, les grandes « manufactures à ruiner les petits ateliers, les grands maga- « sins à supplanter les boutiques. Tous les progrès des sciences « et des arts aboutissent à rendre le travail inutile, à faire « accomplir la production par des moteurs inanimés, à as- « surer enfin au capital la prépondérance exclusive, à rendre « les riches toujours plus riches, à rendre le reste de la po- « pulation de plus en plus misérable. »

— Ce fait exposé par M. Vidal est vrai. Mais, en disant qu'il n'est relatif qu'à la civilisation moderne, il se trompe. Ce fait est inhérent à l'humanité *pendant toute l'époque d'ignorance*. Seulement, il se développe de plus en plus. Comment trouvez-vous ce progrès? Ce magnifique progrès, Monsieur, s'évanouit avec l'époque d'ignorance. L'humanité alors, socialement, est condamnée à être heureuse ; et, le progrès rentre dans les enfers d'où il est sorti.

« — Le travail, continue M. Vidal, est devenu une mar- « chandise tous les jours plus offerte et tous les jours moins « demandée, une marchandise avilie, que le capital achète « au rabais ! Le travailleur, affranchi de la glèbe et des « entraves des corporations, est désormais attaché à l'usine,

« et le moment est proche, peut-être, où l'on pourra s'en « passer. — «« La mécanique, disent les manufacturiers an- « glais, a affranchi le capital des exigences du travail, elle « lui a donné le moyen de se passer des manouvriers. »» — « Bien plus, l'homme est devenu un simple accessoire de la « machine, une annexe de la chose : il lui est subordonné; « il est en quelque sorte dominé, possédé par le capital. « L'ouvrier ne s'appartient plus, il a perdu toute indépen- « dance en perdant toute sécurité, il est à la merci du capi- « taliste; il en dépend ; il n'est plus qu'un simple instrument « de production, un instrument dispendieux, qu'on s'efforce « incessamment de supprimer par économie. Maintenant, « déjà on n'emploie plus guère, dans les manufactures, que « des femmes et des enfants; l'art du mécanicien a suppléé « à la force, à l'intelligence de l'homme, la vapeur est désor- « mais l'agent universel. »

— Tout cela est vrai, parfaitement vrai. Et, savez-vous le remède que M. Vidal trouve à tout cela? Le COMMUNISME. Rien n'est plus dangereux qu'un mauvais médecin. Vous avez la fièvre : il vous donne le choléra ou la peste.

« — Mais, continue le médecin volontaire, que vont de- « venir les millions d'êtres humains qui n'avaient pour vivre « que le travail de leurs bras? Croyez-vous donc qu'ils se « laissent paisiblement et stoïquement mourir de faim? »

— Mais, Monsieur, c'est ce qui existe depuis l'origine sociale. Ici, voilà sur quoi se fondent les conservateurs de l'ancienne société. Il est vrai : que, cela ne peut continuer; parce que l'examen est devenu socialement incompressible. Et, voilà ce que vous auriez dû dire aux conservateurs. Surtout, il aurait fallu leur présenter un autre remède que le communisme : car, si vous étiez près de tomber en Charybde, que diriez-vous de ceux qui vous conseilleraient, pour éviter Charybde, de vous jeter en Scylla?

« Quand tout travail, continue M. Vidal, sera ou pourra « être accompli par la mécanique, le peuple demandera à

« ticiper aux produits des machines ; il réclamera le droit de « vivre ! il demandera que les machines qui fonctionnent « aujourd'hui au profit de quelques-uns, fonctionnent au « profit de tous. »

— Il aura bien raison ce peuple-là. Mais, ceux qui l'approuvent devraient bien lui dire : comment cela est possible ; sans tomber de fièvre en chaud-mal.

« — Il demandera enfin, continue M. Vidal, qu'on expro- « prie, pour cause d'utilité publique, les propriétaires des « machines comme les propriétaires du sol. »

— Diable ! Monsieur, comme vous y allez. Et qui paiera, s'il vous plaît ? Exproprier sans payer, a, je crois, un autre nom. Puis, au profit de qui se fera cette expropriation ? Au profit du communisme, n'est-ce pas? En vérité, Monsieur ; les plus grands ennemis du socialisme, sont les prétendus socialistes !

« — La révolution, dit M. Vidal, qui s'est opérée depuis « un demi-siècle dans l'industrie et les manufactures, envahit « maintenant le commerce. La féodalité commerciale se « constitue de nos jours au milieu de l'anarchie économique, « comme s'est constituée la féodalité terrienne pendant le « chaos du moyen âge. Il y a mieux : la féodalité commer- « ciale est déjà constituée ; elle a élevé ses tours, ses « donjons et ses châteaux-forts, du haut desquels, elle ne « tardera pas à rançonner les bourgeois et les manants. De « nouveau les franc-alleux vont disparaître ; de nouveau, « les hommes libres vont devenir tributaires ; nous serons « encore réduits en servitude. »

« Dans tous les quartiers de Paris, s'élèvent d'immenses « boutiques, où seront accumulés tous les produits de l'in- « dustrie ; et comme les frais généraux sont d'autant moindres « pour chaque article, qu'ils sont répartis sur un plus grand « nombre d'objets vendus, sur une masse d'affaires plus « considérable ; comme l'intérêt pèse d'autant moins sur

« une marchandise que le capital est renouvelé plus souvent,
« les grands magasins baisseront les prix pour augmenter leur
« débit, ils tueront leurs petits concurrents ; ils enlèveront
« peu à peu au simple détaillant toutes ses pratiques, et le
« pousseront à la banqueroute. Les grands magasins, cela est
« inévitable, renverseront les boutiques, comme les grandes
« fabriques ont ruiné les petits ateliers. Les tailleurs, sup-
« plantés par les entrepôts d'habits confectionnés, seront ré-
« duits à la faillite ; les marchands d'étoffes, écrasés par les
« bazars gigantesques, où l'on vend à bas prix toute espèce
« de marchandises, attendront en vain les chalands ; et les
« uns et les autres comprendront que la concurrence n'est
« pas encore aussi excellente que certains économistes le
« prétendent. »

— Tout ce que vous venez de dire est vrai, Monsieur, sauf le sarcasme contre la concurrence. Car, celle-ci est le vrai remède aux maux que vous venez de décrire. Quand le capital domine, quand les salaires sont au plus bas, ce qui arrive nécessairement tant que le sol est aliéné, plus les marchandises sont données à bas prix, et moins le travail est rémunéré, celui des marchands comme les autres. Mais, quand le travail domine ; quand les salaires sont au plus haut, et l'intérêt du capital au plus bas ; ce qui arrive nécessairement quand le sol peut appartenir à la propriété collective ; plus les marchandises passent facilement des mains du producteur aux mains du consommateur, sans nouveau prélèvement d'intérêt de la part d'un capitaliste intermédiaire, plus la consommation est facile, considérable, et, par conséquent la production et le travail. Eh bien ! que faut-il pour cela ? La concurrence. La société, alors, fait concurrence aux individus ; elle, aussi, a des bazars dans lesquels elle donne au prix de fabrique, plus les frais d'intermédiaires ; et, la concurrence réelle se trouve être le remède aux maux de la fausse concurrence. Mais, essayez de faire cela sous la domination du capital ! Et, au lieu d'alléger le mal, vous l'aurez augmenté.

« — Tant, continue M. Vidal, que cette redoutable ma-
« chine de guerre a été exclusivement dirigée contre les
« classes laborieuses, et qu'elle n'a eu pour effet que de dé-
« précier les salaires, les capitalistes, les commerçants, les
« bourgeois et les consommateurs ont applaudi; mais au-
« jourd'hui la concurrence est tournée contre la bourgeoisie,
« même par les hauts barons de la finance..... »

— Arrêtons-nous ici un instant. C'est vrai, la concurrence se tourne contre le bourgeois, contre les petits capitalistes. Mais, quelle concurrence, s'il vous plaît? La concurrence au critérium de la force, au critérium du capital, au sein de laquelle le gros capital avale nécessairement le petit. Mais, sous la domination de l'intelligence, sous la domination du travail, la concurrence réelle existe : là, le gros travailleur n'avale plus le petit : parce que la rémunération se fait au travail et non au capital; parce qu'il y a du travail pour tous; et, que ceux qui ne peuvent travailler sont entretenus sur le travail de ceux qui sont morts, sans jamais faire tort aux vivants. Nous reprenons maintenant la phrase de M. Vidal.

« — Mais aujourd'hui, continue-t-il, la concurrence est
« tournée contre la bourgeoisie, même par les barons de la
« finance : c'est aux consommateurs seuls d'applaudir.....
« jusqu'à ce que les consommateurs soient bien convaincus
« par l'expérience, que cette décroissance continue des pro-
« fits et des salaires finira par atteindre toute la branche
« de la production, tous les producteurs, tous ceux qui vi-
« vent du travail d'industrie; jusqu'à ce qu'ils comprennent
« clairement que les bénéfices de la révolution qui s'opère,
« doivent tourner exclusivement au profit des capitalistes et
« au profit des rentiers, dont les revenus ne sont point enta-
« més; au profit des consommateurs qui ne participent à au-
« cune espèce de production, au profit de ceux qui exploi-
« tent le travail, au profit de ceux qui vivent sans rien
« faire. »

— Tout cela est à peu près vrai, sauf la fin. En époque de

despotisme *nécessaire,* ceux qui contribuent le plus à la production sont les despotes : *car, eux seuls alors protégent l'ordre;* et, hors un ordre quelconque, soit de Varsovie, soit de Paris, il n'y a pas de production possible. En époque d'anarchie, on ne peut que détruire.

X.

« Les thermidoriens et les contre-révolu-
« tionnaires se trompaient quand ils appelaient
« ANARCHIE, le régime qui avait précédé le
« 9 thermidor : ce régime avait été une dic-
« tature épouvantable; mais l'ANARCHIE avait
« commencé depuis que deux factions, à peu
« près d'égales forces, se combattaient sans
« que le gouvernement fût assez fort pour les
« vaincre. »

M. THIERS, *Hist. de la Révolut.*

Laissons continuer M. Vidal :

« — Une fois, dit-il, maîtres du champ de bataille, les rares
« barons s'entendront, se coaliseront, puis ils diront aux
« fabricants :

« « Nous dominons la place de Paris, c'est-à-dire le
« commerce de la France; nous gardons les portes, nous
« occupons toutes les routes, toutes les issues de la circu-
« lation et de la consommation. Vous nous vendrez vos
« produits, bon gré, mal gré; ou vous ne les vendrez pas.
« Vous nous les vendrez au prix qu'il nous plaira de fixer;
« et en outre, nous vous défendrons de travailler pour d'au-
« tres, de traiter directement, soit avec la province, soit avec
« l'étranger; car nous voulons accaparer vos dessins, vos
« étoffes, afin que la France entière et les nations nos tribu-
« taires, viennent acquitter dans nos coffres, les droits du
« seigneur. A ces conditions, messieurs les manufacturiers,
« nous vous offrons de l'argent, du crédit et un salaire
« convenable, jusqu'à ce que nous trouvions mieux ailleurs.
« Choisissez, vous êtes libres. »

— Cette prosopopée est excellente. Seulement, je préviens

M. Vidal : que les hauts barons du commerce, sont les actionnaires de la Compagnie des Indes.

« — Mais, vous voyez bien, continue M. Vidal, que le « producteur et le consommateur vont devenir tributaires; « que les petits marchands et les petits industriels seront « réduits au vasselage, puis au servage, puis dépouillés et « ruinés; vous voyez bien que cette odieuse *anarchie,* qu'on « a décorée du nom fastueux de *liberté* du commerce et de « l'industrie pour nous donner le change, c'est le droit de « la force et des écus. »

— Anarchie! dites-vous. Bien, Monsieur! En époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit, le despotisme se nomme *ordre* et l'anarchie *liberté.* Mais, comme les deux sont incompatibles et que l'ordre est nécessaire, à peine la prétendue liberté est-elle devenue légale que tous se jettent dans les bras du despotisme pour éviter l'anarchie. En présence de l'incompressibilité de l'examen, despotisme et anarchie, sous le nom d'*ordre* et de *liberté,* se succèdent, il est vrai, et très-rapidement. Mais il n'y a jamais eu que M. de Girardin pour s'imaginer : qu'ils pussent exister simultanément.

« — Vous devez comprendre, dès lors, continue M. Vi- « dal, que pour lutter contre cette oligarchie redoutable, « pour détruire cette moderne féodalité, pour défendre notre « indépendance ou pour nous affranchir, nous devons, nous « autres des communes, nous grouper, nous *associer,* serrer « nos rangs, nous rallier autour du pouvoir central, du dra- « peau de l'unité. Vive l'État! vive la France! et que les « barons soient ramenés à l'obéissance, à l'égalité devant « la loi! »

— Nous *associer,* dites-vous. C'est très-joli! Mais, qui nous? Les tailleurs, les forgerons, les, etc. Bon! Voilà les corporations rétablies. Et sous quelle sanction se feront les associations? Puis les associations comment s'associeront-elles; et, de nouveau, sous quelle sanction? N'importe, votre

ASTRE est tué, vous l'avez dans la poche, la France est
s paupérisme; et, par cela seul, complétement ruinée,
vous en préviens. En effet, l'Angleterre qui n'aura pas
assez sotte pour associer ses gens, va ruiner vos fabri-
s en vous inondant des produits fabriqués avec des sa-
res au minimum, tandis que les vôtres le seront avec des
aires au maximum. Mettrez-vous la moitié de la France
gabelous pour garder les côtes, et le reste en ballons pour
rder l'intérieur? En présence de l'incompressibilité des
mmunications, résultat de l'incompressibilité de l'examen,
ompressibilité complexe constituant l'unité anarchique du
be, le cri de *vive la France,* ou de *vive n'importe quelle
tionalité,* est un cri de folie archophobique. Quant aux
rons que vous voulez rendre égaux devant la loi, qui la
a cette loi! Et qui la sanctionnera? Les forts, n'est-il pas
i? Eh bien! Monsieur : tant que les forts sanctionnent la
, les forts sont barons. Vous ignorez donc : que baron,
on, signifie *homme fort?*

« — Tous ces abus, continuez-vous, et tous ces scan-
dales auront du moins pour résultat de faire sentir enfin
l'impérieuse nécessité de mettre un terme à l'anarchie. »

— C'est mettre un terme au despotisme de la propriété mo-
biaire substitué au despotisme de la propriété immobilière,
il fallait dire. Mais n'importe le nom du mal, c'est au
l que vous voulez remédier. Et, comment, s'il vous plaît?
on vous, c'est en prenant le communisme comme *but* et
commanditisme comme *transition*. Que le bon Dieu vous
t en aide, Monsieur; je ne doute nullement de la bonté de
s intentions. Je vous dirai néanmoins : que le premier
yen d'arrêter l'anarchie causée par l'ignorance, quand le
spotisme ne peut plus servir de base à un ordre plus qu'é-
mère; c'est de commencer par reconnaître sa propre igno-
ce; et l'Europe, et le monde ne paraissent pas encore ar-
és à ce point. Alors, puisque, selon vous-même, l'excès du
il peut seul nous porter à reconnaître que nous ne sommes

que des sots, et qu'il faut en venir là avant de pouvoir se guérir; au lieu de crier *vive la France,* crions *vive l'anarchie;* cela vaudra infiniment mieux. C'est probablement ce que vous avez voulu dire en invoquant le communisme comme remède social.

Après cela, vient une excellente description de l'anarchie qui se prépare; puis une autre description de l'*Eldorado* que nous promet le communisme au moyen du commanditisme.

« — La liberté, dit M. Vidal, triomphera encore une fois « par l'autorité, la féodalité sera vaincue à tout jamais, et « alors on fera tourner au profit de l'association tout en- « tière, les bénéfices de la production en grand, de l'union « des forces et des capitaux, de la centralisation des mar- « chandises dans des entrepôts immenses, où toute chose sera « vendue au prix coûtant, où la fraude, la falsification de- « viendront impossibles, où l'on ne pourra tromper ni sur « le poids, ni sur la mesure, ni sur la qualité des produits. »

— Et tout cela se fera : sous l'antropomorphisme ou sous le panthéisme, et sous l'aliénation du sol; en présence de l'incompressibilité de l'examen; époque pendant laquelle : toute autorité est impuissante; toute association duperie; et toute sincérité, sottise. Croyez cela! buvez de l'eau! et vous verrez clair.

Pour que tout cela se réalise, il y a cependant bien quelques petites conditions. Selon M. Vidal, les libéraux sont un obstacle à cet heureux établissement du communisme par le commanditisme.

« — Ah! s'écrie M. Vidal avec componction, les libéraux « ne savent pas quel tort immense ils ont causé à la démo- « cratie, dont ils croyaient être les partisans et les défenseurs! « il faudra un siècle peut-être, pour réconcilier le peuple avec « le principe du pouvoir, qui sera, dans l'avenir, la seule ga- « rantie possible, efficace de l'ordre, de la liberté réelle, de « la liberté pour tous. »

— Hélas ! m'écrierai-je à mon tour : les prétendus socialistes ne savent pas quel tort immense ils ont causé à la société, à l'humanité, dont ils croyaient être les partisans et les défenseurs ! il faudra plusieurs révolutions encore pour faire accepter aux ignorants qui se croient savants : que, sous l'antropomorphisme ou sous le panthéisme ; sous l'aliénation du sol, et en présence de l'incompressibilité de l'examen : pouvoir, ordre et liberté sont des expressions absolument dépourvues de sens vis-à-vis de la raison ; et n'ayant de critérium : que le fer, le feu, l'incendie ou le poison.

§ 3. *Le commerce est-il ou n'est-il pas productif ?*

« — C'est là une question, dit M. Vidal, qui a été vive-
« ment controversée parmi les économistes, et sur laquelle
« les opinions ont varié plus d'une fois, on peut dire même
« qu'elle est encore aujourd'hui pendante. »

— Tant pis ! cela prouve : que, ceux qui parlent de production n'ont pas même un dictionnaire commun ; et que tous perchent encore sur la tour de Babel.

Au mot *productif*, le dictionnaire dit : qui *produit*. Mais il y a : produire au propre ; et, produire au figuré. Au propre, il n'y a que l'homme qui produise : parce que l'*homme* seul est réellement actif. Au figuré, *produire* est synonyme de *fonctionner*. Dans l'ordre matériel, tout fonctionne et rien ne produit. Quand une même expression a deux valeurs aussi opposées ; et, que l'on se sert uniquement de cette même expression pour les deux valeurs ; vous comprenez facilement sur quelle Babel on se trouve. Et, cependant, c'est nécessairement que l'on habite sur une pareille tour, tant qu'on ne sait pas distinguer, d'une manière absolue, ce qui agit réellement, de ce qui ne fait que fonctionner. Par exemple : un chien agit-il ou ne fait-il que fonctionner ? L'homme même est-il capable d'agir réellement ou ne fait-il que fonctionner, même quand il paraît agir ? En présence de l'incompressibilité

de l'examen, l'homme même sous l'antropomorphisme ou le panthéisme pris comme vérités, est absolument incapable d'agir réellement; et, ne peut que fonctionner. M. Vidal ne connaît que l'un ou l'autre comme vérité. Ne vous étonnez donc pas, si, pour lui, la question de *produire* est encore pendante.

Eh! Messieurs! tout travailleur est producteur : producteur de bien ou de mal, selon que son travail est utile ou nuisible. Tout chef de pouvoir exécutif, qu'il ait nom Président, Roi, ou Empereur, travaille plus à la production que tout un régiment de laboureurs, s'il contribue à l'ordre; et plus à la destruction qu'une armée de Wisigoths, s'il contribue au désordre. La langue des économistes est un argot n'ayant de comparable en sottise, que l'argot des prétendus socialistes.

M. Vidal profite de cette discussion, pour nous apprendre qu'il veut tout réglementer, jusqu'au nombre des épiciers. C'est par amour de la liberté que M. Vidal aime le despotisme. Il a horreur du *laissez faire,* il veut tout ordonner; il veut diriger les épiciers pour qu'ils ne puissent se faire du mal à eux-mêmes. Le commanditisme conduisant au communisme, n'est qu'une immense camisole de force bien garnie de garde-fous. Qu'aurait dit M. Vidal, si, sous prétexte qu'il allait faire un mauvais livre conduisant à l'anarchie, l'autorité qu'il aime tant, lui avait défendu d'écrire? il aurait crié : *abrenuntio Satanas.* Pourquoi donc veut-il imposer aux épiciers ce qu'il ne veut pas qui lui soit imposé à lui-même ?

M. Vidal est disciple de Platon, il adore le maximum.

« — Ne pourrait-on pas, dit-il, obliger les entreposeurs à « coter leurs marchandises? Ne pourrait-on pas leur ac- « corder pour tout bénéfice sur chaque produit, TANT POUR « CENT *au delà du tarif du prix de revient?* »

— Puis en note il ajoute :

« — C'est ce qu'on fait pour les débitants de tabac; le

« seul reproche que l'on puisse faire à la régie, c'est de « vendre le tabac trop cher. »

— Il paraît que M. Vidal aimerait à mettre la société en régie. De pareilles utopies font fortune parmi les ignorants : parce qu'elles leur paraissent compréhensibles. Dites-leur des choses raisonnables et qui demanderont une attention suivie, vous n'en serez nullement écouté ; et ils crieront unanimement que vous êtes incompréhensible. C'est juste. Il faut qu'il en soit ainsi pour que l'anarchie puisse avoir lieu ; et, l'anarchie seule peut faire sentir, aux ignorants, le besoin de bien raisonner ; et de pouvoir distinguer, d'une manière absolue, le bon raisonnement du mauvais.

M. Vidal affirme : que l'esclave qui allume la pipe d'un nabab, ne produit pas. Et le portier qui cire les bottes de M. Vidal produit-il? Et M. Vidal, en écrivant son livre produisait-il ? Et si au milieu de son travail, il était tombé en apoplexie et qu'un médecin l'eût saigné, ce médecin aurait-il contribué à la production de l'ouvrage de M. Vidal, qui, sans le médecin, n'eût pas été achevé ? M. Vidal, à propos de la discussion sur le travail productif, accuse Say de galimatias. Qu'il me permette, au nom de Say, de lui renvoyer la balle.

Le chapitre VI est intitulé : « *Conclusion générale d'Ad.* « *Smith sur les salaires, sur la rente, sur l'intérêt, et sur* « *les profits.* »

Après plusieurs citations de Smith, M. Vidal s'écrie :

« C'est donc une erreur grossière et un sophisme hardi « que cette affirmation dogmatique : l'intérêt des propriétaires fonciers est étroitement lié à l'intérêt général de la « société. »

— M. Vidal a tort ; Ad. Smith ne connaît de possible qu'une seule espèce de société : celle où le salaire est nécessairement au minimum possible des circonstances ; celle où le paupérisme croît comme la richesse. Or, le paupérisme

repose essentiellement sur l'aliénation du sol aux individus; c'est-à-dire sur les propriétaires fonciers. Donc, l'intérêt des propriétaires fonciers est étroitement lié à l'intérêt général de la société. C'est clair comme deux et deux font quatre.

« — On dirait, continue M. Vidal, qu'entre tous les intérêts, il y a identité parfaite, solidarité entière. »

— Et cela existe en effet, tant que l'examen peut être comprimé. Il y a identité d'intérêts, parce que l'intérêt de tous est l'ordre qui, alors ne peut exister qu'entre des maîtres et des esclaves; il y a solidarité d'intérêts : les uns commandent; les autres obéissent. Est-ce qu'il n'y a pas solidarité d'intérêts entre le général et le goujat? Mais, en fait d'intérêts, il y a deux espèces de critérium : l'un, la force, est le seul possible en époque d'ignorance; l'autre, la raison; et celui-ci, est seulement possible, lorsque l'autre ne l'est plus.

« — Mais les travailleurs, continue M. Vidal, font bien « partie de la société, je présume. Ils forment les cinq « sixièmes de la population. »

— M. Vidal se trompe. Les travailleurs forment les six sixièmes de la population. Mais il y a un sixième de forts et cinq sixièmes de faibles. Et, en époque d'ignorance l'intérêt de tous est que les faibles soient exploités par les forts : tant que cela est possible; et jusqu'aux limites du possible.

M. Vidal a bien de la peine à digérer le passage suivant d'Ad. Smith :

« « — Quand la nation délibère sur quelque règlement « de commerce ou d'administration, les propriétaires des « terres ne la pourront jamais égarer, *même en n'écoutant « que la voix de l'intérêt particulier de leur classe,* au moins « si on leur suppose les plus simples connaissances sur ce « qui constitue cet intérêt. A la vérité, il n'est que trop « ordinaire qu'ils manquent même de ces simples connais- « sances. Des trois classes, c'est la seule à laquelle *son re- « venu ne coûte* NI TRAVAIL, NI SOUCI, mais à laquelle,

« il vient pour ainsi dire *de lui-même* et sans qu'elle y apporte « aucun dessein, ni plan quelconque. » »

« Ainsi : s'écrie M. Vidal, avec plus de préjugés que de « raison, les propriétaires fonciers seront les législateurs « par excellence, des législateurs infaillibles, car ils n'au- « ront qu'à obéir aux suggestions de leur intérêt privé pour « faire des lois excellentes, les meilleures lois possibles, des « lois qu'il faudrait bien se garder de modifier. — Laissons- « les donc, ils commenceront, comme l'aristocratie anglaise, « par affranchir la terre de tout impôt, par rejeter sur le « travail et sur le peuple toutes les charges; la contribution « directe ou foncière sera abolie et remplacée par des taxes « sur la consommation; par des impôts indirects; et ces « taxes, pour être productives, frapperont sur les objets de « première nécessité, sur les consommations de la classe « pauvre, de la classe la plus nombreuse. Ensuite ils décré- « teront des lois pour prohiber l'importation des blés et des « bestiaux étrangers, afin que les revenus des maîtres du sol « ne puissent être atteints par une *concurrence redoutable.* »

— Pardon, monsieur Vidal! Permettez-moi de vous faire remarquer que l'aristocratie anglaise fait précisément comme vous : elle repousse la concurrence quand elle lui est contraire et l'admet dès qu'elle lui est favorable.

« — Ils accorderont même, continue M. Vidal, une prime « à l'exportation des blés du pays pour encourager l'agri- « culture, pour fournir du pain à bon marché aux nations « voisines, en affamant leurs concitoyens, en réduisant leurs « compatriotes à la pomme de terre; comme aliment journa- « lier. Ils feront..... Enfin, ils rendront la nation parfai- « tement heureuse..... — Voyez plutôt l'Angleterre. »

— Oui, Monsieur, voyez l'Angleterre! le but de l'économie politique est de rendre une nation riche et puissante. Pour l'économie politique la nation ne se compose que des riches; et la nation anglaise est la plus riche et la plus puissante du monde. Vous voyez donc qu'Ad. Smith a raison.

Il s'agit bien des pauvres autrement que pour les exploiter! Plus on en a, plus une nation est heureuse. Avec le communisme et le commanditisme de M. Vidal, il n'y aurait plus ni pauvres ni riches ; tous s'égorgeraient : et comme dans le combat des deux souris, il ne resterait plus que les deux queues.

« — L'Angleterre, la France, la Belgique, dit plus loin « M. Vidal, sont là pour prouver que le prix des salaires « baisse, que le paupérisme se développe à mesure que la « richesse augmente, comme disent les économistes. »

— Vous voyez donc que pour être puissant et riche ; il faut avoir beaucoup de pauvres. Vous, vous voulez qu'il n'y ait plus de pauvres. C'est très-philantropique. Mais, alors, il faut prouver que l'anéantissement du paupérisme est devenu socialement *nécessaire* ; car, tant que cela ne sera point prouvé, vous passerez pour un utopiste en voulant qu'il n'y ait plus de pauvres.

Après cela, il faudra prouver clairement, rationnellement, incontestablement : que ce que vous dites être *nécessaire* est aussi *possible,* et à cet effet, il ne faudra point venir nous parler de communisme et de commanditisme. Car, alors, vous pourrez bien exciter l'anarchie ; mais vous n'établirez pas plus d'ordre que les vaniteux de la Bible n'ont élevé la tour de Babel jusqu'aux cieux.

« — Nous venons d'exposer consciencieusement, dit « M. Vidal en terminant ce chapitre, les doctrines de l'école « libérale, en ce qui concerne la répartition des richesses..... « Ce n'est pas notre faute si l'école libérale n'a résolu aucun « problème. »

— M. Vidal a répété cent fois que l'école libérale ne peut résoudre aucun problème. C'est un reproche injuste. Cette école ne prétend point les résoudre. Elle se borne à exposer ce *est,* dans la présupposition qu'il n'y a de société possible que celle où la richesse et le paupérisme croissent éga-

lement sur deux lignes parallèles. M. Vidal, lui, prétend qu'une autre société est possible, une société où le paupérisme n'existerait pas. C'est à lui de prouver que, ce qu'il avance est réellement possible. Nous verrons peut-être ce qu'il veut et ses preuves de possibilité à la troisième partie de son travail; et, si, comme ceux qu'il accuse, M. Vidal est aussi un utopiste.

XI.

« Rien n'afflige la dialectique, comme l'u-
« sage de ces mots vagues qui ne présentent
« aucune idée circonscrite. » De Maistre.

Le chapitre VII est intitulé : *Malthus et la théorie du luxe.*

« — Malthus, dit M. Vidal, est un disciple d'Ad. Smith.
« Comme son maître, il professe ou plutôt il *constate* que les
« richesses se distribuent naturellement au moyen de la
« rente, de l'intérêt, des profits et des salaires. »

— Le mot *constate* indique que M. Vidal acquiesce à cette répartition naturelle des richesses qu'il répudie ailleurs et très à tort. C'est, qu'en effet, sous les deux sociétés possibles : celle où le paupérisme existe ; et celle où il n'existe pas ; les richesses se répartissent *naturellement*. C'est-à-dire nécessairement au moyen de la rente, de l'intérêt, des profits et des salaires : parce qu'en effet, il n'y a pas d'autre moyen de répartition. Seulement, dans la société où le paupérisme est la suite nécessaire de l'espèce d'organisation de propriété, la rente est monopolisée ; et, par cela seul, l'intérêt ou le profit est au maximum possible des circonstances ; et le salaire au minimum possible, aussi des circonstances. Et, dans la société où la non-existence du paupérisme est la suite nécessaire de l'autre espèce d'organisation de propriété, la rente n'est point monopolisée ; et, par cela seul : l'intérêt ou le profit est au minimum possible des circonstances ; et les salaires au maximum possible aussi des circonstances. C'est clair et simple comme un et un font deux.

M. Vidal ne remarque point ici, et c'est là le malheur des utopistes et des moralistes qui ne savent qu'à moitié ; M. Vi-

dal, dis-je, ne remarque pas, que l'expression *justice* rapportée aux individus d'un côté, ou à la société d'un autre, n'a nullement la même valeur. La justice, en rapportant ce mot à un individu, est relative à la liberté, au raisonnement. Un acte juste, individuellement parlant, est un acte conforme à la conscience. La justice, en rapportant ce mot à un acte de la société, est relative à la *nécessité sociale*. Un acte social est juste, quand il est conforme à cette nécessité. Le vol d'un homme sur un homme, rendant l'un riche et l'autre pauvre, est contraire à la conscience, est injuste. L'établissement social du paupérisme, quand le paupérisme est nécessaire à l'existence de la société, est un acte socialement juste. Il vient même une époque, où le paupérisme ne peut plus être maintenu sans conduire la société à la mort; et, où le paupérisme ne peut être anéanti sans conduire aussi la société à la mort : et cette époque est la nôtre. Alors, toute justice sociale est complétement impossible : tant que la cause de cette impossibilité n'est point anéantie. Si, M. Vidal avait fait cette observation; il aurait évité bien des fautes.

« — Malthus, continue M. Vidal, n'examine point la ques-
« tion de droit : il voit les faits se produire, il signale les
« conséquences inévitables des institutions existantes; il
« comprend que fatalement, les sociétés modernes doivent
« aboutir au paupérisme, et, il pousse un cri d'alarme. »

— Il a manqué à Malthus de reconnaître : que le paupérisme est la suite nécessaire de l'ignorance sociale sur la réalité du droit; et, que le paupérisme, par l'excès de mal qu'il nécessite en présence de l'incompressibilité de l'examen, serait la cause de la recherche et de la découverte de la réalité du droit; découverte qui, elle-même, rendra tout paupérisme impossible.

« — On a, dit M. Vidal, accusé Malthus de s'être montré
« froidement impitoyable, d'avoir fait la théorie de l'huma-
« nité. »

— Le tort de Malthus est de s'être cru savant, quand il n'était qu'un demi-savant. Malthus a cru exposer la théorie de l'humanité quand il n'a exposé que la théorie d'une phase de l'humanité qui en a deux. Voilà le crime de Malthus.

« — Cette accusation est injuste, continue M. Vidal, Mal-
« thus était un philantrope sincère, un cœur généreux. Au-
« tant qu'un autre, il compatissait aux misères du peuple,
« mais il n'y voyait pas un remède, et c'est pour cela qu'il
« criait aux nations d'enrayer, de s'arrêter sur cette pente
« fatale, qui les poussait à l'abîme. »

« Il a été historien fidèle d'une société désordonnée, il a
« montré que tout tendait nécessairement à rendre de jour
« en jour le sort des classes laborieuses plus précaire, plus
« misérable; il a arraché à ses contemporains leurs illu-
« sions dangereuses ; et l'on a lancé contre lui l'anathème,
« l'on a voulu le rendre responsable des calamités qu'il avait
« tout simplement décrites ou prévues. — On aurait dû
« plutôt, ce me semble, lui savoir gré de sa perspicacité et
« de son courage. »

— Voilà Malthus parfaitement justifié. Et, si M. Vidal ne donne pas le moyen d'ordonner la société de manière que le paupérisme en soit nécessairement exclu, M. Vidal sera, implicitement un complet malthusien. Or : comme M. Vidal n'a de remède pour anéantir le paupérisme, que le communisme par le commanditisme ; que de l'aveu de tous les hommes de sens, le communisme est absurde ; et que le commanditisme a été démontré par M. Thiers être tout aussi absurde que le communisme ; nous en conclurons : que, M. Vidal, sans le savoir bien certainement, est un parfait malthusien.

« — Malthus, en cela plus clairvoyant que les économistes
« de son époque, continue M. Vidal, ne s'abusait pas sur les
« résultats nécessaires de la concurrence, de l'industrialisme
« exagéré et de l'outre-commerce. »

— Je ne me charge point de défendre Malthus, ici accusé

par M. Vidal, ou, si vous l'aimez mieux, d'accuser M. Vidal, justifiant Malthus; mais il est certain : que, concurrence et liberté sont synonymes; que l'industrialisme ne peut jamais être exagéré; et, que jamais il ne peut y avoir trop de commerce : quand concurrence, industrialisme et commerce sont bases : non plus sur la force; mais bien sur la raison rendue évidente par l'anéantissement de l'ignorance.

« — Il comprenait, continue M. Vidal, que la nation an-
« glaise s'était lancée aveuglément dans une voie funeste,
« qu'elle courait à une catastrophe épouvantable. »

— La nation anglaise ne s'est pas lancée dans une voie funeste; mais, elle y a été lancée par les développements de l'intelligence et l'incompressibilité de l'examen au sein de l'ignorance humanitaire. L'Angleterre a su prendre le meilleur parti possible parmi les nationalités; et la preuve, c'est qu'elle est maîtresse du monde : autant que faire se peut sous le gâchis anarchique actuel.

« — Il a signalé le danger, continue M. Vidal, et il a été
« maudit comme un prophète de malheur. »

— Et il a été maudit avec raison : parce qu'il a osé donner comme *nécessaire* ce qui n'est que *relatif* à l'époque d'ignorance. Et, il a basé là-dessus ses remèdes d'assassins. En fait d'organisation sociale, il faut ne venir présenter de thérapeutique que la *corde au cou*. Tout utopiste mérite la mort et l'exécration de l'humanité.

« — Cependant, continue M. Vidal, il avait raison, il ne
« s'était point trompé dans ses prévisions sinistres, les évé-
« nements ont depuis confirmé ses prophéties. »

— Comment, Malthus avait raison ! le malthusialisme est donc le seul remède social? Et c'est ainsi que vous abandonnez votre communisme ! Il paraît que vous ne le présenteriez point la corde au cou.

« — Aujourd'hui, continue M. Vidal, tous les hommes d'É-

« tat de la Grande-Bretagne, reconnaissent et proclament « hautement que la prospérité du Royaume-Uni manque de « base, peut être mise en question par l'événement le plus im- « prévu, par la fermeture d'un débouché; ils reconnaissent « qu'il suffirait d'une crise industrielle, commerciale ou po- « litique pour réduire les travailleurs à la détresse, pour « provoquer un effroyable cataclysme. »

— Ce n'est pas la prospérité du Royaume-Uni qui manque de base, c'est l'ordre universel, source exclusive de prospérité, dès que toutes les parties de l'univers se trouvent en communications inévitables. En attendant le cataclysme, l'Angleterre s'établit la maîtresse du monde, et elle fait bien.

« — Et comme Malthus, continue M. Vidal, ils ne con- « naissent aucun moyen de prévenir la catastrophe. »

— Et M. Vidal leur offre : comme but, le communisme, et comme moyen, le commanditisme de l'État. Et les Anglais ne veulent point accepter ces offres. Voilà des gens bien peu intelligents ! ! !

« — Les prétentions des plus habiles, continue M. Vidal, « se bornent à la retarder le plus possible. »

— Ce n'est pas si bête. Quand on n'a pas de bons moyens curatifs, il n'y a de sage, en les attendant, que d'employer les palliatifs les moins mauvais possible.

« — Aujourd'hui, continue M. Vidal, toute l'Angleterre « est convertie aux doctrines de Malthus. Ce sont ces « doctrines qui ont inspiré la plupart des lois votées par le « parlement depuis quinze années, la plupart des actes de « la politique intérieure et extérieure des différents minis- « tères. — Mais que peuvent quelques lois de détail, quel- « ques réformes insignifiantes, quelques débouchés conquis, « pour contrebalancer les funestes effets de la constitution « sociale de l'Angleterre. »

— Mais, Monsieur ! comme constitution *nationale,* celle

de l'Angleterre n'est pas déjà si mauvaise, puisqu'elle la rend la maîtresse du monde. — L'Angleterre a beaucoup de pauvres, dites-vous. — Eh Monsieur! c'est par là que sa constitution est admirable : puisque les pauvres sont la richesse des nations ; et, que l'Angleterre peut encore conserver les siens en ORDRE, tandis que partout ailleurs, ils sont déjà causes du DÉSORDRE.

« — C'est la société tout entière, continue M. Vidal, qu'il « faudrait réformer depuis le faîte jusqu'à la base. »

— La société ! Laquelle Monsieur ? La société anglaise ? Croyez-vous qu'elle sera plus riche et plus puissante quand elle aura accepté votre communisme et votre commanditisme? Ce n'est plus de sociétés particulières, de sociétés nationales qu'il s'agit, c'est du monde.

« — Et ces réformes, continue M. Vidal, ne s'opèrent ja- « mais que par des révolutions, ou à la suite des révolu- « tions. »

— Alors, l'Angleterre n'est pas si sotte de porter les révolutions ailleurs, afin de s'en garantir ; et, de voir si, à la fin, le communisme est la véritable panacée universelle.

« — Maintenant, continue M. Vidal, prolonger le *statu* « *quo*, n'importe par quels moyens, conquérir à tout prix « des débouchés nouveaux, des colonies nouvelles, exploiter « commercialement l'Inde et la Chine, reculer enfin le mo- « ment de l'explosion reconnue inévitable, telle est aujour- « d'hui, la politique des hommes d'État les plus hardis et « les plus habiles de l'Angleterre : whigs et tories peuvent « différer de tactique quant aux moyens; mais tous pour- « suivent le même but, tous en sont réduits à une politique « d'expédient. Les uns pas plus que les autres, ne se font « illusion ; ils confessent qu'ils sont enfermés dans un cercle « vicieux ; ils ne cherchent pas même à en sortir par quelque « manœuvre désespérée, car ils savent qu'il n'y a pas d'issue; « ils temporisent de leur mieux, laissent à leurs successeurs

« le soin de parer à leur tour aux éventualités et de sauver « la patrie. — «« Pourvu que le navire ne sombre pas avant « que nous ayons quitté le bord, disent les sages, c'est tout « ce que nous pouvons désirer. Ah! malheur à notre postérité! Malheur aux générations futures! »»

— Diable! savez-vous, Monsieur, qu'une constitution qui produit de pareils hommes d'État, n'est point à mépriser. Et, pour les sortir d'embarras, vous leur proposez le communisme! Ah! Monsieur, vous n'êtes pas un produit de la constitution anglaise!

« — Pour lutter contre la misère, dit encore M. Vidal, « pour faire obstacle à l'envahissement du paupérisme, Mal- « thus conseillait aux pauvres la contrainte morale et le cé- « libat, l'épargne et l'économie. »

— Conseiller aux pauvres de telles choses, c'est presqu'aussi spirituel que de conseiller aux sociétés le communisme et le commanditisme.

« — Pour encourager le travail, continue M. Vidal, il « invitait les riches et les gouvernants à dépenser tout leur « revenu. »

— Malthus aurait dû savoir que le paupérisme ne dérive ni de l'excès de population, ni de l'économie des riches, mais de l'aliénation du sol. N'y eût-il que deux individus sur le globe, si l'un s'emparait du sol, l'autre serait son esclave. Quant à tout dépenser, c'est ce que font les nobles et les maîtres d'esclaves. Ces dépenses empêchent-elles qu'il y ait des pauvres et des esclaves? Malthus était un demi-savant, par conséqnent ignorant, par conséquent vaniteux. C'est ce qui arrive généralement à tous ceux qui se croient savants, en époque d'ignorance et tant que l'ignorance sociale n'est point reconnue.

Après une tirade sur la contrainte morale et le luxe, M. Vidal s'écrie :

« — On dira que nous voguons vers le pays des chimères!

« virons de bord et ne perdons pas de vue la terre des réa-
« lités. »

— Hélas! Monsieur. Ce n'est point sur ces terres que se trouvent le communisme et le commanditisme.

A propos des prodigalités des riches, considérées comme moyen d'alimenter ou de soulager le paupérisme, M. Vidal dit :

« — On a prêché ces étranges maximes sur tous les tons
« et dans toutes les langues, et elles ont obtenu un immense
« succès, parmi les hautes classes et parmi la bourgeoisie,
« c'était la réhabilitation du faste le plus insolent, l'absolution
« donnée à tous les vices. Les classes privilégiées, qui avaient
« cru jusqu'alors vivre aux dépens des classes laborieuses
« et dont les plaisirs étaient parfois troublés par les remords,
« ont été heureuses de pouvoir désormais jouir sans scru-
« pules, heureuses d'apprendre de la bouche même des sa-
« vants, que leurs folies enrichissent les nations et font
« vivre le peuple, elles se sont regardées comme la provi-
« dence des travailleurs, et elles ont demandé de la recon-
« naissance ; elles ont même osé dire : sans nous le pauvre
« mourrait de faim. »

— C'est parfaitement dit, pour un amateur de justice absolue, n'ayant jamais su : que la pratique sociale de cette justice est utopique : tant que l'ignorance sociale n'est point anéantie. Mais l'absolution donnée à tous les vices est le résultat nécessaire de la théorie de Malthus, lequel, lui, ne concevait point d'autre société possible que celle qu'il avait analysée.

En parlant de Malthus, M. Vidal dit : *On aurait dû lui savoir gré de sa perspicacité et de son courage.*

Il n'y a pas de perspicacité à prêcher en présence de l'incompressibilité de l'examen et comme base d'ordre, une doctrine dont les résultats sont ceux que M. Vidal vient de condamner, et qui conduisent la société actuelle à une mort certaine. Ensuite, il n'y a nul courage à flatter les riches.

Certes, il n'y a pas plus de perspicacité à prêcher le communisme; mais il y a certainement plus de courage.

« — Le débauché, continue M. Vidal, qui dans une orgie « anéantissait à tout jamais les richesses que cent ouvriers, « travaillant quinze heures par jour, auraient pu produire à « grand'peine en six mois, et dont ils auraient pu vivre pen- « dant des années eux et leurs familles; le débauché a été « classé parmi les hommes utiles! On est allé même jusqu'à « prétendre, et cela gravement et sérieusement, que ce dé- « bauché nourrissait, non-seulement ceux qui profitaient de « ses débauches, mais encore les ouvriers mêmes dont les « sueurs avaient créé les richesses qu'il gaspillait ainsi en une « nuit de folie. — C'est prodigieux! »

— C'est vrai. C'est moins prodigieux, néanmoins, que la prédication du communisme et du commanditisme. Hélas! la paille dans l'œil du voisin et la poutre dans le sien. C'est inévitable; tant qu'il n'y a pas de critérium de bonne et de mauvaise vue.

XII.

« On dit des gueux, qu'ils ne sont jamais « hors de leur chemin ; c'est qu'ils n'ont point « de demeure fixe. Il en est de même de ceux « qui disputent sans avoir des notions déter- « minées. » VOLTAIRE.

« Si tous les docteurs de la même ville « voulaient se rendre compte des paroles « qu'ils prononcent, on ne trouverait pas deux « licenciés qui attachassent la même idée à « la même expression...

« Vous m'observerez que si la chose était « ainsi, les hommes ne s'entendraient jamais. « Aussi, en vérité ne s'entendent-ils guère ; « du moins je n'ai jamais vu de dispute dans « laquelle les argumentateurs sussent bien « positivement de quoi il s'agissait. »

(*Idem.*)

« Et il en est nécessairement ainsi, dans toutes « les questions d'ordre moral : tant que l'igno- « rance sur la réalité du droit n'est point « anéantie. » COLINS, *Commentaire.*

Continuons l'analyse de l'examen de M. Vidal sur la théorie du luxe autorisée par Malthus.

« Le boyard le plus insolent, dit M. Vidal, sait très-bien « qu'il vit du travail de ses serfs ; il sait très-bien que ce ne « sont pas ses bras à lui qui labourent ses terres et leur font « porter des moissons ; il sent très-bien qu'il n'a que le plai- « sir de dépenser joyeusement ce que ses serfs ont tant de « peine à produire ! Par quel renversement des plus simples « idées, en est-on venu à affirmer que l'oisif qui ne fait que « jouir, nourrit l'homme qui travaille ? »

— C'est, Monsieur, qu'il n'y a d'oisif que le mort, que tout homme est travailleur, par cela seul qu'il est homme ; qu'en époque d'ignorance, le plus fort travailleur fait tra-

vailler le plus faible, s'il ne préfère le tuer ; et, que celui qui peut tuer le faible, et ne le tue pas, doit le nourrir. De là le nom de serf, *servus,* sauvé, conservé. Est-ce clair ; et, y a-t-il là le moindre galimatias ?

« — Et cependant, continue M. Vidal, on entend tous les « jours dire et répéter ! que *sans les riches, les travailleurs « mourraient de faim.* — Et sans les travailleurs, s'il vous « plaît, que deviendraient les riches ? »

— Sans les travailleurs, Monsieur, il n'y aurait ni pauvres, ni riches, l'humanité n'existerait pas. Et, c'est pour qu'elle puisse exister, que, pendant l'époque d'ignorance, il y a nécessairement des pauvres et des riches : l'humanité et l'ignorance sociale sur la réalité du droit, étant incompatibles sans le paupérisme.

« — Néanmoins, continue M. Vidal, cela est triste à dire, « il y a malheureusement quelque chose de vrai dans cette « étrange affirmation, dans cet odieux sophisme. »

— Ah ! nous approchons. Eh bien ! Monsieur, pour l'époque d'ignorance sociale tout est vrai dans cet odieux sophisme. Voyons alors ce que vous y trouvez de faux.

« — Notre monde à rebours, continue M. Vidal, offre « sans cesse de pareilles contradictions, de pareilles ano- « malies. »

— Alors, Monsieur, redressez-le ce monde. Selon vous, les redresseurs de torts sont le communisme et le commanditisme. J'ai bien peur que ces chevaliers ne soient de vrais Don Quichottes.

« — Normalement, continue M. Vidal, les membres d'une « société devraient faire un échange continuel de service et « de produits ; chacun devrait donner et recevoir, autrement « dit consommer, directement ou indirectement le fruit de « son travail. »

— Eh bien ! Monsieur, c'est ce qui se fait. Les riches

donnent L'ORDRE, sans lequel il n'y a point de richesses ; et les pauvres donnent la RICHESSE. Pensez-vous avoir de l'ordre, sans paupérisme ? Donnez votre recette. Mais tâchez d'en avoir une autre que le communisme.

Voici bien autre chose. *Chacun*, dites-vous, *devrait*..... il y a donc un *devoir* autre que d'être faible ? Et, où se trouve, s'il vous plaît, la sanction de ce devoir autre que la force ? Sous l'antropomorphisme comme sous le panthéisme, et en présence de l'incompressibilité de l'examen, il n'y a pas plus de sanction rationnelle, de sanction autre que la force, qu'il n'y en a dans la main. Or, un devoir privé de sanction est tout uniment une sottise. Voilà le *normalement* de M. Vidal, ramené à l'état d'anormal, à l'état d'absurde.

« — Il n'en est point ainsi, continue M. Vidal, l'état so-
« cial où nous vivons est organisé de telle sorte, que les
« uns consomment beaucoup sans produire. »

— Ah çà ! Dites donc, Monsieur ! Est-ce que vous vous imaginez que l'ordre n'est point une production ? Vous vous imaginez donc que l'humanité est un immense automate ? Eh bien ! si vous n'êtes pas un rouage de cette immense machine allant nécessairement, les forts, en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit, produisent le seul ordre alors possible, en exploitant les faibles. Croyez-vous que ce soit peu de chose ?

« — Tandis, continue M. Vidal, que les vrais producteurs
« ont peine à trouver à vivre. »

— Ainsi les vrais producteurs sont les producteurs de pain, et les faux producteurs sont les producteurs d'ordre. Dès que vous faites aussi peu de cas de l'ordre, je conçois que vous soyez communiste et commanditiste. Si vous pouviez vivre quelque temps au milieu de vos utopies, peut-être changeriez-vous d'avis.

« — La richesse, annuellement créée, continue M. Vi-
« dal, au lieu d'être répartie d'après la justice, revient

« presque toute entière (naturellement selon l'expression « des économistes), à quelques privilégiés dont l'unique « souci est de mener joyeuse vie, dont la fonction est de « consommer pour tous. — La prodigalité de ces épicu- « riens sert ainsi à faire refluer vers le peuple, sous forme « de salaire, une faible partie des richesses créées par le « travail et dépensées par l'oisiveté opulente. »

— Tout cela est vrai, Monsieur, du moment qu'il vous plaît de donner le nom d'oisifs aux producteurs de l'ordre. Avez-vous, je le répète, un moyen d'avoir de l'ordre sans paupérisme, pendant toute l'époque d'ignorance sociale? Donnez-le.

« — Mais que conclure de là, continue M. Vidal? que les « épicuriens nourrissent les travailleurs, ou bien que la ri- « chesse est mal distribuée. »

— Non, Monsieur. Il faut en conclure : que les épicuriens nourrissent les travailleurs; et que, pour autant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie, la distribution de la richesse qui fait nourrir les travailleurs faibles par les épicuriens travailleurs forts, est la seule bonne possible.

« — Il est bon, continue M. Vidal, de faire justice de « toutes les erreurs, même des erreurs qui ne mériteraient « pas d'être réfutées. Nous allons donc, au risque de tomber « dans le lieu commun, entrer dans quelques développe- « ments. Le lecteur qui entend l'économie pourra passer « outre. »

— Nous connaissons l'économie politique et nous passerons outre pour notre compte. Puis, comme ceux qui ne connaissent pas l'économie politique n'y trouveront rien de bon; nous passerons également outre pour leur compte. Nous ne croyons pas qu'il soit utile de réfuter des erreurs qui ne méritent pas d'être réfutées.

Le défaut de M. Vidal est de toujours confondre la société

actuelle où le paupérisme ne peut encore être anéanti, avec la société future où le paupérisme ne pourra exister ; et surtout, de ne pas encore avoir reconnu : que, le paupérisme est inextinguible : tant que les nationalités ne sont point anéanties :

M. Vidal termine ce chapitre en disant :

« — Dans nos sociétés modernes l'esclavage n'existe « plus. »

— Et deux lignes plus bas, il ajoute :

« — Le peuple des travailleurs se trouve aujourd'hui dans « la position des esclaves de l'antiquité. »

— Est-ce que par hasard, l'esclavage, consiste dans le nom ou dans le fait? Quand on veut se contredire adroitement, il faut laisser plus de deux lignes entre le oui et le non.

Le chapitre VIII *est intitulé :* LES STATISTICIENS.

M. Vidal dit de fort bonnes choses contre les statisticiens ; il n'en est pas de même de ce qu'il énonce en faveur des égalitaires, espèce de communistes modifiés par le commanditisme.

Le chapitre IX *est intitulé :* ÉCOLE CRITIQUE. M. DE SISMONDI.

M. Vidal fait l'éloge de M. de Sismondi, et il a grandement raison. Mais M. de Sismondi n'a fait que de la critique, et la critique est aisée. Pour la bien faire, il ne faut que du bon sens. Quand M. de Sismondi, a voulu édifier, il a toujours manqué son but. M. de Sismondi a été un utopiste comme M. Vidal, croyant à la possibilité du bien-être de tous, tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie.

M. Vidal félicite M. de Sismondi de s'être prononcé contre les machines, le salariat et la concurrence. En vérité, il n'y a pas de quoi.

En parlant des derniers ouvrages de M. de Sismondi, M. Vidal s'écrie :

« — On peut étudier là : comment on exploite l'homme et

« la terre; l'industrie et les femmes et les enfants; com-
« ment on relie le blanc à la misère et à la servitude, en pré-
« chant l'émancipation des noirs; comment on remplace avec
« avantage, l'homme par des moutons à l'engrais; com-
« ment on extermine des populations entières; comment on
« pousse le peuple à la débauche, à l'abrutissement, à l'ivro-
« gnerie, à la prostitution, à la mort par l'excès de la dé-
« tresse; comment on dégoûte le misérable de la charité,
« en lui inspirant l'horreur salutaire du *Work-house* ou
« bagne philantropique, comment on établit l'équilibre entre
« la population et la demande des salariés, comment une
« *minorité* composée de féodaux héréditaires et de spécula-
« teurs enrichis peut vivre dans l'opulence, en réduisant le
« reste de la nation à la mendicité..... On peut voir enfin
« de quelle prodigieuse quantité de sueurs et de larmes, la
« richesse est pétrie; combien il faut de millions d'acres de
« terre et de milliers de travailleurs pour nourrir un grand
« seigneur justicier; combien il faut de pauvres pour faire
« un riche, pour mettre un lord, un duc et pair, en état de
« tenir son rang dans le monde et de faire honneur à son
« blason. »

Tout cela est parfaitement vrai. Eh bien! cette société anglaise est le beau idéal de la société protégée par M. Vidal, de la société basée sur l'antropomorphisme ou le panthéisme et l'aliénation du sol aux individus. Nous disons l'aliénation du sol : parce que M. Vidal ne veut détruire cette aliénation qu'en faveur du communisme ou du commanditismo : ce qui est reconnaître que l'aliénation, en dehors de ces deux utopies, est une chose à conserver. Nous ajoutons même : que l'entrée du sol à la propriété collective avant l'anéantissement de l'ignorance sociale, serait plus nuisible encore que le beau idéal anglais.

M. Vidal regrette que, dans les ouvrages de M. de Sismondi, les solutions ne soient pas nettement indiquées.

« — Essayons toutefois, dit-il, de résumer l'esprit des

« *nouveaux principes* et l'esprit des *études* en ce qui con-
« cerne la répartition des richesses, et pour procéder comme
« M. de Sismondi, étudions séparément la richesse indus-
« trielle ou manufacturière, et la richesse agricole ou terri-
« toriale. »

— Nous allons suivre M. Vidal ; et, puisque les solutions sont indiquées, quoique pas nettement chez M. de Sismondi, nous espérons que M. Vidal saura les en tirer nettes, nous les exposer clairement.

§ 1er. *Richesse industrielle.*

« — M. de Sismondi, dit M. Vidal, a démontré d'une
« manière péremptoire, que le paupérisme est le résultat
« nécessaire, inévitable des institutions existantes. »

— Parbleu! Monsieur, Smith, et Malthus, et Say et Rossi l'ont mieux démontré encore; et actuellement, il faut être un bien triste économiste pour n'être point aussi persuadé de cette vérité que de sa propre existence. Mais quelle est celle de nos institutions dont l'effet est nécessairement le paupérisme; et, quelle est la cause nécessaire de cette institution, mère nécessaire du paupérisme? Voilà ce qu'il faudrait dire pour être clair; voilà ce que personne n'a fait malheureusement; et, ce que je vais faire, pour la millième fois; selon toute probabilité, aussi inutilement que les neuf cent quatre-vingt-dix-neuf autres.

L'institution mère nécessaire du paupérisme, c'est l'aliénation du sol, qui depuis l'origine sociale, a toujours été aliéné : soit à un seul, comme en Orient; soit à plusieurs comme en Occident.

La cause nécessaire de cette institution est l'ignorance sociale sur la réalité du droit.

Le remède au paupérisme, c'est : d'abord l'anéantissement de l'ignorance sociale, dont le résultat est l'anéantissement des nationalités, sous lesquelles le paupérisme existe néces-

sairement; ensuite l'entrée du sol à la propriété collective, sous laquelle le paupérisme se trouve anéanti nécessairement.

C'est court; c'est clair; et c'est incontestable.

Toujours selon M. Vidal, M. de Sismondi a trouvé :

« — Que les classes laborieuses avaient plus perdu que « gagné à l'abolition des maîtrises; que la *fausse liberté* du « travail avait abouti à transformer l'ouvrier en prolétaire. »

« — C'est ce que M. Blanqui de l'Institut, a exprimé de la manière la plus énergique. Celui qui ne sait pas cela, ne sait rien en économie sociale. Mais il aurait fallu ajouter : que les classes laborieuses, puisqu'on veut se servir de ce terme impropre, ont plus perdu que gagné, en passant de l'esclavage domestique au servage; et, qu'elles ont également plus perdu que gagné, en passant de l'état de servage à l'état de prétendue liberté.

« — Les maîtrises, du moins, dit M. Vidal, avaient régu- « larisé l'industrie; tandis que la liberté négative n'a engen- « dré que le désordre ! »

— C'est là le seul avantage de la liberté négative sur l'esclavage positif. La liberté négative, en développant le *désordre* parallélement aux développements des intelligences, produit l'excès du mal qui seul peut faire sentir universellement le besoin de liberté positive; c'est-à-dire : le besoin des connaissances réelles. Ingrats ! Remerciez donc l'anarchie !

« — Mieux vaut, dit M. Vidal, une organisation défec- « tueuse, incomplète, que l'absence de toute organisation. »

— C'est, vrai, Monsieur, pour les forts et pour l'actualité. Mais pour tous et l'avenir : mieux vaut une absence complète d'organisation. C'est une preuve que la force est devenue incapable d'être plus longtemps base d'ordre; et que l'humanité doit périr, ou qu'elle doit introniser le règne de la raison, le règne de la liberté.

« — M. de Sismondi, selon M. Vidal, a prouvé que, pour « émanciper réellement les travailleurs, il ne suffisait pas de « décréter la liberté nominale, de proclamer des droits illu- « soires. »

— C'est très-vrai. Mais que faut-il faire pour décréter la liberté réelle, pour proclamer des droits réels?

Selon M. Vidal, il faut décréter le communisme et proclamer le commanditisme. S'il parvenait à faire dominer ces idées un instant dans cette partie du monde, en vertu de notre liberté nous lui demanderions un passeport pour aller dans une autre.

« — M. de Sismondi, continue M. Vidal, s'est borné à « exprimer des sentiments généraux, sans préciser les moyens, « sans articuler aucune solution pratique et positive. Il a dit « en termes assez vagues : — « « Il faut établir une com- « munauté d'intérêts entre le maître et l'ouvrier. » »

— C'est très-joli! c'est comme si M. de Sismondi avait dit : il faut établir une communauté d'intérêts entre le diable et le bon Dieu.

« — L'ouvrier, dit encore M. de Sismondi a *droit* à la « garantie de celui qui l'emploie. »

— A *droit* est également très-joli! Et la sanction de ce droit où se trouve-t-elle, s'il vous plaît? Quelle rage de toujours parler de droit, à une époque où il n'y a de droit possible que la force; et de vouloir en même temps répudier la force! Commencez donc par prouver : que, le droit autre que la force est une réalité; qu'il a réellement une sanction inévitable, incontestable, entendez-vous? Puis, vous pourrez parler de droit sans être accusé de folie. Jusque-là le droit autre que la force, n'est qu'un attrape-niais.

« — Il n'a point dit, continue M. Vidal, comment cette « communauté, comment cette garantie pourraient être réa- « lisées; il n'a fait que poser un principe, laissant à d'autres « le soin de chercher et de trouver un mode d'application. »

— C'est-à-dire que M. de Sismondi a vulgarisé le mal et n'a point donné le remède. M. de Sismondi a fait de l'anarchie, comme les doctrinaires faisaient du despotisme *sans le savoir*. M. Vidal, *aussi sans le savoir*, fait de l'anarchie et du despotisme : c'est cumuler.

XIII.

« Qui dit principe, dit ce qui n'a point d'o-
« rigine. Car c'est du principe que tout vient,
« et le principe ne saurait venir de nulle
« autre chose. Il ne serait pas principe s'il
« venait d'ailleurs. Et n'ayant point d'origine,
« il n'aura par conséquent point de fin. Car il
« ne pourrait, étant détruit, ni être lui-même
« reproduit par un autre principe, ni en pro-
« duire un autre, puisqu'un principe ne sup-
« pose rien d'antérieur.

« Ainsi, le principe du mouvement est dans
« l'être mu par sa propre vertu. Principe qui
« ne saurait être, ni produit, ni détruit. Au-
« trement il faut que le ciel et la terre soient
« bouleversés, et qu'ils tombent dans un éter-
« nel repos; sans pouvoir jamais recouvrer
« une force, qui, comme auparavant, les fasse
« mouvoir. »

CICÉRON, *Songe de Scipion*, etc.

« S'il n'existe qu'une seule espece de prin-
« cipe, la matiere éternelle, tout est NECES-
« SAIRE : la prétendue liberté, la prétendue
« raison, sont des ILLUSIONS. Pour que la li-
« berté, la raison existent en réalité, il faut
« qu'une autre espece de principe, les âmes
« éternelles, existe en réalité. Où se trouve la
« verité : claire, rationnelle, incontestable ? »

COLINS, *Commentaire*.

« Quand un principe mène à des consé-
« quences absurdes, c'est qu'il est mauvais. »

SIEYÈS.

« En époque d'ignorance sociale sur la
« réalité du droit, il n'est pas de principe qui
« ne soit basé sur une hypothèse et qui ne
« conduise à l'absurde. »

COLINS, *Commentaire*.

M. Vidal continue :

« — C'est beaucoup, dit-il, de poser des principes, mais ce n'est pas assez.... »

— Nous en demandons pardon à M. Vidal, mais il se

[illegible] tout au tout. Poser des principes quelconques n'est [illegible] rien..... qu'une sottise. Poser des principes vrais, [illegible] on démontre la vérité, c'est tout.

— Nous reconnaissons donc, continue M. Vidal, qu'il y a dans les œuvres de M. de Sismondi, une immense lacune ; nous allons plus loin encore : nous croyons que la solidarité des intérêts qu'il invoque, que les garanties qu'il « réclame, sont tout à fait irréalisables dans l'état actuel de « l'industrie ; nous croyons en outre que fussent-elles même « réalisables, elles ne produiraient pas tout le bien qu'il « semble en attendre. — Qu'on nous permette de développer « notre pensée. »

— Développez, Monsieur, nous vous suivrons avec la plus scrupuleuse attention.

« — Nous sommes, dit M. Vidal, autant et plus que « M. de Sismondi, partisan du principe d'association et « d'organisation ; mais nous comprenons l'association et « l'organisation d'une autre manière. »

— Bon ! voilà deux maîtres et deux manières d'entendre une même chose. Eh bien ! Monsieur, tant que la même manière n'existe pas pour tous, il n'y a que des opinions sur la bonne ; et, cette bonne, alors, ne se juge que par la force. Dans ce cas, le principe d'association et d'organisation n'a pas plus de valeur que le principe du turlututu et du perlinpinpin.

« — Nous croyons, dit M. Vidal..... »

— Je préviens Monsieur Vidal que *croire* dans le sens *d'opiner*, est, selon Cicéron, selon saint Augustin, etc., etc., une chose « *fort impertinente* de par soi. » Il faut, disaient ces Messieurs, *savoir* ou *se taire*. Mais enfin, puisque M. Vidal veut croire ; laissons-le croire.

« — Nous croyons, dit-il, que l'une des premières con-

« ditions de toute société, c'est que tout homme soit toujours « assuré de trouver à vivre de son travail. »

— Voilà ce que c'est que de *croire*. Si M. Vidal avait voulu *savoir*, il aurait reconnu : que, depuis l'origine sociale, la condition de toute société possible a toujours été le contraire. Il voudrait bien que cela ne fût pas, je le conçois. Alors, qu'il cherche comment cela peut ne pas être ; et, surtout, qu'il le prouve. Car, donner un remède et ne pas prouver qu'il est bon, n'est que ce que chacun fait à présent ; et, il y a peu de mérite à faire comme tout le monde ; quand tout le monde est fou.

« — La garantie, continue M. Vidal, que M. de Sismondi « réclame des *maîtres* en faveur de *l'ouvrier*, nous la de- « manderons, nous, à la société ; car c'est la société qui peut « seule garantir, à l'ouvrier, le travail et l'existence. »

Ainsi, M. Vidal veut toujours qu'il y ait des *maîtres !* Alors, il lui sera fort difficile de faire qu'il n'y ait pas *d'esclaves*. Quant aux ouvriers, nous le sommes tous, il ne s'agit que de rester ouvriers, sans avoir de *maîtres* dans le sens de la force. Aux États-Unis, et ce n'est pas l'Eldorado social, vous ne pouvez avoir personne pour vous *servir ;* les domestiques disent : *I come to help you.* Je viens pour vous aider et non pour vous servir.

M. Vidal, dit-il, réclame de la société la garantie que M. de Sismondi réclame du maître. Mais, qui donc est la société ; et qui répond pour elle ? Est-ce les forts et la force ; ou, est-ce tous et la raison ? Si c'est la raison qui répond, M. Vidal voudrait-il nous dire : comment il distingue la raison réelle de la raison illusoire ; et, où se trouve la sanction protégeant la raison réelle et écrasant la raison illusoire ? S'il est d'accord avec M. de Sismondi et autres, sur la raison réelle, ainsi qu'il l'a été tout à l'heure sur la manière de comprendre le principe d'association et d'organisation, il n'y aura de juge encore que la force ; et, les choses resteront

comme elles sont ; et, la demande de M. Vidal sera celle d'un enfant qui veut avoir la lune.

« — Pour détruire, continue M. Vidal, les funestes effets « de la concurrence et du salariat. »

— Aïe, aïe, aïe! C'est encore la lune que veut M. Vidal. Mais passons!

« — Pour mettre fin, continue M. Vidal, à la guerre ci- « vile des intérêts, nous ne *croyons* pas qu'il suffise d'éta- « blir une solidarité quelconque entre chaque entrepreneur « d'industrie et les ouvriers qu'il emploie ; il faudrait au « *moins* associer tous les producteurs, ouvriers et maîtres, « d'une même espèce de produits, sans quoi la concurrence, « la guerre existerait toujours, dans chaque industrie, entre « les différents ateliers. Or, comment réaliser une pareille « association ? »

— C'est à peu près aussi facile que d'avaler la lune.

« — Et si, continue M. Vidal, des entrepreneurs refu- « sent d'accéder à la mutualité, s'ils continuent à employer « des salariés travaillant au rabais, ne pourront-ils pas pro- « duire à meilleur marché que leurs confrères plus géné- « reux, et rendre ceux-ci victimes de leur humanité ? »

— Si jamais M. Vidal se trouve appelé à faire partie d'un bataillon de guerre ; et qu'il y aille avec des feuilles de rose pour armes et sa nudité pour cuirasse ; croit-il que cette bonté d'âme méritera le nom d'humanité ? Avis aux associations particulières de M. Louis Blanc. C'est M. Vidal qui le donne.

« — Mais, en admettant même, continue M. Vidal, que « cette association de tous les producteurs, ouvriers et « maîtres, pût être réalisée dans chaque industrie et dans « toute la France ; en admettant même que les droits perçus « à la frontière sur les produits étrangers ne permissent pas

« au spéculateur du dehors de faire à l'industrie nationale « une concurrence mortelle..... »

— Remarquez que les concessions de M. Vidal signifient : je suppose que vous puissiez avaler la lune. Eh bien! cela ne lui suffirait pas encore.

« — Nous ne verrions, nous, continue M. Vidal, dans « cette association prétendue autre chose qu'une *coalition* « gigantesque de certains intérêts solidaires entre eux, contre « des intérêts opposés : la coalition des producteurs contre « les consommateurs. »

— Et ici M. Vidal voit très-bien.

« — Supposez, par exemple, poursuit-il, que tous les « producteurs de blé (laboureurs et propriétaires). »

— Vous voyez : que M. Vidal veut maintenir l'aliénation du sol.

« — Laboureurs et propriétaires ; que tous les produc- « teurs de cotonades ; d'un autre côté (entrepreneurs et sa- « lariés) parviennent à s'entendre. »

— Il eût été plus facile de s'entendre sur la tour de Babel. Mais n'importe.

« — Les voilà, continue M. Vidal, maîtres du marché, « en état d'imposer la loi du monopole. Combien feront-ils « payer aux consommateurs le mètre de coton ou l'hecto- « litre de blé ? Qui les empêchera de rançonner le public ou « d'affamer les populations ? »

— Que M. Vidal se rassure. Il ne sera jamais rançonné ni affamé de cette manière.

« — Si l'association ne comprend que les ouvriers et « maîtres d'un seul atelier, la concurrence continue, dit « M. Vidal, entre les ateliers différents de chaque industrie ; « ce sera toujours la guerre et le désordre. Si l'association « comprend tous les ateliers d'une même industrie, elle réa-

« lise le monopole au profit des producteurs, au préjudice « des consommateurs, et c'est encore la guerre, l'exploita- « tion des uns par les autres. »

« Nous repoussons donc le mode d'association *partielle* « et *incomplète* vaguement prononcé par M. de Sismondi; « nous le repoussons comme *impossible* d'abord; nous le re- « poussons en outre comme dangereux et inefficace tout en- « semble, comme impuissant à faire cesser la lutte et le dés- « ordre. »

— Louis XIV se présentant en certain lieu, le magistrat lui dit : Sire! nous n'avons point fait tirer le canon pour trente-six raisons : la première, parce que nous n'en avons pas. — Je vous dispense de nommer les autres, répliqua le roi. Dès que M. Vidal repoussait ce mode d'association comme *impossible*, il pouvait se dispenser de lui trouver d'autres inconvénients.

« — L'association pour *être efficace*, continue M. Vidal, « doit comprendre et harmoniser TOUS les intérêts, les in- « térêts de tous les producteurs et de tous les consomma- « teurs. »

— Très-bien, Monsieur; parfait, on ne peut mieux; mais alors il vous faut anéantir les nationalités. En connaissez-vous le moyen? Si vous ne l'avez pas, vous faites comme M. de Sismondi. Puis, quand vous aurez anéanti les nationalités, petite concession que je vous accorde; en serez-vous plus avancé; et, par cela seul, tous les hommes seront-ils associés? L'association réelle de tous les membres de l'humanité ne se fait point : en associant des tailleurs, des bottiers, et des commissaires de police, et des conseillers d'État, et des saltimbanques, et des arracheurs de dents; ni en anéantissant la concurrence, ni en anéantissant le salariat, ce qui serait anéantir l'humanité elle-même; l'association de tous les membres de l'humanité se fait : quand elle est devenue socialement nécessaire; et, quand il est démontré comment elle est seulement possible. Cela arrive : lorsque la force

est devenue absolument incapable de servir plus longtemps de base à aucune espèce d'ordre social. Jusque-là, il y aura nécessairement : des nations qui se battront ; des maîtres qui exploiteront ; et des utopistes qui barbouilleront.

« — Nous croyons donc, dit M. Vidal en terminant ce « paragraphe, qu'il faut procéder par l'association *intégrale*, « l'appliquer d'abord dans une commune, par exemple, entre « tous les habitants, l'essayer au besoin, etc. »

Et, où se trouve, Monsieur, la formule de cette association ; et où se trouve la sanction ? L'appliquer, dites-vous. Et qui donc l'appliquera ? Sera-ce la force qui l'appliquera, et la faiblesse qui la subira ? Ou sera-ce la raison qui la formulera, la sanctionnera, l'appliquera et l'acceptera ? Alors, où se trouve donc le critérium faisant distinguer la raison réelle de la raison illusoire ? Et où se trouve la sanction incontestable et inévitable de ce même critérium ? Brisez donc le cercle vicieux dans lequel l'humanité se roule depuis son origine ; brisez-le ; ou vous ne faites que barbouiller.

§ II. *Richesse territoriale.*

Après une amplification de sensiblerie, résultat de la lecture de M. de Sismondi, M. Vidal se trouve toujours prêt à s'écrier avec Child-Harold : « *Levez-vous, races opprimées et assouvissez votre vengeance !* »

C'est très-poétique et très-révolutionnaire ; mais, cela ne détruit point le paupérisme. Une bonne raison vaudrait infiniment mieux. La fin de tout cela, en résumé de compte, est, de l'aveu de M. Vidal, que l'excellent Sismondi n'a pas le sens commun, quand il veut édifier. Et, à cet égard, M. Vidal a parfaitement raison.

« — La véritable solution du problème, dit M. Vidal, ne « devrait être cherchée : ni dans le régime passé, ni dans le « régime présent, ni dans un régime nouveau qui..... etc. »

— Pour l'amour de Dieu! Monsieur; ne nous tenez pas plus longtemps le bec dans l'eau. Il est inutile de nous dire en quoi ne consiste pas le remède; dites-nous en quoi il consiste; et surtout, prouvez votre dire : nous vous tiendrons quitte du reste.

« — C'est, dites-vous, le mode de répartition des produits « qui est vicieux; c'est ce mode de répartition qu'il faut « réformer. »

— Très-bien, Monsieur. Alors formulez donc votre réforme, et surtout prouvez! Moi, je vous dis : que pour aussi longtemps que l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie, la répartition actuelle, qui est celle qui existe depuis l'origine du monde, est encore la meilleure possible : la meilleure tant que le despotisme a été possible, parce qu'elle protégeait le despotisme qui seul alors pouvait être base d'ordre; la meilleure depuis que le despotisme ne peut plus être base d'ordre, parce qu'elle protége l'anarchie nécessaire pour que le besoin d'anéantir l'ignorance sociale puisse être socialement senti et satisfait. Ai-je tort, Monsieur? Prenez la plume et donnez vos preuves.

« — Il faut, dit M. Vidal, appeler les travailleurs à partici- « per proportionnellement à l'augmentation de la richesse. »

— C'est, précisément, ce qui se fait, Monsieur, et sans appel, *proportionnellement à la force*. Vous voulez peut-être que cela se fasse proportionnellement à la justice absolue, et non proportionnellement à la justice relative, à la force, seule justice actuellement possible. Eh bien! dites comment cela est possible et compatible avec l'existence de l'ordre.

« — Il faut désormais, dit encore M. Vidal, que les ma- « chines travaillent au profit de tous. »

— Toujours très-bien! Monsieur. Mais alors, dites-nous comment cela peut être; et, de plus, si c'est déjà compatible avec l'existence de l'ordre.

« — Le véritable problème consiste donc, continue « M. Vidal, a trouver un mode d'association favorable à « tous les intérêts; puis à trouver le mode de production le « plus avantageux à tous les associés. »

— Précisément, Monsieur. Par tous les miracles de l'anthropomorphisme; et, par ceux du panthéisme probablement aussi nombreux, ayez la bonté de nous le dire : si vous le savez!

« C'est précisément, continuez-vous, ce que cherchent les « socialistes des écoles différentes. »

— Très-bien! Mais, ont-ils trouvé? Et, s'ils n'ont pas trouvé, vous-même avez-vous été plus heureux? Sans cela tous n'ont fait que barbouiller. Il serait bien temps d'écrire : et du côté des économistes; et, du côté des prétendus socialistes.

« En résumé, dit M. Vidal, en terminant ce chapitre, « M. de Sismondi n'a point résolu le problème de répartition, « il n'a point présenté de système; mais il a réduit à néant « la théorie des économistes libéraux. »

— Les libéraux, Monsieur, vous l'avez dit vous-même, n'ont pas de théorie. Comme les dévots musulmans, ils regardent leur nombril et trouvent le bonheur dans cette béate contemplation. . . . . quand ils ne sont pas prolétaires.

« — Mais, continue l'interprète de Sismondi, il a indiqué « les principes qui devaient servir de base à la répartition « des richesses : 1° La solidarité des intérêts ou l'associa- « tion..... »

— L'association intégrale, hein? Mais, vous-même l'avez déclarée impossible, quand vous avez essayé d'associer l'humanité tout en conservant les nationalités. Deux bandes de voleurs associées, n'en feraient qu'*une* et non pas *deux*. L'association de l'humanité, en conservant les nationalités,

« [illegible] que le bon Dieu de M. Cousin : *qui est, à la* « [illegible] *ailleurs.*

« [illegible] l'organisation, continuez-vous, du travail industriel « [illegible], qui peut seule mettre la société en état de ga- « [illegible] à tout homme de bonne volonté, de l'ouvrage et une « [illegible]nce heureuse. »

— Et les médecins, les magistrats, les artistes, les commerçants, les instituteurs, etc., etc., se trouveront en dehors ?

« — Du moment, continue M. Vidal, que l'on pose en « principe que tout homme a droit de vivre en travail- « lant..... »

— Avant de poser en principe que l'homme a un droit quelconque hors celui de la force, il faudrait commencer par prouver : que ce droit existe; et, surtout, qu'il a, en dehors de la force, une sanction inévitable. Avec un peu de scolastique; et, au moyen de cercles vicieux, de pétitions de principes, il est facile de fanatiser de pauvres malheureux, qui ne savent que lire ou écrire; et ont à peine la capacité de suivre une série d'arguments, quelque peu complexe qu'elle puisse être. Mais, quand vous auriez fanatisé le monde entier; croyez-vous qu'il en sortît une solution non engendrée par la force ?

« — On est FORCÉ de conclure, continue M. Vidal, que « la société est tenue d'ouvrir des ateliers où tout travail- « leur pourra trouver de l'emploi. »

— Puis voilà le commanditisme de l'État, conduisant au communisme idéal de M. Vidal.

On est FORCÉ, dit M. Vidal. Hélas ! oui. Les ignorants sont toujours forcés de conclure à l'absurde, dès qu'ils ne veulent point reconnaître leur ignorance. Les économistes, qui d'ailleurs ont la priorité pour l'invention des ateliers nationaux, disent aussi : il n'y a de possible que le système [illegible] paupérisme en est la conséquence nécessaire; le

paupérisme a toujours existé : donc, on est FORCÉ de conclure qu'il existera toujours. Les antropomorphistes disent également : il n'y a que nous de possibles et, les panthéistes. Or, le panthéisme est absurde. Donc on est FORCÉ de conclure : que nous seuls avons raison. Les panthéistes disent : il n'y a que nous de possibles et, les antropomorphistes. Or, l'antropomorphisme est absurde. Donc, on est forcé de conclure : que nous seuls avons raison. L'ignorance et la vanité ne leur permettent point d'apercevoir : que tous font une énumération vicieuse.

XIV.

« Tant que vous cherchez, vous n'êtes que « des SCEPTIQUES; dès qu'une fois vous avez « choisi, vous n'êtes plus ÉCLECTIQUES. »

BONALD.

« Dire : deux et deux font quatre, sans avoir « d'unité critérium est d'un sot. Où se trouve « l'unité critérium : non seulement des « ÉCLECTIQUES; mais encore de TOUTES LES « PHILOSOPHIES? »

COLINS, *Commentaire.*

« L'éclectisme qui ne repousse ni n'admet « le MATERIALISME et le SPIRITUALISME, qui NE « NIE NI L'UN NI L'AUTRE et VEUT LES MODIFIER « TOUS LES DEUX et LES COMPLÉTER, est donc « forcé de tenir le milieu entre l'ordre et le « désordre, entre le bien et le mal, comme la « démocratie, à laquelle il s'allie, veut tenir « le milieu entre la monarchie et l'anarchie : « système d'entre deux, comme dit Pascal, « entre le vrai et le faux, système moyen ou « mitoyen, système faible tant que l'état in- « cline vers la monarchie plus que vers sa ri- « vale, qui grandit, prend de la force et se « développe à mesure que la démocratie « prend le dessus, et lorsque la société poli- « tique, incertaine de sa route, CHERCHE aussi « à CHOISIR entre la monarchie et la démocra- « tie. Ainsi l'éclectisme POLITIQUE qui fait le « fond de toutes les constitutions modernes, « et l'éclectisme PHILOSOPHIQUE s'appuient mu- « tuellement, introduits l'un et l'autre par de « faibles politiques et de faibles philosophes, « qui croient que la vérité est un MILIEU, comme « la vertu, aussi incapables d'éclairer les « peuples, qu'impuissants à les gouverner. »

BONALD.

« L'école éclectique, pour l'appeler par son « nom, est aujourd'hui maîtresse et maîtresse « absolue des générations nouvelles; ELLE « OCCUPE TOUTES LES CHAIRES DE L'ENSEIGNE- « MENT, elle en a fermé la carrière à toutes les « écoles rivales, elle s'est fait la part du lion; « elle a tout pris pour elle, ce qui est assez « POLITIQUE, mais ce qui est un peu moins « philosophique. Le public a donc le droit de « demander compte à cette école du pouvoir « absolu qu'elle a pris, et que nous ne lui con- « testons pas d'ailleurs : elle a beaucoup fait « pour elle, nous le savons; mais qu'a-t-elle « fait pour le siècle? où sont ses œuvres, ses

« monuments, les vertus qu'elle a semées, les « grands caracteres qu'elle a formés, les « institutions qu'elle anime de son souffle? il « est malheureusement plus facile de s'adres- « ser ces questions que d'y répondre.

« Qu'est-ce que Dieu! qu'est-ce que l'âme? « qu'est-ce que l'univers? Pourquoi y a-t-il « quelque chose? Le monde est-il éternel et « infini, sans bornes dans le temps ni dans l'es- « pace? L'âme est-elle matérielle ou immaté- « rielle? Est-elle libre ou soumise à la néces- « sité? Survit-elle à la dissolution du corps ou « périt-elle avec lui? Voilà des problèmes sur « lesquels on se déclare incompétent, et sur « lesquels on propose à l'humanité de SE RE- « SIGNER A L'IGNORANCE, A L'INDIFFERENCE « ÉTERNELLE. »

Journal des Débats, 6 novembre 1842.

« Ce que le *Journal des Débats* vient de « dire de l'eclectisme, doit, en époque d'igno- « rance sur la realite du droit, se dire tour à « tour, de toutes les écoles philosophiques; et « même de la volonté de se passer de toute « philosophie; ce qui, en epoque d'incompres- « sibilité d'examen, est aussi une philosophie, « c'est-à-dire une FOLIE. »

COLINS, *Commentaire*.

Le chapitre X a pour titre : ÉCOLE ÉCLECTIQUE.

A propos de l'éclectisme, M. Vidal dit beaucoup de choses. Il n'y en avait qu'une bonne à dire; et, c'est précisément celle qu'il a oubliée. C'est que pour distinguer les bonnes choses des mauvaises, pour oublier les unes et rejeter les autres, il faut *socialement*, avoir un critérium autre que la force, dès qu'à cet égard on répudie la force. Or, c'est précisément l'absence de ce critérium qui constitue l'ignorance au sein de laquelle nous vivons depuis l'origine humanitaire. Ceux donc qui veulent choisir malgré cette absence, sont des sots; ou des vaniteux : souvent l'un et l'autre.

M. Vidal termine ce chapitre en disant :

« — Les esprits rigoureux ne demandent pas seulement un « procédé pour étudier, ils demandent des solutions. »

— Hélas! les esprits rigoureux ne trouveront point ce qu'ils cherchent, dans les écrits de M. Vidal.

Le chapitre XI est *intitulé :* RÉSUMÉ ET CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE.

« — C'est en vain, nous venons de le voir, dit M. Vidal, « qu'on demanderait aux économistes des différentes écoles, « une théorie quelconque de la répartition; tous se conten- « tent de décrire des faits; tous, sans exception, libéraux, « éclectiques, statisticiens, etc., etc., déclarent que la ri- « chesse se distribuant naturellement au moyen de la rente, « de l'intérêt, des profits et des salaires, ils ne conçoivent « même pas qu'il en puisse être autrement. »

— Et, ils ont parfaitement raison. C'est comme si vous aviez quatre canaux à un étang, que l'eau nécessairement dût y passer; qu'il n'y en eût pas d'autres possibles; et, que vous vinssiez à dire : l'eau passera nécessairement par ces quatre canaux. Seulement, il y a telle circonstance, où en passant par ces quatre canaux, l'eau se distribue conformément à la force; et, d'autres où elle se distribue conformément à la raison non rapportée à la force.

« — Cependant, continue M. Vidal, nous avons rencon- « tré un principe de justice, un seul, c'est celui-ci : Le pro- « duit entier du travail devrait constituer le salaire naturel « du travailleur..... »

— Mais, Monsieur, qui vous dit qu'il y a une justice autre que la force? Et, qui vous dit même que, la nécessité sociale ne rend point juste, pendant certaine époque, l'exploitation des masses par les minorités?

Ici, M. Vidal commence à reconnaître dans une note, que le produit ne doit pas appartenir tout entier au travailleur. Alors, voilà le principe à tous les diables, tant qu'on ne dit pas : ce qui lui appartient; ce qui ne lui appartient pas. Après cela, M. Vidal ajoute :

« — Voyons, s'il est possible, aujourd'hui, d'appliquer le « principe. »

— Soit, voyons!

« — N'est-il pas vrai, n'est-il pas évident, dit M. Vidal, « que pour être à même de préciser avec rigueur, les droits « de chacun dans la répartition, pour attribuer à chaque « travailleur la valeur exacte du fruit de ses œuvres, pour « savoir enfin si chacun reçoit bien ce qui lui est dû et rien « que ce qui lui est dû, pour savoir si personne n'empiète « sur les droits d'autrui; n'est-il pas évident qu'il faudrait « avant tout pouvoir déterminer d'une manière rigoureuse- « ment exacte :

« 1° Pour combien le capital-terre, même en admettant « le droit absolu du propriétaire à la fécondité de la nature, « contribue à la création d'un produit quelconque;

« 2° Pour combien le capital, le travail et l'industrie de « l'entrepreneur;

« 3° Pour [illegible] le capital et l'industrie du commer- « çant;

« 4° E[illegible] bien le travail et l'intelligence de [illegible]

[illegible] ner la valeur de ces divers services, [illegible] déterminer l[illegible]ur du produit lui- [illegible] dividend[illegible]er, déterminer la [illegible] oduits? — [illegible]s les économis- [illegible] on est o[illegible] possible : *le pro-* [illegible] *de la* [illegible] *quadrature du* [illegible]

[illegible] ons con[illegible]duit, à plus forte [illegible] -nous [illegible] actions de valeur [illegible] par les [illegible] ou instruments de [illegible] rrons [illegible] concours de l'en- [illegible] cours [illegible] — Nous ne pour- [illegible] *en* [illegible] *totalité*, combien [illegible] encore [illegible] sa- [illegible] re- [illegible]

« de la repartition possible. — Aussi les économistes ne « s'en occupent point. Ils se contentent de dire :

«« Les richesses se distribuent dans la société sous forme « de rente, de fermage, d'intérêts, de profits, de salaires. « Dans quelles proportions devront-elles être distribuées? « CELA NE NOUS REGARDE PAS. Dans quelle proportion « sont-elles distribuées? NOUS NE POUVONS LE SAVOIR AU « JUSTE. La rente, l'intérêt, le profit, le salaire, *sont ce qu'ils « sont dans un temps, dans un lieu donnés;* ils varient d'un « pays à l'autre, d'un lieu à l'autre dans le même pays; ils « varient d'un instant à l'autre dans le même lieu, et même « d'heure en heure; ils varient au gré des événements et des « circonstances, en raison de l'offre et de la demande; ils « varient comme la valeur, c'est-à-dire comme le prix cou- « rant, etc., etc. La valeur, c'est la grande inconnue; cher- « cher à la préciser serait folie; elle est essentiellement mo- « bile et changeante de sa nature, elle est insaisissable..... « — C'est un mystère qu'on ne pénètrera jamais, etc., etc. « Puis ils ajoutent comme toujours : telles sont les lois na- « turelles, immuables, nécessaires, d'après lesquelles les ri- « chesses se distribuent entre tous les membres de la so- « ciété! »»

« Les choses se passent ainsi, reprend M. Vidal : *Les so- « laires se règlent d'après le rapport de l'offre à la demande, « nous le reconnaissons, et c'est pour cela* QUE NOUS PRO- « TESTONS; les faits que vous avez décrits sont exacts; — « mais vous dites : cela est, donc cela est juste, donc cela « doit être. — Oh! c'est ici que le cœur et la raison se ré- « voltent à la fois et demandent ce que vous faites de la jus- « tice, de la moralité, de l'humanité? »

— Voyons, Monsieur! le cœur est toujours un sot, quand la raison ne le dirige pas; et, la raison ne se révolte jamais; la révolte appartient aux passions. Raisonnons, et ne nous 'ssionnons point. Raisonner, c'est voir, et les passions uglent.

Je prie le lecteur de revenir avec moi au point de départ de M. Vidal, *n'est-il pas évident?* etc.

M. Vidal confond continuellement, comme tous les économistes, et les prétendus socialistes, le propre avec le figuré. La terre ne produit pas, elle fonctionne. L'homme seul est producteur.

Le capital ne produit pas, il est un instrument.

L'industrie et le travail sont une seule et même chose.

L'entrepreneur est un travailleur et rien de plus.

Le travail et l'intelligence de l'ouvrier sont une seule et même chose.

L'industriel est un travailleur; le commerçant est un travailleur; comme tout ouvrier, comme tout homme est un travailleur.

Le problème de la mesure de la valeur n'est pas un mystère, n'est pas la quadrature du cercle, c'est une sottise; comme la mesure de la longueur, de la largeur, de la profondeur, etc. Vous mesurez telle longueur, telle largeur, telle profondeur avec une unité linéaire; vous mesurez telle valeur: socialement avec l'unité *rapport de l'offre à la demande;* domestiquement avec l'unité *rapport à l'utilité.* M. Vidal proteste contre le rapport social de l'offre à la demande; alors, il veut le rapport au despotisme; il n'y en a pas un troisième.

Quand une question est posée avec des termes où le propre et le figuré sont continuellement confondus, il ne peut en sortir que le mystère ou la folie.

Écoutez, Monsieur Vidal! vous faites parler les économistes; et, il faut vous rendre justice, ce que vous leur faites dire est parfaitement ce qu'ils disent. Cela vous révolte. Eh bien! Monsieur; les économistes, de leur point de départ et du vôtre, ont complétement raison. Ils ne reconnaissent qu'une organisation sociale possible : celle basée sur l'antropomorphisme ou le panthéisme, et l'aliénation du sol. A cet égard, vous pensez comme eux. Si vous êtes logique, si vous êtes

conséquent avec votre point de départ, vous penserez comme eux.

Maintenant, je vais répondre à vos questions, et vous donner en quelques lignes ; **LA THÉORIE GÉNÉRALE DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES.**

D'abord, et en fait de production : l'homme *seul* est agent; le sol ou ce qui en provient est *seul* patient. Les deux sont nécessaires à la production.

Ensuite le travail, l'industrie, l'intelligence en action, c'est toujours l'homme. Devant la force, ils peuvent être séparés; mais, de là l'esclavage. Devant la raison : travail, industrie et intelligence en action, sont une seule et même chose.

Ce qui provient du sol, et n'est point amélioration du sol, se nomme *capital*.

Le produit du travail est un *salaire*, qui doit être réparti s'il a été produit par plusieurs.

Le loyer ou l'usage du sol, que celui-ci appartienne soit à un, soit à plusieurs, soit à tous, se nomme *rente*.

Le loyer ou l'usage d'un outil, que celui-ci appartienne soit à un, soit à plusieurs, soit à tous, se nomme *intérêt ou profit*.

Vous voyez : que, dans tout produit ou salaire, il y a, ou il peut y avoir, et il ne peut y avoir : que travail, rente, intérêt ou profit. Si le travailleur est seul, il n'y a que travail et salaire. Adam, ou Robinson ne payaient de loyer à personne.

Jusqu'ici, il n'y a nullement besoin de détermination de valeur. Nous laissons le produit dans son entier ; il est à répartir : soit par la force, soit par la raison.

Le problème de la répartition des richesses consiste à savoir : quelle est la quotité dans le produit : soit pour le travail ; soit pour le loyer du sol ; soit pour le loyer du capital; quand le sol et le capital n'appartiennent point au travailleur.

Cette solution, je vais la donner, pour les deux seuls cas possibles quant à la répartition : celui où le sol appar-

tient à un seul ou à plusieurs ; et celui où le sol n'appartient ni à un seul, ni à plusieurs, mais appartient à tous.

S'il n'y a que deux habitants sur le globe ; et, que le sol appartienne à un seul : le premier sera maître ; le second esclave. Le premier sera le fort ; le second sera le faible. Le premier aura dans le travail du second, la plus grande part possible ; le second la plus petite part possible. La détermination de ces parts sera relative aux circonstances. Mais relativement à ces circonstances, elles seront toujours : la plus grande et la plus petite possible.

S'il y a trois habitants sur le globe, et que le sol appartienne à deux d'entre eux : les deux premiers seront maîtres, à moins qu'un seul ne soit assez fort pour battre les deux autres. Les deux premiers seront maîtres, le troisième sera esclave. Les deux premiers auront, dans le travail du troisième, la plus grande part possible ; le troisième la plus petite part possible.

Qu'il y ait sur le globe un nombre quelconque d'habitants, en rapport avec son étendue ; que le globe appartienne à tous réellement, et non aux plus forts, comme il appartient en époque de sauvagerie plus ou moins civilisée ; personne ne sera maître ; personne ne sera esclave ; chacun aura dans le produit la part relative à son travail.

Dans tous les cas, le salaire consiste : dans le produit ; après qu'il en a été prélevé ce qui est dû : pour le loyer du sol, pour le loyer du capital ; et pour toute autre dette s'il y en a.

Remarquons, maintenant, que du produit doit encore être retirée une autre dette, quand le travailleur n'est point isolé. C'est, celle relative au maintien de l'ordre entre les travailleurs. Cette dette, comme celle du sol et du capital, doit être déterminée et prélevée : soit par la force ; soit par la raison : car, ce sont les seuls déterminateurs et receveurs possibles. Lorsqu'elle est déterminée et prélevée par la force ; elle est prise sur le travail, c'est-à-dire sur le salaire des faibles au profit du travail, du salaire des forts. Lorsque cette

« de la répartition possible. — Aussi les économistes ne « s'en occupent point. Ils se contentent de dire :

«« Les richesses se distribuent dans la société sous forme « de rente, de fermage, d'intérêts, de profits, de salaires. « Dans quelles proportions devront-elles être distribuées? « CELA NE NOUS REGARDE PAS. Dans quelle proportion « sont-elles distribuées? NOUS NE POUVONS LE SAVOIR AU « JUSTE. La rente, l'intérêt, le profit, le salaire, *sont ce qu'ils « sont dans un temps, dans un lieu donnés ;* ils varient d'un « pays à l'autre, d'un lieu à l'autre dans le même pays; ils « varient d'un instant à l'autre dans le même lieu, et même « d'heure en heure; ils varient au gré des événements et des « circonstances, en raison de l'offre et de la demande; ils « varient comme la valeur, c'est-à-dire comme le prix cou- « rant, etc., etc. La valeur, c'est la grande inconnue; cher- « cher à la préciser serait folie; elle est essentiellement mo- « bile et changeante de sa nature, elle est insaisissable..... « — C'est un mystère qu'on ne pénètrera jamais, etc., etc. « Puis ils ajoutent comme toujours : telles sont les lois na- « turelles, immuables, nécessaires, d'après lesquelles les ri- « chesses se distribuent entre tous les membres de la so- « ciété ! »»

« Les choses se passent ainsi, reprend M. Vidal : *Les sa- « laires se règlent d'après le rapport de l'offre à la demande, « nous le reconnaissons, et c'est pour cela* QUE NOUS PRO- « TESTONS; les faits que vous avez décrits sont exacts; — « mais vous dites : cela est, donc cela est juste, donc cela « doit être. — Oh ! c'est ici que le cœur et la raison se ré- « voltent à la fois et demandent ce que vous faites de la jus- « tice, de la moralité, de l'humanité ? »

— Voyons, Monsieur ! le cœur est toujours un sot, quand la raison ne le dirige pas; et, la raison ne se révolte jamais; la révolte appartient aux passions. Raisonnons, et ne nous passionnons point. Raisonner, c'est voir, et les passions aveuglent.

Je prie le lecteur de revenir avec moi au point de départ de M. Vidal, *n'est-il pas évident?* etc.

M. Vidal confond continuellement, comme tous les économistes, et les prétendus socialistes, le propre avec le figuré. La terre ne produit pas, elle fonctionne. L'homme seul est producteur.

Le capital ne produit pas, il est un instrument.

L'industrie et le travail sont une seule et même chose.

L'entrepreneur est un travailleur et rien de plus.

Le travail et l'intelligence de l'ouvrier sont une seule et même chose.

L'industriel est un travailleur; le commerçant est un travailleur; comme tout ouvrier, comme tout homme est un travailleur.

Le problème de la mesure de la valeur n'est pas un mystère, n'est pas la quadrature du cercle, c'est une sottise; comme la mesure de la longueur, de la largeur, de la profondeur, etc. Vous mesurez telle longueur, telle largeur, telle profondeur avec une unité linéaire; vous mesurez telle valeur: socialement avec l'unité *rapport de l'offre à la demande;* domestiquement avec l'unité *rapport à l'utilité.* M. Vidal proteste contre le rapport social de l'offre à la demande; alors, il veut le rapport au despotisme; il n'y en a pas un troisième.

Quand une question est posée avec des termes où le propre et le figuré sont continuellement confondus, il ne peut en sortir que le mystère ou la folie.

Écoutez, Monsieur Vidal! vous faites parler les économistes; et, il faut vous rendre justice, ce que vous leur faites dire est parfaitement ce qu'ils disent. Cela vous révolte. Eh bien! Monsieur; les économistes, de leur point de départ et du vôtre, ont complétement raison. Ils ne reconnaissent qu'une organisation sociale possible : celle basée sur l'antropomorphisme ou le panthéisme, et l'aliénation du sol. A cet égard, vous pensez comme eux. Si vous êtes logique, si vous êtes

conséquent avec votre point de départ, vous penserez comme eux.

Maintenant, je vais répondre à vos questions, et vous donner en quelques lignes ; **LA THÉORIE GÉNÉRALE DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES.**

D'abord, et en fait de production : l'homme *seul* est agent; le sol ou ce qui en provient est *seul* patient. Les deux sont nécessaires à la production.

Ensuite le travail, l'industrie, l'intelligence en action, c'est toujours l'homme. Devant la force, ils peuvent être séparés; mais, de là l'esclavage. Devant la raison : travail, industrie et intelligence en action, sont une seule et même chose.

Ce qui provient du sol, et n'est point amélioration du sol, se nomme *capital*.

Le produit du travail est un *salaire*, qui doit être réparti s'il a été produit par plusieurs.

Le loyer ou l'usage du sol, que celui-ci appartienne soit à un, soit à plusieurs, soit à tous, se nomme *rente*.

Le loyer ou l'usage d'un outil, que celui-ci appartienne soit à un, soit à plusieurs, soit à tous, se nomme *intérêt ou profit*.

Vous voyez : que, dans tout produit ou salaire, il y a, ou il peut y avoir, et il ne peut y avoir : que travail, rente, intérêt ou profit. Si le travailleur est seul, il n'y a que travail et salaire. Adam, ou Robinson ne payaient de loyer à personne.

Jusqu'ici, il n'y a nullement besoin de détermination de valeur. Nous laissons le produit dans son entier ; il est à répartir : soit par la force, soit par la raison.

Le problème de la répartition des richesses consiste à savoir : quelle est la quotité dans le produit : soit pour le travail ; soit pour le loyer du sol ; soit pour le loyer du capital; quand le sol et le capital n'appartiennent point au travailleur.

Cette solution, je vais la donner, pour les deux seuls cas possibles quant à la répartition : celui où le sol appar-

tient à un seul ou à plusieurs ; et celui où le sol n'appartient ni à un seul, ni à plusieurs, mais appartient à tous.

S'il n'y a que deux habitants sur le globe ; et, que le sol appartienne à un seul : le premier sera maître ; le second esclave. Le premier sera le fort ; le second sera le faible. Le premier aura dans le travail du second, la plus grande part possible ; le second la plus petite part possible. La détermination de ces parts sera relative aux circonstances. Mais relativement à ces circonstances, elles seront toujours : la plus grande et la plus petite possible.

S'il y a trois habitants sur le globe, et que le sol appartienne à deux d'entre eux : les deux premiers seront maîtres, à moins qu'un seul ne soit assez fort pour battre les deux autres. Les deux premiers seront maîtres, le troisième sera esclave. Les deux premiers auront, dans le travail du troisième, la plus grande part possible ; le troisième la plus petite part possible.

Qu'il y ait sur le globe un nombre quelconque d'habitants, en rapport avec son étendue ; que le globe appartienne à tous réellement, et non aux plus forts, comme il appartient en époque de sauvagerie plus ou moins civilisée ; personne ne sera maître ; personne ne sera esclave ; chacun aura dans le produit la part relative à son travail.

Dans tous les cas, le salaire consiste : dans le produit ; après qu'il en a été prélevé ce qui est dû : pour le loyer du sol, pour le loyer du capital ; et pour toute autre dette s'il y en a.

Remarquons, maintenant, que du produit doit encore être retirée une autre dette, quand le travailleur n'est point isolé. C'est, celle relative au maintien de l'ordre entre les travailleurs. Cette dette, comme celle du sol et du capital, doit être déterminée et prélevée : soit par la force ; soit par la raison : car, ce sont les seuls déterminateurs et receveurs possibles. Lorsqu'elle est déterminée et prélevée par la force ; elle est prise sur le travail, c'est-à-dire sur le salaire des faibles au profit du travail, du salaire des forts. Lorsque cette

existence d'ordre moral : en dehors duquel, du reste, il n'y a *nécessairement,* ni bien, ni mal. Est-ce clair?

Si vous appelez cette école *fataliste,* libre à vous, Monsieur. Mais, je vous préviens : qu'*en dehors de la fatalité, il n'y a pas de liberté,* PAS D'ORDRE MORAL. L'ordre moral n'est autre : que, L'HARMONIE ENTRE LA LIBERTÉ DES ACTIONS ET LA FATALITÉ DES ÉVÉNEMENTS. La liberté appartient à l'ordre de temps; la sanction à l'ordre d'éternité. La sanction est éternelle, fatale comme tout ce qui appartient à l'éternité; ou, elle ne peut exister rationnellement.

A propos de la société actuelle, M. Vidal dit :

« — Ce n'est point la société, c'est la guerre, et partout « nous voyons des ennemis en présence. »

— Comment voulez-vous, Monsieur, qu'il en soit autrement? La société est encore ignorante sur la réalité du droit; la force est encore son seul droit possible; et, le paupérisme; qui ne peut encore être anéanti sans causer l'anarchie, ne peut en présence de l'incompressibilité de l'examen, être conservé sans causer l'anarchie. Vous voyez bien : que c'est la guerre nécessairement.

« — Oh non! vous écriez-vous, telle ne saurait être la « destinée de l'homme. »

Écoutez! Monsieur : Il y a un ordre moral; ou, il n'y en a pas. S'il y en a un; tout est nécessairement bien : sous peine de non-existence d'ordre moral. S'il n'y en a pas : il n'y a ni bien ni mal. C'est peu flatteur pour l'ignorance, qui aimerait à pouvoir critiquer la justice éternelle; et, surtout, à se mettre à sa place. Mais que voulez-vous que j'y fasse?

« La force et le hasard, vous écriez-vous encore, ne peu- « vent à tout jamais triompher du droit et de la raison. »

— Mais, Monsieur, si, le droit existe, la force et le hasard ne peuvent jamais en triompher un seul instant. Sinon : le expression de *justice éternelle,* serait une sottise.

circonstances. La dette, relative à l'ordre, est alors nécessairement prélevée, sur le capital acquis par les générations passées. Cela s'est également trouvé démontré dans l'exposition des mêmes théories.

Dans le premier cas, c'est visiblement la force qui domine; et, ce premier cas existe *nécessairement*, tant que *l'ignorance sociale sur la réalité du droit n'est point anéantie :* parce qu'alors il n'y a évidemment de justice sociale possible que celle relative à la force.

Dans le second cas, c'est la raison qui domine; et, ce second cas peut seulement exister, et existe alors *nécessairement : lorsque la force ne peut plus être base d'ordre; et, que le besoin d'ordre a forcé l'humanité de chercher et de parvenir à anéantir l'ignorance sociale sur la réalité du droit.*

Vous voyez que, définitivement, il n'y a nulle nécessité de détermination de valeur, dans la théorie générale de la répartition des richesses.

Si, j'ai mis plus de quelques lignes à vous exposer la THÉORIE GÉNÉRALE DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES, pour tous les cas possibles de notre humanité et de toute humanité possible; je vous en demande pardon. Mais au moins, c'est clair, incontestable et précis.

XV.

« Les droits ne sont rien où n'est plus la « FORCE de les faire valoir. »

M. GUIZOT.

« Quelle force? Celle des bourreaux? Elle « s'évanouit dès qu'elle cesse d'être basée sur « une religion hypothétique. Celle de la reli- « gion? Toute religion hypothétique est deve- « nue impuissante en présence de l'incompres- « sibilité de l'examen; et la religion scientifique, « socialement, n'existe pas encore. »

COLINS, *Commentaire.*

« Aujourd'hui la rétribution du travail est « abandonnée au hasard ou à la violence. « C'est le maître qui opprime ou l'ouvrier qui « se révolte. »

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

« Et le remède? Doit-il désormais se trou- « ver basé sur une FOI; ou se trouver basé « sur la SCIENCE? »

COLINS. *Commentaire.*

M. Vidal, après s'être plaint des économistes, ajoute :

« — D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement de savoir com- « ment les richesses sont réparties, il s'agit surtout de sa- « voir comment elles devraient être réparties. Après avoir « lu vos livres, et surtout après les avoir lus, nous sommes « encore à nous demander, quel est, en bonne justice, c'est- « à-dire par conséquent en bonne politique, le mode de « distribution le plus équitable, et dès lors le plus avan- « tageux, non pas seulement à telle ou telle classe, mais à « tous les hommes réunis en société?

« Cette question revient toujours, et les économistes n'ont « pas répondu. Sur ce point nous avons constaté leur im- « puissance. »

— Nous verrons bientôt, Monsieur, en vous étudiant, que les prétendus socialistes n'en savent pas plus que les économistes. Nous allons répondre pour les uns et pour les

autres. Nous le devons, sous peine aussi de ne faire que barbouiller.

Vous voulez savoir : comment, en bonne justice, en bonne politique les richesses doivent être distribuées ? Je vais vous le dire.

Auparavant néanmoins, je dois vous répéter : que, socialement parlant, la bonne justice est celle qui conserve la vie à l'humanité.

Si donc, à une certaine époque, l'humanité ne peut être conservée que par le paupérisme, le paupérisme sera de justice sociale.

Si, à une autre époque, l'humanité ne peut être conservée que par l'anéantissement du paupérisme, cet anéantissement sera de justice sociale.

Voilà quelle est la bonne justice, quelle est la bonne politique.

Eh bien ! ces deux époques existent nécessairement au sein de toute humanité possible et dans l'ordre énoncé.

D'abord, toute humanité est ignorante sur la réalité du droit. Alors les forts, nécessairement, inventent un droit et le basent sur une hypothèse. Si cette hypothèse était examinée par les masses, l'ignorance, sur la réalité du droit, se trouverait révélée à tous ; et, l'humanité périrait au sein de l'anarchie : dérivant nécessairement de l'absence de droit commun. Dans ce cas le paupérisme doit exister et il existe.

Quand ensuite, le paupérisme en présence de l'incompressibilité de l'examen, de source d'ordre qu'il était, devient source d'anarchie ; il faut : que, le paupérisme soit anéanti ; et par conséquent, l'ignorance sociale.

Alors, *nécessairement,* l'ignorance sociale est anéantie, et, aussi le paupérisme.

Il y a plus : ces deux époques, je le répète, existent *nécessairement* : par suite de l'ignorance primitive, d'une part ; et des développements de l'intelligence, de l'autre. Et cette succession est aussi *nécessairement* bien ; sous peine de nou-

existence d'ordre moral : en dehors duquel, du reste, il n'y a *nécessairement,* ni bien, ni mal. Est-ce clair?

Si vous appelez cette école *fataliste,* libre à vous, Monsieur. Mais, je vous préviens : qu'*en dehors de la fatalité, il n'y a pas de liberté,* PAS D'ORDRE MORAL. L'ordre moral n'est autre : que, L'HARMONIE ENTRE LA LIBERTÉ DES ACTIONS ET LA FATALITÉ DES ÉVÉNEMENTS. La liberté appartient à l'ordre de temps; la sanction à l'ordre d'éternité. La sanction est éternelle, fatale comme tout ce qui appartient à l'éternité; ou, elle ne peut exister rationnellement.

A propos de la société actuelle, M. Vidal dit :

« — Ce n'est point la société, c'est la guerre, et partout « nous voyons des ennemis en présence. »

— Comment voulez-vous, Monsieur, qu'il en soit autrement? La société est encore ignorante sur la réalité du droit; la force est encore son seul droit possible; et, le paupérisme; qui ne peut encore être anéanti sans causer l'anarchie, ne peut en présence de l'incompressibilité de l'examen, être conservé sans causer l'anarchie. Vous voyez bien : que c'est la guerre nécessairement.

« — Oh non! vous écriez-vous, telle ne saurait être la « destinée de l'homme. »

Écoutez! Monsieur : Il y a un ordre moral; ou, il n'y en a pas. S'il y en a un; tout est nécessairement bien : sous peine de non-existence d'ordre moral. S'il n'y en a pas : il n'y a ni bien ni mal. C'est peu flatteur pour l'ignorance, qui aimerait à pouvoir critiquer la justice éternelle; et, surtout, à se mettre à sa place. Mais que voulez-vous que j'y fasse?

« La force et le hasard, vous écriez-vous encore, ne peu- « vent à tout jamais triompher du droit et de la raison. »

— Mais, Monsieur, si, le droit existe, la force et le hasard ne peuvent jamais en triompher un seul instant. Sinon : le droit, expression de *justice éternelle,* serait une sottise.

viennent à perdre leur prestige sur les masses, il faut : ou que la société périsse; ou que l'ignorance sociale puisse être anéantie.

« — Mais les villes et les campagnes, continue Linguet, « sont peuplées d'une autre espèce de domestiques plus ré- « pandus, plus utiles, plus laborieux, et connus sous le nom « de journalier, manouvrier. »

— Plus utiles, dites-vous ! Encore une fois, ayons du calme et raisonnons. — Croyez-vous qu'à une époque où l'ordre ne peut être basé que sur l'autel d'une force transformée en droit, le luxe, c'est-à-dire le culte de cet autel soit utile à l'existence de l'ordre, première de toutes les utilités ? A moins d'être insensé, vous répondez affirmativement. Eh bien ! le luxe des forts n'est que le complément du luxe de leur autel. Les prétendus philosophes ont toujours la rage des logomachies ; ils confondent perpétuellement : la justice individuelle et la justice sociale ; la justice absolue et la justice relative à la force ; justices qui ne peuvent être identiques que sous le règne de la raison absolue, dont l'intronisation est essentiellement relative à l'anéantissement de l'ignorance sociale sur la réalité du droit. Vous voyez donc : qu'il est une époque, où, les domestiques en livrées d'or, sont plus utiles encore que les domestiques en haillons. Il est vrai qu'il est aussi une époque : où toute espèce de domesticité ou d'esclavage est anarchique par essence ; et cette époque est la nôtre.

— Et il se répond :

« — La misère, le désespoir et la haine. »

Eh bien ! Monsieur, fournissez à la société les moyens de donner aux prolétaires : l'aisance, la quiétude et l'amour. Qui donc vous en empêche ?

A propos du *prolétariat,* que M. Vidal, je le répète, s'entête à nommer *salariat,* il cite un morceau de Linguet écrit en 1769. Dans notre époque ce passage est très-propre à exciter l'anarchie. Je vais le copier, et en le commentant, je tâcherai de le faire servir à l'établissement de l'ordre.

« — En supprimant la servitude, dit Linguet, on n'a pré-
« tendu supprimer ni l'opulence, ni ses avantages. »

— Fort heureusement. Car, en ce qui concerne la société actuelle, c'est de l'accroissement des richesses que naît l'accroissement du paupérisme, lequel accroissement doit faire sentir le besoin d'anéantir l'ignorance sociale, cause première de paupérisme ; et, pour ce qui concerne la société future, l'opulence ne doit pas en être bannie ; mais bien seulement le paupérisme.

« — On n'a pas pensé, continue Linguet, à remettre entre
« les hommes l'égalité originelle. »

— L'égalité originelle est une sottise : il n'y a pas d'égalité dans l'ordre physique ; et, dans l'ordre social, il ne peut en exister légalement : tant que l'ignorance sur la réalité du droit n'est point socialement anéantie.

« — La renonciation, continue Linguet, que le riche a
« faite de ses prérogatives n'a été qu'apparente. »

— Apparente aux yeux des sots. Et pourquoi donc les riches renonceraient-ils à leurs prérogatives ; tant, que c'est exclusivement sur ces mêmes prérogatives, que l'ordre, c'est-à-dire l'humanité peut se baser ? Il y a plus : à mesure que l'intelligence des masses se développe, il faut que le joug qui pèse sur elles, s'aggrave de jour en jour ; afin que l'ordre puisse être maintenu. Mais, il vient un temps, où l'aggrava-

tion, le *progrès* n'est plus possible ; et, alors, il faut que le joug tombe ou que l'humanité périsse.

« — Il a donc fallu, continue Linguet, que les choses « restassent au nom près, dans le même état. »

— Erreur ! le mal a empiré ; Linguet lui-même va le dire.

« — Il a toujours fallu, ajoute-t-il, que la plus grande « partie des hommes continuent de vivre à la solde et dans « la dépendance de la plus petite, qui s'est approprié tous les « biens. La servitude s'est donc perpétuée sur la terre, mais « sous un nom plus doux. Elle s'est décorée du nom de do- « mesticité. »

— Voyons et soyons de bonne foi.

Tant, qu'il n'y a pas de raison pour que la force cède volontairement à la raison ; et, tel est le cas, en époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit ; comment, voulez-vous que la *force* de chacun cède à une raison sociale qui ne peut exister alors qu'au critérium de la *force?*

De plus : tant, que l'examen peut être comprimé : les masses peuvent facilement être abruties ; elles ne peuvent souffrir que des douleurs organiques, les plus faibles de toutes ; la force se transforme facilement en droit, en se donnant comme expression de raison supérieure et divine ; elle attache, à l'expression de cette prétendue raison, une sanction hypothétique, que l'éducation fait facilement accepter comme réelle.

Vous voyez donc : que pour aussi longtemps que la force peut se transformer en droit, il est absolument impossible : que, les masses ne soient point exploitées, par les minorités ; et, que leurs maux ne soient point d'autant plus grands, que leur intelligence est plus développée.

Et, je le répète : il est nécessaire que les masses soient alors exploitées. Sans cela, elles reconnaîtraient bientôt l'ignorance sociale, sur la réalité du droit. Et, il n'y aurait plus d'ordre social possible.

Quand ensuite, l'incompressibilité de l'examen vient révéler à tous : et l'exploitation des masses par les minorités; et la force des majorités ; les masses se révoltent nécessairement. Mais, comme alors elles reconnaissent également l'ignorance sociale, sur la réalité du droit, il en résulte : que l'ordre n'est plus possible par le paupérisme; et, qu'il ne l'est point encore sans le paupérisme. L'humanité se trouve donc alors : dans l'heureuse situation de devoir périr ; ou de devoir anéantir l'ignorance sociale sur la réalité du droit : et le seul excès d'un mal continuellement croissant, peut la porter là. C'est même exclusivement de cette manière : que, cette ignorance peut être anéantie. A cette époque, le sort de l'humanité dépend : non des masses ignorantes, qui ne sont bonnes qu'à faire de l'anarchie; mais, des minorités influentes et riches, qui, seules peuvent découvrir la vérité, en commençant par reconnaître leur propre ignorance. A vous la balle ! Messieurs de l'Académie des sciences morales et politiques !

« — Par le mot de domesticité, continue Linguet, je n'en-
« tends pas l'état de ces fainéants fortunés que la paresse
« dévoue à un esclavage volontaire, qui trouvent dans leur
« bonne mine un patrimoine assuré et que le luxe paye si
« chèrement pour ne rien faire. Ils s'engraissent de ses vues.
« Sa vanité les habille avec magnificence, sa profusion les
« nourrit avec délicatesse ; son amour pour le faste les as-
« socie à une partie de ses plaisirs. Tout ce qu'il exige d'eux,
« c'est que leur oisiveté serve de décoration à la sienne. »

— Vis-à-vis de la justice absolue, tous ces reproches sont fondés ; vis-à-vis de la justice relative à la force, ils ne le sont pas. Vis-à-vis de cette justice, tout ce qui vient d'être reproché, loin d'être condamnable, est juste. Toute force transformée en droit, tout fanatisme enfin, a besoin d'un culte, d'une idolâtrie pour être respecté. Le luxe des autels constitue le culte de la force sociale; le luxe des nobles et des riches, constitue le culte de la force domestique. Quand ces deux cultes

viennent à perdre leur prestige sur les masses, il faut : ou que la société périsse ; ou que l'ignorance sociale puisse être anéantie.

« — Mais les villes et les campagnes, continue Linguet, « sont peuplées d'une autre espèce de domestiques plus ré- « pandus, plus utiles, plus laborieux, et connus sous le nom « de journalier, manouvrier. »

— Plus utiles, dites-vous ! Encore une fois, ayons du calme et raisonnons. — Croyez-vous qu'à une époque où l'ordre ne peut être basé que sur l'autel d'une force transformée en droit, le luxe, c'est-à-dire le culte de cet autel soit utile à l'existence de l'ordre, première de toutes les utilités ? A moins d'être insensé, vous répondez affirmativement. Eh bien ! le luxe des forts n'est que le complément du luxe de leur autel. Les prétendus philosophes ont toujours la rage des logomachies ; ils confondent perpétuellement : la justice individuelle et la justice sociale ; la justice absolue et la justice relative à la force ; justices qui ne peuvent être identiques que sous le règne de la raison absolue, dont l'intronisation est essentiellement relative à l'anéantissement de l'ignorance sociale sur la réalité du droit. Vous voyez donc : qu'il est une époque, où, les domestiques en livrées d'or, sont plus utiles encore que les domestiques en haillons. Il est vrai qu'il est aussi une époque : où toute espèce de domesticité ou d'esclavage est anarchique par essence ; et cette époque est la nôtre.

XVI.

« Il y a mille manières de se tromper, il n'y
« en a qu'une d'avoir raison. »

BONALD.

Nous continuons l'analyse du passage cité par M. Vidal.

« — Ils ne sont point déshonorés, dit Linguet, par la « couleur brillante du luxe; ils gémissent sous les haillons « dégoûtants qui sont la livrée de l'indigence. Ils n'ont jamais « de part à l'abondance dont leur travail est la source. »

— Nouvelle erreur. *Individuellement parlant,* la source du travail est l'intelligence de l'individu; *socialement parlant,* la source du travail, en époque d'ignorance, est l'intelligence des forts procurant l'ORDRE, en dehors duquel toute abondance est socialement impossible.

« — Ce sont là, continue Linguet, les domestiques qui « ont vraiment remplacé les serfs parmi nous : c'est sans « contredit une très-nombreuse et la plus nombreuse por- « tion de chaque nation ! il s'agit d'examiner quel est le « gain effectif que lui a procuré la suppression de l'escla- « vage. Je le dis avec autant de douleur que de franchise, « tout ce qu'ils y ont gagné, c'est d'être à chaque instant « tourmentés de la crainte de mourir de faim, malheur dont « étaient du moins exempts leurs prédécesseurs dans ces « derniers rangs de l'humanité. »

— Remarquez encore, qu'il doit en être ainsi : tant, que l'esclavage des masses, sous un nom quelconque, même sous celui d'hommes libres, est nécessaire à la conservation de l'humanité. Il ne faut pas être sorcier pour concevoir : qu'à

mesure que l'intelligence se développe chez les esclaves, le joug doit être proportionnellement aggravé, sous peine de révolte. Aussi, le fait est : que, toutes les prétendues émancipations des dernières classes de la société, n'ont jamais été et n'ont jamais pu être : que, des transformations à l'avantage des maîtres ; et, au détriment des esclaves. C'est providentiel : sans cela l'ignorance sociale ne pourrait jamais être anéantie ; et, l'esclavage des masses serait perpétuel.

« — L'esclave, continue Linguet, était nourri, lors même « qu'il ne travaillait pas. Mais le manouvrier libre, qui est « souvent mal payé lorsqu'il travaille, que devient-il lors- « qu'il ne travaille pas?.. »

— J.-B. Say va vous le dire : « Tous les ans une partie « de la population doit mourir de misère, même au sein de « la nation la plus prospère. »

— Est-ce clair?

« — Qui est-ce, continue Linguet, qui s'intéresse à son « sort? A qui en coûte-t-il quelque chose quand il vient « à périr de langueur et de misère? Qui est-ce qui est par « conséquent intéressé à l'empêcher de périr? Il ne tient à « personne, mais aussi personne ne tient à lui. Quand on « en a besoin, on le loue au meilleur marché que l'on peut ; « la faible solde qu'on lui promet égale à peine le prix de sa « subsistance pour la journée qu'il fournit en échange. On « lui donne des surveillants pour l'obliger à remplir promp- « tement sa tâche, on le presse, on l'aiguillonne, de peur « qu'une paresse industrieuse et excusable ne lui fasse ca- « cher la moitié de sa vigueur. »

— Tout cela est vrai ; et, qui plus est, raisonnable, socialement parlant, pendant toute l'époque d'ignorance. Quelle justice ! diront les étourneaux ; il n'y a donc de justice que la force, et la justice éternelle n'est alors qu'un tyran stupide. — Ignorance et vanité ! Réfléchissez donc : qu'il n'y a pas d'ordre moral, ou, que tout ce qui est, est nécessaire-

« les servitudes, à l'esclavage de la faim et de la misère! Ils « pensaient, *ces hommes généreux,* que pour émanciper dé- « finitivement le travail et les travailleurs, il n'y avait qu'à « briser les entraves, à écarter les obstacles, puis à laisser « faire. »

— C'est, comme M. Vidal, homme très-généreux également. Il pense que pour émanciper le travail et les travailleurs; il n'y a qu'à établir le commanditisme, pour arriver ensuite au communisme, *Eldorado humanitaire.*

« En cela, continue M. Vidal, ils se sont étrangement « trompés, et les classes laborieuses ont douloureusement « expié cette erreur. »

— M. Vidal et les siens, jouent actuellement le rôle que, lui-même, reproche aux économistes d'avoir rempli. C'est que pour émanciper le travail et les travailleurs, il ne suffit pas d'être généreux et utopiste; il faut savoir raisonner; et, surtout, savoir prouver : que l'on raisonne juste.

Après cela, vient un tableau très-bien fait de l'horrible misère, suite nécessaire d'un paupérisme croissant nécessairement comme la richesse, au sein des sociétés. Je le passe. Assez d'autres sans moi, poussent à l'anarchie. Je sais : que, l'anarchie est nécessaire, pour faire sentir le besoin du remède. Mais un homme de moins à cette besogne, n'empêchera pas qu'elle ne se fasse; et, un de plus au remède, sera peut-être plus utile.

« — Aujourd'hui, s'écrie M. Vidal, ce n'est plus le travail « qui est l'agent de production par excellence; c'est le ca- « pital, ce sont les machines. Tant les progrès des sciences « et des arts aboutissent à rendre le travail *humain* superflu, « à assurer au capital la prépondérance exclusive. »

— Ce passage fourmille d'erreurs.

Le capital n'est jamais un agent qu'au figuré; et, toute l'économie politique, qui donne au sol et au capital, l'épithète de *productif,* ne repose que sur un figuré pris au propre.

« et s'élèvent pour le service de l'opulence, sans lui causer « les moindres frais, comme le gibier qu'elle massacre sur « ses domaines. Il semble qu'elle ait réellement le secret dont « se vantait Pompée. En frappant du pied la terre, elle en fait « sortir des légions d'hommes laborieux, qui se disputent « l'honneur d'être à ses ordres : en disparaît-il quelques uns « parmi cette foule de mercenaires, qui élèvent ses bâti- « ments ou alignent ses jardins, la place qu'il a laissée va- « cante est un point invisible, qui est sur-le-champ recouvert « sans que personne s'en mêle. La facilité de remplacer les « manouvriers nourrit l'insensibilié du riche à leur égard. »

(Linguet, *Théories des lois civiles,* liv. 5, ch. 30.)

— Tout cela est vrai, tellement vrai qu'on n'y fait aucune attention ; et depuis près d'un siècle que Linguet a écrit : le mal des prolétaires a considérablement augmenté naturellement ; leur intelligence s'est considérablement développée, aussi naturellement ; et les excitations à l'anarchie, résultant de l'incompressibilité de l'examen, ont augmenté proportionnellement, toujours très-naturellement : ce qui signifie rationnellement. Croyez-vous que cet état de choses puisse durer encore un siècle ?

Vous croyez peut-être que tout cela a été compris par M. Vidal : soit quant à la source du mal ; soit quant au remède ? En rien. Pour M. Vidal, le mal, c'est le salariat ; le remède, c'est le communisme. Avez-vous mal à un œil ? Faites-vous-le arracher, même si vous êtes borgne. Vous verrez ensuite..... que vous ne verrez rien du tout.

« — Les économistes, dit M. Vidal, qui les premiers ont « demandé l'abolition des maîtrises, les législateurs, qui « l'ont décrétée, au moment même où ils déclaraient avec « solennité les droits de l'homme et élevaient chaque Français « au rang de citoyen..... étaient bien loin de soupçonner « qu'en moins de cinquante ans les travailleurs qu'ils avaient « cru affranchir à tout jamais, se trouveraient réduits à la « triste condition de nos salariés, soumis à la pire de toutes

point contre le salaire, lequel est aussi inhérent à l'humanité que le travail lui-même. »

« — Et nous savons, continue M. Vidal, que le salaire « gravite irrésistiblement vers un niveau normal, — le mini- « mum de subsistance. »

— Eh non ! Monsieur ; le salaire gravite vers ce niveau quand le sol est aliéné. Mais, dès que le sol peut entrer à la propriété collective, il gravite irrésistiblement vers un autre niveau : le maximum de subsistance, et le mot subsistance comprend alors : la satisfaction de tous les besoins rationnels.

« — D'un autre côté, continue M. Vidal, les machines et « la concurrence ont également pour effet, de stimuler de « plus en plus la production à mesure que la consommation « diminue. »

— Pauvres machines, pauvre concurrence ! Vous voulez donc les supprimer ? C'est comme si vous vouliez supprimer l'intelligence.

Eh bien ! Monsieur. Du moment que le sol peut entrer à la propriété collective, les machines et la concurrence stimulent de plus en plus la production, *à mesure que la production augmente*. A cette époque, production et consommation sont toujours au maximum possible des circonstances.

« — L'état actuel, dit M. Vidal, amène nécessairement un « encombrement des entrepôts et des marchés. Et l'encom- « brement provoque la dépréciation des marchandises, les « ventes au rabais et à l'encan, la déconfiture des marchands « et des manufacturiers, la suspension du crédit, les faillites, « les banqueroutes, la ruine et la fermeture des ateliers, « enfin les crises industrielles et commerciales, etc., etc. »

— Avant les etc., il aurait fallu mettre... *politiques et sociales*.

C'est vrai, Monsieur. Alors, réjouissez-vous donc ; car, c'est par l'excès des différents maux que le besoin de vérité

peut se faire sentir. Seulement, si vous voulez qu'un mal plus grand que ceux que vous énumérez ne vienne pas nous assaillir; cessez de nous prêcher le commanditisme et le communisme. Car, si vous infestez les débiles cerveaux des masses de ces fanatismes stupides, toutes les Saint-Barthélemy possibles seront de l'eau de rose auprès de ce que vous aurez provoqué : aussi innocemment hélas! que les économistes prêchant le bourgeoisisme.

« — On a bientôt compris, dit encore M. Vidal, que la li-
« berté commerciale absolue devenait une duperie dans l'é-
« tat actuel de l'industrie. »

— Ce n'est pas, Monsieur, l'état actuel de l'industrie qui met obstacle à la liberté commerciale absolue; ce sont les nationalités. Quand les nationalités sont anéanties, la liberté commerciale est utile à tous. Quand les nationalités existent, la liberté commerciale absolue, c'est le triomphe du fort et l'exploitation du faible.

« — L'activité générale, causant la misère universelle!..
« s'écrie M. Vidal. Quel équilibre social! Ah! notre société
« est un chaos!.. »

— Et, vous ne chantez pas *Gloria in excelsis?* En vérité! vous ne savez pas ce qui est bon. C'est, ce chaos qui nous sauvera de votre communisme, qui serait la mort sociale.

« — Et il en est ainsi, chez toutes les nations civilisées, »
s'écrie encore M. Vidal.

— Et M. Vidal ne voit point; que, tout cela est providentiel; et, qu'au lieu de régimber contre l'aiguillon, ou, ce qui serait mieux, de chercher le remède, il devrait chanter : *Sit nomen Domini benedictum.*

« — Ce n'est pas seulement les classes inférieures, con-
« tinue M. Vidal, qui deviennent victimes des fausses théo-
« ries des économistes, bon gré, mal gré, nous sommes tous
« solidaires. »

— C'est bien vrai ; et, il en est de même, pour les théories des prétendus socialistes. Mais, que voulez-vous? Tout est bien, où il n'y a pas d'ordre moral. Par hasard, seriez-vous manichéen ?

« — Voilà ce qui arrive, continue M. Vidal, quand la ri-
« chesse se distribue naturellement selon la rente et selon
« l'intérêt, selon les profits et selon les salaires. »

— C'est vrai, Monsieur. Et, quand le paupérisme est anéanti, la richesse se distribue encore naturellement : selon la rente et l'intérêt ; selon les profits et les salaires. Il y a une bonne raison pour cela, Monsieur : c'est, qu'il est aussi impossible d'anéantir rente et intérêt, profit et salaire ; que d'anéantir la concurrence et les machines, le soleil et l'humanité.

M. Vidal jette sa malédiction sur les meneurs politiques, qui abusent les ouvriers en se disant leurs amis ; il ne veut pas que l'on prêche ouvertement la guerre des pauvres contre les riches. M. Vidal a parfaitement raison en théorie. Mais, je puis l'assurer : que, sans le vouloir, j'en suis certain, personne plus que lui n'abuse les ouvriers, dont il est bien certainement l'ami ; et, que personne plus que lui, toujours sans le savoir, n'excite à la guerre des pauvres contre les riches. Mais, qu'il se console : depuis l'incompressibilité sociale de l'examen, chacun en fait autant que lui : les uns en voulant bien faire ; les autres en voulant mal faire. Et le tout est inévitable depuis que l'examen est devenu incompressible ; et, jusqu'à ce que l'ignorance sociale soit anéantie.

Après cela : nouvelle diatribe sur le salaire, la concurrence, les machines, etc. M. Vidal aime à se répéter. Puis il termine cette seconde partie en ajoutant :

« — Ce n'est certes pas à l'économie moderne, nous ve-
« nons de le voir, qu'il faut demander la solution de ces
« grands problèmes. Ce sont là des questions de droit, de
« morale, de philosophie, de politique et d'économie sociale
« tout ensemble ; et les économistes ne considèrent pas les

« choses de si haut : c'est tout au plus s'ils peuvent consta-
« ter des faits et en donner l'explication.

« Adressons-nous donc aux socialistes, qui ne font pas,
« eux, abstraction de la justice, qui prétendent avoir trouvé
« ce que nous cherchons, avoir constitué depuis longtemps
« la République morale, la cité d'harmonie ; et voyons si
« nous obtiendrons une réponse satisfaisante. »

— Soit, voyons !

XVII.

« Les utopies ne sont souvent que des vé-
« rités prématurées. »

M. DE LAMARTINE.

« Pour l'ignorance, il n'y a pas de vérités;
« il n'y a que des mensonges, ou tout au moins
« que des préjugés, ceux que l'éducation don-
« née par le plus fort, fait accepter comme
« vérités. SOCIALEMENT, la vérité n'a qu'une
« mère; cette mère est la nécessité, toujours
« fille du despotisme et de l'anarchie. Dès que
« la vérité se trouve intronisée, il n'y a plus
« d'utopies : que le mensonge; ou même que
« le préjugé. »

COLINS, *Commentaire.*

« L'Empereur disait que cet affranchisse-
« ment de la cour de Rome, cette réunion lé-
« gale, LA DIRECTION RELIGIEUSE DANS LA MAIN
« DU SOUVERAIN avaient été longtemps et tou-
« jours l'objet de ses méditations et de ses
« vœux. « L'Angleterre, la Russie, les Cou-
« ronnes du Nord, une partie de l'Allemagne
« la possèdent, disait-il; Venise, Naples en
« avaient joui : ON NE SAURAIT GOUVERNER SANS
« ELLE. »

Mémorial de Sainte-Hélène,
17 août 1816.

« C'est incontestablement vrai : ON NE SAU-
« RAIT GOUVERNER SANS ELLE. Mais, le temps
« de soumettre la religion au gouvernement,
« ce qui constitue la théocratie par la foi, EST
« PASSÉ, et le temps de soumettre le gouver-
« nement à la religion, ce qui constitue la
« théocratie par la science, N'EST PAS ENCORE
« ARRIVÉ. Entre ces deux théocraties, il n'y a
« de possible : que la démocratie; c'est-à-dire
« l'anarchie. »

COLINS, *Commentaire.*

La troisième partie du travail de M. Vidal est intitulée : DE LA RÉPARTITION, SELON LES SOCIALISTES.

Cette troisième partie a un avant-propos; et, cet avant-
s est une continuelle logomachie.

s économistes, dit M. Vidal, sont les hommes du pré-
Mais, Monsieur, le présent peut être bon, et peut être

mauvais. Si le présent est bon, les économistes ont raison ; s'il est mauvais, ils ont tort.

Les socialistes, dit encore M. Vidal, sont les hommes de l'avenir. Je répète qu'il y a avenir bon et avenir mauvais; et, que dans cette logomachie, les prétendus socialistes peuvent avoir tort ou raison, comme les économistes.

Les économistes, dit encore M. Vidal, sont les hommes du réel, et les socialistes les hommes de l'idéal. M. Vidal confond le réel avec le fait, et c'est une nouvelle source de logomachie. Pour les panthéistes, il n'y a de réel que les faits, parce que pour eux, il n'y a que des phénomènes; et, il en est de même pour les antropomorphistes, chez lesquels, l'homme et le chien sont également des faits. Pour l'homme véritablement religieux, il n'y a de réel que l'éternel, l'indépendant, l'absolu, la vérité. Et si les âmes ne sont point éternelles, indépendantes, absolues, vérités, il n'y a rien d'éternel individuellement, rien d'indépendant, rien d'absolu, rien de réel individuellement, rien de vrai. Quant à l'idéal, il se rapporte aux idées. Et, comme il y a des idées sages, et des idées sottes; l'idéal est sagesse ou sottise, selon qu'il se rapporte à une idée démontrée vraie ou à une idée hypothétiquement vraie, quand elle n'est pas absurde. Et, comme en époque d'ignorance, il ne peut exister d'idée démontrée vraie relativement à l'existence des réalités non-illusoires, il s'ensuit : que, jusqu'à présent, *tout idéal n'a jamais été que sottise.*

Je vais dire à M. Vidal : ce que sont les économistes; et ce que sont les prétendus socialistes.

Les économistes veulent conserver le paupérisme à une époque où ce paupérisme conduit inévitablement à l'anarchie, à la mort sociale. Les économistes sont des fous.

Les prétendus socialistes veulent anéantir le paupérisme, avant d'avoir anéanti l'ignorance sociale sur la réalité du droit, ignorance qui est source nécessaire de paupérisme. Les prétendus socialistes sont des fous.

« — Nous allons donc, continue M. Vidal, QUITTER LE « MONDE DES RÉALITÉS pour entrer dans le domaine des « idées et de la spéculation pure. Ici l'on peut en toute li- « berté épancher ses sentiments, donner à l'activité de son « esprit la plus vaste carrière ; on peut à son aise remanier « le monde, et créer par l'imagination un idéal de société, « à la seule condition toutefois de ne jamais méconnaître les « impérieuses nécessités de la nature humaine, *de ne jamais « franchir la sphère du possible*. Or, le champ du possible est « infini, l'horizon n'est borné que par notre intelligence. »

— Et, comme l'absurde entre dans le possible : tant que vous n'avez pas de critérium incontestablement rationnel pour distinguer l'absurde du possible, il s'ensuit : que, le domaine du prétendu socialisme, du socialisme idéal, n'est autre : que le domaine de Charenton.

Jadis, la Sorbonne a déclaré : qu'un bâton pouvait ne pas avoir deux bouts. La Sorbonne de cette époque était socialiste ; selon la définition de M. Vidal.

Le monde idéal, dit M. Vidal, n'est limité que par l'absurde. Eh, Monsieur ! un bâton n'ayant qu'un bout est une idée comme en ont eu Platon, Morus, Morelly, etc. Tout ce qui n'est pas vérité est mensonge, est absurde, en tant que considéré comme vérité. Le champ de l'absurde n'a pas de limites ; les erreurs sont multiples, la vérité seule est une. Avez-vous un critérium pour distinguer la vérité *une* des erreurs *indéfinies?* Donnez-le, et ce sera seulement alors que vous serez socialiste réel, socialiste rationnel. Jusque-là, vous n'êtes qu'un prétendu philosophe ; et, vous savez ce que Cicéron disait des philosophes prétendus.

Entrons maintenant, avec M. Vidal, dans le champ préten dûment limité par l'absurde, et qui, jusqu'à présent, n'a été semé que d'absurdités.

Le chapitre I est intitulé : ÉCOLE DE SAINT-SIMON.

« — Voici, dit M. Vidal, comment on procède :

« L'artiste par excellence, l'homme le plus sympathique et « le plus intelligent, le candidat à la papauté se pose et le « peuple acclame. Le chef salué par les houras de la foule, « est censé le plus digne, il est investi d'un pouvoir à peu « près absolu; il est, en quelque sorte, le représentant de « Dieu sur la terre et s'en arroge tous les attributs, il choi- « sit les hautes capacités et confère les grades supérieurs; « puis les grands dignitaires, procédant à leur tour, d'a- « près l'exemple du pape, et sur son influence immédiate, « nomment aux fonctions secondaires, et ainsi de suite jus- « qu'au dernier degré de l'échelle sociale. Le chef suprême « juge ainsi directement ou indirectement les capacités, dé- « cide des aptitudes, assigne à chacun une fonction spéciale, « et chacun d'eux est obligé d'obéir à la loi vivante. La loi « se fait homme, elle s'incarne dans le grand artiste, qui « devient un véritable autocrate; et qui exerce le despo- « tisme de l'intelligence au nom de Dieu.

« Si cet homme, continue M. Vidal, est souverainement « juste et souverainement intelligent, s'il cesse d'être homme « enfin, nous n'avons rien à dire et nous ne trouvons pas « mauvais qu'il exerce la toute-puissance. Si Dieu daignait « gouverner en personne nos sociétés, il ne faudrait point « en faire un roi constitutionnel, limiter son pouvoir et de- « mander des garanties... mais. »

— Voilà un *mais* qui n'accepte pas le père Enfantin comme bon Dieu. Le saint-simonisme, tout idéal qu'il est, se trouve renvoyé aux calendes grecques.

« Les hommes convaincus, dit M. Vidal, sont toujours « prêts à obéir *aveuglément* au chef qui possède leur con- « fiance. »

— Il suit de cette définition que les hommes convaincus sont de grands sots. Dès lors pour être sage, il suffit de n'avoir pas de conviction. Dans ce cas, nous existons au siècle de la sagesse; et, nous sommes à l'apogée de l'idéal.

M. Vidal se sert à chaque instant de l'expression *théocra-*

tique. Il serait bien embarrassé de déterminer la valeur de cette expression, de manière que la détermination fût précise et ne renfermât rien d'absurde. Il est loin de se douter : que, toute société non théocratique est anarchique; essentiellement anarchique; et par cela seul dévouée à la mort. Il est loin de se douter : qu'il y a deux espèces de théocratie; et, qu'il ne peut y en avoir que deux : l'une basée sur la personnification hypothétique de la justice éternelle; l'autre sur le Dieu impersonnel *Justice éternelle* incontestablement démontrée. Il est loin de se douter : que la première de ces théocraties est relative à l'époque d'ignorance et d'incompressibilité d'examen; et, la seconde à l'époque de connaisance. Il est loin de se douter : que, pendant l'époque d'ignorance et d'incompressibilité d'examen, époque qui est la nôtre, la première théocratie n'est plus possible comme base sociale; et, que la seconde ne l'est pas encore; enfin : que, c'est à cause de ces impossibilités, qu'il n'y a plus d'ordre possible au sein de l'humanité : jusqu'à ce que l'ignorance sociale sur la théocratie réelle ou non hypothétique, soit complétement *anéantie*.

« — Obéirons-nous encore à la théocratie, dit M. Vidal, à « la tyrannie, quelque forme qu'elle revête, ou entrerons- « nous plus ou moins dans la voie d'une démocratie véri- « table? »

— M. Vidal est encore loin de se douter : que, si le mot tyrannie signifie règne de la force brutale, absence d'un règne de droit, soit réel et démontré, soit hypothétique ou d'une force transformée en droit, et socialement accepté comme réel; il n'y a de tyrannie : que *là où il n'y a plus de théocratie; et, que là où il n'y en a pas encore*. Il est également loin de se douter : que, l'expression *démocratie*, laquelle ne peut signifier qu'*absence de théocratie*, n'a de valeur rationnelle, que : gouvernement de la force brutale; c'est-à-dire : absence de toute théocratie quelconque.

« — Qu'on le remarque bien, continue M. Vidal : ce n'est

« point l'idée, le principe même de l'autorité qui est ici mis « en cause, tout le monde en comprend la nécessité et la lé- « gitimité; mais, c'est l'orgueil et la constitution du pouvoir, « c'est enfin le prétendu droit divin en face du droit social, du « droit humain, c'est-à-dire du droit divin par excellence. »

— M. Vidal est loin de se douter : que, tout prétendu droit social, tout prétendu droit humain, non basé sur une sanction nécessaire, inévitable, éternelle, n'est que le droit des fripons sur les sots ; que c'est précisément cette sanction qui constitue l'autorité; que, toute autre autorité n'est que force brutale; et, que tout pouvoir qui ne dérive point : soit de l'autorité réelle; socialement établie par la science; soit d'une autorité établie par une foi commune et socialement acceptée comme réelle, n'est qu'une tyrannie d'autant plus atroce, que l'intelligence est plus développée. L'erreur de M. Vidal vient : de ce qu'il reconnaît que le droit divin hypothétique, droit qui, jusqu'à l'époque d'incompressibilité d'examen, a pu servir de base à l'existence de l'ordre, est désormais sans autorité possible; et, qu'il ne s'imagine point que le droit divin réel, puisse être démontré d'une manière rationnellement incontestable. Alors, par besoin d'autorité, il lui plaît de donner ce nom à un *idéal de droit,* privé de toute origine rationnelle, folie au premier chef en fait de THÉORIE; comme idéal de toute nature, dès que la force transformée en droit, ne suffit plus pour se faire accepter socialement, comme droit réel, est une folie au premier chef en fait de PRATIQUE.

« — Personne aujourd'hui, ajoute M. Vidal, n'est disposé « à s'incliner devant la volonté d'un pape. »

— C'est vrai; et dès lors, voilà l'école de Saint-Simon, de nouveau renvoyée aux calendes grecques.

« — Abordons directement, dit ensuite M. Vidal, la ré- « partition des richesses. »

— C'est avoir grande envie de continuer de parler. Il est évident : que, dès que le pape est maître de tout, c'est lui qui possède tout; et les autres rien. La démonstration de cette vérité ne pourrait être utile qu'aux imbécilles; et, tout ce que l'on fait pour éclairer des crétins n'est que du savon employé à blanchir un nègre.

M. Vidal dit que le résumé de l'école de Saint-Simon est : *point de privilége hors la capacité.*

« — Tel est en peu de mots, ajoute M. Vidal, la répartition saint-simonienne, elle se résume dans cette formule « devenue fameuse : *à chacun selon sa capacité; à chaque « capacité selon ses œuvres.* »

— La première partie de cette formule signifie : que, des capacités non manifestées par des œuvres, doivent être rémunérées. C'est une énorme sottise. La seconde partie pourrait seule être bonne. Mais si la première est mauvaise, la seconde l'est également. Car, alors, il fallait dire : *à chacun selon ses œuvres.* Puis comme ceux qui ne travaillent pas, pouvant le faire, sont fous, c'est-à-dire malheureux; il aurait fallu ajouter : *Aux malheureux selon la justice.* Telle en effet sera la répartition sous la société rationnelle. Mais, celle-là se fera toute seule, sans *pape,* au moyen de la concurrence, du laisser-faire, de la rente, de l'intérêt et du salaire.

Revenons à M. Vidal.

« — Cependant, s'écrie-t-il, Saint-Simon avait dit : *tous « les priviléges de la naissance,* SANS EXCEPTION, *sont « abolis;* et, voilà qu'il proclame le droit de la capacité ! la « capacité n'est donc pas un privilége de naissance? »

— Eh non ! Monsieur, la capacité n'est pas un privilége de naissance, quand l'éducation et l'instruction sont socialement données à tous avec un égal soin. Votre erreur vient de donner une fausse valeur à l'expression *privilége.*

Au *propre,* le mot *privilége* est exclusivement relatif à l'ordre

social. Un privilége est le résultat d'une loi particulière faite en faveur de tel individu ou de telle classe d'individus, nés ou à naître. L'expression privilége est ensuite passée au *figuré* dans l'ordre physique : un climat privilégié, un terrain privilégié. Or, vous savez : que, les expressions *figurées* ne sont prises au *propre*, que par les étourdis.

Les capacités, ou, mieux dit les propriétés de l'organisme, appartiennent, à la matière, à l'ordre physique : par cela seul que l'organisme est exclusivement physique. Vous voyez donc : que, les capacités ou mieux les propriétés, le bon œil, la bonne oreille, le bon cerveau, etc., ne sont point des priviléges.

« — Évidemment, continue M. Vidal, Saint-Simon sup-
« pose, comme Jacotot, que tous les hommes naissent égaux
« en facultés; que chacun, en venant au monde, est doué de
« la même dose d'intelligence virtuelle ou possible, et c'est
« de cette égalité native, etc. »

— Nouvelle logomachie. Les hommes ne naissent pas avec des facultés, mais avec une seule faculté virtuelle, la volonté. Et, encore, pourvu que l'antropomorphisme et le panthéisme n'aient rien de réel : car, dans l'un ou l'autre cas, le mot faculté serait un non-sens. Le poirier a la propriété de porter des poires : dire qu'il en a la faculté est encore une expression figurée prise au propre. Quant à l'intelligence, elle n'est pas plus une faculté que la propriété de porter des poires. L'intelligence est la propriété résultant d'une individualité nommée *âme :* immatérielle, simple par essence, dès lors absolument incapable de penser, unie à l'organisme, union donnant à cette âme la propriété de sentir dans le temps, de comparer, puis la faculté de vouloir : quand les circonstances permettent le développement du verbe, qui lui-même est le développement de l'intelligence. Les âmes, par cela seul qu'elles sont immatérielles ou sans qualité, son identiques, égales; et c'est dans cette identité que consiste l'égalité de droit. Mais les propriétés de l'homme, dont l'intelligence est

la propriété, la qualité morale, sont inégales par essence; comme toutes les propriétés possibles dans lesquelles le physique entre nécessairement, s'il ne les compose en entier.

« — Si Saint-Simon, continue M. Vidal, ne suppose pas « le même point de départ pour tous, et l'égalité des moyens, « comment justifiera-t-il son principe de répartition? com- « ment conciliera-t-il le droit de capacité avec l'abolition « de tous les priviléges de naissance? »

— En disant que la capacité n'est pas un privilége; et, que l'inégalité de l'organisme est la loi générale; nécessairement juste, comme tout ce qui est, s'il est un ordre moral; nécessairement sans valeur aucune, s'il n'en existe pas.

« — Mais, continue M. Vidal, si toutes les intelligences ne « sont pas primitivement égales, si les unes sont douées plus « avantageusement que les autres par la nature..... »

— Encore une expression figurée prise au propre : la nature matérielle ne donne pas, elle n'est pas un être; ses lois sont éternelles, nécessaires. Y a-t-il une autre nature, une nature rationnelle; y a-t-il harmonie entre ces deux natures, harmonie constituant l'ordre moral? Voilà la question par où il fallait commencer, sous peine de parler pour ne rien dire.

« — S'il ne dépend pas enfin, continue M. Vidal, de cha- « cun de nous de devenir le plus capable et de disputer le « prix de Saint-Simon à lui-même... Alors, il y aura donc « encore des priviléges de naissance, le privilége des ca- « pacités. »

« Cela est-il juste, moral? cela est-il réellement humain et « chrétien? cela est-il conforme à ce précepte de l'Évangile: « Que les premiers d'entre vous soient les serviteurs des « autres? »

— Si, en commençant son travail, M. Vidal nous avait fait l'honneur de nous dire qu'il est *chrétien*, je me serais dispensé de raisonner avec lui : par l'excellente raison qu'il est défendu à un chrétien de raisonner en matière de foi. Or, au sein de

l'antropomorphisme chrétien, rien n'est plus matière de foi que la réalité de l'intelligence : parce que cette réalité s'y trouve nécessairement un mystère.

Mais savez-vous pourquoi M. Vidal insiste tant sur l'égalité des organismes, et par conséquent des intelligences? C'est qu'elle est la base de sa panacée universelle, le *communisme;* et de sa transition nécessairement papale, le *commanditisme*. Il ne réfléchit pas : que le communisme nécessite l'*automatisme*. M. Vidal veut nous transformer en fourmilière.

XVIII.

« Le Communisme adopte la loi la plus « simple, celle de l'égalité. Le Saint-Simo- « nisme n'en adopte en réalité aucune ; il s'en « remet à l'arbitraire d'un homme, à la vo- « lonté d'un pays industriel. Ainsi, il descend « encore un degré plus bas, dans la progres- « sion du despotisme. »

M. Alfred Sudres, *Histoire du Communisme.*

« L'attraction passionnée est l'impulsion « donnée par la nature antérieurement à la « réflexion, et persistante MALGRÉ L'OPPOSITION « DE LA RAISON, DU DEVOIR, DU PRÉJUGÉ, etc.

« ..... Le but est d'arriver au mécanisme « de spontanéité des passions, SANS EN RÉPRI- « MER AUCUNE. »

Fourrier, *Nouveau Monde industriel*, p. 57 et 59.

« Nul ne sait tout ce que renferme de bêtise « et d'infamie, le système phalanstérien. »

M. Proudhon.

« Lorsque je prêche l'égalité des fortunes, « je n'avance pas une opinion plus ou moins « probable, une utopie plus ou moins ingé- « nieuse, une idée conçue dans mon cerveau « par un travail de pure imagination : je pose « une vérité absolue sur laquelle toute hési- « tation est impossible, toute formule de mo- « destie superflue, toute expression de doute « ridicule... » (*Idem.*)

« Les inconvénients de la communauté sont « d'une telle évidence que les critiques n'ont « jamais dû employer beaucoup d'éloquence « pour en dégoûter les hommes. L'irrépara- « bilité de ses injustices, la violence qu'elle fait « aux sympathies et aux répugnances, le joug « de fer qu'elle impose à la volonté, la tor- « ture morale où elle tient la conscience, l'a- « tonie où elle plonge la société, et, pour tout « dire enfin, l'uniformité béate et stupide par « laquelle elle enchaîne la personnalité libre, « active, raisonnable, insoumise de l'homme, « ont soulevé le bon sens général, et condamné « irrévocablement la communauté. »

M. Proudhon.

« De pareilles théories et de pareilles con-

« tradictions caractérisent l'époque d'ignorance
« et d'incompressibilité de l'examen. »
COLLINS, *Commentaire*.

M. Vidal critique ensuite la répartition saint-simonienne. C'est avoir du temps de reste. « C'est toujours, dit-il enfin, la quadrature du cercle. » Eh! Monsieur, en époque d'ignorance et d'incompressibilité de l'examen, toute répartition de richesse, compatible avec l'ordre, est nécessairement une quadrature du cercle.

A propos du pape saint-simonien, M. Vidal s'écrie : « *Ah! c'est trop, le panthéisme ne peut aller jusque-là!* »

M. Vidal se trompe. En époque d'ignorance et de compressibilité d'examen, le pape ou l'antropomorphisme doit aller jusque-là, ou la société doit périr. Et, à cette époque, tout pape peut y aller, et, il y va. En époque d'ignorance et d'incompressibilité de l'examen, où l'antropomorphisme devient sans valeur, où le panthéisme règne nécessairement, le pape du panthéisme doit aller jusque-là, ou la société doit périr. Et, comme alors le pape du panthéisme ne peut aller jusque-là, il faut alors : ou que la société périsse ; ou qu'antropomorphisme et panthéisme soient rationnellement anéantis.

A propos du saint-simonisme, M. Vidal dit :

« — Nous respecterons toujours profondément ces hommes « qui ont eu le courage de vouer leur vie au culte d'une « idée, fût-ce même au culte d'une erreur. »

— Certes, le malheur est respectable ; et l'ignorance est un grand malheur. Mais, l'ignorance vaniteuse mérite encore plus de pitié que de respect.

« — Le saint-simonisme, dit M. Vidal, a eu la gloire de « poser et de soulever tous les grands problèmes sociaux, « d'imprimer aux idées un mouvement prodigieux. Il a for- « tement ébranlé les intelligences, il a laissé dans les esprits « et dans les choses des traces manifestes de son passage ; il

« a modifié profondément les opinions de ceux-là même qui « croient avoir échappé à son influence. Dans le monde in- « tellectuel, le saint-simonisme est le plus grand événement du « XIXe siècle. Si, aujourd'hui, l'économie sociale tend de plus « en plus à détrôner la politique pure; si les questions de « personne et les questions de scolastique constitutionnelle « paraissent vides et creuses en présence des problèmes qui « s'agitent de toutes parts; si, chez tous les peuples, dans « tous les pays, on se préoccupe sérieusement d'améliorer le « sort du peuple, de faire quelque chose pour les classes la- « borieuses; si les questions sociales enfin sont à l'ordre du « jour, c'est surtout aux saint-simoniens que nous en « sommes redevables. A ce seul titre déjà, et pour la rude « guerre qu'ils ont faite à l'égoïsme et aux préjugés, les « saint-simoniens auraient droit à la sympathie, à la recon- « naissance de tous les cœurs généreux. »

— Le saint-simonisme n'a pas eu la gloire : de poser et de soulever les grands problèmes sociaux, ni d'imprimer aux idées un mouvement prodigieux. Les grands problèmes sociaux sont posés depuis l'origine de l'humanité; et, la possibilité de comprimer leur discussion, ainsi que la nécessité de la compression pour que l'humanité pût exister, a seul retenu le développement des idées. Le seul, qui ait imprimé aux idées un mouvement prodigieux, c'est Gutenberg. L'examen et non le saint-simonisme a développé dans le sens pantheiste, ce que la compressibilité de l'examen avait développé dans le sens anthropomorphiste. Le saint-simonisme n'est pas le plus grand événement intellectuel du XIXe siècle, c'est la télégraphie électrique, qui appartient infiniment plus au monde intellectuel, qu'une doctrine niant implicitement l'intelligence, sans le savoir peut-être. Si les questions de politique pure, de personnes et de scolastique constitutionnelle apparaissent actuellement vides et creuses, ce qu'elles sont en effet, c'est à l'incompressibilité sociale de l'examen que nous le devons et non au saint-simonisme. Ce que nous

devons au saint-simonisme : c'est d'avoir égaré l'examen sur ce qui constitue actuellement la nécessité sociale : la connaissance de la réalité du droit, par l'anéantissement simultané de l'antropomorphisme et du panthéisme. Le saint-simonisme a développé : la vanité, l'ignorance, et l'anarchie. Voilà ce que nous lui devons.

Le chapitre II est intitulé : ÉCOLE DE CHARLES FOURRIER.

« — C'est, dit M. Vidal, la démocratie qui règne, ou tout « au moins domine au phalanstère. »

— Ce qui règne au phalanstère, c'est *le développement intégral des passions, sans subordination à la raison.* C'est donc, alors, la démocratie en effet, la souveraineté des passions, la souveraineté du peuple, la souveraineté de la force brutale. Saint-Simon, *despotisme*; Charles Fourrier, *anarchie;* voilà les deux écoles en deux mots. Le fourriérisme est parfaitement défini par M. Vidal : *trahit sua quemquem voluptas.* La société devient une grande auge.

« — Dans un pareil système, on le voit, dit M. Vidal, la « liberté n'a rien à craindre, les excès de la licence seraient « plutôt à redouter que les abus du despotisme. »

— Comme si la liberté réelle n'était pas l'obéissance volontaire à ce qui est ordonné par la raison ! comme si la liberté illusoire ou l'anarchie n'était pas l'existence sous le joug des passions.

A propos de l'école de Fourrier, M. Vidal met dans une note :

« — Le mot *capital* a une signification précise en économie politique..... Nous attachons toujours au mot *capital* « le sens *rigoureux* qu'il a dans la SCIENCE. »

— Ainsi M. Vidal s'imagine : que le mot *capital* n'a qu'un sens dans la science; et, que la science économiste existe ! Je pourrais lui donner ici dix valeurs différentes du mot capital, données par les économistes. Je préfère à cet

égard présenter un extrait d'un discours sur l'*Incertitude des principes économiques* prononcé le 4 décembre 1847 à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Ramon de la Sagra, membre de cette même Académie.

« — J'entre en matière, dit M. de la Sagra. »

« Qu'est-ce qui caractérise l'homme?

« Le langage.

« Qu'est-ce qui caractérise une science?

« Une langue commune à ceux qui la cultivent.

« Et quel est le premier mot de toute langue scientifique « possible?

« C'est celui qui exprime *ce qu'elle est.*

« L'économie politique sait-elle ce qu'elle est?

« La question peut paraître singulière. Voyons néanmoins « ce qui en est!

« « Le bien, dit Aristote (*Polit.* t. I, liv V, ch. VIII, « p. 215), est la fin des arts et des sciences. Le premier « des biens est donc la fin de la première des sciences. Or, « cette science est l'*économie sociale.* Le premier des biens « se trouve donc dans l'ordre politique. Ce bien est la « justice. C'est-à-dire l'utilité générale. » »

« « La science de l'économie politique, dit M. le vicomte « Alban de Villeneuve, suivant la logique du langage et de « la pensée, a pour objet l'organisation et le gouvernement « de la société. » »

« Ces deux assertions sont bonnes, mais elles ne déter- « minent rien quant à l'essentiel, qui est le caractère de la « justice en rapport avec l'utilité générale qui doit servir de « base à la science.

« Dupont de Nemours est respecté des économistes. Voici « ce qu'il disait à J.-B. Say :

« « Vous avez trop rétréci la carrière de l'économie poli- « tique, en ne la traitant que comme la science des richesses. « Elle est la science du droit naturel. » »

« Si nous nous bornions à la science des richesses, je « pourrais faire voir qu'il n'y a pas *deux* économistes d'ac- « cord sur le mot *richesse*. Mais nous verrons tout à l'heure « que Say s'est rangé de l'avis de Dupont de Nemours. »

« Voici maintenant ce que dit J.-B. Say à Ricardo : »

« « J'ai reçu avec votre lettre un exemplaire de la cin- « quième édition de votre ouvrage. Recevez mes remerci- « ments. J'y vois une nouvelle preuve que les matières d'é- « conomie politique sont prodigieusement compliquées, « puisque, tout en cherchant la vérité de bonne foi, et après « que nous avons les uns et les autres, consacré des années « entières à approfondir des *questions fondamentales,* il y a « plusieurs points sur lesquels nous ne sommes pas d'ac- « cord. » » (19 juillet 1821, *Ouvrages posthumes.*)

« M. le baron de Morogues est de la même opinion :

« « Malgré, dit-il, le nombre d'hommes distingués qui se « sont livrés aux recherches de l'économie politique, la « science est encore imparfaite; elle a eu surtout pour but « la création de la richesse et non sa répartition dans les « masses; en sorte qu'il en est résulté *l'accroissement pro- « gressif de la misère des classes inférieures concurremment « avec la création des richesses nouvelles concentrées dans « les sommités de l'ordre social.* »» (*Polit.*, etc., liv. VI, ch. I.)

« M. Blanqui est plus positif encore. En parlant de la « doctrine économique d'Ad. Smith, c'est-à-dire des prin- « cipes fondamentaux de la science, il l'accuse de porter des « fruits amers : « « Elle a créé des richesses immenses à « côté d'une affreuse pauvreté. Elle a enrichi la nation, en « traitant souvent bien cruellement une partie de ses ci- « toyens. Est-ce là, demande-t-il, le but social de l'accroisse- « ment des richesses, ou, plutôt, n'est-ce pas une déviation « malheureuse de la voie sociale ? » »

« Et dans un autre endroit :

« « L'humanité commande qu'on cesse de sacrifier, aux

« progrès de l'opulence publique, des masses d'hommes qui « n'en profitent point. Ainsi le veulent les lois de la justice « et de la morale, trop longtemps méconnues dans la répar- « tition sociale des profits et des peines. » » (*Hist. de l'écon. polit.*)

« L'accusation contre la science est grave. Voyons ce que « dit notre savant collègue M. Dunoyer :

« « L'économie politique, qui a un certain nombre de « principes assurés, qui repose sur une masse considérable « de faits exacts et d'observations bien déduites, *paraît loin « encore néanmoins d'être une science arrêtée.* On n'est « complétement d'accord ni sur l'étendue où doivent s'étendre « ses recherches, *ni sur l'objet fondamental* qu'elles doivent « se proposer. On ne convient ni de l'ensemble des travaux « qu'elle embrasse, ni de celui des moyens auxquels se lie la « puissance de ces travaux, ni du sens précis qu'il faut atta- « cher à la plupart des mots dont est formé son vocabulaire ; « et la science, riche de vérités en détail, laisse infiniment à « désirer dans son ensemble ; et, comme science, elle paraît « loin encore d'être constituée. Il pourrait être donné de « tout ceci bien des preuves. » » (Séance de l'Académie, du 17 janvier 1846. *Journal des Économistes.*)

« Est-ce qu'un pareil ensemble de faits, plus ou moins « exacts, sans unité et sans langage précis, mérite le nom de « *science?* — Et les hommes qui se méfient des prétendus « axiomes d'une telle science ne font-ils pas preuve de bon « sens, lorsque, de son application pratique, peut s'ensuivre « la ruine d'un pays ou la misère de classes nombreuses? » »

« Écoutons un homme dont aucun économiste ne récu- « sera les connaissances, M. Gannilh :

« « Je suis loin de partager l'opinion d'un écrivain qui « pense que nous possédons la science, parce qu'Ad. Smith, « M. Buchanan, Malthus, Ricardo et Say sont d'accord sur « ce qui constitue les richesses, sur les moyens qui les mul- « tiplient et les détruisent. »

« Que nous sommes loin de cet heureux accord dont nous « flatte M. Say! On verra dans cette nouvelle édition que « ces cinq écrivains sont *entièrement divisés sur tous les « points* sur lesquels M. Say prétend qu'ils sont d'accord. Il « est de fait que Buchanan, le nouvel éditeur et l'admirateur « de l'ouvrage d'Adam Smith sur la richesse des nations, le « combat sur une foule de points fondamentaux; que la « doctrine de M. Malthus diffère de celle de M. Ricardo; que « M. Ricardo réfute M. Say, et que M. Say dans ses notes « sur l'ouvrage de M. Ricardo, s'efforce d'atténuer les « attaques de cet écrivain. Me sera-t-il permis de le dire? La « science de l'économie politique a fait d'immenses progrès, « mais le génie qui doit la fixer n'a pas encore paru. Le « sceptre conquis si glorieusement par Ad. Smith, est glo- « rieusement disputé, mais il n'est encore à personne, et « l'honorable pentarchie à laquelle M. Say le défère, y a « sans doute le plus grand droit; mais tant que cette pentar- « chie sera divisée, *à quels hommages peut-elle prétendre?* « D'où je conclus que nous n'avons encore que des systèmes « d'économie politique ou des écrits plus ou moins précieux « sur cette science. » » (Gannilh, des *Syst. d'écon. polit.*, préface.)

« C'est dire poliment que nous ne savons rien. »

« M. Rossi, que personne n'accusera ici de ne point con- « naître ce qu'il traite, va vous dire la même chose. »

« « Dût-il en rougir pour la science, dit M. Rossi, l'éco- « nomiste doit avouer que la première question à examiner « est encore celle-ci : qu'est-ce que l'économie politique; « quels en sont l'objet, l'étendue, les limites? D'un côté, il « serait difficile de choisir les questions les plus importantes « de l'économie politique pour en faire le sujet de notre « travail, si nous n'étions pas d'acord avant tout, sur l'ob- « jet et l'étendue de la science elle-même; de l'autre, il n'est « que trop avéré que cet accord *n'existe point pour les éco-*

« *nomistes.* SA DÉFINITION EST ENCORE UNE DES QUES-
« TIONS LE PLUS CONTROVERSÉES DE LA SCIENCE. » »

« Vous le voyez, Messieurs, la science ne sait pas encore « ce qu'elle est. C'est M. Rossi qui l'affirme ; et certes jamais « affirmation ne fut plus conforme à la vérité. »

« M. Rossi croit n'avoir pas encore assez dit, et il ajoute :

«« La place que l'économie politique doit occuper dans le « domaine des sciences sociales, est encore un sujet de doute « et de contestations pour les économistes, et *rien ne pa-* « *raît* annoncer une décision prochaine et universellement « adoptée. »»

« Est-ce, Messieurs, cette preuve de notre ignorance qu'on « voudrait donner à la jeunesse? Hélas! elle ne la recevra « que trop tôt! »

«« En parcourant les écrits des hommes éminents dans la « science, continue M. Rossi, on aurait peine à en nommer « *deux* qui s'accordent sur sa nature et sur ses limites. »»

« M. Rossi dit ensuite :

«« Que l'économie politique se résume dans les mots va- « leur, richesse, travail, terre, capital, production directe « ou indirecte, population, échange, marché, débouché, dis- « tribution, salaire, rente, profit, impôt, revenu. »»

«« Ces mots, dit-il, la science les a adoptés. Mais il n'y « a pas encore accord parfait sur le sens et la portée de ces « expressions. C'est dire, en d'autres termes, que la science « même, dans *ses principes fondamentaux,* n'est pas en- « core définitivement arrêtée, car le premier signe (vous le « voyez, Messieurs, le premier signe) de toute science c'est « une nomenclature acceptée, reconnue, et désormais hors « de toute contestation. »» (M. Rossi, *Cours d'économie politique.*)

« C'est aussi incontestable que possible. Hors cette condi- « tion, l'économie politique ne peut être qu'une logomachie.

« Est-ce, Messieurs, un cours de logomachie que l'on vou-
« drait introduire dans les colléges? — Certes, ce n'est
« point l'opinion de M. Rossi.

«« Toute inexactitude, dans les notions fondamentales,
« obscurcit, dit-il, la *science tout entière*. L'esprit prend
« une fausse direction, dont les effets se font ressentir dans
« les questions d'application. »»

« C'est parfaitement juste; de l'anarchie dans les idées,
« l'anarchie dans les faits est toujours la conséquence iné-
« vitable. Certes, Messieurs, aucun de vous ne veut accélé-
« rer cette transition. »

« Et M. Rossi est-il bien d'accord avec lui-même sur la
« nature et les limites de l'économie politique? Voyons : »

«« Smith, dit-il, a évidemment ramené la science dans les
« limites indiquées plutôt que tracées par Aristote. »»

« Messieurs, j'en demande pardon à M. Rossi. Mais, dans
« la citation que je viens d'avoir l'honneur de vous faire du
« passage le plus clair d'Aristote sur l'économie politique,
« vous avez vu que le prince des philosophes définissait l'é-
« conomie *sociale*, la science qui les renferme toutes. »

«« Ces limites (les richesses) posées par le chef de l'école,
« continue M. Rossi, ont bientôt été franchies; elles l'ont
« même été par ses disciples les plus zélés, je ne rappellerai
« ici que trois noms célèbres à juste titre..... et d'abord, mon
« illustre prédécesseur, M. Say. Quoique, dans son traité,
« il se rapproche de l'idée que l'économie n'est que la science
« des richesses que dit-il dans son cours complet d'éco-
« nomie politique? il s'exprime ainsi : «« L'économie poli-
« tique n'est pas autre chose que l'économie de la société.
« L'étude qu'on a faite de la nature et des fonctions des dif-
« férentes parties du corps social, a créé un ensemble de
« notions, une science à laquelle on a donné le nom d'éco-
« nomie politique, et qu'on aurait peut-être mieux fait de
« nommer *économie sociale*. »»

«« Et il ajoute :

«« L'objet de l'économie politique semble avoir été res-
« treint jusqu'ici à la connaissance des lois qui président à
« la distribution, à la consommation des richesses. »»

«« Il reconnaît, continue M. Rossi, que lui-même l'avait
« ainsi envisagé dans son traité. Il termine toujours par
« dire : »»

«« Cependant, on peut voir, dans cet ouvrage même,
« que cette science tient à tout dans la société, *qu'elle se*
« *trouve embrasser le système social tout entier* »»

« Vous le voyez, Messieurs, voilà Say qui parle comme
« Aristote et comme le sens commun. Mais la solution de la
« science d'Aristote, et de M. Say, le sens commun la tient
« encore en réserve. Est-ce cette ignorance de ce que le sens
« commun doit révéler un jour que nous voudrions révéler
« à la jeunesse? — C'est au moins inutile. Si maintenant
« j'avais à vous citer tous les hommes de mérite qui accu-
« sent l'économie politique *de ne rien savoir,* ce serait à ne
« plus finir. Voici un passage d'un auteur dont l'un des ou-
« vrages a été couronné par vous-mêmes : »

«« L'économie interne et externe des sociétés est appelée
« à subir en ce siècle une profonde transformation. L'an-
« cienne économie politique a fait son temps... Ce que l'on
« appelait hier encore économie politique est mort et bien
« mort. Les tentatives que l'on fait maintenant pour la res-
« susciter seront impuissantes, comme tout ce que l'on tente
« pour ramener un cadavre à la vie! »» (M. Pecqueur,
Théorie d'économie sociale et politique, introduction.)

« Voyons maintenant si le successeur de M. Rossi a ré-
« solu ce que son prédécesseur avait laissé en question. »

«« De notre temps, dit M. Michel Chevalier, les sociétés
« ont à résoudre un problème dont les termes, au premier
« abord, sont *contradictoires*, sont également opposés l'un

« à l'autre : celui du bon marché des produits, combiné avec « un bon salaire pour les producteurs. »»

« Voilà l'économie politique réduite à la solution d'une « contradiction. Dans un ouvrage antérieur, M. Chevalier « avait dit : «« Que le pain baisse de cinq centimes le kilo- « gramme, avec la constitution actuelle de l'industrie, il ne « faudra pas six mois pour que les salaires aient subi une « réduction à très-peu près équivalante. »»

« Est-ce là le second abord de la question ? »

« Il est évident que suivant l'avis du professeur du collége « de France, il existe une cause permanente pour que le sa- « laire n'augmente pas, quoique l'abondance des moyens soit « obtenue. Il est aussi évident que la science actuelle ne « donne pas la manière de changer ce rapport fatal. »

« L'économie politique moderne, a dit le même savant « professeur, doit adopter pour sa devise cette pensée de Ba- « con : que celui qui repousse des remèdes nouveaux, s'ap- « prête à des calamités nouvelles ! Je ne négligerai aucun « effort, croyez-le bien, pour m'y montrer fidèle. »» M. Che- « valier, fin du premier cours d'ouverture, 1841.)

« Ainsi, Messieurs, l'économie politique jusqu'en 1841, « s'est trouvée sans remède utile, puisqu'elle a besoin de « remèdes nouveaux, sous peine de calamités nouvelles. « Certes, le savant professeur a parfaitement raison. Mais, « depuis, un remède nouveau a-t-il été présenté ?

« D'après ce qui précède, nous pourrions nous imaginer « que M. Chevalier attache une grande importance à l'éco- « nomie politique ; nous allons en juger :

«« Ce n'est point à l'économie politique qu'il est réservé « de poser les questions sociales. Elle les accepte telles « qu'elles sont déterminées par la politique, et les élabore « conformément aux idées suprêmes qu'elle trouve en posses- « sion du gouvernement des âmes. »» (Discours d'ouver- ture du cours 1841-1842.)

« Vous voyez que l'économie politique se trouve ainsi ré-
« duite à zéro. Du temps d'Aristote, le professeur aurait dû
« accepter que les esclaves n'avaient pas d'âme. C'est borner
« la science à parer l'idole du jour quelle qu'elle soit, même
« Moloch; si, à l'époque où il professe, Moloch a le gouver-
« nement des âmes. »

«« L'économie politique, continue M. Chevalier, n'est
« point la fille aînée de la maison; elle a, au contraire, plu-
« sieurs aînées dont elle reconnaît la préséance, l'auto-
« rité. »» (*Idem.*)

« Dès lors, si les aînées sacrifient à Moloch, il faut qu'elle
« aussi se soumette à encenser l'idole malgré tout ce que la
« raison pourrait lui ordonner. »

«« On lui assigne sa tâche, continue le professeur, et ou-
« vrière empressée, elle s'y livre avec zèle. Auxiliaire mo-
« deste, elle applique les faits matériels à la solution des
« problèmes qui lui sont indiqués d'après les besoins des
« temps, en les condamnant et en les *interprétant* d'après
« les principes suprêmes qu'elle trouve établis autour
« d'elle. »» (*Idem.*)

« C'est aussi clair que possible. L'économie politique du
« temps d'Aristote, devait *interpréter* l'absence d'âme chez
« les esclaves, dans le sens indiqué par le précepteur d'A-
« lexandre. Et tel est son devoir *éternellement.* »

« Certes, s'il avait existé une meilleure route pour con-
« duire aux connaissances économiques, et pour exposer les
« devoirs de l'économie politique, M. Chevalier l'aurait re-
« commandée; car, bien certainement, il les a toutes parcou-
« rues, et autant que personne, il est capable de les juger. »

« Mon digne ami M. Blanqui, faisant un parallèle des di-
« verses économies politiques, déclare qu'il y en a beaucoup.

«« Il n'y a donc pas si loin, dit-il, de l'économie politique
« grecque, et romaine, cruelle, insatiable, inexorable, à

« l'économie politique de plus d'un pays d'Europe. » » (*Hist. de l'écon. polit.*)

« L'honorable M. de Villeneuve a mis en regard l'économie politique anglaise et l'économie politique française. « Les deux sont en opposition. Laquelle des deux est la « bonne? — ou bien encore ni l'une ni l'autre n'est-elle « bonne? Que dirions-nous de cette opposition à la jeunesse, « si l'on voulait faire professer l'économie politique dans les « colléges?

« « L'économie politique, dit encore mon respectable ami, « n'est que l'économie de nation à nation. » »

« C'est aussi clair et aussi vrai que possible. Mais que « conclure de cette vérité? — Qu'il y a autant d'économies « politiques que d'intérêts nationaux; et que le *grand maître* « de l'économie politique *c'est le canon*. Est-ce là, Messieurs, « ce que l'on voudrait enseigner à la jeunesse? »

— Tel est l'exposé de la prétendue science économique, d'après un adepte, d'après l'un des prêtres du sanctuaire. Est-ce qu'un pareil gâchis mérite le nom de science?

XIX.

« Lorsqu'une science a des principes incon-
« testables, elle peut être plus ou moins
« avancée dans les applications de ces prin-
« cipes ; elle peut avoir pour base un cercle de
« principes plus ou moins grand ; mais ceux
« qui la constituent SCIENCE doivent être irrécu-
« sables. Car, s'ils sont variables, ils ne sont
« point principes, mais opinions ; et, une
« science fondée sur des opinions, n'est une
« science qu'illusoirement.

«« Ce qui constitue la science, a dit l'hono-
« rable M. Cousin, c'est la suppression de
« toute anomalie, l'ordre substitué à l'arbi-
« traire, la RÉALITÉ A L'APPARENCE, LA RAISON
« AUX SENS ET A L'IMAGINATION, les phénomènes
« particuliers rappelés et élevés à leurs lois
« générales. »

M. RAMON DE LA SAGRA, de l'Académie des sciences morales et politiques, *Discours à l'Académie*, prononcé le 4 décembre 1847.

« Substituer la raison aux sens et à l'imagi-
« nation, est précisément le contraire de toute
« utopie possible. »

COLINS, *Commentaire*.

« L'opinion QU'IL N'Y A RIEN D'ABSOLU EN
« ÉCONOMIE POLITIQUE se rattache à l'ignorance
« de notre époque, qui ne connaît encore
« qu'un absolu HYPOTHÉTIQUE : celui des ma-
« thématiques.

« Le fait est, Messieurs, que tout RELATIF
« se rapporte à la matière, au mouvement, à
« la force ; l'ABSOLU à la connaissance réelle, à
« la vérité, au droit. Séparer l'absolu de la
« vérité, du droit, c'est soumettre le droit à la
« force, qui dès lors en devient SEULE l'inter-
« prète et la sanction.

«« Pour justifier le principe qu'en économie
« politique, il n'y a rien d'absolu, les écono-
« mistes disent que l'ÉCONOMIE POLITIQUE EST
« UNE SCIENCE D'OBSERVATION, ET QUE SA COOR-
« DINATION DOIT RESULTER DE L'EXPERIENCE DES
« FAITS. Cela est exact pour autant que les
« sciences économiques restent inhérentes aux
« sciences physiques. Mais du moment qu'elles
« sortent du domaine de ces sciences, du mo-
« ment qu'elles font partie des sciences mo-
« rales, elles appartiennent AU DROIT ; et, si le
« droit osait affirmer qu'il n'a rien d'absolu,

« ce serait déclarer que lui-même n'est que « l'expression de la force.

« Alors, et pour taire ces contradictions, ils « disent : que l'économie politique se divise « en ECONOMIE PURE et en ECONOMIE APPLIQUÉE : « l'une est la SCIENCE, l'autre l'ART.

« Pour l'ÉCONOMIE POLITIQUE PURE, dit « M. Rossi, il n'y a qu'un marché, l'univers; « qu'un atelier, le monde ; qu'une population « ouvrière, c'est la population du globe. C'est « l'ECONOMIE POLITIQUE APPLIQUÉE qui distingue « le travailleur anglais du travailleur français, « le marché anglais, du marché français, du « marché chinois, ainsi de suite. » T. 2, 8e leçon.

« De cette manière, l'économie politique « pure se trouve seule être la SCIENCE, et, « comme cette science n'est relative qu'au « cosmopolitisme, et que le cosmopolitisme est « considéré comme une UTOPIE, vous concevez : « comment la SCIENCE PURE n'est bonne que « pour les académies; comment l'ÉCONOMIE « APPLIQUÉE ou l'ART est le domaine exclusif « des hommes d'Etat, des administrateurs ; « et vous concevrez encore comment l'écono- « mie politique, SCIENCE, se trouve entachée « de ridicule et de puérilité aux yeux des « hommes d'Etat, pour lesquels l'économie « appliquée a seule de l'importance. C'est fort « singulier, mais ce que j'ai l'honneur de « vous exposer est un fait irrécusable, ainsi « que je viens de le constater. »

M. RAMON DE LA SAGRA, à l'Académie, 4 décembre 1847.

« Conclusion : la science économique est à « naître ; et aussi la science sociale. »

COLINS, *Commentaire*.

« La répartition, dit M. Vidal, qui *dépend des faits et du* « *prix courant*, selon les économistes ; *de la loi vivante et de* « *l'autorité*, selon les saint-simoniens ; dépendrait, en der- « nière analyse, selon les disciples de Fourrier, *consensu* « *omnium*, du suffrage des associés, de l'équité et de la raison « interprétées et manifestées par le vote des peuples. »

— La répartition des richesses ne dépend ni du prix courant, ni de la loi vivante, ni de la force brutale imposée à une majorité d'imbéciles par une minorité de fripons ; la répartition des richesses dépend de l'ignorance sociale, ou de la connaissance sociale sur la réalité du droit. En époque

d'ignorance sociale le sol est *nécessairement* aliéné, et reste aliéné quoi qu'on veuille faire. De cette aliénation résulte *nécessairement* un paupérisme croissant comme la richesse. Quand l'ignorance sociale est anéantie, le sol appartient *nécessairement* à la propriété collective et reste *nécessairement* à cette propriété. De cette organisation du sol résulte *nécessairement* l'absence de paupérisme.

« — Le fourriérisme, dit M. Vidal, nous amène exactement « au système saint-simonien, avec cette différence néan- « moins : que, les œuvres et les capacités, au lieu d'être ju- « gées par les supérieurs, seraient jugées par les compagnons « et par les pairs. »

— Voilà peut-être le jugement le plus sain qu'il y ait dans l'ouvrage de M. Vidal. Dans ce cas, nous donnons la préférence au saint-simonisme : parce que le despotisme, à moins que ce ne soit au point de vue de la nécessité de l'excès du mal, est préférable à l'anarchie. Heureusement, en époque d'incompressibilité d'examen, les deux, comme stabilité, sont également impossibles : le despotisme conduit nécessairement à l'anarchie; l'anarchie conduit nécessairement à un despotisme plus atroce; lequel produit une anarchie plus effroyable. Et cela, jusqu'à ce que l'excès du mal social force à chercher, découvrir et accepter socialement : la démonstration de la réalité du droit, laquelle anéantit nécessairement : tout despotisme; et toute anarchie.

Maintenant remarquons bien ce qui va suivre, pour pouvoir nous le rappeler au besoin.

« — De toutes les utopies, dit M. Vidal, les disciples de « Fourrier sont les seuls qui aient maintenu en principe l'hé- « ritage de la propriété individuelle, la faculté de disposer « du capital par le testament. »

— Et, comme M. Vidal n'est pas fourriériste, et qu'il s'avoue utopiste; il s'ensuit que M. Vidal ne veut : ni de l'héritage ni de la propriété individuelle; ni de la faculté de

tester. C'est pour ces belles théories, que M. Vidal réclame la reconnaissance de l'humanité!

Après cela, M. Vidal s'amuse à discuter la répartition phalanstérienne. L'absurde, reconnu tel ne se discute plus. Si le cercle pouvait se carrer, il ne serait plus un cercle, par la raison qu'étant un cercle, il ne peut se carrer.

« — Il va sans dire, ajoute plus loin M. Vidal, que les « associés substitueront le crédit à la monnaie. »

— Et, c'est un économiste qui donne son assentiment à de pareilles propositions! La suppression de la monnaie, une fois sorti de la barbarie primitive, équivaut à la suppression de la propriété individuelle. Puis, M. Vidal discute sur cette proposition, comme il discute sur la proposition de carrer le cercle. Que de combinaisons inutiles pour une chose, la répartition, qui doit nécessairement se faire toute seule, sous peine de ne pouvoir être faite!

Vous pensez peut-être que M. Vidal s'occupe de l'ordre au sein du Phalanstère, ordre dont la répartition des richesses n'est jamais que l'expression nécessaire! Allons donc! s'occupe-t-on de l'ordre au sein de l'automatisme, ayant pour expression le développement intégral des passions non soumises à la raison? Qui donc s'occupe de l'organisation d'une fourmilière.

Le chapitre III est intitulé : ÉCOLE DE LA FRATERNITÉ OU DE LA COMMUNAUTÉ.

Ce chapitre commence par trois pages d'éloges du communisme. Puis, vient une citation de saint Paul disant : « *Il n'y a qu'un seul Dieu qui opère tout en tous.* » Est-ce pour nous prouver, que l'on est libre au sein du communisme, que M. Vidal appuie la communauté sur cette autorité?

« — Avant d'aller plus loin, continue M. Vidal, nous pré- « venons de nouveau le lecteur qu'il doit, s'il veut nous « suivre, se débarrasser de tout préjugé, faire abstraction de

« toute idée préconçue, et ne prononcer que d'après sa raison « et sa conscience. »

— En général, on ne fait de pareils exordes que, lorsqu'on veut même à son insu, faire accepter comme blanc ce qui est noir. Du reste, je préviens M. Vidal : que, la conscience est l'intime expression de la raison ; il n'y a pas plus de conscience innée que d'idées innées.

« — Il ne s'agit pas de savoir, continue M. Vidal, si les « doctrines que nous allons exposer, en rapporteur consciencieux, sont susceptibles d'une application plus ou moins « immédiate; il s'agit de savoir si elles sont vraies théoriquement aux yeux de l'intelligence, si elles sont justes, si « elles sont rationnelles. »

— Oui, Monsieur, c'est de cela qu'il s'agit. Eh bien ! elles sont fausses théoriquement, fausses aux yeux de l'intelligence, qui seule a des yeux, elles sont injustes par cela même qu'elles sont irrationnelles : car, juste et rationnel, sont une seule et même chose.

« — En y regardant de plus près, dit encore M. Vidal, on « reconnaît que ces théories pourraient bien n'être que « hardies ou prématurées. »

— Ce sont ces mêmes expressions dont nous avons vu M. de Lamartine se servir à propos des utopies.

Tout cela prouve, que M. Vidal est d'avis : que le communisme est possible, qu'il n'est pas absurde.

Le communisme est-il absurde? Les idées communistes conduisent-elles nécessairement à l'anarchie? Est-on coupable d'inculquer comme justes, rationnelles, réalisables, des idées essentiellement anarchiques? Voilà des questions dont nous laissons la solution a M. Vidal.

M. Vidal cite quelques passages de M. Proudhon en faveur du communisme. Personne n'a mieux exposé l'absurdité du communisme que M. Proudhon.

Après cela, M. Vidal cite M. Louis Blanc en faveur du

communisme. D'abord, M. Louis Blanc n'a fait que proposer. Dans tous les cas, M. Louis Blanc serait conséquent en plaidant la cause du communisme, son commanditisme en étant le principe.

Le vice de ce chapitre est d'attribuer au communisme le bien qui résulte nécessairement de l'entrée du sol à la propriété collective, quand une fois cette entrée est devenue rationnelle par l'anéantissement de l'ignorance sociale sur la réalité du droit; et, de dissimuler que le communisme ou l'absence individuelle est absurde par essence. Nous sommes persuadé : que ce vice doit toujours être attribué à la seule ignorance et jamais aux mauvaises intentions.

Un autre défaut de ce chapitre est d'être rempli de déclamations et de ne pas dire un mot de la répartition de la richesse au sein du communisme. Il ne s'agit pas de dire : *toutes les parts sont égales ;* il faut dire : *comment elles peuvent être égales.* Et il n'y a pas un mot de cela chez M. Vidal.

L'idée du communisme est l'apogée du choléra moral. M. Vidal démontre fort bien : que les prétendus socialismes, émis jusqu'à présent, conduisent droit au communisme. Qu'est-ce que cela prouve? que l'idée du socialisme réel, de la société établie sur l'ordre réel, est encore à naître.

A cet apogée de choléra moral, il y a un pendant : c'est la prétention, pour tous les anti-communistes sans exception, de conserver le paupérisme en présence de l'incompressibilité de l'examen. Qu'est-ce que cela prouve? que l'anarchie n'a point encore maté les vanités ignorantes. Patience! cela viendra.

« — Nous rions, dit M. Vidal, de la simplicité de nos « aïeux; nos descendants riront de nous bien davantage « encore? Ceux qui dans mille ans d'ici liront notre *Code de* « *procédure,* notre *Bulletin des lois,* qui comptent les mil- « lions d'arrêts, de jugements, de délits et de crimes causés « par la division de la propriété (lisez par la propriété indi- « viduelle), par les débats d'intérêts, se demanderont avec

« étonnement, comment une pareille société a pu subsister,
« et douteront de notre bon sens. »

— Le bon sens, Monsieur, consiste à vouloir ce qui est possible. Et la société n'a jamais été, même actuellement : que ce qu'elle a pu être ; et que ce qu'elle a dû être.

« — Mais, continue M. Vidal, ils s'étonneront bien da-
« vantage d'apprendre que l'association, cette chose si
« simple, si naturelle (lisez le communisme), si facile à réa-
« liser, a été considérée comme une chimère, comme une
« folie, par les grands esprits du XIXe siècle, de ce siècle,
« où l'on a tant parlé de progrès, et de perfectibilité indé-
« finie ! »

— Hélas ! Monsieur. Le progrès et la perfectibilité indéfinie de la société, sont, après le communisme, les plus grandes folies qui puissent être énoncées par l'ignorance sociale. Avant peu d'années, M. Vidal regrettera lui-même de s'être laissé fasciner par de pareils préjugés.

XX.

« Tout est vrai et tout est faux, au gré de « l'esprit de parti; il prouve ce qu'il veut; il « se moque de tout, et ne s'aperçoit jamais « qu'on se moque de lui. »

DE MAISTRE.

« C'est vrai. Mais, en fait d'ordre moral, il « ne peut y avoir que des écoles, des sectes, « des partis : tant que l'ignorance sociale sur « la réalité de l'ordre moral n'est point « anéantie. »

COLINS, *Commentaire.*

« Le salut de tous est dans l'harmonie so- « ciale et l'anéantissement de l'esprit de parti. »

MIRABEAU

« Vouloir l'harmonie sociale et l'anéantis- « sement de l'esprit de parti, quand toute foi « COMMUNE n'est plus possible, et que la « SCIENCE ne l'est point encore; c'est vouloir « un bâton n'ayant qu'un seul bout. »

COLINS, *Commentaire.*

« Tout homme de parti voit dans un livre, « ce qu'il veut y voir. »

VOLTAIRE.

« Oui, quand dans ce livre, il n'y a rien. « Et citez-moi un seul livre dans lequel, MO- « RALEMENT ET SCIENTIFIQUEMENT, il y ait « quelque chose! »

COLINS, *Commentaire.*

Le chapitre IV a pour titre : LES SYSTÈMES DES TROIS ÉCOLES COMPARÉS.

Ce chapitre contient une longue discussion sur la puissance du capital considérée comme portant INTÉRÊT, comme pouvant procurer un loyer à son maître.

Toutes les discussions sur l'intérêt se réduisent à prouver : que l'intérêt d'un liard, placé dit M. Vidal, à cinq pour cent depuis Jésus-Christ, avec intérêt composé, *aurait produit la valeur d'un lingot d'or massif, nous ne savons plus combien de fois gros comme le soleil* (1).

(1) Voici probablement ce qui a donné lieu à la réminiscence de M. Vidal : « Le docteur Price a calculé quel serait le produit d'un sou anglais (penny)

Tout cela, relativement à l'ordre, ne prouve rien. Relativement à l'ordre, voici le fait :

Lorsque le capital domine, lorsque le paupérisme est nécessaire, l'intérêt doit être *héréditaire, perpétuel* pour assurer la domination du capital.

Lorsque le travail domine ; lorsque les enfants n'ont plus à craindre le paupérisme ; lorsque le crédit se fait à l'homme et plus au capital ; lorsque le capitaliste va solliciter le travailleur de faire valoir son capital, de lui en payer un loyer, comme l'ouvrier va maintenant prier le capitaliste de faire valoir ses bras, de lui en payer un loyer, l'intérêt n'est plus *héréditaire,* n'est plus *perpétuel,* il est *temporel,* il est VIAGER.

Lorsque le créancier meurt, la dette est éteinte.

Lorsque le débiteur meurt, le créancier perd sa rente viagère, si le débiteur n'a rien laissé. S'il a laissé quelque chose, celui qui accepte la succession paie la rente viagère jusqu'à extinction. Les capitalistes calculent leurs chances et le besoin de faire valoir leurs capitaux.

Le gouvernement fait concurrence aux capitalistes, pour maintenir l'intérêt au minimum possible des circonstances.

C'est simple, clair et irréprochable.

Sous la dénomination du capital, la rente viagère est immorale.

Sous la dénomination du travail, la rente perpétuelle est immorale, et par conséquent, illégale.

Après cela, écrivez donc des volumes sur le crédit.

« — Nous en avons dit assez, ajoute M. Vidal, pour ex-
« pliquer comment et pourquoi le capital individuel (lisez la
« propriété individuelle), devient inutile dans le nouveau
« monde de l'association positive (lisez dans le communisme),

« placé, à l'époque de la naissance de notre Sauveur, à cinq pour cent d'intérêt composé, et il a trouvé qu'en 1751 le placement aurait produit une « somme plus forte que la valeur de trois cent millions de globes pareils au « nôtre tous formés d'or massif. »

GODWIN, *sur Malthus,* liv. 2, ch. 2.

« les hommes intelligents sauront bien comprendre pourquoi « ce même capital (lisez propriété individuelle), devient ab- « solument impossible, sans qu'il soit nécessaire de leur en « fournir la démonstration. »

— C'est très-commode d'avancer que l'absurde pour être accepté comme rationnel, n'a pas besoin de démonstration. Du reste : les personnes qui comprendraient la possibilité du communisme, comprendront également sans démonstration que deux et deux font cinq.

Après un nouvel éloge complet du communisme, nous arrivons cependant à une répartition.

« — La bonne volonté se présume, dit M. Vidal, mais on « constate le mauvais vouloir ou la lâcheté. »

— Folie, Monsieur, de présumer la bonne volonté !

« — Celui qui a failli à sa tâche, continue M. Vidal, est « jugé par ses pairs. »

— Voilà le pape anarchique au lieu du pape despote. Heureux alors ceux qui vivront sous le despotisme !

« — Les pairs, continue-t-il, pourront le renvoyer..... »

— Et où cela, s'il vous plaît ? Il y aura donc des nationalités communistes, et d'autres propriétaires ? Alors le communisme sera peu dangereux, il sera bientôt avalé par les propriétaires.

« — Pour les organisations vicieuses ou rétives..... on « créera des compagnies de discipline, un corps de pares- « seux, auxquels on appliquera la loi du talion. Au lieu de « les condamner aux travaux forcés, comme nos lois bar- « bares qui ont fait du travail un châtiment et une flétrissure, « on les soumettra à *l'oisiveté forcée,* et s'il est nécessaire « à l'isolement momentané..... »

— En vérité, Monsieur, si votre communisme ne faisait pitié, il ferait horreur.

« — Mais, continue M. Vidal, comment apprécier les be-
« soins ? — Les communistes savent très-bien que les be-
« soins ne peuvent être mesurés, pas même par celui qui les
« éprouve. Aussi n'admettent-ils pas la *répartition propre-*
« *ment dite,* mais la participation. Les besoins ne sont pas
« *jugés,* mesurés, ils sont *satisfaits*..... Toutes choses sont
« données à discrétion. »

— Ainsi vous donnerez : non-seulement les gâteaux, les ortolans, le champagne et le tokai à discrétion, mais à chacun des femmes, quand la sienne, s'il y a des siennes, ne suffit pas. Vous ferez imprimer aux frais de tous et à discrétion, toutes les sottises possibles. Vous laisserez peindre à discrétion, tout barbouilleur qui se croira un Apelles ; vous..... Mais, en vérité, je suis fou de réfuter de pareilles folies !

Et la sanction de tout cela, s'il vous plaît ? La souveraineté de la force brutale, n'est-il pas vrai ? Si de pareils rêveries pouvaient se réaliser quelque part, il faudrait y envoyer les plus grands criminels !

« — On verra naître la guerre, dit M. Vidal, toutes les
« fois que l'on voudra dresser des catégories, faire des pre-
« miers et des derniers, juger, classer, numéroter les indi-
« vidus. »

— Et qui donc vous parle de faire des premiers et des derniers, etc ? La répartition des richesses se fait toujours seule ; et, selon l'espèce d'organisation sociale.

« — Il ne faut pas, continue M. Vidal, pousser l'amour du
« classement jusqu'à rendre toute société impossible. »

— La recommandation de ne pas rendre toute société impossible est admirable dans la bouche d'un prédicateur communiste !

« — Que le plus habile commande, continue M. Vidal, et
« dirige la manœuvre ; mais, que tous vivent sur le pied de
« l'égalité, en hommes, en amis, en frères. »

— Nous voilà revenus au pape saint-simonien. Mais, quand les frères et le père se battront comme des chiens, qui donc les mettra d'accord ?

On vous a dit qu'au sein du communisme, il n'y a pas de répartition, pas de premier, pas de dernier. C'est une plaisanterie. Écoutez plutôt !

« — S'il s'agit, dit M. Vidal, d'un objet consommable « (rare), dont on ne puisse user sans l'anéantir, il en est fait « hommage par l'assemblée au plus digne, au groupe qui « s'est distingué. »

Et voilà les premiers et les derniers qui reparaissent : Seigneur ! ayez pitié d'eux, ils ne savent pas ce qu'ils disent !

« — Mais à quoi bon, tous ces détails, continue M. Vidal ? « Pour les hommes intelligents, ils sont superflus ; pour les « autres nous n'en dirons jamais assez. »

— Il paraît qu'au sein du communisme, c'est comme en paradis, les pauvres d'esprit sont les mieux partagés.

Savez-vous du reste, sur quoi ces belles choses sont basées ? sur la maxime de Fénelon : *Il faut aimer Dieu pour lui-même*. Probablement sans raison ou contre la raison. En écrivant cette sentence mystique, Fénelon oubliait avoir dit ailleurs : *O raison ! raison ! n'es-tu pas le Dieu que je cherche ?* Le pape, qui avait alors plus de bon sens que Fénelon, condamna la maxime : *Il faut aimer Dieu uniquement pour lui-même,* maxime exclusivement bonne à faire des dupes et des fripons ; il laissa passer l'autre, et il fit bien.

M. Vidal termine ce chapitre en disant :

« — Voilà l'utopie des communistes. »

— Puis il ajoute :

« — Ils rêvent, direz-vous. — Et s'ils ne rêvaient pas ; s'ils « étaient doués d'une vue plus perçante que la nôtre ; s'ils « avaient la faculté d'apercevoir nettement ce que nos faibles « yeux ne peuvent distinguer ? A mesure que l'on s'élève,

« l'horizon s'agrandit et s'étend de tous côtés : peut-être qu'ils « sont placés autrement que nous ! »

— Alors qui sait ? Il est peut-être possible que trois ne soit qu'un ; il est peut-être possible qu'un bâton puisse n'avoir qu'un bout, ainsi que la Sorbonne l'a déclaré ; etc., etc.

Si l'ordre dépendait de la vérité, et que l'on vînt prêcher à une multitude ignorante, qu'un bâton peut n'avoir qu'un seul bout, sur qui devrait retomber le sang que de pareilles prédications pourraient faire verser ?

C'est une question que nous adressons à M. Vidal.

Le chapitre V est intitulé : ÉCOLE DES ÉGALITAIRES.

Quand on examine la série des prétendus socialistes, et que l'on étudie leurs systèmes avec le calme de la raison, il faut s'étonner d'une chose : c'est que leurs utopies n'aient point immédiatement succombé sous le mépris public. Et cependant, tous ont un nombre de partisans tellement considérable, et tellement indestructible au sein de la société actuelle, qu'ils rendent, *dit-on*, absolument impossible, toute espèce d'ordre plus qu'éphémère au sein de cette même société.

Il y a ici une erreur considérable. Ce ne sont point les prétendus socialistes qui rendent l'ordre impossible au sein de la société actuelle ; c'est l'ordre qui lui-même y est devenu impossible ; et c'est précisément cette impossibilité qui fait naître les utopistes.

Voyons d'abord ce qui caractérise la société actuelle, société qui existe depuis l'origine humanitaire, quant à l'ignorance sur la réalité du droit. Puis, voyons pourquoi l'ordre est devenu impossible, au sein de cette même société.

Ce qui caractérise plus particulièrement la société actuelle, c'est, nous le répétons, son ignorance sur la réalité du droit ; et, l'impossibilité actuelle de cacher plus longtemps cette ignorance aux masses. C'est pour masquer cette ignorance, source inévitable d'anarchie, quand elle est socialement connue, que partout, sans exception aucune, un antropo-

morphisme quelconque a été inventé et basé sur le bourreau, l'un des deux compléments nécessaires de toute révélation. L'autre complément est l'aliénation du sol, donnant nécessairement naissance au paupérisme; lequel, pendant une certaine époque, permet de donner une éducation, faisant accepter, comme vérité incontestable, une révélation quelconque.

Mais ensuite, arrive une époque, et c'est la nôtre, où l'examen ne peut plus être comprimé. Dès lors l'injustice du paupérisme, qui ne peut plus être cachée, révolte les masses; et, d'autant plus : que, ceux qui ont assez d'instruction pour reconnaître que l'ordre est devenu impossible; et, qui cependant n'en ont point assez pour découvrir la cause du mal et le remède; annoncent de prétendues panacées, dont ils soutiennent facilement la bonté aux yeux des ignorants : en les leur présentant entourées des prestiges de l'éloquence, de la poésie, et en outre de ce qui peut flatter les passions. C'est ainsi, d'ailleurs, que les choses doivent se passer nécessairement. Si vous parliez raisonnablement aux masses, elles ne vous écouteraient pas; et, si vous parliez raisonnablement à ceux qui ne veulent point appartenir aux masses; si vous montriez aux propriétaires les dangers qu'ils courent, ainsi que les moyens de les éviter; ils vous écouteraient moins encore que les prolétaires : tant que l'anarchie, causée par les masses, et excitée par les déclamations des demi-savants, n'aura point démontré à ces mêmes propriétaires : que la réalité des dangers que vous avez voulu leur montrer, les oblige à vous écouter sous peine de mort sociale.

D'un autre côté : quand même les prétendus socialistes auraient trouvé le moyen d'anéantir le paupérisme, l'une des causes de l'anarchie actuelle, qu'en résulterait-il? L'universalité des individus se mettrait nécessairement à hauteur de la prétendue instruction de l'époque, laquelle révélerait à tous l'ignorance sociale sur la réalité du droit; et, l'anarchie serait immédiatement portée à son comble.

La société actuelle se trouve donc : entre une anarchie ré-

sultant nécessairement de l'existence du pauperisme ; et, une anarchie résultant de l'anéantissement du pauperisme. Concevez-vous maintenant, comment l'anarchie est actuellement inévitable : tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit ne se trouve point anéantie?

Et, pas un prétendu socialiste n'a parlé : ni de la cause du mal, ni de la nécessité du remède ; ni exposé la réalité du mal et du remède. Au lieu de cela, ils vous donnent des amplifications démesurément longues, au sein desquelles il est aussi impossible de découvrir une raison claire, que de trouver de l'ordre au sein du chaos. Le chapitre de M. Vidal sur les égalitaires en est une continuelle preuve.

« — Pour MM. Proudhon et Pecqueur, dit M. Vidal, « l'égalité des salaires est la conséquence naturelle et la « consécration de ce principe : toutes les fonctions étant « également utiles, sont socialement égales. Donc tous les « fonctionnaires étant également indispensables à la fonction, « doivent être traités sur le pied de l'égalité : aux plus ca- « pables les grades et les commandements, à tous le même « salaire. »

— Le comment et la sanction occupent peu ces messieurs. M. Bras-d'Or commandera Raphaël ; l'original, qui prétend que le soleil n'est pas plus grand que le Peloponèse, commandera Newton ; et, le plus fort des coups de poing sera la meilleure des raisons.

Admirez donc les prétendus socialistes ! Et, cependant le socialisme réel est actuellement aussi nécessaire à l'existence de l'ordre, que l'atmosphère à la vie.

XXI.

« Nous ferons voir que les déclamations « contre l'inutilité des théories, même pour « les arts les plus simples, n'ont jamais prouvé « que l'ignorance des déclamateurs. Nous « montrerons que ce n'est point à la profon- « deur de ces théories, mais au contraire à « leurs IMPERFECTIONS, qu'il faut attribuer l'i- « nutilité ou les effets funestes de tant d'ap- « plications malheureuses. »

CONDORCET, *Tableau des progrès de l'esprit humain.*

« Très-bien! Mais, comment distingue-t-on, « socialement, et en fait d'ordre social, une « théorie parfaite d'une théorie imparfaite? Et « tant qu'il reste impossible de faire cette « distinction, à quoi peuvent servir ces théo- « ries? » COLINS, *Commentaire.*

Le chapitre VI est intitulé : RÉSUMÉ DE LA TROISIÈME PARTIE ET CONCLUSION THÉORIQUE.

Rien n'est plus illogique que de séparer la théorie de la pratique. Ce qui est nécessaire, c'est de les subordonner l'une à l'autre : selon l'ordre auquel elles appartiennent.

Au sein de l'ordre physique, au sein de *ce qui est parce qu'il est,* la théorie ou l'expression de *ce qui est,* doit être subordonnée à la pratique, A L'EXPÉRIENCE de *ce qui est.*

Au sein de l'ordre moral ou intellectuel, ou social, au sein *de ce qui est parce qu'il* DOIT ÊTRE, ou est censé devoir être; au sein de ce qui dépend de l'homme enfin, à supposer que quelque chose dépende de l'homme : la pratique, ou l'expression de ce qu'on est censé pouvoir établir, l'EXPÉRIENCE ENFIN, DOIT ÊTRE SUBORDONNÉE A LA THÉORIE!

Dans l'ordre de nécessité, *ce qui est* doit dominer. Et l'expérience doit le constater.

Dans l'ordre de liberté, c'est le raisonnement, c'est ce qui doit être, qui doit dominer; et, l'expérience doit lui être subordonnée.

Mais :

QUEL EST LE BON RAISONNEMENT ?

Tant que cette question peut être socialement posée; qu'elle ne peut être socialement résolue et sa solution acceptée en dehors de la force; la société se trouve dans une anarchie, dont elle ne peut sortir que par l'anéantissement de l'ignorance sociale.

Cela dit, et puissions-nous être compris ! voyons la conclusion théorique. Voici celle de M. Vidal.

« — Quel est, dirions-nous en posant le problème, le vrai « principe de la répartition ? Comment entre tous les « membres de la société distribuer les produits conformé- « ment à la justice et à l'utilité sociale ? Quels sont les droits « et les devoirs de chaque individu, considéré comme pro- « ducteur et comme consommateur ? »

— Très-bien, Monsieur ! seulement, vous auriez dû vous demander si toutes ces belles choses ont une seule et même expression pour les trois principales phases de l'humanité :

1° Celle d'ignorance sociale sur la réalité du droit, avec possibilité de comprimer socialement l'examen ;

2° Celle d'ignorance sociale sur la réalité du droit, avec impossibilité de comprimer socialement l'examen ;

3° Celle de connaissance sociale sur la réalité du droit. .

« — Nous avons, continue M. Vidal, interrogé les éco- « nomistes, et ils nous ont répondu qu'ils s'occupaient « uniquement de décrire des faits, que la justice ne les re- « gardait pas.....

« Nous avons établi que les économistes n'avaient pas de « système de répartition, qu'ils ne pouvaient en avoir, qu'ils « étaient forcément muets sur ce point. »

— Il en est de même pour les prétendus socialistes : par

l'excellente raison : que la répartition est toujours nécessaire; et qu'elle dépend nécessairement de l'aliénation ou de la non-aliénation du sol. Quant à rester muets, c'est une autre affaire : le nombre de paroles, dites sur une chose, est toujours d'autant plus considérable : que celui qui les profère est plus ignorant de cette même chose.

« — Enfin, continue M. Vidal, nous croyons avoir fait « réellement comprendre que la distribution naturelle des « richesses selon la rente et l'intérêt, selon les profits et les « salaires, engendrait nécessairement le paupérisme. »

— M. Vidal s'est trompé de moitié. Cela est vrai quand le sol est aliéné. C'est le contraire qui est la vérité, lorsque le sol peut entrer à la propriété collective. Dans tous les cas possibles, la distribution naturelle des richesses se fait nécessairement selon la rente et l'intérêt, selon les profits et les salaires. Mais : rente, intérêt, salaire et profit, dépendent nécessairement aussi de l'aliénation et de la non-aliénation du sol.

« — Nous avons ensuite, continue M. Vidal, consulté les « socialistes, et nous avons obtenu quatre réponses diffé- « rentes. Les uns font découler le droit à la répartition, « c'est-à-dire en définitive, le droit à la consommation : des « *œuvres et de la capacité;* les autres *du capital, du travail* « *et du talent;* d'autres encore, de *la bonne volonté mani-* « *festée et des besoins de l'individu;* enfin, une dernière « école, pour assurer l'égalité des conditions, réclame im- « périeusement *l'égalité des salaires.* »

« Entre ces théories différentes le lecteur peut choisir. »

— Si l'on disait à M. Vidal, voici quatre théories :

2 et 2 font 4 ;
2 et 2 font 3;
2 et 2 font 5;
2 et 2 font 7;

Choisissez !

M. Vidal ferait comme cet enfant auquel on demandait : Qu'aimes-tu le mieux de ton père ou de ta mère? lequel répondait : J'aime mieux ma tante. Nous allons répondre aux questions posées en tête de ce chapitre par M. Vidal ; et il verra : que la tante vaut mieux que le père et la mère.

La première des utilités sociales, celle qui les subordonne toutes, celle qui est non-seulement *utilité* mais *nécessité*, c'est l'ORDRE.

La nécessité sociale est toujours la justice sociale.

Si la nécessité sociale exige que la plus grande majorité possible de l'humanité soit exploitée par la plus petite minorité possible, cette exploitation est de justice sociale, cette exploitation est la justice sociale.

En époque d'ignorance sociale sur la réalité du droit, cette ignorance doit être masquée par une hypothèse donnée comme vérité. Et, cette hypothèse, *sous peine d'anarchie*, doit ne pouvoir être examinée par les masses.

Le paupérisme est le seul moyen d'empêcher cet examen.

Le paupérisme, alors, est de justice sociale.

Le moyen, le seul moyen d'établir le paupérisme, est l'aliénation du sol.

L'aliénation du sol est, alors, de justice sociale.

Et, la répartition selon la rente et l'intérêt, selon les profits et les salaires, se fait nécessairement, et cause nécessairement le paupérisme.

En époque d'ignorance sociale sur la réalité de droit ; et, lorsque l'examen ne peut plus être comprimé : il y a nécessité d'anéantir le paupérisme, parce qu'il cause l'anarchie; et, nécessité de le maintenir, parce que son anéantissement à cause de l'IGNORANCE SOCIALE, conduirait aussi à l'anarchie. Alors, la nécessité sociale, et aussi la justice sociale, c'est : l'anéantissement de l'ignorance.

Quant à la répartition des richesses, elle se fait toujours nécessairement : selon la rente, l'intérêt ou le profit, et le salaire. Elle donne tout aux uns, ou tout à tous : selon que le sol reste ou ne reste pas aliéné. Mais, dans les deux cas,

il y a, alors, impossibilité d'ordre, et absence de toute possibilité de justice sociale : tant que l'ignorance sociale sur la réalité du droit, n'est point complétement anéantie.

En époque de connaissance sociale sur la réalité du droit : le sol appartient à la propriété collective; la répartition se fait nécessairement selon la rente, l'intérêt ou le profit, et le salaire; et, elle se fait de manière : à ce que le paupérisme soit nécessairement anéanti; et, que tous soient au maximum de bien-être possible, maximum toujours relatif au développement des richesses.

Il n'y a, dans cette explication, ni amphigouri, ni galimatias.

Quant à l'*opinion* de M. Vidal, elle est en faveur du communisme comme terme et du fourriérisme comme transition. Ici, le moyen transitoire n'est plus le commanditisme.

M. Vidal indique sérieusement des corrections à faire au fourriérisme. M. Vidal aurait un grade fort élevé dans le phalanstère.

Quand on aura suivi ses conseils, dit M. Vidal, les *saint Thomas pourront aller voir et toucher.*

« — La société, continue M. Vidal, ne peut se métamor-
« phoser tout d'un coup. »

— C'est bien vrai, en fait d'essai de folies. Mais, c'est complétement faux, en fait de théorie réelle, préalablement démontrée d'une manière rationnellement incontestable; en dehors de laquelle il n'y a de possible : que, des essais anarchiques ou relatifs à la force.

Mais, allez dire cela aux étourneaux : ils vous siffleront.

La société nouvelle, dit M. Vidal, *doit commencer par une commune.* C'est comme s'il disait : que la vérité morale doit se soumettre à l'expérience ; ou que la vérité physique doit se soumettre au raisonnement. Vouloir commencer par une commune, le règne de la *raison* sur l'humanité; c'est, vouloir commencer par le monde, le règne d'une *force* quelconque sur la société tout entière.

M. Vidal, a grand soin de ne heurter aucun préjugé. C'est le bon moyen de n'être jamais généralement repoussé; mais aussi de ne jamais approcher de la vérité.

Cette erreur de M. Vidal, qu'il faut procéder par essai, erreur très-commune d'ailleurs, est l'une des plus nuisibles à l'établissement de la société nouvelle. Pour arriver à ce but, il faut commencer par soumettre les intelligences à la vérité incontestablement démontrée : ce qui est préalablement nécessaire dès que l'examen ne peut plus être socialement comprimé. Le plus difficile, du reste, n'est point de trouver la démonstration, c'est de trouver des intelligences voulant bien l'examiner; et, c'est la seule anarchie qui peut procurer cette dernière condition. Une fois les intelligences théoriquement soumises à la vérité, la pratique s'établit de soi-même, comme le jour devant le soleil.

M. Vidal dit : que le saint-simonisme, le fourriérisme, le communisme et l'égalitarisme ou le commanditisme sont rationnellement possibles. Oui : comme deux et deux font cinq; ou, comme trois font un, sont rationnellement possibles. M. Vidal n'est pas un saint Thomas.

Voici, du reste, un passage admirable et nous aimons à l'indiquer.

« — Le malheur, dit M. Vidal, a été jusqu'ici le grand « initiateur du genre humain; tout progrès est né d'une « réaction contre l'excès du mal. »

— Seulement, M. Vidal oublie qu'il n'y a dans l'ordre moral, de progrès que dans le mal. Une fois dans le bien, on ne peut en sortir que pour tomber dans le mal; car le meilleur est l'ennemi du bien.

« — L'ère des révolutions, hélas! continue M. Vidal, cela « est triste à dire, n'est pas close encore, car le règne de la « science qui doit y mettre fin n'est pas venu. »

— Cela est vrai. Mais, la science est une par essence; elle est, par essence, antipathique aux opinions; et, protéger les

opinions c'est être son plus grand ennemi. M. Vidal protége toutes les opinions ; et, il les protége proportionnellement à leur force de répulsion pour la vérité.

« — Ce sera encore l'inexorable nécessité, continue « M. Vidal, ce sera l'excès de la misère..... »

— Preuve que, jusqu'à présent, tout progrès s'est fait dans le mal.

« — Ce sera l'excès de la misère, continue M. Vidal, qui « forcera les sociétés à chercher leur salut dans le principe « de l'association, dans la réalisation de l'ordre et de la « justice. »

— C'est vrai : mais, vouloir réaliser l'ordre par l'association des sociétés, est une utopie qui peut aller de pair avec le communisme.

« — Ce règne pacifique et glorieux de la science, continue « M. Vidal, les socialistes l'invoquent de toute leur âme, en « même temps qu'ils s'efforcent de le préparer par leurs « travaux. »

— Non, Monsieur, ils ne l'invoquent pas, ils le repoussent de toutes leurs forces. C'est en vain que vous leur présentez des vérités négatives, ils crachent dessus. Dites-leur : que l'antropomorphisme et le panthéisme ne peuvent plus être base d'ordre; ils crient : Malédiction sur vous ! Dites-leur : que l'ordre est devenu incompatible avec l'existence des nationalités; que l'association des nationalités est une sottise : ils crient : Malédiction sur vous ! Dites toutes les sottises possibles ; et, vous serez leur ami. Mais, énoncez une incontestable vérité, ils vous auront en horreur ; et s'entendront, pour que vous soyez asphyxié entre deux portes.

Après cela vient une amplification sur l'humanité, voyageur éternel, qui jusqu'ici a voyagé sans boussole. Elle est jolie, l'éternité du voyageur, qui se traine encore à quatre pattes, n'ayant pas même une existence de cent journées d'un siècle!

Puis, la boussole! Serait-ce par hasard l'association des nations et le communisme? Pour que le voyageur puisse se servir de boussole, il faut d'abord qu'il en ressente le besoin; et, la première condition à cet égard, c'est l'aveu de son ignorance.

Vient ensuite une nouvelle élégie sur le bon Dieu. Les commandements du bon Dieu de M. Vidal sont en accord parfait avec les impulsions de notre nature. Alors, je préviens M. Vidal que son bon Dieu n'est autre que le diable: car les impulsions de notre nature sont les impulsions des passions; et, rien n'est plus opposé aux commandements du Dieu réel, selon Fénelon: lequel Dieu est la raison.

M. Vidal veut encore qu'il n'y ait pas antagonisme entre l'esprit et la chair. C'est la doctrine de son bon Dieu. Cependant, l'esprit c'est la raison, et la chair c'est les passions. M. Vidal aime beaucoup l'harmonie entre son bon Dieu et Satan. Je le préviens encore: qu'avec cette harmonie, la liberté s'en va à tous les diables; car la liberté ne peut consister que dans le choix entre deux tendances opposées. Il est vrai cependant que le communisme n'est possible qu'au sein de l'automatisme. Et, c'est probablement pour nous douer de la sainte communauté, que M. Vidal veut nous rendre automates.

« — Aujourd'hui, continue M. Vidal, l'humanité a con-
« science de sa véritable destinée, elle possède compas et
« boussole pour s'orienter, elle a la science pour se guider
« et s'éclairer..... »

— En vérité, M. Vidal se moque de nous et de lui-même.

XXII.

« On est arrivé à nier, aux Etats-Unis, qu'il « y ait un principe de justice, VRAI EN LUI-« MÊME ET PAR LUI-MÊME, et à admettre que « la volonté actuelle du peuple était nécessai-« rement et toujours la JUSTICE; on y a posé « en fait l'INFAILLIBILITÉ du peuple à chaque « instant et en toutes choses, et par lui on a « ouvert la porte à la tyrannie d'une minorité « turbulente qui se dit peuple. »

M. MICHEL CHEVALIER.

« L'infaillibilité est le caractère de la sou-« veraineté. Une souveraineté faillible n'est « qu'un cadavre de souveraineté. Il y a, so-« cialement, trois espèces d'infaillibilité ou de « souveraineté : celle de la force brutale; « celle d'une force transformée en droit par « une révélation; celle de la science rendue « rationnellement incontestable. La première « est éphémère par essence; la seconde dure « autant que l'inquisition sur laquelle elle « s'appuie; la troisième est indestructible « dès qu'elle est intronisée.

« Hors l'une de ces infaillibilités, de ces « souverainetés: il n'existe que mort sociale. »

COLINS, *Commentaire*.

« — Gardons-nous bien, dit M. Vidal, de nous déclarer « infaillibles, de proscrire le libre examen. »

— Ne dirait-on pas que l'infaillibilité de la science est incompatible avec le libre examen ? Tandis que c'est précisément le contraire qui est la vérité.

Il n'y a qu'un sot, ou qu'un souverain, soit par la force brutale, soit par une force quelconque transformée en droit, qui puisse proscrire l'examen de ce qu'il avance. Mais aussi, il n'y a qu'un sot qui puisse ne point déclarer la vérité infaillible. Quiconque doute que, deux et deux font quatre, est un imbécile. Et, si Pythagore avait douté de la vérité de la

démonstration du carré de l'hypothénuse; il eût été digne du Charenton de son époque. Il est vrai aussi, qu'il n'y a que des sots capables de donner, de bonne foi, comme vérité : même la vérité non incontestablement démontrée.

M. Vidal déclare ensuite que la tâche des socialistes est de constituer la science. Il oublie avoir dit à la page précédente que l'humanité possède déjà la science. Est-ce que, par hasard, les prétendus socialistes n'appartiendraient point à l'humanité ?

« — Les socialistes, continue M. Vidal, ont en même « temps à préparer la réalisation de leurs idées, à trouver « et à proposer des moyens de transition.

« Nous venons d'exposer sommairement les théories prin- « cipales, il nous resterait maintenant à remplir la seconde « partie de ce programme.

« L'étude de ces moyens transitoires est certes d'une « importance extrême; mais nous ne pourrions nous en « occuper ici sans sortir du cadre spécial de nos recherches, « sans donner à ce travail une étendue démesurée. Toute- « fois, nous en dirons quelques mots dans le chapitre sui- « vant. Ce sera notre conclusion pratique.

« Quelques lignes encore sur le socialisme, avant de « quitter le monde des idées pour redescendre sur la terre « des réalités. »

— Nous prévenons M. Vidal, qu'en présence de l'incompressibilité sociale de l'examen, tout monde d'idées non démontrées et se prétendant réalisables, est un monde de fous.

« — Les paupéristes et les philanthropes, continue « M. Vidal, ont analysé avec soin, et décrit minutieusement, « les effets de la misère; puis ils ont conseillé aux riches « l'aumône et la charité; aux pauvres, la patience, la rési- « gnation, la contrainte morale et l'économie (l'épargne à « ceux qui ne gagnent même pas de quoi vivre). »

— Ce qui prouve que les paupéristes et les philanthropes ont presque autant d'esprit que les prétendus socialistes.

« — Les socialistes, continue M. Vidal, pensent qu'il ne « suffit pas d'agir sur les effets; ils ont voulu remonter aux « causes mêmes de la misère. »

— En cela, les prétendus socialistes ont pensé admirablement. Voyons si cette admiration devra durer longtemps.

« — Et ils n'ont pas eu de peine à constater, dit M. Vidal, « que la misère provenait moins du fait des individus pris « isolément que des vices et des lacunes de nos institutions « sociales. »

— Voilà où M. Vidal commence à se tromper. Les institutions sociales étaient tout ce qu'elles devaient être; elles étaient sans lacunes, jusqu'à l'époque où l'examen est devenu socialement incompressible. Jusqu'alors le paupérisme était la base de l'ordre. C'est depuis qu'il est devenu incompatible avec l'ordre; et, de plus, son anéantissement est encore incompatible avec l'existence de l'ordre : ce qui prouve qu'*actuellement*, l'ordre est absolument impossible. La cause actuelle de la misère, et de l'impossibilité de l'anéantir, c'est l'ignorance sociale sur la réalité du droit.

Après cela, nouvelles attaques à la concurrence, au salariat, etc.

Une fois que M. Vidal a enfourché son dada, le meilleur est de le laisser courir. L'expérience l'aura bientôt désarçonné.

M. Vidal reproche aux conservateurs de reprocher aux socialistes de propager des illusions dangereuses : « de provoquer la haine entre les différentes classes de citoyens; de pousser à la guerre sociale. »

Tout cela est vrai; et, même en général inévitable, sauf la propagation des illusions, qui est seulement le fait de ceux qui ne démontrent point ce qu'ils avancent. Comment, en effet, ne point provoquer à la haine et à la guerre sociale,

en disant qu'une partie de la société est composée de maîtres et l'autre partie d'esclaves : ce qui, du reste, est le fait depuis l'origine du monde? Voilà précisément, pourquoi l'incompressibilité sociale de l'examen est anarchique; tant, que tout esclavage ne peut se trouver anéanti.

« — D'un autre côté, continue M. Vidal, les révolution-
« naires nous reprochent en même temps d'assoupir et d'en-
« dormir le peuple, de détourner son attention des questions
« politiques, de prêcher le matérialisme, etc. »

— Et les révolutionnaires ont également raison : car, c'est endormir le peuple : que, de lui tenir le bec sur des utopies. Mais, les conservateurs et les révolutionnaires oublient : qu'en présence de l'incompressibilité sociale de l'examen, guerre sociale et révolution sont inextinguibles : tant, que conservateurs et révolutionnaires et utopistes ne sont point ensevelis : dans le mépris général, pour n'en jamais sortir.

Après cela, M. Vidal se jette sur les catholiques; sur les néo-catholiques; et, cite le passage suivant d'Épicure, qui ne s'adresse point aux catholiques seulement, mais à tous les antropomorphistes possibles.

« — Ou Dieu veut détruire le mal et ne le peut, et alors
« il est impuissant; ou il le peut et ne le veut pas, et alors il
« est méchant; ou il ne le veut et ne le peut, et il est méchant
« et impuissant à la fois; ou bien, il le veut, et il le peut;
« mais alors comment y a-t-il du mal? »

— M. Vidal oublie de nous dire : que, ce passage nous a été conservé par Lactance (*De irâ Dei*, *cap.* XIII) ! ou, peut-être même inventé. En le commentant, Bayle dit :

« — On ne pouvait pas raporter de meilleure foi toute la
« force de l'objection. Épicure lui-même ne l'aurait pas pro-
« posée avec plus de netteté, ni avec plus de vigueur. Mais LA
« RÉPONSE DE LACTANCE EST PITOYABLE. »

— Plus loin, Bayle ajoute :

« — Tout ceci nous avertit qu'il ne se faut point com-
« mettre avec les manichéens, sans établir avant toutes
« choses le dogme *de l'élévation de la foi et de* L'ABAISSE-
« MENT DE LA RAISON. »

— Ce qui signifie : que, vis-à-vis de ceux qui ne veulent point traîner la raison dans la boue; l'antropomorphisme, dont le manichéisme est la conséquence nécessaire, est une évidente absurdité. En effet : anéantissez antropomorphisme et panthéisme, et l'argument d'Épicure reste sans valeur. Dès ce moment, tout mal disparait : car toute faute est le résultat nécessaire de la liberté; et toute souffrance est un bien, en ce qu'elle est nécessairement une expiation de fautes sans laquelle expiation, l'ordre moral ne serait qu'une effroyable illusion.

Savez-vous le profit que M. Vidal a tiré du passage apocryphe ou réel d'Épicure? Le voici : M. Vidal est ou paraît être un adorateur de l'antropomorphe.

Pour la millième fois, M. Vidal répète : que le *laissez-faire* des économistes est identique à *ne rien faire.*

Pour la millième fois, je répéterai à M. Vidal : qu'il est dans une immense erreur. *Laissez-faire,* signifie : ne point faire obstacle à tout ce qui se fait conformément à l'organisation sociale existante.

Lorsque le monde actuel sera changé ; lorsque le sol sera entré à la propriété collective, le *laissez-faire* répartira la richesse de manière que le paupérisme soit impossible; comme le *laissez-faire* actuel la répartit de manière que le paupérisme soit inévitable. Essayez, à présent, d'agir comme si le sol appartenait à la propriété collective; et, vous verrez : si, *la société vous laissera faire.* Essayez, sous l'ordre futur d'agir comme si le sol était aliéné; et vous verrez si *la société future vous laissera faire.* Le *ne rien faire* absolu est une déclaration d'automatisme; c'est l'absurde. Et, cependant c'est la conséquence nécessaire : soit de l'antropomorphisme; soit du panthéisme. *Il n'y a qu'un même Dieu qui*

fait TOUT *en* TOUS, dit saint Paul. Quant au panthéisme, c'est le nihilisme; et, il n'y existe pas : l'ombre d'une individualité réelle, qui puisse faire rien en rien.

M. Vidal veut que l'on établise un phalanstère. Eh bien ! qu'il cherche dix-huit cents personnes de bonne volonté. Les États-Unis lui donneront du sol vierge. Qu'il fasse comme M. Cabet, et qu'il aille établir une nouvelle Icarie. Seulement, je le préviens : qu'en appeler à l'expérience en fait d'ordre social, est aussi absurde que d'en appeler à un *à priori* quelconque en fait d'ordre physique.

Tous les prétendus socialistes du monde auraient beau vouloir que les graves tombassent comme 2, 4, 6, 8, ils n'en tomberaient pas moins comme 1, 3, 5, 7, etc. Et tous les utopistes du monde, pour établir l'ordre, en dehors de la force et sur le seul raisonnement dès lors, auraient beau en appeler à l'expérience, qu'ils ne feront jamais que du désordre, si ce qu'ils veulent faire conformément au raisonnement, n'est PRÉALABLEMENT démontré être réellement conforme en raisonnement; c'est-à-dire : ÊTRE BASÉ SUR UNE SANCTION INÉVITABLE. De toute autre manière, le droit de la force reste seul dans son intégralité.

« — Les socialistes, dit M. Vidal, ont détourné le peuple « de l'émeute, lui ont fait prendre en horreur les moyens « violents et le désordre, cela est vrai ; ils l'ont même con- « verti aux idées d'ordre, d'hiérarchie, d'autorité..... »

— Puis vient une grande page de pareilles louanges.

Certes, rien n'est plus éloigné de notre pensée que d'accuser M. Vidal, soit de niaiserie, soit d'hypocrisie. Mais nous devons également avouer notre impuissance, pour trouver ici une troisième catégorie. Le socialisme réel, c'est l'anéantissement du paupérisme; ou, c'est un effroyable charlatanisme. Le socialisme réel, c'est, par conséquent, le renversement de la société actuelle dont l'essence est le paupérisme. Or, dire que prêcher le renversement d'une société, sans donner les moyens clairs, incontestables, d'établir la société

nouvelle en protégeant également les intérêts de tous, ce n'est point prêcher l'anarchie, est, je le répète, une de ces thèses bien extraordinaires. Les aveugles, pour éviter cette anarchie, ont un moyen qu'ils croient bon, et ils l'emploient : c'est de persécuter les prétendus socialistes. Ils ne réfléchissent pas : qu'en présence de l'incompressibilité sociale de l'examen, les idées fausses ne peuvent se détruire que par des idées vraies. La persécution, au lieu d'extirper le socialisme, centuple les prétendus socialistes. C'est que le socialisme réel est devenu un besoin, est devenu la nécessité sociale; c'est que le socialisme n'est point dans tel ou tel individu, qu'il suffirait d'écraser pour que le socialisme fût anéanti. Le socialisme réel, ou plutôt le besoin de socialisme réel, est dans l'atmosphère moral de notre époque. Il est entré avec l'incompressibilité de l'examen, et, comme toutes les endémies morales, là où il se développe le mieux, c'est au sein du martyre et des persécutions.

Après cela, et après s'être déclaré le partisan de l'autorité, vient comme toujours la condamnation du pouvoir. Le pouvoir, Monsieur, vos amis l'ont eu, et qu'en ont-ils fait? Et, si vous l'aviez, qu'en feriez-vous? Du communisme, n'est-il pas vrai? A en juger par l'imprudence de tous, c'est une folie sous le joug de laquelle il faudra peut-être passer pour arriver à l'excès de mal seul capable d'écraser l'ignorance vaniteuse.

Le chapitre VII est intitulé : CONCLUSIONS PRATIQUES.

« — S'il est intéressant, au point de vue spéculatif, dit « M. Vidal, de connaître les différentes théories et de les com- « parer, la véritable question, au point de vue pratique, ne « consiste point à savoir laquelle de ces utopies mérite la « préférence, mais de bien examiner : 1° S'il serait possible « d'introduire *aujourd'hui* la justice dans la répartition des « richesses? 2° Quelles seraient les réformes immédiatement « applicables? »

— Avant d'aller plus loin, nous dirons à M. Vidal :

la force, les sociétés que vous voyez maintenant; sociétés qui ont été bonnes pendant des milliers d'années; et qui, maintenant, se trouvent vermoulues sous les tarières de l'examen.

« — Les architectes, continuez-vous, peuvent se mettre « à l'étude. »

— Et qui jugera les plans; si, pour distinguer le bon du mauvais, vous n'avez de critérium que celui de la force, le seul que vous ayez depuis l'origine du monde, mais, désormais, percé à mort par l'examen?

« — Démontrer, clairement, continuez-vous : les vices « de nos institutions sociales, éclairer les esprits de manière « à convaincre même les conservateurs les plus obstinés, cri- « tiquer et critiquer sans relâche, c'est encore ce qu'il y a « de mieux à faire aujourd'hui. On a déjà fait beaucoup de « critiques : on n'en a pas fait assez. »

— C'est vrai, Monsieur. Mais, critiquer, c'est faire de l'anarchie : surtout quand on ne donne pas le remède; ou, même en le donnant, si on ne sait le faire accepter socialement comme vérité. Et, remarquez : que, l'efficacité du remède ne dépend pas même de sa bonté et de la démonstration de sa bonté. Tant qu'un malade est maniaque, comment voulez-vous le convaincre qu'il doit avaler votre pilule, et ne doit avaler qu'elle? C'est encore pire s'il est sourd et aveugle; quand l'efficacité du remède exige, qu'il soit avalé volontairement.

XXIII.

« Une théorie, en physique, est un système « de faits. Une théorie, en science morale, est « un système de raisons. »

BONALD.

« Et, comme il y a bonnes et mauvaises rai- « sons, il s'ensuit : qu'une bonne théorie, en « science morale, est un système de bonnes « raisons.

« Puis : comme dans un bon système, les « raisons s'enchaînent par identités et non par « analogies; que, le point de départ du sys- « tème doit appartenir à l'ordre moral; que « dans nos connaissances : nous ne savons pas « encore distinguer le moral du physique; « que nous n'y connaissons pas d'identités; et « que nous ne savons même pas, s'il existe « un ordre moral en réalité ; il s'ensuit :

« Qu'une bonne théorie, en fait de science « morale ou sociale, est à naître. »

COLINS, *Commentaire.*

« Dire qu'une chose est vraie, sous le rap- « port pratique, et qu'elle ne l'est pas sous le « rapport théorique, c'est dire qu'elle est « vraie en application et fausse en principe. « C'est donc affirmer une contradiction. »

DE GÉRANDO.

« Et, comme dans l'ordre du raisonnement, « toute pratique dérive nécessairement d'un « raisonnement quelconque, d'une théorie quel- « conque; et, qu'en fait d'ordre moral, en fait « d'ordre social, il nous est encore impossible « d'avoir une bonne théorie; comme, en époque « d'incompressibilité de l'examen une pratique « sociale, STABLE, peut seulement dériver « d'une bonne théorie; il faut en conclure : « que toute pratique sociale, STABLE, est de- « venue et se trouve encore impossible. »

COLINS, *Commentaire.*

« — Il est toujours utile, dit M. Vidal, d'extirper des er- « reurs, de signaler les dangers à venir, et l'impuissance des « moyens sur lesquels on se fie pour les conjurer, de dissi- « per des illusions dangereuses, ne fût-ce que pour mettre

Qu'il n'y a de possible, dans ce monde et dans tous les mondes possibles, que FORCE et RAISON;

Qu'avant l'incompressibilité sociale de l'examen, il est possible de baser l'ordre sur une force masquée de mauvaises raisons, qu'alors il est possible de faire accepter socialement comme bonnes;

Qu'après cette époque, il est seulement possible de baser l'ordre sur des raisons préalablement démontrées bonnes;

Et que, si même alors, l'ordre, par hasard, venait à se trouver pratiquement établi au maximum possible de bien-être pour tous, il serait immédiatement renversé : par cela seul qu'il n'aurait point été préalablement démontré être ce même maximum possible de bien-être.

C'est, nous le répétons, que, dans l'ordre moral, toute pratique dérive nécessairement d'une théorie quelconque; au lieu que dans l'ordre physique, toute théorie dérive nécessairement d'une pratique quelconque.

Il y a plus : avant de parler d'introduire la justice dans la répartition des richesses, il faudrait savoir s'il n'y a pas, *socialement* : une justice relative à une époque; une autre justice relative à une autre époque; et une époque où aucune justice n'est applicable. L'ignorance, hélas ! établit toujours mal ses problèmes. Un problème bien posé, a dit de Maistre, est un problème à moitié résolu. Et c'est là une des vérités dont il faut être préalablement convaincu, sous peine de ne jamais bien résoudre une question.

« — Or, continue M. Vidal, pour peu que le lecteur nous « ait suivi avec attention, il doit comprendre d'avance qu'une « question ainsi posée est à *peuprès* insoluble, à moins qu'on « ne veuille adopter franchement les principes d'une économie nouvelle, entrer dans la voie de *l'association* et de « *l'organisation.* »

— Nous voilà retombés dans une nouvelle question mal posée, dans une question indéterminée. La société n'est autre qu'une association; notre état social et tout état social

possible est une organisation. Mais, comment distinguer les bonnes associations, les bonnes organisations des mauvaises; et, les bonnes hier, le sont-elles encore aujourd'hui, et le seront-elles encore demain ? Tout cela est parler pour ne rien dire. C'est ce que Voltaire appelait *mâcher à vide.*

M. Vidal, qui veut établir une société nouvelle, en rendant toute société impossible, ne sait même pas en quoi consiste la société actuelle.

« — La rente, dit M. Vidal, les profits, le salariat, l'hos-
« tilité des intérêts, la concurrence, le désordre de la pro-
« duction, sont les bases, les colonnes, et les voûtes de notre
« vieux système économique. »

— M. Vidal se trompe du tout au tout. La rente, le profit, la concurrence et le salaire sont les moyens de répartir les richesses; et, ces moyens sont inhérents à toute société possible. L'hostilité des intérêts et les désordres de la production sont inhérents à l'époque d'incompressibilité d'examen : tant que l'ignorance sociale, sur la réalité du droit, n'est point anéantie.

« — Pour peu qu'on y touche, continue M. Vidal, tout
« va s'écrouler. Il n'y a donc pas dès lors aujourd'hui de
« restauration possible : reste tout au plus à placer des arcs-
« boutants en dehors, à gâcher provisoirement du plâtre dans
« les crevasses.

« Mais reste surtout à bien faire comprendre que l'édifice,
« malgré ces étais et ce replâtrage, ne peut durer longtemps :
« *caveant consules !* il faut bon gré, mal gré, songer à bâtir
« si l'on ne veut être pris au dépourvu. »

— Il faut plus, Monsieur, il faut trouver des fondements solides, sinon, on ne fera qu'amonceler ruines sur ruines.

« — Il faut au plus vite, continue M. Vidal, dresser des
« plans et rassembler des matériaux. »

— Ainsi faisait-on, Monsieur, pour la tour de Babel. Et, les constructeurs de cette époque ont édifié; au critérium de

la force, les sociétés que vous voyez maintenant; sociétés qui ont été bonnes pendant des milliers d'années; et qui, maintenant, se trouvent vermoulues sous les tarières de l'examen.

« — Les architectes, continuez-vous, peuvent se mettre « à l'étude. »

— Et qui jugera les plans; si, pour distinguer le bon du mauvais, vous n'avez de critérium que celui de la force, le seul que vous ayez depuis l'origine du monde, mais, désormais, percé à mort par l'examen?

« — Démontrer, clairement, continuez-vous : les vices « de nos institutions sociales, éclairer les esprits de manière « à convaincre même les conservateurs les plus obstinés, cri- « tiquer et critiquer sans relâche, c'est encore ce qu'il y a « de mieux à faire aujourd'hui. On a déjà fait beaucoup de « critiques : on n'en a pas fait assez. »

— C'est vrai, Monsieur. Mais, critiquer, c'est faire de l'anarchie : surtout quand on ne donne pas le remède; ou, même en le donnant, si on ne sait le faire accepter socialement comme vérité. Et, remarquez : que, l'efficacité du remède ne dépend pas même de sa bonté et de la démonstration de sa bonté. Tant qu'un malade est maniaque, comment voulez-vous le convaincre qu'il doit avaler votre pilule, et ne doit avaler qu'elle? C'est encore pire s'il est sourd et aveugle; quand l'efficacité du remède exige, qu'il soit avalé volontairement.

XXIII.

« Une théorie, en physique, est un système « de faits. Une théorie, en science morale, est « un système de raisons. »

BONALD.

« Et, comme il y a bonnes et mauvaises rai- « sons, il s'ensuit : qu'une bonne théorie, en « science morale, est un système de bonnes « raisons.

« Puis : comme dans un bon système, les « raisons s'enchaînent par identités et non par « analogies; que, le point de départ du sys- « tème doit appartenir à l'ordre moral; que « dans nos connaissances : nous ne savons pas « encore distinguer le moral du physique; « que nous n'y connaissons pas d'identités; et « que nous ne savons même pas, s'il existe « un ordre moral en réalité ; il s'ensuit :

« Qu'une bonne théorie, en fait de science « morale ou sociale, est à naître. »

COLINS, *Commentaire.*

« Dire qu'une chose est vraie, sous le rap- « port pratique, et qu'elle ne l'est pas sous le « rapport théorique, c'est dire qu'elle est « vraie en application et fausse en principe. « C'est donc affirmer une contradiction. »

DE GERANDO.

« Et, comme dans l'ordre du raisonnement, « toute pratique dérive nécessairement d'un « raisonnement quelconque, d'une théorie quel- « conque; et, qu'en fait d'ordre moral, en fait « d'ordre social, il nous est encore impossible « d'avoir une bonne théorie; comme, en époque « d'incompressibilité de l'examen une pratique « sociale, STABLE, peut seulement dériver « d'une bonne théorie; il faut en conclure : « que toute pratique sociale, STABLE, est de- « venue et se trouve encore impossible. »

COLINS, *Commentaire.*

« — Il est toujours utile, dit M. Vidal, d'extirper des er- « reurs, de signaler les dangers à venir, et l'impuissance des « moyens sur lesquels on se fie pour les conjurer, de dissi- « per des illusions dangereuses, ne fût-ce que pour mettre

« les savants et les hommes d'État en demeure d'aviser au « salut de la chose publique. »

— C'est vrai. Mais vous avez semé de nouvelles erreurs; vous n'en avez point signalé les dangers présents et à venir; non plus que l'impuissance des moyens que vous indiquez pour les conjurer; et, vous avez en outre, décuplé la force du verre, qui multiplie les illusions dangereuses.

Voulez-vous un exemple de la méthode dont M. Vidal fait usage, pour être socialement utile? écoutez :

« — Il ne faut point, dit-il, jouer aux réformes : mieux « vaut savoir attendre la maturité des idées et le temps op- « portun, que de leurrer inutilement le peuple avec des élixirs « sans vertus, à la façon des charlatans. »

— Et qu'est-ce qui caractérise le charlatan? c'est de faire usage de palliatifs, parce qu'il est ignorant du remède radical.

Bien! voici maintenant ce que dit M. Vidal à la même page :

« — La véritable question aujourd'hui se réduit donc à « chercher comment il serait possible de neutraliser en partie « les funestes effets de nos institutions économiques; à exami- « ner le parti qu'on pourrait tirer en 1846, avec nos lois, « nos mœurs et nos préjugés, des principes d'association et « d'organisation appliqués comme PALLIATIFS, etc. »

— Et savez-vous quels sont ces palliatifs? Faire des prêts aux ouvriers; leur fournir des instruments de travail. Et le travail qui le fournira?

« — Nous voilà, certes, continue M. Vidal, bien loin du « pays des utopistes. »

— Hélas! non, Monsieur; vous y êtes plus que jamais.

« — Ainsi posé, s'écrie M. Vidal, le problème se trouve « singulièrement circonscrit; et des hauteurs de l'idéal, nous « retombons brusquement sur la terre, sous l'empire de la « réalité et de la nécessité. »

— Consolez-vous, Monsieur! si l'idéal est le fou, l'impossible, faire des avances aux ouvriers, sous le règne de la société actuelle, est digne d'appartenir au beau idéal par excellence.

Après cela, M. Vidal se moque des institutions de notre société; et certes, il n'est pas difficile d'en dire du mal. Mais, M. Vidal a été le conseiller de celui qui tenait la poêle sociale. Qu'en est-il résulté?

Puis, M. Vidal remonte sur son dada : les ateliers nationaux. Rien n'est plus dangereux au malade qu'un mauvais médecin... si ce n'est peut-être ceux qui le lui prônent.

Après cela, viennent les colonies agricoles, les...

A tout cela, il ne manque qu'une chose, une bagatelle, de l'argent... et en outre de ne pas oublier : que, cet argent, sous notre société, c'est nécessairement le pauvre qui doit le payer ou mourir.

M. Vidal paraît cependant ne pas oublier que l'argent est un point important.

« — Le manque de capitaux, dit-il, est le grand obstacle « aux entreprises les plus utiles; nous avons essayé de lever « cet obstacle... »

— Nous sommes forcé de dire à M. Vidal qu'il n'a point consulté ses forces. Il veut faire de l'argent avec de la production. Il oublie que, dans notre société, il y a déjà plus de production que de puissance de consommation. M. Vidal augmenterait le mal des deux côtés : d'abord, nouveau surcroît de production; puis, nouvelle diminution de consommation : car, les dépenses de production seraient nécessairement prises sur les nécessiteux : puisque, sous notre société, eux seuls peuvent payer. Mettez l'impôt sur le sol, il est rejeté sur le consommateur, dit M. Thiers avec juste raison. Mettez-le sur l'industrie ou le commerce, il en est de même. Tant que le sol est aliéné, l'impôt pèse nécessairement sur le travail. Dès que le sol appartient à la propriété collective, l'impôt, quel qu'il soit, et de quelque manière

qu'il puisse être frappé, pèse nécessairement et exclusivement sur la richesse.

Si M. Vidal a beaucoup de millions à manger ; qu'il les consacre à ses colonies agricoles, et, bientôt il sera réduit à l'hôpital.

Toutes ces prédications d'amélioration ne produisent et ne peuvent produire qu'un seul bien : faire sentir la nécessité du remède radical ; et, par leur impossibilité de réussite, porter l'anarchie au point de forcer : les vaniteux d'une part ; et, les entêtés d'une autre ; à reconnaître leur propre ignorance.

Après avoir vanté ses palliatifs, M. Vidal finit par accoucher de la déclaration suivante :

« — On a beau dire et beau faire, s'écrie-t-il, de tout « côté le cercle vicieux nous enserre à nous étouffer ; et la « réforme la plus insignifiante, pour être rendue possible, « *exige une réforme complète et générale,* si bien qu'il devient « plus simple, plus facile, et en même temps plus avanta- « geux pour toutes les classes, sans exception, de modifier à « la fois l'ensemble de notre *organisation économique*, que « d'en modifier une partie. »

— Ainsi, adieu à la valeur de tous les palliatifs possibles !

Il y a plus encore : l'*organisation économique.* — Et il n'y en a que deux de possibles : celle où le sol est aliéné, et celle où il appartient à la propriété collective. — L'*organisation économique*, dis-je, doit évidemment se trouver subordonnée à l'état des intelligences. De là trois phases distinctes et nécessaires dans le cours de toute humanité possible.

Lorsque, par ignorance sociale sur la réalité du droit, les intelligences doivent être subordonnées à un droit hypothétique, socialement donné comme vrai, il faut : que, l'hypothèse soit socialement unique. Car, si elles étaient deux seulement ; leurs forces se combattraient nécessairement ; et, il en résulterait : ou la mort de l'une ou la mort sociale. Il faut en outre : que, *l'hypothèse*, socialement unique, et imposée par

l'éducation dont les forts alors sont les maîtres, ne puisse être examinée par les masses sous peine de perdre sa valeur de droit, sa valeur sociale. De là, la nécessité de l'aliénation du sol, d'où naît nécessairement un paupérisme qui, dès lors, en empêchant que les masses aient le temps d'examiner, devient la base matérielle de l'ordre : tant, qu'il est possible de vouer à une inquisition, quiconque voudrait faire prévaloir son instruction particulière, sur l'éducation socialement imposée.

Telle est la première phase de toute humanité possible.

Lorsque ensuite, les intelligences sont ordonnées à la vérité rendue rationnellement incontestable vis-à-vis de tous et de chacun, la vérité essentiellement une, n'a plus à craindre d'opposition quelconque ; toute opposition étant alors rationnellement impossible. L'éducation de tous, se trouve, alors, basée sur l'instruction, éducation nécessairement une alors, comme l'instruction dont elle dérive ; le développement de l'instruction de chacun confirme nécessairement ce qui a été inculqué par l'éducation ; et, la vérité peut être socialement examinée, sans avoir à craindre de rien perdre de sa valeur de droit, de sa valeur sociale. De là, la nécessité de l'entrée du sol à la propriété collective, dont la conséquence nécessaire est l'anéantissement du paupérisme, devenu, par l'incompressibilité sociale de l'examen, source d'un désordre inextinguible : tant, que la vérité ne peut être incontestablement démontrée.

Telle est la troisième phase de toute humanité possible.

La seconde phase existe : lorsque l'examen se trouve devenu socialement incompressible ; et, que la vérité sur la réalité du droit, est encore socialement ignorée. L'injustice absolue du paupérisme, ne peut plus, alors, être cachée aux masses, aux masses pouvant se révolter contre une éducation devenue impuissante, pour étouffer les efforts de l'instruction développant des vérités négatives. De là, l'une des faces de l'inévitabilité du désordre. Et, si même alors, le paupérisme pouvait être anéanti ; cet anéantissement ne ferait que

hâter, chez les masses, la connaissance de l'ignorance sociale sur la réalité du droit. Alors l'hypothèse, base illusoire du droit se trouverait anéantie; et, la vérité, base réelle du droit, n'étant pas encore connue; l'anarchie, en permanence, causerait la mort sociale : si la vérité ne venait sauver le monde d'une imminente destruction.

Après avoir avoué l'impuissance des palliatifs, vient de la part de M. Vidal, une nouvelle excommunication de la rente, des profits, des salaires et de la concurrence. Puis il ajoute:

« — Si l'on ne commence pas par organiser l'industrie, « rien n'est possible. »

— C'est, comme si, en fait de poëme, il disait : si on n'organise pas les syllabes, avant d'organiser les idées, rien n'est possible.

M. Vidal termine ce chapitre en disant: qu'il ne demande pas autre chose, si ce n'est qu'on dise de lui que ses utopies sont les rêves d'un homme bien intentionné. Il faudrait être fou ou méchant pour douter de la bonne volonté, de M. Vidal. Mais, il voudra bien remarquer : que *l'enfer est pavé de bonnes intentions.*

Le chapitre VIII est intitulé : ÉPILOGUE.

« — Nous avons voulu démontrer, dit M. Vidal..... que « le paupérisme est le résultat nécessaire de nos institu- « tions. »

— Oui, comme la chute du second capucin de cartes fait tomber le troisième. Mais, qui est-ce qui fait tomber le premier?

Les institutions existantes sont le résultat nécessaire de l'ignorance sociale sur la réalité du droit; et, le paupérisme est le résultat nécessaire de ces institutions.

Tant que le paupérisme reste compatible avec l'existence de l'ordre, l'ordre existe par le despotisme.

Lorsque, l'ordre ne peut plus se baser sur le despotisme, parce que l'incompressibilité de l'examen et le paupérisme

s'y opposent; l'anarchie existe nécessairement; jusqu'à ce que l'ignorance sociale et le paupérisme disparaissent simultanément.

« — La conclusion naturelle de ce livre, continue M. Vi-
« dal, est donc qu'il faut au plus vite réformer notre régime
« industriel. »

— Et voilà précisément en quoi ce livre est mauvais. Ce qu'il faut faire au plus vite, c'est : d'abord de reconnaître son ignorance sur la réalité du droit; de reconnaître ensuite que cette ignorance, en présence de l'incompressibilité de l'examen, implique l'anarchie; et, enfin, de chercher à détruire cette ignorance. Si, même auparavant, vous aviez anéanti le paupérisme; et, à cet égard, M. Vidal n'a pas même proposé l'ombre d'un moyen rationnel; vous n'auriez fait qu'aggraver le mal social, c'est-à-dire l'anarchie.

« — Andrieux disait, continue M. Vidal, ««.s'il est vrai,
« ainsi que le prétend madame de Staël, que tout l'ordre
« social soit basé sur la patience des classes laborieuses,
« que deviendra cet ordre, le jour où la patience leur
« manquera ? Cela vaut bien la peine qu'on y songe. »»
« Assurément cela en vaut la peine. Prenons garde ! La ci-
« vilisation antique a péri par l'esclavage : la civilisation
« moderne, si l'on continue à laisser faire, pourrait bien
« périr par le paupérisme, et périr de mort violente. »

— C'est très-vrai. Mais, M. Vidal est au premier rang de ceux qui ne veulent point prendre garde. Il méconnaît complétement la cause du paupérisme ; et, ressemble à celui qui voulant remédier à une invasion de souris, recommandait d'y ajouter : un nombre double de rats.

« — Toutes les classes, continue M. Vidal, aspirent.....
« à conquérir des droits sociaux. »

— Des droits, Monsieur ! Il y a droit prétendu, et droit réel. Tout droit dépourvu de sanction est un mot vide

de sens. Tout droit prétendu n'a de sanction que la force. La force est devenue impuissante pour servir de base stable à un prétendu droit. Et, où se trouve, Monsieur, la sanction du droit réel?

« — Les sociétés ignorantes, dit M. Vidal, peuvent être « gouvernées par la force seule; les sociétés éclairées n'o- « béissent qu'à la raison, ne reconnaissent que le droit. »

— Très-bien! Monsieur. Mais, il y a raison prétendue et raison réelle. Savez-vous socialement, distinguer l'une de l'autre? Avez-vous, socialement, un droit autre que celui formulé par la force? Avez-vous une sanction autre que la force?

Non, n'est-il pas vrai? Votre société est donc encore ignorante. Et il y a plus : cette société encore crassement ignorante des vérités positives, ne peut plus être maintenue ignorante des vérités négatives, destructives de tout droit hypothétique. Cette société ne peut donc plus être gouvernée par la seule force : puisqu'il est devenu impossible de transformer une force en droit. Commencez-vous à comprendre : que, tout votre travail a été échafaudé sur des illusions?

Puis, vous citez un passage de Chateaubriand. Chateaubriand, Monsieur, croyait ou faisait semblant de croire à l'enfer chrétien, comme sanction de droit. Y croyez-vous, Monsieur, où faites-vous semblant d'y croire; ou bien avez-vous une autre sanction dont vous puissiez démontrer la réalité, et la démontrer de manière à ce que la démonstration s'impose à l'humanité comme un est un? Tant que votre société, ne l'a point cette démonstration, elle est ignorante. Et, dès que la force, dans ce cas, ne peut plus lui servir de sanction, elle est essentiellement anarchique.

« Le développement de l'instruction générale, a fait, dit « M. Vidal, justice des préjugés. »

— Justice des préjugés! *Bone Deus!* Eh! Monsieur! jamais il n'y en a eu autant, et d'aussi anarchiques. Vous-même

êtes un de ceux qui en êtes le plus chargé. Vous exposez admirablement tous les germes de désordre qui se trouvent au sein de votre société; et, vous contribuez merveilleusement à les développer. Mais, exposer et développer le désordre; est-ce un remède contre l'anarchie?

« — Une révolution aujourd'hui, dit M. Vidal, serait ter-
« rible, épouvantable! Elle ferait des victimes, des débris et
« des ruines, sans organiser un ordre nouveau. »

— C'est encore vrai. Mais elle fera sentir le besoin d'un ordre nouveau; et détruira beaucoup de vanité. N'est-ce donc rien? Puis, à qui la faute, s'il y a des victimes? D'une part à ceux qui n'ont pas voulu voir le mal, là où il était; ensuite, à ceux qui ont trompé le malade, en lui faisant avaler de mauvaises drogues.

« — Les meneurs eux-mêmes, ajoute M. Vidal, sont loin
« d'être d'accord; à peine savent-ils *vaguement* ce qu'il fau-
« drait proposer le lendemain. »

— Alors, pourquoi donc ont-ils la vanité de proposer aujourd'hui?

« — Et alors même, ajoutez-vous, qu'ils auraient DES
« IDÉES politiques bien arrêtées, leurs projets rencontre-
« raient des obstacles invincibles, parce que..... »

— Le meilleur des *parce que* vous ne le dites pas. Tant qu'il y a des idées différentes sur le droit, il y a nécessairement anarchie. Voyons maintenant vos *parce que*.

« — Parce que, dites-vous, l'opinion publique n'est pas
« préparée. »

— L'opinion publique, Monsieur, est toujours une sotte: parce que quiconque a une opinion est un sot. Vous le savez: c'est Cicéron, Saint-Augustin et le bon sens qui le disent.

« — Parce que, continuez-vous, le peuple ne sait pas en-
« core ce qu'il veut. »

— Le peuple, Monsieur, n'est pas plus un être que trois ne sont un; et, il n'y a que l'unité qui puisse vouloir autrement qu'au figuré. Chaque individu, faisant partie du peuple, doit, quand il n'est ni fou, ni ignorant, vouloir ce qui est ordonné par l'éternelle raison, à laquelle aussi les sots donnent une volonté. Mais, qu'ordonne la raison? Et où se trouve la sanction de ce qu'elle ordonne?

« — Parce que, continuez-vous, son éducation (du peuple) « n'est pas faite. »

— Et qui la lui fera s'il vous plaît? Avez-vous là-dessus une réponse claire, précise, et qui ne soit point du galimatias double?

L'éducation, Monsieur, se donne aux masses par les forts : pour inculquer l'obéissance aux faibles. Mais, lorsque cette éducation n'est plus possible, comment faire? Voyons, Monsieur, répondez et ne tergiversez pas. A votre place, et sous le coup d'une pareille question, je ne serais nullement embarrassé.

« — La résistance, la plus opiniâtre, peut-être, conti- « nuez-vous, viendrait de ceux-là même au profit desquels « la révolution aurait été tentée, des classes ignorantes sur- « tout, bien plutôt que des hommes éclairés. »

— Ainsi, Monsieur, il y a des hommes éclairés; et, vous en faites partie, puisque vous enseignez.

Voudriez-vous nous dire : si le droit est réel; et, où s'en trouve la sanction?

Hors ces connaissances, toutes les autres sont essentiellement anarchiques; et, par conséquent, ne sont que de l'ignorance.

« — Quand les esprits, continue M. Vidal, auront été « suffisamment préparés..... »

— Préparés par quoi, s'il vous plaît? Par des sottises ou par la vérité? Et comment distingue-t-on les sottises des vérités?

« — Il se formera, continue le maître, une grande opi-
« nion nationale, qui saura triompher de tous les obstacles. »

— Ah! ah! Et aussi des grandes opinions nationales voisines, sans doute. Il sera joli le charivari! Puis, il n'y a que des sots qui aient des opinions; puis, les opinions sont variables comme l'atmosphère; puis, elles n'ont de critérium que la force, comme le maître va le dire lui-même : Il sera bien joli, très-joli, le charivari!

« — Le pouvoir lui-même bon gré, mal gré, continue le
« maître, prendra l'initiative des réformes. »

— Il paraît : que, le pouvoir pourra avoir une autre opinion que l'opinion générale. Alors, l'opinion générale ne sera pas générale. Comment faire, dans ce cas? Vous allez le savoir.

« — Ou, continue le maître, s'il refuse, alors le moment
« sera venu de recourir à la force... »

— Il est joli le moyen!

« — Pour, continue le maître, faire triompher la raison. »

— Laquelle, s'il vous plaît? la bonne ou la mauvaise? Et le juge de la bonne ou de la mauvaise? C'est donc toujours la force? Bel éclairage, Monsieur, que vous avez répandu sur l'humanité.

RESUMÉ RELATIF A LA RÉPARTITION DES RICHESSES.

La répartition des richesses se fait toujours NÉCESSAIREMENT; et, NÉCESSAIREMENT aussi, elle dérive de l'organisation de la propriété, laquelle NÉCESSAIREMENT encore, dérive de l'état des connaissances.

Quand le sol est aliéné, les richesses se répartissent de manière : que la plus grande part possible, aille à la plus petite minorité possible; et cela au critérium de la force.

Quand le sol peut entrer à la propriété collective, la richesse se répartit entre tous; et cela, au critérium de la raison réelle, alors socialement souveraine.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL.

—

La situation sociale actuelle est caractérisée :

1° Par l'existence des nationalités, maintenant en contact intellectuel inévitable ;

2° Par l'ignorance sociale sur la réalité du droit : PAUPÉRISME MORAL ;

3° Par la misère des masses croissant parallèlement et proportionnellement à la richesse progressivement croissante : PAUPÉRISME MATÉRIEL.

CONSÉQUENCES.

Des autonomies différentes, en contact intellectuel inévitable, constituent une situation essentiellement anarchique.

De plus, le paupérisme matériel est incompatible avec l'existence de l'ordre, en présence de l'incompressibilité de l'examen.

Or, l'ORDRE : C'EST LA VIE SOCIALE.

CONCLUSIONS.

Les nationalités doivent être anéanties ;

Le paupérisme matériel doit être anéanti ;

SOUS PEINE DE MORT SOCIALE.

CAUSES DU MAL SOCIAL.

La cause des différentes autonomies est l'ignorance sociale sur la réalité du droit.

La cause du contact intellectuel et inévitable des autonomies est l'incompressibilité de l'examen.

La cause première du paupérisme matériel est le paupérisme moral.

La cause secondaire du paupérisme matériel est l'aliénation du sol.

REMÈDE SOCIAL.

Le remède social se compose :

1° De la démonstration rationnellement incontestable de la réalité du droit, anéantissant les nationalités, lorsque l'anarchie les a forcées : de chercher cette démonstration ; et de s'y soumettre volontairement, lorsqu'elle est trouvée.

2° De l'entrée du sol à la propriété collective.

RÉSULTATS.

Au moral :

La CERTITUDE pour chacun :

Que les fautes, commises dans cette vie, seront expiées, sinon dans cette même vie, au moins dans une vie postérieure ; comme les malheurs éprouvés dans cette vie, sont l'expiation de fautes commises, sinon dans cette même vie, au moins dans une vie antérieure.

Au physique :

L'élévation, au maximum possible des circonstances, de la production et de la consommation ;

L'élévation du salaire au maximum possible des circonstances ;

L'abaissement, toujours au maximum possible des circonstances, de l'intérêt du capital.

LAGNY — Imprimerie de VIALAT et Cie.

LAGNY — Imprimerie de VIALAT et Cie.